

Le Monde

7, rue des Beaux-Arts, 75007 Paris Cedex 07



DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 13993 4.80 F

MARDI 30 JANVIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'avenir des deux Etats allemands et les remous en Europe de l'Est

Accélération

LES sociaux-démocrates viennent de remporter une victoire dans chacun des deux Etats allemands. A l'Ouest, la majorité absolue que s'est acquise dimanche 28 janvier aux élections de Sarre M. Oskar Lafontaine fait de lui le candidat social-démocrate le plus probable pour la chancellerie fédérale en décembre prochain, quand auront lieu les élections générales.

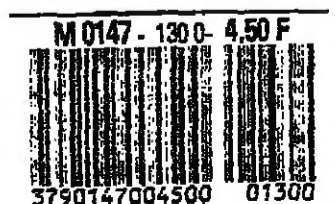
A l'Est, les sociaux-démocrates ont obtenu que les élections initialement prévues pour le 6 mai soient avancées au 18 mars, ce qui incontestablement les sert : dans le paysage politique encore très flou de la RDA, ils sont en effet la seule force aux contours clairement définis, qui peut se prévaloir d'une tradition historique et qui ne s'est pas compromise ces quarante-cinq dernières années avec le régime communiste.

CES deux événements traduisent, chacun à sa manière, la dégradation de la situation en RDA, que ses habitants continuent de désigner en masse et où le gouvernement dominé par les communistes n'était pas en mesure de « tenir » jusqu'en mai. La victoire de M. Lafontaine en Sarre doit beaucoup à ses prises de position contre l'émigration des Allemands de l'Est en République fédérale. Cet exode, dont le rythme est à nouveau supérieur à deux mille personnes par jour, provoque en effet des mouvements hostiles en République fédérale. Le leader social-démocrate de Sarre, s'exposant aux critiques, y compris dans son propre parti, n'avait pas hésité à y aller quelques semaines à demander qu'il soit limité et que soient supprimés les aides sociales accordées aux réfugiés. Cette démagogie a payé : le pire score réalisé, dimanche en Sarre, par le Parti républicain (extrême droite), en témoigne.

M. LAFONTAINE aura été très large, à la fois dans l'électorat « poujadiste » et, grâce à ses professions de foi écologistes ou à ses déclarations intempestives sur le départ des troupes américaines d'Allemagne, dans celui des Verts. Cela étant, la Sarre, qui de M. Lafontaine, n'est pas la République fédérale. Les sondages ont montré ces dernières semaines que dans l'ensemble du pays M. Helmut Kohl, en très mauvaise posture il y a six mois, a nettement remonté la pente, grâce à la façon dont il gère la question allemande. Il a fait en homme d'Etat responsable, et les reproches qui pouvaient lui être adressés en particulier à propos de ses ambiguïtés sur la frontière Oder-Neisse sont désormais tombés.

Pour lui faire concurrence, il faudra que le SPD cesse d'avoir sur l'unité allemande un double langage : d'un côté, celui de M. Willy Brandt, qui, parlant pour l'Histoire dans les discours qu'il prononce en RDA, exalte le sentiment national allemand comme aucun autre homme politique ouest-allemand ne se permettrait de le faire ; de l'autre côté, celui de M. Oskar Lafontaine, qui fut jusqu'à une période récente l'un des sociaux-démocrates les plus hostiles à l'idée de l'unité allemande.

Lire page 5
Article de LUC ROSENZWEIG



En RDA, les premières élections libres auront lieu dès le 18 mars

Les élections en RDA auront lieu le 18 mars, soit deux mois avant la date initialement prévue. Ainsi en ont décidé dimanche 28 janvier, l'ensemble des formations politiques est-allemandes. D'autre part, il a été convenu qu'un nouveau gouvernement gèrera les affaires courantes jusqu'à ces élections. Dirigé par M. Modrow, il comportera des représentants de toutes les formations participant à la table ronde. D'autre part, le Parti social-démocrate, dirigé par M. Oskar Lafontaine, a remporté dimanche une écrasante victoire aux élections.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Le gouvernement est-allemand de M. Modrow et l'ensemble des formations politiques est-allemandes représentées à la table ronde, ont tiré, dimanche soir 28 janvier, la conclusion de la crise dans laquelle l'effondrement des institutions communistes a plongé la RDA. Au cours d'une réunion qui a duré près de sept heures, il a été décidé d'avancer de deux mois les élections législatives qui auront lieu le 18 mars. A la date du 6 mai initialement prévue se dérouleront des élections locales — rendues elles aussi impératives par la paralysie actuelle des municipalités. En attendant les élections, la gestion des affaires courantes de l'Etat sera assurée par un gouvernement de « responsabilité nationale », toujours

dirigé par le premier ministre sortant, M. Hans Modrow, membre du Parti communiste. Ce gouvernement doit être formé par l'ancienne équipe sortante composée des communistes et des quatre partis anciennement associés à ces derniers dans le bloc national, à laquelle viendront s'ajouter neuf ministres sans portefeuille, un pour chacune des formations d'opposition représentées à la table ronde. Un ministre sera spécialement chargé de la liaison avec cette dernière qui continuera à fonctionner comme organe de contrôle. La composition du cabinet doit être annoncée d'ici le 31 janvier par M. Modrow qui devait entre-temps se rendre lundi soir en visite à Moscou.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 4

Le voyage du pape au Sahel

Un appel au dialogue entre chrétiens et musulmans

page 6

Procès d'un réseau terroriste

Fouad Ali Saleh répond devant la justice des attentats meurtriers de Paris commis en 1985 et 1986

page 11 - section B

Evasions en série

Après une nouvelle évasion à la prison de Loos-les-Lille, le garde des sceaux promet des « mesures immédiates »

page 42 - section C

Cliniques de Marseille

M. Jean Chouraqui, directeur de trois établissements, a été inculpé de complicité d'assassinat dans l'affaire Léonora Mout

page 12 - section B

Philips à l'Est

La firme néerlandaise va investir plus de 1 milliard de francs

page 40 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42 - section C

Gallimard entre frères et sœurs

M^{me} Françoise Gallimard, en mettant en vente ses actions, menace l'équilibre de l'actionnariat

Chez Gallimard, la bataille familiale reprend. Et d'une manière assez inattendue, puisque c'est, cette fois, M^{me} Françoise Gallimard, l'aînée des quatre enfants, qui prend l'offensive en chargeant la banque new-yorkaise d'investissement Henry Ansbacher de mettre en vente les 12,5 % d'actions qu'elle possède.

Dans la querelle des « héritiers Gallimard » pour le contrôle de la plus prestigieuse maison d'édition française, créée en 1911 par Gaston Gallimard, on ne parlait jusqu'ici que du combat entre le fils aîné, M. Christian Gallimard — évincé de l'entreprise par son père Claude en 1983 — et son frère cadet Antoine, PDG depuis 1988 et actionnaire principal avec 33 % des parts. Les deux sœurs, Françoise et Isabelle, la

benjamine, n'étaient considérées que comme des forces d'appoint devant apporter leur soutien à l'un ou l'autre de leurs frères.

Se disant « lasse de cette situation et de ces stéréotypes », M^{me} Françoise Gallimard a voulu affirmer de manière spectaculaire sa présence autonome dans la bataille. Etant la plus âgée de la fratrie, elle aurait été la prétendante légitime à la succession de son père, si, dit-elle,

elle « avait été un homme », si la « loi salique » s'appliquait jadis au royaume n'était pas toujours en vigueur dans les coutumes sociales.

En confiant ses intérêts à des Américains, M^{me} Gallimard (son premier mari était américain et elle a gardé beaucoup de relations aux Etats-Unis) n'ignore pas qu'elle « internationalise » le conflit familial.

JOSYANE SAVIGNEAU

Lire la suite page 21 - section C

CHAMPS ÉCONOMIQUES

• La Sécurité sociale en quête d'une cotisation nouvelle. • Trop de porc, trop peu de bœuf. • L'iniquité des quotas laitiers. • La chronique de Paul Fabra : les taux d'intérêt et les mœurs du marché.

pages 25 à 27 - section C

En Roumanie, les partisans du pouvoir manifestent après ceux de l'opposition

Après le succès de la manifestation organisée, dimanche 28 janvier, par les trois principaux partis opposés au Front de salut national, ce dernier, à son tour, mobilise ses troupes. Lundi matin, alors que le Conseil du Front demandait, à la radio, que « tout le pays retourne au travail », l'on signalait que des milliers de manifestants, principalement ouvriers et écoliers, convergèrent vers la place de la Victoire, pour soutenir le Front, violemment attaqué la veille. Le consensus national dont ce dernier s'estimait jusqu'alors le garant apparaît ainsi bien lézardé.

Lire également

• YUGOSLAVIE
Les affrontements au Kosovo auraient fait douze morts

page 3

• POLOGNE
L'« aggiornamento » du POU

page 4

• URSS
Les conflits ethniques et la situation dans le Caucase

page 5



Lire nos informations page 3

Les « bons choix » de M. Mitterrand

Le président de la République a des « préférés » mais ne veut pas de dauphin

Une fois n'est pas coutume, le week-end politique a été celui d'une amorce de clarification au sein de la majorité, et du PS lui-même. Elle concerne les choix du président, et la stratégie du premier ministre.

Depuis le fameux comité directeur du 13 janvier, qui a marqué l'éclatement de son propre courant, M. Mitterrand avait semblé, avec une vigueur aux allures de volonté de revanche contre ceux qui avaient porté M. Mauroy à la tête du parti, prendre fait et cause pour M. Laurent Fabius. Au point de paraître justifier, a posteriori, le « mot » de M. Mauroy, reprochant à M. Fabius de « se présenter comme le chouchou du président ». Ayant sans doute le souci d'éviter de pâtir lui-même d'un éventuel mauvais résultat de son poulain, le chef de l'Etat a

donc loué, samedi, le « courage », la « ténacité » et la « clarté d'esprit » de M. Lionel Jospin, qui, à ce stade, paraît en mesure de rallier à la motion qu'il signe avec M. Mauroy le plus grand nombre de suffrages de militants socialistes.

Apparemment, cette navigation à la godille — une faveur à l'un, un compliment à l'autre — pourrait être de nature à brouiller les pistes. En fait, elle est plutôt de nature à clarifier la position du président : s'il a, incontestablement, une préférence personnelle, il ne saurait avoir de « dauphin ».

A l'évidence, M. Mitterrand considère que, parmi tous les talents qu'il a suscités, M. Fabius est le mieux doté. En tout cas, il en parle d'une façon qui ne laisse planer aucun doute

sur la connivence et l'affection qui le lient à celui qui fut son plus proche collaborateur à la tête du PS, et le désigne comme le plus intelligent, le plus cultivé, le plus prometteur de ceux qu'il a distingués. Les cicatrices paraissent fermées, malgré le brutal rappel, par la venue de Charles Hernu, de l'affaire Greenpeace. La prédilection est intacte. Même s'il jure ses grands dieux qu'il n'a jamais déroulé le tapis rouge sous les pieds de M. Fabius, M. Mitterrand a constamment dégagé le terrain en sa faveur, et place sans doute le président de l'Assemblée nationale à part de destin avec lui-même, le distinguant ainsi de M. Jospin.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Lire la suite page 9

Antoine Spire

Ces enfants qui nous manquent

Izieu,

6 avril 1944



« Sobriété du talent, minceur de l'écriture, intelligence de l'analyse. A. Spire nous oblige à affronter l'indivisible par : »

« Lisez ce livre. Vous y entendrez des voix belles et fortes, vous ferez mal, tant pis ! »

MAREN SELL

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 2,25 kr. ; Espagne, 180 pes. ; France, 4,80 F ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 30 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 6 000 DL. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 mk. ; Suisse, 1,90 F. ; USA (NY), 1,90 \$; USA (LA), 1,90 \$.

هكدامو الراس

DÉBATS

LA GRÈVE DES INTERNES ET DES CHEFS DE CLINIQUE

Le choix de l'hôpital public

Les revendications des internes de médecine générale ou de spécialité, des chefs de clinique-assistants et des assistants des hôpitaux publics sont dues aux difficultés qu'ils rencontrent pour trouver, à la fin de leur contrat, un débouché professionnel qui les satisfasse.

Les centres hospitaliers universitaires n'offrent qu'à un nombre infime de jeunes médecins la possibilité de poursuivre en même temps une carrière universitaire et une carrière hospitalière. Dans les centres hospitaliers généraux, la situation est très variable selon les spécialités : de nombreux postes de radiologie, d'obstétrique, d'anesthésiologie ne sont pas pourvus.

La différence entre les revenus des médecins salariés des hôpitaux et ceux des médecins libéraux de même compétence peut expliquer en partie la désaffection des jeunes médecins pour ces spécialités exercées à l'hôpital.

Pour la plupart des autres disciplines, il n'y a que peu de postes vacants, trop peu en tout cas pour tous ceux qui seraient éventuellement intéressés. La majorité des médecins quittant l'hôpital à la fin de leurs fonctions d'interne ou de chef de clinique se trouve donc dans l'obligation de s'installer dans le secteur libéral. Il est donc normal qu'il s'intéresse de très près aux discussions conventionnelles entre les syndicats de médecins libéraux et les caisses d'assurances-maladie ainsi qu'à la récente loi limitant de fait la possibilité d'installation des professions libérales dans les grandes villes. Les praticiens des hôpitaux publics sont parfaitement conscients de la nécessité de trouver rapidement une solution à ces problèmes.

On se trouve cependant, actuellement, devant une situation assez étrange : les internes, les chefs de clinique et les assistants font une grève dure : grève des soins mais aussi, à deux reprises, grève des urgences, non-réponse aux mises en demeure de l'administration hospitalière. Les étudiants hospitaliers, qui seront les internes de demain, suivent logiquement leurs aînés. En revanche, les syndicats de médecins libéraux ne soutiennent pas activement les revendications de ceux qui seront demain leurs adhérents.

L'hôpital public porte donc, aujourd'hui, à lui seul, tout le poids des revendications qui ne sont pas, par essence, celles de ses médecins permanents. Si on peut légitimement s'interroger sur les

raisons qui amènent les médecins à bouder les postes hospitaliers, on a plus de mal à comprendre pourquoi l'hôpital public devient le champ de bataille d'emprunt d'un combat qui n'est pas le sien. Le malaise est d'autant plus grand que, quoi qu'il arrive, la continuité des soins et des urgences sera assurée par ceux qui ont délibérément choisi le service public et servent ainsi d'abri facile aux grévistes.

Un rôle spécifique

Il y a là une différence fondamentale avec la grève du personnel infirmier de 1988 : à l'époque, les revendications portaient sur le mode de fonctionnement de l'hôpital public et sur le rôle des infirmières dans le système hospitalier français. Comment admettre de la part des médecins une attitude aussi peu responsable et exiger des infirmières qu'elles mènent leur combat de façon exemplaire ? Le soutien des médecins hospitaliers à la grève est une attitude démagogique et leur caution actuelle servira de justification au durcissement des conflits futurs. L'hospitalisation publique a un rôle spécifique dans le système de santé national. Nous avons fait le choix de pratiquer notre métier dans un hôpital public, car nous avons jugé que

ce mode d'exercice correspondait le mieux à l'idée que nous nous faisons de la médecine. Dans un conflit qui ne rehausse pas l'image des médecins, c'est l'hôpital public qui apparaît paradoxalement défilant aux yeux des malades et c'est lui qui en subira, à terme, les conséquences.

Nous tenons à garder avec les médecins libéraux d'aujourd'hui et de demain des rapports sereins et constructifs car la qualité de la médecine que nous faisons en dépend, mais on ne peut oublier que nos modes d'exercice sont différents et que les problèmes, qu'ils posent le sont aussi. Les internes, chefs de clinique et assistants, n'ont peut-être pas d'autres moyens de pression sur les autorités de tutelle, les caisses d'assurances-maladie et les syndicats en grève. Mais la grève est ici une arme ambiguë dans la mesure où elle touche et fragilise l'hôpital. Combien de prévisions actuelles subissent les conséquences à long terme des coups portés à notre instrument de travail et à son image ?

Ce texte a été signé par Marie-Laure Anselme, Marie de Beauchère, Alice Boulet, Claude Eugène, Philippe Oberlin, Michèle Portas, Nicolas Simon, praticiens hospitaliers, centre hospitalier de Poissy-Yvelines.

Et notre éthique ?

par Jean Donadieu

INTERNE des Hôpitaux de Paris, pédiatre, j'arrive à la fin de mon internat et je me sens pas le cœur aussi chargé que la majorité de mes collègues qui ont débuté depuis quelques jours une grève des soins. Si je n'ai pas le vague à l'âme, ce n'est pas parce que j'ai été « épargné » par la vie hospitalière. L'internat de pédiatrie est bien fourni en gardes, astreintes, week-ends... et on y voit bien, de l'intérieur, les difficultés d'une pratique médicale dans une institution aussi lourde que l'Assistance publique de Paris.

Mais il faut apprécier la situation des médecins hospitaliers « en formation » - internes, chefs de clinique - avec un minimum d'objectivité :

- On ne peut compter le niveau de formation de ces médecins en bac + 12 voire bac + 17 comme cela se dit avec satisfaction. Le docteur de médecine s'acquiert maintenant avec huit ans d'études - dont deux ans d'expérience professionnelle rémunérée. Une spécialisation s'acquiert

après une expérience professionnelle rémunérée complémentaire de deux à trois ans au maximum, après c'est du travail ! On n'attend pas les ingénieurs se proclamer après dix ans d'expérience professionnelle : bac + 15...

- Le salaire brut moyen est d'environ 8 500 F pour un interne, 13 500 F pour un chef de clinique. Mais cela ne constitue qu'un salaire brut, sans les gardes, mais surtout les nombreuses et diverses activités annexes fort rémunératrices qui permettent d'augmenter ce salaire de 30 % à 300 %. Qu'on me montre un interne en radiologie qui ne remplace pas, qu'on me montre un « chef » de clinique qui n'a pas ou ses gardes, ou sa matinée en clinique... et je croirai à la misère de la médecine hospitalière. Il serait plus honnête de parler en termes de revenus réels pour ces catégories de médecins. Cela, après tout, n'aurait rien de scandaleux, compte tenu du temps de travail que cela représente, mais cela doit rendre modeste, surtout par rapport aux

catégories professionnelles de l'hôpital qui n'ont pas ces facilités - infirmières... - et même dans l'absolu, pour notre société.

Si je n'ai pas le cœur trop lourd, c'est aussi que notre avenir « réel » n'est pas aussi sombre qu'on l'écrit. Avec la formation acquise en milieu hospitalier, les anciens internes - et a fortiori les anciens chefs de clinique - n'ont guère de mal à trouver une carrière, que ce soit en hôpital général ou « en ville ». Mais cela - c'est là que le bât blesse - à condition de se plier à la demande. Que penser d'un médecin qui s'installe dans un quartier, une ville, où la densité médicale - les compétences - est déjà maximale ? S'il n'amortit pas ses investissements, ce n'est pas la faute à la suppression du secteur, c'est uniquement en rapport avec sa « bécoté » commerciale. On réclame la liberté d'installation, et on oublie que les lois du marché sont plus cruelles que les tutelles administratives. On ne réussit pas une installation sans aller au-devant de la clientèle, là où elle se trouve, aux heures où ça l'arrange.

En fin de compte, il n'y a qu'une chose qui me peine : c'est le masque d'éthique de mes collègues. Aujourd'hui on parle d'éthique avant tout à propos de ces situations monstrueuses qu'engendre la médecine hospitalière. A-t-on le droit de décongeler l'embryon issu d'un couple dont un conjoint est mort ? A-t-on le droit de faire une expérience sur un patient réanimé, en mort cérébrale ? Ces problèmes sont certes lourds à porter pour les praticiens qui en ont la charge, mais tout le monde sait qu'il ne s'agit là que de constructions artificielles.

Quant à l'ordinaire... Aucune voix ne se lève pour jurer profondément anti-éthiques l'existence et le développement du secteur 2, c'est-à-dire de la liberté d'honoraires. Aucun médecin ne serait donc choqué que cette liberté - qu'il s'autorise - en supprime une autre plus fondamentale : la possibilité pour une personne d'accéder à des soins.

Notre « éthique » est donc bien masquée.

Jean Donadieu est interne à l'hôpital Necker, à Paris.

La fin d'un modèle

par Xavier Emmanuelli

QUELLE que soit la justesse du combat des internes et des chefs de clinique, on ne peut approuver la forme qu'il prend. Pour des raisons éthiques d'abord : un médecin ne peut faire la grève des urgences et des soins parce qu'il n'a, de ce fait, sa propre définition. Ce type d'action très dure est l'ultime expression du combat... Que peut-il y avoir au-delà ? Pour des raisons sociales, dans l'esprit du public, le médecin reste un notable et l'interne, même s'il traverse une période difficile, n'a qu'un statut provisoire. Il deviendra notable à terme.

Cette grève, insuffisamment expliquée, risque donc de passer pour un sursaut corporatiste lié à des privilèges et de devenir rapidement impopulaire car elle joue sur la peur. Il y a ensuite des raisons politiques.

Une grève, il faut la gérer et s'assurer que l'on possède la maîtrise du long cours. Pour des raisons éthiques, enfin, cette grève est condamnable. Pour le personnel, les infirmières en particulier, elle peut paraître limite. Sans préjuger l'avenir, on peut imaginer la réponse si elle dure. Les médecins vont très vite se scinder entre partisans et adversaires et, dans un pays où la démographie médicale est si dense, il est possible que les pouvoirs publics trouvent des solutions, même approximatives. Il serait bien improbable de ne pas trouver pour faire tourner le service public, un moins pour ce qui concerne le tri et les urgences, des moyens de rassurer l'opinion.

Si les internes et les chefs de clinique ont fait unanimement cette grève, c'est qu'ils ne comprennent plus leur statut. Cette action fait suite au mouvement

des infirmières. Elle annonce la fin d'une certaine conception de la santé, de l'hôpital, du service public. L'ère de l'hôpital héritier de son passé humaniste est depuis longtemps révolue. A l'origine, c'était l'Hôtel-Dieu l'endroit où les déshérités pouvaient trouver l'asile et les soins, un lieu d'accueil de plus ou moins bon aloi, mais où l'on était sûr de se faire soigner. Puis est venue l'ère pastorale. L'hôpital accueillait les accidents pathologiques pour une période plus ou moins longue et l'on en sortait mort ou guéri. Enfin est arrivée l'ère de la technique. L'hôpital est l'endroit de haute technicité où l'on explore, investigate, traite les problèmes extraordinaires avec des moyens lourds et efficaces, extrêmement coûteux. On en sort souvent c'est-à-dire sain, mais vivant c'est-à-dire sain, mais selon une autre définition de la santé.

Naturellement, ces trois époques s'interpénètrent encore, mais, dans l'ensemble, elles signifient l'évolution des mentalités et exigent des personnels différents. Car la santé a inéluctablement changé de sens. A force de morceler en spécialités et en différents abords l'approche du malade, les médecins se sont considérés comme des opérateurs aux compétences bien identifiables et aux services négociables.

A ces médecins ultra-compétents, hyper-sélectionnés, travaillant dans un monde difficile et très compétitif, comment dire qu'ils se trompent ? Leur action n'est pas sympathique, même si les professionnels la comprennent. Elle signe en tout cas la fin d'un paradigme.

Xavier Emmanuelli est anesthésiste-réanimateur.

Roumanie. Des livres pour les aider à tourner la page.

Enfin libres de lire, les Roumains sont encore sans livre.

Parce qu'à la FNAC nous pensons qu'il n'y a pas de liberté sans culture, nous avons pris l'initiative d'offrir 13 000 ouvrages à la bibliothèque de l'Université de Bucarest. Devant l'enthousiasme des Roumains largement francophones et francophiles, la FNAC a décidé d'aller plus loin.

Des fiches ont été distribuées et 10 000 Roumains ont ainsi

commandé des livres, de la littérature à la médecine, en passant par les langues.

Vous pouvez leur offrir ces livres qu'ils attendent en vous rendant à la FNAC, avant le 3 février 1990.

Chaque livre que vous achèterez sera acheminé par la FNAC jusqu'à son destinataire. Le bénéfice de la vente sera versé à Médecins du Monde pour son action en Roumanie.

Offrez un livre à un ami roumain.



TRAIT LIBRE



AU COURRIER DU Monde

An secours du peuple cambodgien

Je suis Français, d'origine cambodgienne, et j'étais enseignant au Cambodge. En avril 1975, date de la prise du pouvoir par les khmers rouges, toute ma famille a été déportée dans la jungle et les rizières boueuses. En 1978, ils ont assassiné à coups de pioche un des mes frères et éventré vivant un autre. Puis, ils ont jeté les cadavres dans les eaux du Mékong. Depuis quelques jours, la guerre a repris de plus belle dans mon pays. Que la communauté internationale nous aide et empêche ces monstres de commettre un deuxième génocide.

CHANCE CHUTH
(Athis-Mons)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Woutas

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-57-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPAR

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 48-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

Les albanais

De violents affrontements ont éclaté entre les albanais et les serbes, selon des sources non confirmées. Les combats ont lieu dans la ville de Kosovo. Le bilan est lourd. L'agence Tanjug fait état de dix morts et de nombreuses blessés dans la ville de Pezohovac.

Les manifestations ont commencé mardi à l'occasion de la proclamation de l'interdiction du rassemblement. Elles ont encore donné lieu à un mort à Suva Reka, sept mille manifestants ont pénétré dans la province. Des renforts de police ont été envoyés dans la zone. Les forces locales ont estimé que le rassemblement était « dangereux ».

Il semble que les violents affrontements aient eu lieu à Orshovac : les manifestants ont ouvert le feu sur la police. Selon un p...

ment.
L'initiative de la proposition d'avancer la date des élections a été revendiquée par le parti social-démocrate qui l'a justifiée par la nécessité d'avoir le plus vite possible un gouvernement légitimé par le suffrage universel. Les partis d'opposition s'étaient mis d'accord vendredi dernier

l'ex-numéro un est-allemand
Erich Honecker, accusé de haute
trahison, a été arrêté le 22
29 janvier à sa sortie de l'hôpital
de la Charité à Berlin-Est, d'où il
a été directement conduit en
détention préventive, a annoncé
le chef du service où il était hos-
pitalisé. Le Pr. Peter Althaus, cac-
pé par l'agence ADN, a critiqué l'ac-
tuel régime de la RDA, déclarant
que du point de vue médical,
l'état de santé de M. Honecker ne
permettait pas actuellement de le
maintenir en détention.
M. Honecker, soixante-dix-sept
ans, évité du pouvoir le 18
septembre 1961, a été opéré le
10 janvier d'une tumeur maligne
au reins.

Son arrestation intervient deux jours après celle de Joachim Herrmann, soixante et un ans, ancien membre du bureau politique et responsable de la propagande et de l'agitation au comité central du PC. M. Herrmann est également poursuivi pour haute trahison, tout comme l'ex-chef de la police, le colonel, le général Eric Miclet, quatre-vingt-deux ans, lui aussi en détention préventive. Plusieurs autres membres de l'ancien bureau politique sont en prison, poursuivis généralement pour abus de pouvoir et corruption. — (AFP)

entre eux, pour accepter l'offre du premier ministre d'entrer dans une coalition d'union nationale. Ils avaient alors posé comme condition que ce gouvernement soit détaché des partis et que M. Modrow mette lui-même entre parenthèses son appartenance au parti communiste. Ils avaient également demandé la mise en place de groupes de travail chargés d'élaborer sa politique dans tous les domaines importants.

Devant le congrès constitutif de Neues Forum qui se tenait le week-end à Berlin-est, M. Reinhardt Schult, l'un de ses porte-parole, avait justifié cette décision par la situation de crise. Il avait évoqué le départ chaque jour vers

la RFA de près de deux mille personnes, l'incapacité du gouvernement à définir suffisamment rapidement une politique économique crédible, à garantir l'Etat de droit. Il avait souligné que la Table Ronde n'était pas suffisante pour stabiliser cette situation.

La manière dont l'opposition envisageait le gouvernement d'union nationale, avec des procédures de contrôle très lourdes, risquait cependant d'aboutir au contraire du résultat souhaité. Les désaccords sont tels non seulement entre ce qui reste de l'appareil d'Etat et l'opposition, mais entre les formations d'opposition elles-mêmes, que les décisions auraient été très difficiles à prendre, précisément au moment où l'on a besoin de réagir vite.

Le vide politique créé par l'effondrement du régime Honecker n'a jamais pu être comblé, ni par un parti communiste incapable de se renouveler, ni par une opposition qui n'a eu que quelques mois depuis septembre pour

s'organiser. La Table Ronde elle-même n'a jamais été davantage qu'un organisme de contrôle. Si elle a largement permis de diffuser la tension dans des moments cruciaux, elle n'a jamais été un instrument capable d'élaborer une politique de rechange, et la population exaspérée n'a fini par voir comme seul recours à ses problèmes qu'une réunification, la plus vite possible.

Les dirigeants ouest-allemands savent très bien eux-mêmes les problèmes qu'une réunification précipitée provoquerait. Ils ont besoin de pouvoir s'appuyer sur des institutions légitimes pour pouvoir amorcer une évolution en douceur. Devenus les arbitres de la situation, les partis politiques ouest-allemands ont entrepris de remodeler le paysage politique est-allemand ; au risque de transporter leurs propres conflits en RDA, ils y reconstituent des

partis à leur image, dotés de moyens importants pour s'imposer.

La campagne électorale du Parti social-démocrate est prise en charge depuis le début de l'année par la « baraque », le siège du SPD à Bonn, qui a délégué plusieurs de ses anciens dirigeants dans les provinces pour aider ceux de l'Est à s'organiser. Les chrétiens-démocrates qui ont eu plus de mal à retrouver leurs queues mettent les bouches doubles pour tenter de reconstruire la famille conservatrice autour de deux ou trois formations alliées entre elles.

Les sociaux-démocrates de l'Est ne cachent pas maintenant que leur principal adversaire n'est pas ce qu'il reste du Parti communiste, mais les chrétiens-démocrates de l'Est qui devraient être associés dans la campagne aux démocrates-sociaux, appuyés par le parti bavarois de la CSU, et à quelques groupes venus d'horizons divers. Les formations d'opposition qui ne se plient plus à

Le Congrès du Parti communiste polonais (POUP) a voté dimanche soir 28 janvier pour sa dissolution et sa transformation en un nouveau parti appelé «Social-Démocratie de la République de Pologne». Un groupe réformateur a cependant décidé de faire scission pour créer un autre parti social-démocrate. Le Congrès de l'ex-POUP devait élire lundi le Président et le secrétaire général de la nouvelle formation. Les candidats devraient être Alexander Kwapieniewski, un réformateur, et Leszek Miller, représentant plutôt la continuité.

Le **TCHECOSLOVAQUIE** : le PC va exiger trois pré-conditions : « Le comité exécutif politique du PC tchécoslovaque a proposé, samedi 27 janvier, d'exclure des rangs du parti tous anciens dirigeants », MM. Jan Fojtik, Alois Lindt et Josef Kempny - et de reporter le prochain congrès du PCT après les élections libres, prévues en juin. Ces conditions doivent être confirmées par le comité central du PCT, qui se réunira le 17 février prochain, selon un porte-parole du parti. (AEP).

P IRLANDE-DU-NORD Un mort et huit blessés dans un attentat. — Un jeune-homme de dix-sept ans a été tué et huit personnes — trois civils, quatre policiers et un soldat — ont été blessés dans un attentat revendiqué par l'IRA, dimanche 23 janvier, dans la capitale de l'Irlande du Nord. Cet attentat, qui visait les forces de sécurité, a eu lieu un moment où plusieurs centaines de milliers de militants républicains défendaient dans les quartiers catholiques de la ville pour commémorer le dix-huitième anniversaire d'un drame, le sanglant attentat de la rue Bloody Sunday, où les britanniques avaient ouvert le feu sur des manifestants catholiques, tuant treize personnes. (AFP.)

de notre envoi spécial

« **Willy / Willy !** » : le cœur de la vieille ville de Götting n'a d'explosion de vos yeux que pour lui, pour le vieux lion de la social-démocratie allemande, venu samedi 27 janvier lancer la campagne du parti social-démocrate de RDA en Thuringe. Personne n'a oublié ici l'aspect de l'ancien chancelier Willy Brandt. « **Willy / Willy !** » : c'est l'ovation qu'il avait reçue à Erfurt, à quelques kilomètres de R., où il était venu pour la première fois, il y a vingt ans, tendre la main au chef de gouvernement de l'Est et amorcer le dialogue entre les deux Allemands.

couleurs allemandes, un peu pour fêter la renaissance de la social-démocratie en Thuringe, beaucoup surtout pour écouter le vieux combattant, leur dire combien l'on se sentirait mieux sous un seul et même toit.

Il ne repartiront pas déçus. Le président de la République et le social-démocrate quest-ce qu'il affirme certes qu'il ne s'agit pas de vouloir une « réunification » pure et simple, comme si on voulait revenir au passé, qu'il s'agit de construire une nouvelle Allemagne en même temps qu'une nouvelle Europe. Mais ce qu'il veut, c'est qu'on apprenne à commercer, faire vivre de l'unité économique ; il réclame que l'on fixe des étapes concrètes : il veut une union monétaire dans les deux ans ; l'entrée à l'adresse du chancelier qui l'Allemagne fédérale se montre solitaire – et pas seulement en paroles. On se rappelle alors qu'on est en campagne électo-

rale, et sur deux fronts à la fois, qui s'enchevêtraient de plus en plus au fur et à mesure que le paysage politique de l'Est se calque sur celui de l'Ouest, avec les mêmes partis face à face.

été programmée pour la re-fondation du SPD dans l'ancienne province de Thuringe, actuellement partagée en trois circonscriptions mais qui devrait bientôt revoir le jour si l'on en revient en RDA au système des *Landes* sur le modèle socio-allemand. Gotha est pour le social-démocrate tout un symbole, c'est à, dans cette maison où se tenait le congrès de re-fondation, qu'était né en 1876 le SPD de la fusion de deux partis socialistes de l'époque, celui des héritiers de Ferdinand Lassalle et celui de Liebknecht et Bebel. L'ambroisie de Gotha est donc pour le social-démocrate la conquête de l'électorat social-allemand et la reconquête de celui de l'Ouest.

H. de B.

HENRI DE BRESSON

A black and white photograph showing five leaves of different shapes and textures arranged horizontally. From left to right: the first leaf is dark, ovate, and serrated; the second is dark, ovate, and serrated; the third is lighter, ovate, and serrated with prominent veins; the fourth is dark, ovate, and serrated; the fifth is dark, ovate, and serrated. The leaves are set against a plain white background.

Orry-la-Ville-Châtelet-Les Halles en seulement 37 minutes ?
Oui c'est possible avec le RER dès le 28 janvier 1990.
La Borne-Blanche, Survilliers-Fosses, Louvres, les Noues, Gous-

sainville desservies à toutes heures de la journée? Oui c'est possible avec les trains "bleu, blanc, rouge" à deux niveaux car maintenant la ligne verte pousse jusqu'à Orry-la-Ville

RER D SNCF

Dans un entretien
dimanche 28 jan-
l'agence américaine A-
Press M. Chevardnad-
ze soviétique des affai-
gères a mis en garde
conséquences intern-
d'un démembrement d

[illegible]

As a result

98 morts
Les personnes qui ont été tuées par un viol, le 20 septembre, ont été enterrées ce samedi. Les victimes du bus de la nuit, depuis le 20 septembre, ont été enterrées ce samedi. Les victimes du bus de la nuit, depuis le 20 septembre, ont été enterrées ce samedi.

Le Si

Le SPD a très sensiblement accru sa majorité lors des élections qui avaient lieu le 28 janvier pour le renouvellement du Landtag de Sarre. Un succès de première importance pour son leader local, Wilfried Lofontaine, qui a déboulonné les chances d'Édouard de la Motte, candidat de son parti, face à Helmut Kohl, lors des élections fédérales du Bundestag en décembre.

BOHN

de notre correspondant

Pari gagné pour Odoardo
Pini, ministre président
démocrate de Sarre : « Il
n'est pas contestable qu'il y
a eu dimanche 28 janvier
un lien à levé les deniers
concernant sa nomination
à la chancellerie par le
voix de 54,4 % des votants
majoritaire la majorité absolue
mandats au Landtag de
1985 qu'il avait conquis
avec 49,2 % des voix ».

La CDU perd encore
un siège au Landtag
menée sur le terrain
Klaus Töpi, ministre
environnement : « Il
est clair que 34,4 % des
voix près de quatre
quintés d'un quart
débats du FDP subissent
un sévère choc : 27,2 %
à 5,6 des voix ».

Nils Verts (7,7 %)

EUROPE

URSS : la crise du Caucase et le problème des minorités

La sécession de Républiques soviétiques pourrait entraîner une « déstabilisation internationale majeure »

déclare M. Chevardnadze

Dans un entretien publié dimanche 28 janvier par l'agence américaine Associated Press, M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, a mis en garde contre les conséquences internationales d'un démantèlement de l'URSS.

« La sécession de Républiques déterminées de l'Union », a déclaré M. Chevardnadze, « serait une véritable catastrophe pour la stabilité internationale existante. Il n'est dans l'intérêt de personne de voir une telle chose se produire ».

A Bakou, d'autre part, la résistance à l'armée soviétique s'est poursuivie sporadiquement depuis le 20 janvier. Les affrontements ont fait au moins 125 morts, dont 27 membres de l'armée et des forces de l'ordre, a annoncé le commandant militaire de la capitale de l'Azerbaïdjan, le général Vladimir Doublinski. Le bilan du conflit, faisait état de 98 morts. Tass annonce encore que 80 militants ont été arrêtés dans la ville azerbaïdjanaise de Lenkoran, près de la frontière iranienne, qui était contrôlée par le front populaire depuis deux semaines.

M. Moutalibov, nommé à la tête du parti local mercredi dernier, avait appelé samedi soir la population à reprendre le travail et proposé l'ouverture d'un dialogue avec les « forces démocratiques » dans cette République, faisant apparemment allusion au Front populaire, tout en excluant « l'extrémisme », selon l'avis d'Anar Rzayev, contacté par téléphone à Bakou. Sa déclaration télévisée avait marqué la reprise

des émissions de la télévision de Bakou après une interruption d'une semaine.

A la suite de cet appel, le Front populaire avait proposé officiellement, samedi, aux autorités soviétiques l'ouverture de négociations en échange d'un retrait des unités de l'armée soviétique. Selon un membre de la direction du Front, Iousséf Samédouglou, joint par téléphone à Bakou, le mouvement s'engage à maintenir l'ordre public dans la capitale azerbaïdjanaise dès le départ des troupes.

Parallèlement, une certaine décadence s'est confirmée entre Arméniens et Azeris. Au nord du Nagorno-Karabakh, là où les affrontements avaient été les plus violents, dix-sept otages arméniens détenus dans la région de Khankendi ont été échangés contre vingt-deux Azeris qui étaient retenus à Chabran. Sur la frontière du Nakhitchevan, la République autonome azerbaïdjanaise, les affrontements ont continué. Samedi matin, quatre représentants du mouvement arménien et quatre du Front populaire du Nakhitchevan s'étaient réunis pendant une heure en présence d'un général de l'armée soviétique.

En revanche, la région du Haut-Karabakh reste « complètement isolée », selon M. Mirzazade, maître de sa capitale Stepanakert. Les émissions de la radio et de la télévision arméniennes sont maintenant brouillées en permanence. Nous n'avons plus de journaux. L'électricité et l'eau potable sont régulièrement coupées », a-t-il déclaré à l'AFP, après avoir confirmé que neuf membres du Comité national du Karabakh ont été arrêtés, les autorités soviétiques les 19 et 20 janvier et seraient détenus en République de Russie.

Le soutien des résistants afghans

Deux chefs de la résistance afghane ont été arrêtés à l'Azerbaïdjan. Dans une déclaration transmise dimanche 28 janvier à l'AFP, le commandant Massoud affirme souhaiter que « nos frères qui vivent de l'autre côté de la frontière iranienne » soient libérés. Le séparatisme de l'Afghanistan de l'URSS déclenche la lutte contre la domination soviétique.

pour « conquérir leur liberté aussi vite que possible » et promet que si les moudjahidines afghans arrivent au pouvoir à Kaboul, ils apporteront alors toute « l'assistance » possible à leurs « frères » d'URSS. Le commandant, un Tadjik de trente-sept ans, dont l'influence s'étend à plusieurs provinces bordant l'URSS, a annoncé son intention de lancer « dans les jours prochains » une station de radio en langues persane et pachou, qui, capotée, pourra être captée au Tadjikistan soviétique.

Les hypocrites occidentaux

De son côté, le leader fondamentaliste afghan Gulbuddin Hekmatyar a dénoncé dimanche « la sauvagerie des Soviétiques contre les musulmans d'Azerbaïdjan, qui a eu l'accord tacite des hypocrites occidentaux ». Tout cela, prouve, a-t-il conclu, qu'ils sont tous unis contre les musulmans et que les non-musulmans n'auront jamais pitié des musulmans.

Des démonstrations de solidarité avec les Azeris ont eu lieu à Istanbul, où huit mille personnes ont manifesté dimanche, ainsi qu'à Kars et à Erzurum, à l'est de la Turquie. L'ambassadeur d'URSS à Ankara a fait part de son mécontentement aux médias turcs pour leur couverture des événements d'Azerbaïdjan, tout en se félicitant de la « modération » de la réaction du gouvernement turc. — (AFP)

■ BULGARIE : ouverture mardi de congrès du Parti communiste bulgare. Le Parti communiste bulgare se réunit mardi 30 janvier en Congrès extraordinaire pour discuter de la situation du pays. Le rôle dirigeant du parti, avant les élections libres prévues cette année, les syndicats officiels ont de leur côté demandé samedi la démission de l'actuel gouvernement. Les ouvriers ne pas faire grève. Un représentant de l'opposition à la table ronde, qui devait reprendre lundi, M. Guerguï Spassov, a pour sa part annoncé qu'en cas de démission des communistes du parti qui porte ce nom en RDA, ne participerait pas à une équipe de coalition, craignant que les réformes ne soient bloquées par un Parlement toujours contrôlé par le parti. — (AFP, APJ)

Vingt-cinq millions de « pieds-noirs »

A l'heure où les quelque 200 000 Russes de Bakou sont devenus à leur tour les otages de la « guérilla » azérie, ce sont tous les Russes vivant dans les républiques soviétiques périphériques qui s'interrogent sur leur avenir. Or il s'agit de 25 millions de personnes - près d'un Russe sur cinq - qui vivent hors de la Fédération de Russie.

Un chiffre jamais atteint par les ex-empires d'Occident, et auquel il faut ajouter les autres « colonies » de l'empire soviétique, Ukrainiens, Biélorusses, juifs, etc., qui s'assimilent rapidement aux Russes dès qu'ils quittent leur propre république.

Selon le recensement de 1989, dont les données ventilées par nationalité n'ont encore fait l'objet que de publications discrètes (1), les 144 millions de Russes ne représentent plus que 50,78 % de la population soviétique, ils sont moins de 120 millions à vivre « chez eux » et les 25 millions restants se répartissent à raison de 15 millions dans les six républiques « européennes » de l'URSS, près de dix millions dans les cinq républiques d'Asie centrale et moins d'un million dans les trois républiques du Caucase.

Certes, le rejet, libéré par la Glasnost, du « pied-noir » russe ne s'exprime pas partout avec la même violence qu'en Azerbaïdjan. Mais des agressions contre des Russes, au passage d'une manifestation nationale, ont été signalées fin janvier en Moldavie, une république d'Europe. Et ce sont les Besses qui, les premiers, ont su imposer chez eux l'arrêt du flux d'immigrants russes qui s'était prolongé tout au cours de la dernière décennie. En Ukraine occidentale, celle où le nationalisme est le plus fort, des rumeurs de pogroms en préparation contre les Russes et les juifs circulaient l'été dernier, et certains faisaient déjà leurs valises.

En Asie centrale, où les tensions entre Russes et musulmans sont à la mesure des frustrations de ce « tiers-monde » soviétique, il s'agit déjà d'un véritable reflux : le poids relatif des Russes y diminuait dans les années 70 en raison de la forte natalité des autochtones, mais, au cours des dix dernières années, c'est leur nombre global qui a baissé. Les départs s'y

soûlent encore avec la formation, là aussi, de « fronts populaires », et le mouvement touche même des grandes villes comme Tachkent.

Au Caucase, le mouvement de reflux, déjà ancien, s'est encore accentué avec la récente explosion nationaliste : il ne restait plus, en 1989, que 51 000 Russes pour 3,3 millions d'habitants en Arménie, la plus homogène ethniquement des républiques soviétiques. Quant à Bakou, ex-ville cosmopolite, elle comptait à y a dix ans encore un des plus forts taux en URSS de mariages inter ethniques.

Les Russes des quatre républiques périphériques se voient maintenant, dans le meilleur des cas, sommés d'apprendre la langue locale pour conserver leurs emplois administratifs. Suivant, il en va de la survie des décollations, seule une minorité parviendra à s'en sortir, non sans déceptions, les ailes des démocrates des mouvements nationalistes.

Vivier des forces conservatrices

Dans leur majorité, ces Russes et assimilés sont le vivier naturel des forces conservatrices. Ils s'organisent en fronts « internationaux » prônant un patriotisme « soviétique », même des grèves avec le soutien des conservateurs du parti et tentent de s'allier les divers courants nationalistes russes de l'intérieur. Pas toujours avec succès : beaucoup de Russes veulent se débarrasser de l'empire, perçu comme un fardeau économique et politique. Les groupes nationalistes de Russie s'accrochent en général pour vouloir garder les républiques slaves - Ukraine et Biélorussie - mais donnent leur indépendance aux Géorgiens et Arméniens, ainsi que pour rejeter dans l'Asie profonde les républiques musulmanes. Ils n'ont pas de solution pour la Moldavie (35 % de Russes et assimilés), l'Estonie (40 %), la Lettonie (50 %) ou le Kazakhstan. Sauf à envisager le partage de ces républiques et de douloureux et coûteux mouvements de population.

Un des premiers arguments avancés par Mikhaïl Gorbatchev lors de son voyage en Lituanie pour le maintien de l'Union était que, si une république proclamait son indépendance, des régions entières de celle-ci demanderaient aussitôt à « rester au sein

de l'URSS ». Il a cité l'exemple de l'Estonie, dont le nord-est russe et limitrophe de la RSSR envisage déjà cette solution. Il en est d'autres : l'est de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Moldavie, ou la moitié nord du Kazakhstan. Mais les Russes ne sont pas seulement nombreux dans ces zones contigües à la Russie, ils sont aussi concentrés dans les grandes villes des républiques fédérées, où ils peuvent même être majoritaires, comme à Riga, capitale de la Lettonie.

Une russification parfois irréversible, donc, et qui plaide pour des solutions confédérales, avec des soviets à plusieurs chambres dans les républiques et territoires. A condition que M. Gorbatchev ait le temps, que ses projets ne soient pas sapés par d'autres foyers de violence, qui courent notamment en Asie centrale, voire dans les agglomérations de Russie où vivent les « immigrés » de ces régions ou du Caucase.

L'opposition des Russes à laisser l'armée lever des réserves pour l'Azerbaïdjan pourrait être beaucoup moins forte s'il devenait clair qu'il ne s'agit plus de s'interposer entre deux peuples basés du sud mais de défendre des Russes. Une précision que le journal de l'Armée soviétique a pris soin de donner, mais avec « l'immigration » dans le cas de l'Azerbaïdjan.

Ces « pieds-noirs » soviétiques, au comportement finalement marqué par l'idéologie égalitaire et qui n'entrent pas dans les réseaux des élites et mafias locales, sont peut-être plus capables de compromis avec les populations locales que ne le furent leurs homologues d'Occident. Ils y sont en tous cas fortement incités par le désir de conserver, soit le soleil de Tachkent, soit l'environnement plus « occidental » des Pays basques, sans parler de l'approvisionnement, partout meilleur qu'en Russie.

Dans la mère patrie, en effet, ne les attendent que les villages désertés ou la Sibirie profonde. Seuls les plus démunis des réfugiés fuyant les derniers conflits inter ethniques ont accepté de s'y laisser installer. Moscou, Leningrad et les autres grandes villes de Russie sont en effet quasiment fermées à tout nouvel arrivant.

SOPHIE SHIHAB

(1) Le journal estonien Rahva Hääli en a publié une version le 19 décembre dernier.

RFA : les élections régionales en Sarre

Le SPD et M. Oskar Lafontaine grands vainqueurs

Le SPD a très sensiblement accru sa majorité lors des élections qui avaient lieu dimanche 28 janvier pour le renouvellement du Landtag de Sarre. C'est un succès de première grandeur pour son leader local, M. Oskar Lafontaine, qui a désormais toutes les chances d'être le candidat de son parti, face au chancelier Kohl, lors des élections au Bundestag en décembre prochain.

BONN

Pari gagné pour Oskar Lafontaine, ministre-président social-démocrate de Sarre : le succès incontestable qu'il vient de remporter dimanche 28 janvier dans son fief a levé les derniers doutes concernant sa nomination comme candidat chancelier par le SPD. Avec 54,4 % des voix, le SPD conforte la majorité absolue des mandats au Landtag de Sarre-bruck qu'il avait conquise en 1985 avec 49,2 % des voix.

La CDU perd encore du terrain, malgré la campagne intensive menée sur le terrain par M. Klaus Töpper, ministre fédéral de l'environnement : elle n'obtient que 34,4 % des suffrages, soit près de quatre points de moins qu'il y a quatre ans. Les libéraux du FDP subissent eux aussi un sévère échec passant de 10 % à 5,6 % des voix.

Ni les Verts (2,7 %), ni

l'extrême droite représentée par les Républicains (3,3 %) ne parviennent à faire partie du corps électoral. Dans une déclaration transmise dimanche 28 janvier à l'AFP, le commandant Massoud affirme souhaiter que « nos frères qui vivent de l'autre côté de la frontière iranienne » soient libérés. Le séparatisme de l'Afghanistan de l'URSS déclenche la lutte contre la domination soviétique.

Le chancelier Kohl et la CDU tentent de minimiser la signification de ce scrutin en faisant valoir que la Sarre, avec ses 840 000 électeurs ne représente qu'une partie marginale du corps électoral national et que le triomphe d'Oskar Lafontaine ne saurait masquer la tendance ascendante pour la CDU qui se traduit dans les derniers sondages nationaux.

Le président du SPD devait se réunir lundi après-midi à Bonn pour déterminer la procédure de nomination du candidat chancelier qui mènera la campagne contre le chancelier Kohl pour les élections au Bundestag du mois de décembre 1990. Le président du parti, M. Hans-Jochen Vogel, a déclaré dimanche soir que « l'on avait fait un grand pas vers la solution de ce problème de candidature », et le chancelier Kohl considère déjà le Sarrois comme son adversaire direct. Les qualités de tribun d'Oskar Lafontaine et sa capacité à sentir les mouvements de l'opinion avant les autres en font un concurrent redoutable pour un chancelier qui ne semble pas, pour l'instant, tirer tous les bénéfices qu'il pouvait escompter de l'évolution en RDA.

L'énergie des partis politiques ost-allemands va maintenant se concentrer sur la préparation de trois scrutins dont les résultats devraient influencer ceux des élections législatives de décembre. Les premières élections libres en RDA ont lieu, dans la nuit de dimanche à lundi, du 6 mai au 18 mars prochain. Le SPD a pris la une avance indéniable sur des chrétiens-démocrates qui n'ont pas encore trouvé de partenaire unique à soutenir : la CSU bavaroise n'est engagée aux côtés de l'Union sociale allemande (DSU) qui a été créée voilà deux semaines à Leipzig, et la CDU hésite à s'engager pour le parti qui porte ce nom en RDA, car celui-ci fut pendant quarante ans un parti satellite du SED. Le SPD est-allemand, en revanche, apparaît pour l'instant comme la seule force oppositionnelle organisée à l'échelle nationale.

Les élections régionales de Rhénanie-Westphalie et de Basse-Saxe du mois de mai prochain ne seront pas faciles non plus pour les chrétiens-démocrates. En Rhénanie-Westphalie, le Land le plus peuplé de RFA, le ministre de la Santé Norbert Blum défie le ministre-président sortant SPD, M. Johannes Rau, sans grand espoir de pouvoir détrôner cet homme politique très populaire. En Basse-Saxe, on les chrétiens-démocrates ne disposent que d'une seule voix de majorité au Landtag. Le ministre-président Ernst Albrecht est menacé par un autre « jeune » de la social-démocratie, M. Gerhard Schröder, quarante-cinq ans.

LUC ROSENZWEIG

« Un jésuite socialo-baroque »

Les caricaturistes sont ravis : le triomphe d'Oskar Lafontaine dans son fief sarrois et sa nomination, maintenant quasi certaine, comme candidat chancelier social-démocrate leur facilitent le travail : la petite taille du « Napoléon de la Sarre » (1,69 mètre) qui va s'opposer au « géant noir du Palatinat » Helmut Kohl (1,92 mètre) va leur permettre toutes les variations sur le thème David et Goliath.

Avec son visage lunaire, son nez pointu et sa langue bien pendue, l'enfant terrible de la social-démocratie allemande s'est révélé au fil des années comme une étoile politique de première grandeur en République fédérale. Il doit sa notoriété, qui va bien au-delà du petit Land qu'il dirige depuis 1985, à d'innombrables querelles de communistes et à un goût pour la provocation qui font défaut à la plupart de ses concurrents. Oskar - on ne l'appelle guère que par son prénom - « sait parler à l'âme du peuple », disent les Sarrois qui s'identifient à celui qui sait faire entendre à l'échelle nationale la voix de cette région tard venue à la loi de « l'étranger », Français, Prussiens ou Bavarois selon les époques.

Oskar Lafontaine, né en 1943 à Dillingen-Fachten, doit son patronyme à ses ancêtres français à la présence de troupes françaises en Sarre au dix-hui-

tième siècle, un passé assez lointain pour qu'il n'ait pas aujourd'hui que des notions sommaires de notre langue. Elevé dans un collège de jésuites, brillant étudiant en physique, il fait ses premières armes politiques au sein des jeunes socialistes, les fameux Jusos, au



début des années 70. Il défend les positions « gauchistes » de cette organisation qui critique vivement le chancelier Helmut Schmidt, jugé trop inféodé à l'Alliance occidentale. A trente-trois ans, en 1976, il devient bourgmestre de Sarrebruck, un poste dont il fera son tremplin pour son ascension au sein du SPD. En 1983, on le retrouve en tête de toutes les manifestations s'opposant au stationnement des fusées de l'OTAN en RFA.

En 1985, il conquiert la majorité absolue en Sarre, interrompant vingt-cinq ans de domination chrétienne-démocrate ininterrompue. Son influence au sein du SPD va également croissant. Vice-président du parti, il est chargé de l'élaboration du programme social-démocrate pour les années 90. Là encore, il va choquer, bousculer les certitudes acquises en formulant des thèses hérétiques au regard de la vulgate social-démocrate et syndical. Il ne se laisse pas emporter par l'euphorie nationaliste consécutive à l'ouverture du mur de Berlin : au contraire, il met l'accent sur les dangers de déstabilisation sociale dans les deux parties de l'Allemagne causés par l'écroulement des citoyens de RDA.

Oskar Lafontaine n'hésite pas non plus à choquer l'Allemagne prude et ascétique en engageant à grands traits un cuisinier de grande classe pour la représentation de Sarre à Bonn, et en avouant sans complexes son penchant pour les jolies femmes. Les féministes social-démocrates le traitent de « macho », ses adversaires politiques de gaspilleur de l'argent public, il n'en a cure. Ce « jésuite socialo-baroque » sait qu'il peut jouer de son charme pour séduire des électeurs qui n'ont plus tellement d'occasion, depuis la mort de Franz Josef Strauss, de trouver la politique divertissante.

L. R.

SE
E.



heures de la nuit. C'est possi-
ble, mais il est difficile de s'en
assurer à l'œil nu.

SNIEE

AFRIQUE

Le voyage du pape au Sahel

Jean-Paul II appelle au dialogue entre chrétiens et musulmans

Jean-Paul II poursuit au Burkina-Faso, lundi 29 janvier, son deuxième voyage en Afrique, qui l'a conduit, les jours précédents, au Cap-Vert, au Guinée-Bissau et au Mali.

BAMAKO

de notre envoyé spécial

« Oui... la liberté des hommes est compromise » : 8 heures, dimanche 28 janvier, au Guinée-Bissau, l'un des pays les plus misérables de la Terre. Perdu dans sa méditation, le pape ne s'est pas rendu compte tout de suite qu'il avait parlé à voix haute.

La vision de cette pauvre hutte de boue sèche posée en bordure de piste comme le symbole tragique d'un continent sacrifié à tant de maux, le vieux pontife venu du froid, qu'il avait arrêté imprudemment le convoi pontifical. Enveloppé dans un usage de poussière ocre, les soutanes blanches des éminences se sont égarées autour de la case ensolée.

Dix mètres carrés de terre battue à l'ombre d'un mangrier stérile, une marmite de fer blanc et c'est tout. Pas d'eau à proximité immédiate, pas d'électricité, même pas un sac pour envelopper les ustensiles de cuisine. Le pape a vu le couple de gueux qui survit ici déplié sous les corps frêles de ses quatre enfants. Une image : l'Afrique subéenne dans toute sa misère, et une réflexion : « Ici aussi... ».

Plus tard, par l'entremise de son directeur de presse, le pape fera savoir que ses paroles ne

visaient pas précisément la Guinée-Bissau du général Vieira, mais la région tout entière convertie par ce quarante-cinquième voyage pastoral. « Le Saint-Père, précisera-t-on, se réfère aux problèmes d'Europe centrale, au fait que là-bas, ce sont les idéologies qui attendaient aux libertés et qu'ici c'est peut-être autre chose... ».

Corruption ? Népotisme ? Autoritarisme ? Le pape, qui est un homme informé, n'ignore rien de ces maux presque aussi ravageurs pour le continent qu'une armée de troupes pèlerins sur un champ de maïs. Cependant, Jean-Paul II, chef d'une Église en progrès constant dans la région mais toujours minoritaire, devait surtout s'employer à dénoncer, lundi soir à Ouagadougou, l'égoïsme des pays riches à l'égard des indigents du tiers-monde. Tel est l'objet de sa tournée dans cette zone, et tel est depuis trois jours le sens de ses discours et de ses homélies.

Le « scandale » de la lépre

A 10 kilomètres de Bissau, dimanche, le pape a visité un autre symbole fâcheux du malheur : la léproserie de Cumura. Ne pouvant oublier que cette journée était celle de la lutte mondiale contre le fléau - presque toujours « lié » à la pauvreté - l'insuffisance des soins, la marginalisation et l'abandon », Jean-Paul II, là encore, dénoncera « le scandale » que constitue, selon lui, « la modestie des moyens en place pour vaincre définitivement cette calamité ».

ALGÉRIE

Réglementation du droit de grève

La multiplication des arrêts de travail au cours des derniers mois a conduit le gouvernement algérien à faire adopter par l'Assemblée populaire nationale deux lois réglementant l'exercice du droit de grève et les conflits sociaux individuels ou collectifs.

Ces deux lois, votées samedi 27 janvier, instituent un service minimum obligatoire dans plusieurs secteurs d'activité et prévoient un certain nombre d'étapes avant le déclenchement de la grève.

Désormais, lorsqu'un conflit éclatera, les travailleurs devront d'abord saisir leur supérieur hiérarchique direct (qui aura huit jours pour répondre). Si cette première démarche échoue, la direction (ou l'employeur) sera saisie à son tour et devra rendre une réponse sous quinze jours. En cas de nouvel échec, l'inspection du travail tentera une médiation.

La loi a aussi prévu deux nouveaux « cadres de dialogue » si aucun accord n'est intervenu au stade de l'inspection du travail : le « bureau de conciliation » (deux représentants des travailleurs et deux de la direction) et

les tribunaux siégeant en matière sociale.

En attendant la mise en place de ces nouvelles structures, d'ici deux ans, l'inspection du travail restera l'interlocuteur « unique et privilégié ».

Les députés ont institué un service minimum obligatoire en cas de grève dans plusieurs secteurs : les services hospitaliers, les télécommunications, la radio-télévision, la production d'énergie, la distribution de l'électricité et de l'eau, l'enlèvement des ordures ménagères, le transport des hydrocarbures, la circulation aérienne, les greffes des tribunaux, et enfin les services bancaires chargés des relations financières avec l'étranger.

Ces lois ont été adoptées alors que - illustration frappante du problème - le personnel du cabinet bête El Djazair - l'ancien Saint-Georges à Alger - était en grève depuis trois jours pour obtenir le départ de deux membres de la direction. (AFP, Reuters.)

Il reste douze millions de lépreux à travers le monde - dont trois mille en Guinée-Bissau - et le pape, fidèle à sa mission, pense d'abord à eux. « Expert en humanité », comme disait Paul VI, l'Église catholique développe depuis deux mille ans sa conception propre du Bien et du Mal.

Celle de Jean-Paul II en matière de développement est l'opposé de celle du catholicisme de 1988. Le surdéveloppement économique, disait-il en substance, ne rend pas plus heureux qu'une sous-développement. Une fois définie la notion du bonheur, on peut s'occuper du non à cette vision des choses. Reste que les nombreuses mises en garde du pape contre « les dangers du matérialisme » dans les pays comme le Cap-Vert, la Guinée-Bissau et le Mali, où le revenu moyen par tête d'habitant est inférieur à 200 dollars par an, ont parfois une saveur légèrement ironique.

On sent en Guinée-Bissau, au Mali, au Burkina-Faso ou au Tchad, quatre pays majoritairement marqués par l'islam et l'animisme, les possibilités de développement du catholicisme. « Il faut encore affirmer votre identité chrétienne », a dit l'évêque de Rome aux fidèles venus entendre son homélie dimanche après-midi au stade de Bamako. « Il ne faut pas avoir peur de la manifestation en paroles et en actes (...) Je vous fais dialoguer avec ceux dont la foi est différente ».

Ce dialogue avec l'islam, Jean-Paul II l'a évoqué au bord du grand fleuve Niger et non sans un zeste d'apocryphe. « Je me réjouis », a-t-il d'abord déclaré, « que le Mali réponde un climat d'entente entre les communautés musulmane et catholique qui sont traditionnellement tolérantes (...) L'islam est porteur de valeurs religieuses authentiques qu'il nous faut savoir reconnaître et respecter ».

Cela dit, « le dialogue avec eux (des musulmans) n'est pas toujours aisé » et « qui plus est, on est parfois placé (...) devant une sorte de réticence à respecter le principe de

Mali :

une très grande majorité musulmane

• Superficie : 1 255 000 kilomètres carrés.

• Population : 9 millions d'habitants.

• Situation religieuse :

80 % sont musulmans, 18 % animistes. Les chrétiens ne sont que 1,2 % de la population. Les catholiques - 80 000 - sont divisés en six diocèses, compte tenu de l'étendue du territoire. Les évêques sont tous autochtones, mais le pays compte encore beaucoup de prêtres missionnaires étrangers.

reciprocité dans la reconnaissance des droits des uns et des autres à la liberté de conscience et de culte ».

Ces fortes paroles prononcées dans une région où la tolérance religieuse est souvent mieux ancrée qu'ailleurs ne visaient évidemment pas les hôtes du Saint-Père, mais « certains pays » qu'il n'a pas nommés et qui pourraient être l'Arabie saoudite, la Libye ou le Soudan, indirectement dénoncés il y a quelques semaines à Rome. Jean-Paul II avait alors fait référence à la « dérive spirituelle » de certaines communautés catholiques. Dimanche, il a été encore plus clair : « Le dialogue, a-t-il martelé, a aussi vocation à être une interpellation exigeante dans la recherche de la justice ». A bon entendeur...

PATRICE CLAUDE

TUNISIE

Nouveaux incidents après les inondations

TUNIS

de notre correspondant

Des « dévotions » ont eu lieu samedi 27 janvier à Nefta, une oasis du Sud tunisien, a indiqué l'agence Tunis Afrique Presse, sans en préciser exactement les raisons. On croit savoir qu'il s'agissait d'un mouvement de protestation contre la lenteur et l'insuffisance des secours acheminés dans la région après les inondations qui ont frappé le centre et le sud du pays.

Apparemment pour les mêmes raisons, des incidents étaient survenus à Sidi-Bou-Zid - dont le gouverneur a été remplacé quinze heures plus tard - et étaient le fait, selon l'agence tunisienne, de quelque huit cents « éléments extrémistes religieux » (le Monde du 26 janvier).

A Nefta, « un certain nombre d'individus ont lancé des pierres contre le siège de la délégation (sous-préfecture), incendié une voiture et molesté le responsable local. Tout en estimant que l'émotion des sinistrés est compréhensible, Tunis Afrique Presse considère que « de tels agissements constituent un acte criminel dont les auteurs doivent rendre compte et être châtiés ».

Samedi, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État français à l'action humanitaire, a été reçu à Carthage par le président Ben Ali, à qui il a transmis un message de M. Mitterrand. M. Kouchner s'est rendu auparavant dans le Sud - à quelques kilomètres de Nefta, où se produisaient au même moment les désordres - pour évaluer les dégâts causés par les inondations et s'informer des besoins.

Deux avions français ont transporté, vendredi, 31 tonnes de secours sous forme de matériels divers, et 25 tonnes de produits alimentaires sont attendus de Marseille par bateau.

MICHEL DEURÉ

PROCHE-ORIENT

En Cisjordanie et à Gaza

Toujours l'intifada...

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Relégué à un rang subalterne de l'actualité israélienne, notamment du fait de l'immigration des juifs soviétiques, le soulèvement palestinien dans les territoires occupés n'en continue pas moins : manifestations, jets de pierres, grèves, couvre-feu et victimes quasi quotidiennes.

Il faut souvent chercher en bas de page des journaux pour trouver mention des blessés ou des morts de la journée. Mais les chiffres témoignent de la permanence des affrontements - y compris de cette violence inter-palestinienne, qui, au nom de la lutte contre les « collaborateurs », continue à passer lourd dans le bilan des victimes. Dimanche 28 janvier, un résident de Gaza a été assassiné à coups de hache par des hommes masqués.

La veille, six Palestiniens avaient été blessés par balles dans le territoire par l'armée. Le même jour, deux Palestiniens, dont un garçon de seize ans, ont été tués à Abou-Dis, un village proche de Jérusalem : selon la version officielle, ils ont été touchés par les tirs d'une patrouille de gardes-frontières qui aurait été attaquée à coups de pierres et de bouteilles par des militants masqués.

Les affrontements de ce type ont fait vingt et un morts chez les Palestiniens en décembre (treize en novembre), d'après les chiffres de Betsalem (l'association israélienne pour les droits civils dans les territoires).

ALAIN FRACHON

LIBAN : selon le « Sunday Correspondent »

Les otages occidentaux se portent bien

Les dix-sept otages occidentaux au Liban sont tous vivants et se portent bien, a affirmé dimanche l'hebdomadaire britannique The Sunday Correspondent, citant de hauts responsables du Hezbollah.

« Pour la première fois depuis près de deux ans, nous avons de sérieux indices que John McCarthy, trente-trois ans, le journaliste britannique kidnappé à Beyrouth en avril 1986, est vivant. Il est détenu avec l'Américain d'origine écossaise Thomas Sutherland cinquant-neuf ans, enlevé en juin 1985, dans le sous-sol d'une maison de la banlieue sud de Beyrouth-ouest, par des Hezbollah du groupe Shias », affirme l'hebdomadaire qui publie une photo de leur lieu de détention présumé.

Selon cette même source, les

La même organisation relève une augmentation très forte des démolitions de maisons (trente-huit dynamités ou scellées en janvier) comme sanction collective et accuse l'armée de violer ses propres règles en laissant les soldats tirer dans des circonstances qui peuvent mettre en danger la vie des enfants.

La semaine passée, un officier des gardes-frontières a été démis de ses fonctions après que ses hommes eurent tué un enfant de trois ans atteint d'une balle à la tête par accident.

Cour martiale pour un officier

Après des mois d'efforts dus à l'avocat israélien Lush Tsemel - et une intervention de l'ancien président américain Jimmy Carter - le procureur de l'armée a ordonné le passage en cour martiale d'un officier accusé, avec deux soldats, d'avoir brutalisé un prisonnier palestinien, membre d'une organisation de défense des droits de l'homme.

En plus d'une volée de coups de poing et de coups de matraque sur tout le corps alors qu'il était immobilisé de force (yeux bandés et menottes), M. Shmuel Jabarin a eu le visage et la main brûlés avec une cigarette. Il a été forcé de s'asseoir dans une mare d'eau puis a été étendu à terre pendant que les soldats lui sautaient dessus. Hospitalisé après avoir été traité, il n'en a pas moins été condamné sans procès à un an de détention.

ALAIN FRACHON

Ne commandez pas votre PEUGEOT 205, 309, 405, 605 sans nous avoir rendu visite !

stock permanent de 1000 véhicules en livraison immédiate

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

*en fonction des commandes enregistrées

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

Plus vite, moins cher !

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 34

Entretiens

YASSER ARAFAT

En cette troisième année

STEN ANDERSSON

Sur une diplomatie silencieuse

ROUBA HUSARI

Beit Sahour

ELIA ZUREIK, JIM GRAFF, FARID OHAN

Les victimes de l'intifada : étude statistique

HAMMADI ESSID

Les Palestiniens, les Arabes, les musulmans...

et les autres

MONIQUE CHERMILLIER-GENDREAU

Le droit international et la protection

d'un peuple contre l'annexion

Le N° 65 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 210 F

Étudiants (sur justification), 175 F

Règlement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes

Diffusion : les Éditions de Minuit - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris

Selon M^{re} Vergès

Anis Naccache a arrêté sa grève de la faim à la demande

des autorités iraniennes

Anis Naccache a décidé d'interrompre la grève de la faim qu'il observait depuis le 8 septembre 1989 à la demande des plus hautes autorités iraniennes, a indiqué samedi 27 janvier son défenseur, M^{re} Jacques Vergès.

Cette demande lui aurait été transmise par sa mère, qui, accompagnée d'un « ami », lui aurait rendu visite vendredi matin à la prison de Fresnes. Selon M^{re} Vergès, Anis Naccache a aussi décidé d'interrompre sa grève de la faim parce qu'il a obtenu des autorités françaises l'assurance qu'il serait regroupé avec les cinq membres de son commando, actuellement détenus à la prison de Clairvaux.

BAC 1990

STAGES INTENSIFS DE PRÉPARATION

• nombreuses formules

• BAC FRANÇAIS (1^{re})

• BACS B C et D

TERMINALE B

• "PILOTE"

• orientée Sciences-Po

• orientée HEC

enseignement privé

23 rue Cortambert

75016 Paris

☎ (1) 45 03 01 66

Washington

sur une r

Najmaddin

du PDPA, à

Washington

sur la

d'at

à Moss

entre

Canada et J

Le sa

de son c

interve

améric

politique

de la

M. Kamy

pourra p

de région

Kaboul

d'at

Une rédi

du prési

Douz

ont été

craques

d'une

dirige

somp

28 janv

de l'Égl

prélat, sep

ont é

dans les

du Gansu,

monde inter

Mig A

de Shanxi

autres an

d'at

que le pri

mandat

avait rec

de l'aide à

particulier

d'un

près à la C

après

par affi

de No

date 28-3

au félic

dans la Chac

d'at

des sign

après avoir

d'at

BANGLADESH

dispar

Envi

personnes

dans le naufrage

chargé, dim

dans le sud de

une collision

Le ferry trans

deux cents per

trois fois plus

normale. (Reuters.)

CONDAMN

La reprise

peser à nou

Khmers rou

grave inquié

Les soussigné

- l'arrêt imm

la reprise

d'accord réal

ment le non-ret

- au gouv

rence, d'agir d

sation des liv

groupes armé

autorités du

pays, le recon

défense depuis

Appel à sign

75025 Paris Ced

Paris 1326 31 V.

A ce jour, pl

quelles : BOSKO

CHERMILLIER-GEN

dentiste, DEVILLE

Monseigneur GA

HEMERY D. histo

MAN sénateur, LL

maire, PIGNON E

ORE J.-F. univers

La même organisation refuse une augmentation très forte des huit dynamites ou autres explosifs (en janvier) comme sanction pour les soldats qui ont tué des civils. Les soldats ont tué des civils dans des circonstances qui peuvent mettre en danger la vie des enfants.

La semaine passée, un officier des gardes-frontières a été démis de ses fonctions après que des hommes aient été tués par des tirs de mortier à la tête par nochet.

Cour martiale pour un officier

Après des mois d'efforts de l'avocat israélien Lavi Tamiel et une intervention de l'ancien président américain Jimmy Carter, le procureur de la cour martiale d'un officier accusé, avec deux soldats palestiniens, membre d'une organisation de défense des droits de l'homme.

En plus d'une volée de coups de poing et de coups de matraque sur tout le corps alors qu'il était immobilisé de force (l'un des soldats a été blessé à la main droite), le soldat a été battu avec une cigarette. Il a été forcé de signer dans une mare d'eau puis a été attaché à un poteau pendant que les soldats le soulevaient. Hospitalisé après avoir été traité, il n'a pas pu être condamné sans procès à un an de détention.

ALAIN FRACHON

selon le « Sunday Correspondent »

otages occidentaux se portent bien

Quelques autres otages occidentaux sont également en vie. Ils ont été libérés en groupe et ont été libérés de leur lieu de détention. Les otages sont tous en bonne santé et se portent bien.

Salon de Verge

Anis Naccache a arrêté sa grève de la faim à la demande des autorités iraniennes.

Anis Naccache a décidé d'interrompre sa grève de la faim qui avait duré depuis le 15 septembre. Il a demandé des excuses aux autorités iraniennes et a demandé qu'il soit libéré.

études les

Le dernier a précisé à l'AFP que le dossier avait été remis à la justice. Le dossier a été remis à la justice et le dossier a été remis à la justice.

BAC 1990

STAGES INTENSIFS DE PRÉPARATION

• BAC FRANÇAIS 1^{re}

• BAC & C & D

• TERMINALE 1^{re}

• TERMINALE 2^e

• TERMINALE 3^e

• TERMINALE 4^e

• TERMINALE 5^e

• TERMINALE 6^e

• TERMINALE 7^e

• TERMINALE 8^e

• TERMINALE 9^e

• TERMINALE 10^e

• TERMINALE 11^e

• TERMINALE 12^e

• TERMINALE 13^e

• TERMINALE 14^e

• TERMINALE 15^e

• TERMINALE 16^e

• TERMINALE 17^e

• TERMINALE 18^e

• TERMINALE 19^e

• TERMINALE 20^e

• TERMINALE 21^e

• TERMINALE 22^e

• TERMINALE 23^e

• TERMINALE 24^e

• TERMINALE 25^e

• TERMINALE 26^e

• TERMINALE 27^e

• TERMINALE 28^e

• TERMINALE 29^e

• TERMINALE 30^e

• TERMINALE 31^e

• TERMINALE 32^e

• TERMINALE 33^e

• TERMINALE 34^e

• TERMINALE 35^e

• TERMINALE 36^e

• TERMINALE 37^e

• TERMINALE 38^e

• TERMINALE 39^e

• TERMINALE 40^e

• TERMINALE 41^e

• TERMINALE 42^e

• TERMINALE 43^e

• TERMINALE 44^e

• TERMINALE 45^e

• TERMINALE 46^e

• TERMINALE 47^e

• TERMINALE 48^e

• TERMINALE 49^e

• TERMINALE 50^e

• TERMINALE 51^e

• TERMINALE 52^e

• TERMINALE 53^e

• TERMINALE 54^e

• TERMINALE 55^e

• TERMINALE 56^e

• TERMINALE 57^e

• TERMINALE 58^e

• TERMINALE 59^e

• TERMINALE 60^e

• TERMINALE 61^e

• TERMINALE 62^e

• TERMINALE 63^e

• TERMINALE 64^e

• TERMINALE 65^e

• TERMINALE 66^e

• TERMINALE 67^e

• TERMINALE 68^e

• TERMINALE 69^e

• TERMINALE 70^e

• TERMINALE 71^e

• TERMINALE 72^e

• TERMINALE 73^e

• TERMINALE 74^e

• TERMINALE 75^e

• TERMINALE 76^e

• TERMINALE 77^e

• TERMINALE 78^e

• TERMINALE 79^e

• TERMINALE 80^e

• TERMINALE 81^e

• TERMINALE 82^e

• TERMINALE 83^e

• TERMINALE 84^e

• TERMINALE 85^e

• TERMINALE 86^e

• TERMINALE 87^e

• TERMINALE 88^e

• TERMINALE 89^e

• TERMINALE 90^e

• TERMINALE 91^e

• TERMINALE 92^e

• TERMINALE 93^e

• TERMINALE 94^e

• TERMINALE 95^e

• TERMINALE 96^e

• TERMINALE 97^e

• TERMINALE 98^e

• TERMINALE 99^e

• TERMINALE 100^e

ASIE

AFGHANISTAN

Washington et Moscou pourraient s'entendre sur une réduction des livraisons d'armes

M. Najmaddin Kamyani, numéro trois du bureau politique du Parti démocratique du peuple afghan (PDPA, au pouvoir) a déclaré, dimanche 28 janvier, « avoir l'impression » que Moscou et Washington pourraient s'entendre sur la réduction de leurs livraisons d'armes aux belligérants afghans à l'occasion des élections à Moscou, les 7 et 8 février, entre MM. Edouard Chevardnadze et James Baker.

A Moscou, le ministre soviétique des affaires étrangères a déclaré de son côté, dimanche, dans une interview à une agence de presse américaine, qu'un accord politique sur l'Afghanistan est « à portée de la main ».

Selon M. Kamyani, un accord sur la réduction des livraisons d'armes pourrait précéder l'ouverture de négociations entre le régime de Kaboul et les moudjahidins afghans. « Cela peut être un début », a-t-il déclaré dans une interview. Une réduction simultanée des livraisons d'armes au régime du président afghan Najmaddin Kamyani et aux moudjahidins par l'URSS et aux moudjahidins par les États-Unis, le Pakistan et l'Afrique saoudite, est une condition essentielle à la négociation d'un cessez-le-feu et à l'ouverture de pourparlers de paix.

Samedi, le chef d'une délégation de députés soviétiques en visite à Kaboul a également évoqué la possibilité d'une réduction des livraisons d'armes. « Nous sommes optimistes », a ajouté M. Valery Oshirov.

Entre-temps, l'un des chefs de la guérilla afghane, le commandant Massoud, a affirmé que cent soldats du régime de Kaboul avaient été tués, la semaine dernière, lors de l'attaque d'un convoi d'armes et de munitions soviétiques, à 70 kilomètres au nord de la capitale afghane. Enfin, trois membres français d'organisations humanitaires qui s'occupent des réfugiés afghans au Pakistan seraient menacés d'expulsion par Islamabad, leurs visas de séjour n'ayant pas été renouvelés. — (AFP).

CHINE

Douze évêques catholiques ont été arrêtés en décembre

Douze évêques ont été arrêtés dans le cadre d'une campagne de répression dirigée contre l'Eglise clandestine, soupçonnée d'activités subversives. A-t-on appris dimanche 28 janvier de sources proches de l'Eglise catholique à Pékin.

Les prêtres, septuagénaires et octogénaires, ont été interpellés en décembre dernier à Tianjin ainsi que dans les provinces du Shaanxi, du Gansu, du Hebei et de Mongolie intérieure : parmi eux figurent Mgr Antoine Zhang Guangyi, du Shaanxi, âgé de quatre-vingt-trois ans et qui a déjà passé trente années en prison.

On a d'autre part appris à Washington que le président de la Banque mondiale, M. Barber Conable, avait recommandé la reprise de l'aide à la Chine. Il s'agit en particulier de deux crédits d'urgence d'un montant de quatre-vingt-dix millions de dollars. Les prêts à la Chine avaient été suspendus après la répression du printemps de Pékin en juin dernier. Par ailleurs, dans son allocution de Nouvel An (le Monde daté 28-29 janvier), le premier ministre chinois, Li Peng, s'était félicité que les relations entre la Chine et « certains pays occidentaux commencent à montrer des signes d'amélioration » après avoir connu « une période difficile ». Il faisait allusion à la France et aux États-Unis. Ce qui ne l'a pas empêché de condamner l'« agression » américaine au Panama. Il avait constaté « l'émergence de tensions et de turbulences dans certaines régions », référence voilée à la tension dans la Casaca soviétique. (Reuter, AFP, AP, UPI)

DIPLOMATIE

Les négociations de Vienne

L'URSS est prête à retirer toutes ses troupes stationnées en Europe de l'Est d'ici à 1995

L'URSS est disposée à retirer toutes ses troupes stationnées hors frontières en Europe dans les cinq ans qui viennent à condition que toutes les troupes occidentales stationnées soient également retirées, a affirmé le chef de la délégation soviétique aux négociations de Vienne, M. Oleg Gri-nievsky, dans une entrevue à Washington.

M. Gri-nievsky a estimé qu'un tel retrait pourrait être négocié dans le cadre d'un deuxième accord sur la réduction des forces conventionnelles en Europe. Un premier accord est actuellement en cours de négociation à Vienne entre les représentants des pays de l'OTAN et ceux du pacte de Varsovie, l'objectif étant d'aboutir avant la fin de cette année.

Les déclarations de M. Gri-nievsky n'ont cependant pas fait l'objet d'une proposition formelle. On s'attend que de nouveaux objectifs soient prochainement assignés aux négociations de Vienne sur ce point des effectifs stationnés en Europe, notamment après la rencontre Baker-Chevardnadze le 7 février à Moscou.

M. Gorbatchev avait déjà émis l'idée que toutes les troupes soviétiques stationnées pourraient être retirées d'ici à l'an 2000. L'idée émise par M. Gri-nievsky ne fait qu'avancer l'échéance de cinq ans. Elle témoigne sans doute du désir soviétique d'insérer dans le cadre d'un règlement Est-Ouest négocié les pressions qui se font jour dans différents pays d'Europe de l'Est en faveur d'un retrait des troupes soviétiques de leur territoire. La Hongrie et la Tchécoslovaquie ont déjà exigé le retrait total.

Les déclarations de M. Gri-nievsky n'ont cependant pas fait l'objet d'une proposition formelle. On s'attend que de nouveaux objectifs soient prochainement assignés aux négociations de Vienne sur ce point des effectifs stationnés en Europe, notamment après la rencontre Baker-Chevardnadze le 7 février à Moscou.

AMÉRIQUES

CUBA

M. Fidel Castro menace d'écrasement toute velléité d'opposition



Dessin paru dans le « Frankfurter Allgemeine Zeitung »

« Il y a des imbéciles qui croient qu'à Cuba on peut créer des cinquièmes colonnes au service de l'impérialisme », a déclaré, dimanche 28 janvier, le président Fidel Castro dans un discours prononcé à l'issue du 16^e congrès des syndicats. S'en prenant à ceux qui « proposent des réformes pour améliorer la révolution », le numéro un cubain a affirmé que « la révolution est la plus grande réforme de l'histoire (...) elle ne recule donc pas d'un millimètre ».

Il a aussi menacé d'écrasement toute velléité d'opposition interne en ajoutant : « On ne tue pas les ennemis à coups de canon, on les écrase : et c'est le peuple, les étudiants, les travailleurs qui s'en chargent ».

Devant des délégués, Fidel Castro a souligné, dans un discours de plus de trois heures, les incertitudes qui pèsent sur l'avenir économique de Cuba à la suite de l'effondrement du camp socialiste et la préparation militaire du pays face à une éventuelle agression américaine. Il a promis des temps difficiles, en insistant sur les difficultés créées au commerce extérieur cubain par les changements dans l'ex-camp socialiste qui correspondent « quasiment à la construction du capitalisme ».

Alors que les échanges avec les pays d'Europe de l'Est représentent plus de 80 % du commerce extérieur cubain, Fidel Castro a déclaré qu'il n'existe aucune garantie concernant ce commerce en 1990 et « une incertitude totale » sur le quinquennat 1991-1995 qui devait faire l'objet de nouveaux accords. Il a fait état de la volonté exprimée par l'Union soviétique, premier par-

tenaire économique de Cuba, de « poursuivre les échanges entre les deux pays sur les principes actuellement en vigueur », en affirmant que la stabilité du commerce cubano-soviétique est menacée par deux facteurs : « les difficultés de l'URSS... et les courants d'idées associés à la réaction et à l'impérialisme qui proposent en URSS de changer les principes des relations entre les deux pays ».

Enfin, M. Fidel Castro s'est référé à la tension militaire dans la région résultant de « l'euphorie triomphaliste » des États-Unis après l'invasion du Panama. Il a mentionné des mouvements de bâtiments de la marine de guerre américaine autour de Cuba.

Cuba a préparé des plans « pour toute éventualité », a-t-il dit : « blocus total, blocus avec harcèlement, blocus avec guerre d'usure ou blocus avec invasion ». Continuant d'utiliser du vocabulaire mili-

taire, le leader cubain a indiqué que le programme de production alimentaire était devenu « stratégique ». « Cuba est la tranchée de l'indépendance de l'Amérique latine », a-t-il conclu. — (AFP, Reuter)

Interpellation d'un journaliste tchécoslovaque. Un fonctionnaire du ministère cubain des affaires étrangères a confirmé, dimanche 28 janvier, qu'un cameraman de la télévision tchécoslovaque, M. Luděk Jedlická, avait été interpellé. Le fonctionnaire a affirmé que l'incident n'était pas lié à l'expulsion récente du correspondant à La Havane de Radio-France, Michael Cernak. Selon des sources tchécoslovaques dans la capitale cubaine, Luděk Jedlická a été passé à tabac et arrêté par des policiers dans la nuit de vendredi. — (AFP).

CHILI : quarante jours avant la prise de fonction du président élu

Les militaires « verrouillent » leurs positions

A quarante jours de la passation des pouvoirs, le régime militaire entend mettre à profit l'intermittence pour « parachuter son œuvre », pas moins de trente-cinq projets de loi soumis à l'examen de la junte, qui exerce les fonctions législatives.

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

Cet empressement n'est pas du goût des partis de la Concertación pour la démocratie, dont les observations et propositions, formulées lors des rencontres périodiques entre ses représentants et ceux du gouvernement, ne sont que très rarement prises en considération.

Ainsi, la loi sur les forces armées a-t-elle été approuvée malgré les réserves de certains militaires et l'opposition de certains députés du président élu, M. Patricio Aylwin, qui estime qu'elle fait la part trop belle aux commandants en chef au détriment des prérogatives du chef de l'État. Son texte stipule en effet que les officiers supérieurs occupant les cinq premiers rangs dans la hié-

archie des trois armes seront désignés par le président « sur la proposition du commandant en chef ». L'obstruction du général Pinochet et de l'armée de terre à maintenir cet article, garantissant le haut commandement contre toute épuración, a finalement emporté la conviction des « législateurs », et provoque le courroux de la nouvelle majorité présidentielle.

« Il ne sera pas facile d'insérer le pouvoir militaire dans le cadre démocratique constitutionnel », soupire M. Jorge Arrate, secrétaire général du Parti socialiste, la ligne de protection établie par le régime est de plus renforcée par la loi sur le Congrès qui prive le prochain Parlement du droit d'enquêter sur les agissements des autorités en place avant son entrée en fonction.

Autel préoccupante pour M. Aylwin et son gouvernement est la loi d'immobilité des hauts-fonctionnaires, qui restreint considérablement la faculté des nouvelles autorités élues de désigner des hommes de confiance aux postes de responsabilité. Le président de la République, en vertu de cette limitation, ne pourra s'entourer que d'une vingtaine de proches collaborateurs.

D'autre part, plusieurs projets de privatisation d'entreprises publiques sont soumis à l'approbation de la junte. Ils concernent notamment la plus importante banque du pays, et les installations portuaires. Si le pouvoir législatif donne son consentement, seuls le pétrole et le cuivre seraient toujours exploités par l'État. Encore faut-il préciser que l'exploitation des grands gisements de métal rouge mis à nu ces dernières années a été confiée à des capitaux étrangers.

Enfin, la date de transmission des pouvoirs, qui faisait l'objet d'une controverse entre M. Aylwin et les autorités, aura bien lieu le 11 mars. Ainsi en a décidé le Conseil constitutionnel où prédominent les fidèles du général Pinochet, le président élu optant pour le 14, afin d'éviter toute sensation de continuité entre la dictature et le régime démocratique. Du moins s'il obtient satisfaction sur un point : il n'y aura pas d'accolade au chef de l'État sortant. C'est le président du Sénat qui recevra l'écharpe présidentielle du général Pinochet, pour la remettre un peu plus tard à M. Aylwin.

GILLES BAUDIN

CONDAMNONS LES KHMERS ROUGES

La reprise des combats au CAMBODGE fait peser à nouveau la menace du retour des Khmers rouges. Cette situation suscite une grave inquiétude.

- Les soussignés demandent :
- l'arrêt immédiat des combats et le retour à la paix,
 - la reprise des négociations sur la base des points d'accord réalisés aux rencontres de Jakarta et Paris, et notamment le non-retour des Khmers rouges au pouvoir,
 - au gouvernement français, co-président de la conférence, d'agir dans ce sens et particulièrement d'obtenir la cessation des livraisons d'armes aux Khmers rouges et autres groupes armés, de rétablir des relations officielles avec les autorités du CAMBODGE qui ont en charge l'ensemble du pays, le reconstruisent depuis dix ans et en assurent la défense depuis le départ de toutes les forces vietnamiennes,
 - la condamnation sans ambiguïté des Khmers rouges et de toute alliance avec eux.

Appel à signer et renvoyer au AFC-ADRAC — B.P. 410 — 75025 Paris Cedex 01. Soutien financier : ADRAC — CCP Paris 1326 31 V.

A ce jour, plusieurs centaines de signatures parmi lesquelles : BOSKOWITZ A. médecin, BUANNIC Y. prêtre, CHEMILLIER-GENDREAU juriste, DARROZ P. chirurgien-dentiste, DEVILLERS P. historien, FOLLEZOU J.-Y. médecin, Monseigneur GAILLOT évêque, GRENET Y. économiste, HEMERY D. historien, LEVART J. syndicaliste CGT, LEDERMAN sénateur, LUC H. sénateur, MONTGARGENT R. député-maire, PIGNON E. peintre, RALITE J. universitaire, TOURNA-DRE J.-F. universitaire.

CONDAMNONS LES KHMERS ROUGES

La reprise des combats au CAMBODGE fait peser à nouveau la menace du retour des Khmers rouges. Cette situation suscite une grave inquiétude.

Les soussignés demandent :

- l'arrêt immédiat des combats et le retour à la paix,
- la reprise des négociations sur la base des points d'accord réalisés aux rencontres de Jakarta et Paris, et notamment le non-retour des Khmers rouges au pouvoir,
- au gouvernement français, co-président de la conférence, d'agir dans ce sens et particulièrement d'obtenir la cessation des livraisons d'armes aux Khmers rouges et autres groupes armés, de rétablir des relations officielles avec les autorités du CAMBODGE qui ont en charge l'ensemble du pays, le reconstruisent depuis dix ans et en assurent la défense depuis le départ de toutes les forces vietnamiennes,
- la condamnation sans ambiguïté des Khmers rouges et de toute alliance avec eux.

Appel à signer et renvoyer au AFC-ADRAC — B.P. 410 — 75025 Paris Cedex 01. Soutien financier : ADRAC — CCP Paris 1326 31 V.

A ce jour, plusieurs centaines de signatures parmi lesquelles : BOSKOWITZ A. médecin, BUANNIC Y. prêtre, CHEMILLIER-GENDREAU juriste, DARROZ P. chirurgien-dentiste, DEVILLERS P. historien, FOLLEZOU J.-Y. médecin, Monseigneur GAILLOT évêque, GRENET Y. économiste, HEMERY D. historien, LEVART J. syndicaliste CGT, LEDERMAN sénateur, LUC H. sénateur, MONTGARGENT R. député-maire, PIGNON E. peintre, RALITE J. universitaire, TOURNA-DRE J.-F. universitaire.

POLITIQUE

La préparation du congrès de Rennes et les débats au Parti socialiste

M. Michel Rocard invite le PS à se montrer « tolérant » et « ouvert »

Plus de trois mille personnes ont participé, samedi 27 janvier, au CNIT de la Défense, à la réunion des amis de M. Michel Rocard en vue du congrès socialiste de Rennes. Le premier ministre a déclaré à cette occasion qu'il entend inscrire son action dans la durée et que celle qui lui est accordée ne dépend, à ses yeux, que de la « confiance du président de la République », « du soutien de la majorité parlementaire » et « de l'appui du Parti socialiste ».

Les rocardiens ont bien fait les choses pour ce rassemblement, qui était prévu depuis le mois de décembre mais qui n'avait été annoncé qu'une fois vérifiée au comité directeur du PS, les 13 et 14 janvier, l'impossibilité de parvenir à une motion de synthèse pour le congrès de mars prochain. Il s'agissait de mobiliser les amis du premier ministre et de leur donner la pour le congrès.

Ils sont venus à plus de trois mille écouter M. Rocard et, avant lui, M. Gérard Lindeberg, coordonnateur du courant, Mme Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, et M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste du Parlement européen, en présence de plusieurs membres du gouvernement : MM. Claude Evin, Louis Penne, Mme Michèle André, MM. Jacques Chérèque, Roger Bambuck, Robert Chapuis, Tony Dreyfus et Alain Decaux.

Quelques participants brandissaient des portraits du premier ministre : son discours a été suivi avec attention, les phrases significatives étant applaudies avec ponctualité par un auditoire

de militants expérimentés. M. Rocard a choisi un profil modeste, pour un propos évitant les aspérités. L'animation artistique, confiée au chanteur Georges Moustaki et au groupe antillais Malévol, donnait à la réunion un air de fête calme. Ce n'est pas au congrès de Rennes, et surtout pas au moment où les rivalités au sein de l'ex-courant mitterrandien occupent l'attention, que la combativité des militants rocardiens sera la plus sollicitée. Il suffit au premier ministre, à cette étape, de savoir et de montrer qu'il peut compter sur eux.

M. Rocard a répété ce qu'il avait déjà dit le 16 janvier à Arras, à savoir que l'objet principal du congrès doit être, selon lui, de « redonner au socialisme un contenu, une perspective, une ambition mobilisatrice ». « C'est avec cette intention, a-t-il dit, que j'ai présenté une motion au suffrage des militants socialistes. Ce n'est pas pour chercher à y régler des querelles de famille. » Ce sera la seule allusion du premier ministre au conflit entre M. Lionel Jospin et M. Laurent Fabius. M. Rocard rappelle en outre les conséquences que ses amis et lui-même entendent, pour leur part, tirer de la situation ainsi créée dans ce qui était le courant dirigeant du parti.

« Je ne conçois pas, a-t-il souligné, que les socialistes puissent être, dans leur parti, autrement qu'égaux en droits et en devoirs, comme nous le sommes, ensemble et solidaires, au gouvernement, comme nous l'avons été, ensemble et solidaires, lors des campagnes présidentielles, législatives, municipales, européennes. » Il n'y a plus aujourd'hui, pour les rocardiens, de légitimité mitterrandienne dont ils pourraient se prévaloir, au sein du PS, au détriment des autres.

M. Rocard a repris aussi l'un

des principaux arguments que ses amis opposent, depuis l'automne dernier, à ceux qui lui reprochent les insuffisances de sa politique sociale. « Ce n'est pas la moindre de mes fiertés, a-t-il déclaré, que de pouvoir, après vingt mois à l'hôtel Maitland, me présenter devant vous, devant le congrès du Parti socialiste, pour vous proposer, non pas une pause dans les réformes, mais la poursuite des grands chantiers qui ont été engagés. Non pas une modernisation douloureuse de notre appareil économique ou un nouveau plan de rigueur, mais le contraire, le franchissement d'une nouvelle étape sociale et, d'abord, la poursuite du redressement dans la situation de l'emploi. Non pas des mesures d'urgence pour passer les périodes d'un pays déchiré par des querelles inévitables, mais une action en profondeur pour transformer, par le dialogue et la négociation, au-delà des conflits qui sont les choses de la vie, une société sur laquelle, aujourd'hui, l'opposition n'a plus guère de prise ».

« J'ai besoin de temps »

Le premier ministre n'a pas insisté. Il lui a suffi d'opposer, ainsi, allusivement, son bilan à celui de la première législature mitterrandienne, afin de souligner que la question posée au congrès de Rennes « est de savoir, aussi, d'une certaine manière, la suite à donner à l'orientation, faut-il changer de politique ? » A cette question, il en a ajouté, implicitement mais logiquement, une autre : faut-il changer de gouvernement ?

A ceux qui le soupçonnent de vouloir profiter de la conjoncture favorable pour en décider lui-même, M. Rocard a tenu à apporter — toujours implicitement — un

démenti. « J'ai besoin du temps nécessaire, a-t-il dit, pour donner corps à cette grande espérance d'une France plus unie parce qu'elle sera plus forte, plus forte parce qu'elle sera plus solidaire. Cette perspective est si vaste que je ne la connais pas d'autre limite que celle que déterminent la confiance du président de la République qui ne m'est pas comprise, le soutien de la majorité parlementaire, qui ne m'a pas manqué, et l'appui du Parti socialiste, que je vous demande de confirmer, maintenant, autour de cette démarche de progrès et de solidarité ».

M. Mitterrand va recevoir M. Mauroy

La direction du Parti socialiste a fait savoir, samedi 27 janvier, que M. Pierre Mauroy sera reçu, le 30 janvier, comme chaque semaine, par le président de la République, auquel le premier secrétaire souhaite faire part de sa crainte d'une « cacophonie au gouvernement et des dérapages du débat interne des socialistes ». M. Mauroy a eu un entretien téléphonique avec M. Mitterrand le 26 janvier. Il rencontrera, aussi, le premier ministre, avec lequel il souhaite s'entretenir du même sujet.

M. Fabius a déclaré samedi 27 janvier sur FR3-Normandie que « les questions de personnes sont secondaires par rapport aux objectifs » que doit se fixer le PS. « Je suggère qu'on se calme sur les questions de personnes », a ajouté le président de l'Assemblée nationale. M. Fabius a déclaré que les socialistes doivent insister sur la « dimension de justice sociale » s'ils veulent « reconquérir [leur] électorat ». « Le problème, a-t-il

dit, est, maintenant, de prendre un certain nombre d'engagements concrets sur la retraite, sur les revenus du travail, sur l'aménagement du territoire, sur le logement social, et le temps est venu d'essayer de donner un élan nouveau, par un ancrage à gauche et une rénovation du Parti socialiste, car il faut un parti de militants plus nombreux et encore plus ancré dans la réalité ».

Dans un entretien publié lundi par l'Indépendant de Perpignan, le président de l'Assemblée nationale évoque « le nécessaire ancrage à gauche de la politique menée, la dimension indispensable de la justice sociale, car parfois les repères sont brouillés et on ne distingue plus bien gauche et droite ». Le « deuxième axe » de son action, selon M. Fabius, « c'est la rénovation, la redynamisation du PS ». « Nous devons être fidèles à la tradition, déclarait-il, et, en même temps, la porter plus loin, innover, bâtir l'avenir ».

évolutions ». M. Rocard estime nécessaire, notamment, de « nouer un vrai dialogue avec la sensibilité écologiste », sans « se passer de la question des alliances ».

Avec ces discours, M. Rocard ne prétendait certes pas bouleverser les données du problème qui se pose aux socialistes à un mois et demi de leur congrès. Les moyens dont il dispose sont plus limités qu'il n'y paraît, mais, si elles restent dans certains limites, les querelles internes au courant dirigeant du PS pourraient arranger le premier ministre plus qu'elles ne le dérangent.

PATRICK JARREAU

Trois élections municipales partielles

Réélu à Cannes, M. Mouillot (UDF-PR) célèbre la victoire de « l'union sur la division »

La liste du maire de Cannes, M. Michel Mouillot (UDF-PR), dont l'élection, en mars 1989, avait été invalidée par le Conseil d'Etat, l'a emporté, dimanche 28 janvier, dès le premier tour de l'élection municipale partielle. Elle a obtenu 50,73 % des suffrages exprimés et 39 élus sur 49 malgré la présence de six autres listes dont celle conduite par M. Jacques Dazol, conseiller général (RPR), qui n'est arrivée qu'en troisième position avec 14,41 % des voix (4 élus) derrière la liste du Front national (20,54 % et 5 élus). M. Mouillot a présenté sa victoire comme celle de « l'union sur la division ».

CANNES

de notre correspondant régional

Compte tenu de la multiplicité des listes et de la démission existant au sein de l'opposition, M. Michel Mouillot (UDF-PR), maire de Cannes, dont l'élection en mars 1989 avait été invalidée par le Conseil d'Etat, ne s'attendait pas à être réélu dès le premier tour de scrutin. Si tous les pronostics lui étaient favorables, il ne pensait pas, en effet, que sa progression par rapport à l'élection de mars 1989 — où il ne l'avait emporté, au second tour,

qu'avec 581 voix d'avance — serait suffisante pour lui épargner un scrutin de ballottage. Il redoutait également que la décision du RPR de se retirer de la compétition, en rompant l'accord conclu primitivement pour la constitution d'une liste commune jette le désarroi dans l'électorat de droite et provoque un fort taux d'abstention.

Première surprise : avec 61,48 % de votants, le taux de participation électorale est plus qu'honorifique pour une élection partielle, même s'il est inférieur de près de 9 points à celui du premier tour de scrutin de mars 1989. Le succès du maire invalidé ne souffre aucune discussion. Sa liste arrive en tête dans la totalité des 47 bureaux de vote et, comme en 1989, elle obtient ses meilleurs résultats dans le quartier populaire de La Bocca où elle dépasse souvent 60 % des suffrages exprimés. D'un scrutin à l'autre, elle gagne au total 2 827 voix et plus de 15 points de pourcentage.

Arrivée en deuxième position, la liste du Front national, conduite par M. Albert Peyrou, ancien député des Alpes-Maritimes, est la seule des six autres listes en présence à améliorer son score de 1989. Avec 20,54 % des suffrages exprimés, elle progresse de 1 263 voix et de 6,32 points de pourcentage. Le scrutin constitue, en outre, une déception pour le parti légitime qui avait misé sur un second « effet Droux » et qui espérait « faire presque l'égal » avec M. Mouillot. Un instant caressée, la conquête par le FN d'une « grande mairie », s'est largement évanouie... L'élection de

Cannes a montré les limites d'une exploitation outrancière des thèmes de l'immigration et de l'insécurité.

Déconvenues, aussi, pour la liste dirigée par M. Dazol sur laquelle figuraient, en quarante-cinquièmes et dernières positions, l'ancien maire (RPR) de Cannes, M. Anne-Marie Dupuy, battue en 1989 par M. Mouillot. Quant aux autres listes, elles n'ont fait que de la figure. La gauche s'effondre en perdant plus de 37 % de ses voix, aussi bien le PS qui passe de 15,53 % à 5,40 % qu'après les élections de mars 1989, les socialistes auraient été éliminés du conseil municipal — où il conserve un siège — si un second tour avait été nécessaire, que le PC (2,40 %), devenu groupuscule à Cannes. Pour leur première apparition dans un scrutin municipal, les Verts, pas plus que M. Dazol, n'ont obtenu de voix.

M. Mouillot estime que sa victoire est celle de « l'union sur la division ». Par un singulier retournement de situation, les démoïnistes ont en effet profité au candidat UDF qui avait, pourtant — le premier — provoqué une primaire « sauve-qui-peut » de l'opposition en 1989. Partisan déclaré d'une liste commune dix mois plus tard, M. Mouillot a été assez habile pour appliquer, seul, les accords

dénoncés par le mouvement gaulliste. La liste de M. Mouillot comprenait donc théoriquement 20 membres du parti chirurgical — sur les 40 premiers candidats en position éligible — dont seulement 6 nouveaux venus, les autres, réputés RPR, figurant parmi ses colistiers d'origine.

GUY PORTE

Inscr., 48 279 ; vot., 29 679 ; abst., 38,52 % ; suffr. expr., 29 303. Liste de M. Michel Mouillot, UDF-PR, 14 868 voix (50,73 %). 1. 39 élus ; liste de M. Albert Peyrou, FN, 6 019 (20,54 %). 2. 5 élus ; liste de M. Jacques Dazol, div. d., 4 223 (14,41 %). 3. 4 élus ; liste de M. Henri Rossi, PS, 1 583 (5,40 %). 4. 1 élu ; liste de M. Paul Vogel, Verts, 1 174 (4,00 %). Liste de M. Catherine Picot, PC, 723 (2,40 %). Liste de M. Jean-Bernard Pinaud, div. d., 714 (2,43 %).

Au premier tour du 12 mars 1989, les résultats étaient les suivants : inscr., 49 106 ; vot., 38 483 ; abst., 21,63 % ; suffr. expr., 38 093 ; liste de M. Mouillot, UDF-PR, 14 815 voix (39,2 %). Liste conduite par M. Dazol, RPR, 11 686 (30,47 %). Liste conduite par M. Pinaud, FN, 4 754 (12,48 %). Liste de M. Rossi, PS, 3 911 (10,25 %). Liste conduite par M. Picot, PC, 1 501 (4,42 %).

Au second tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 49 024 ; vot., 36 416 ; abst., 26,71 % ; suffr. expr., 35 744 ; liste de M. Mouillot, 14 815 voix (41,44 %). Liste de M. Dazol, RPR, 14 234 (39,82 %). Liste de M. Rossi, PS, 4 354 (9,66 %). Liste de M. Pinaud, 3 241 (9,06 %).

REHNE : Oullins (1^{er} tour).

Inscr., 16 966 ; vot., 9 042 ; abst., 46,70 % ; suffr. expr., 8 926. Liste d'union de la gauche conduite par M. Roland Bernard, PS, maire sortant, sénateur, 3 854 voix (43,17 %). Liste d'union de la droite conduite par M. Michel Terrot, RPR, député, cons. gén., 3 802 (42,59 %). Liste du Front national conduite par M. Gérard Durieu, 637 (7,13 %). Liste Oullins-Ecologie conduite par M. Michel Jourard, 633 (7,09 %). Il y a ballottage.

Il s'agit par conséquent d'un scrutin de ballottage. Les résultats du second tour des élections municipales de mars 1989, les deux parlementaires qui se disputent la mairie d'Oullins (Rhône), MM. Roland Bernard (PS), maire sortant et sénateur, et Michel Terrot (RPR), conseiller général d'Oullins et député, se sont plus que jamais éloignés de l'union de premier tour de cette élection partielle. Le maire sortant, qui disposait au second tour des élections de 1989, était le plus de la première des listes. Candidats pour la première fois à

Deux scrutins cantonaux

GIRONDE : cantons de Bordeaux IV (1^{er} tour). Inscr., 15 404 ; vot., 3 648 ; abst., 76,31 % ; suffr. expr., 3 588. MM. Stéphane Delsaut, div. d., 1 543 voix (43 %). Denis Vignolles, PS, 752 (20,95 %). François-Régis Taveau, FN, 748 (20,84 %). Jean-Jacques Rabenstein, Verts, 340 (9,47 %). M. Claude Melletier, PC, 203 (5,71 %). Il y a ballottage.

[Le sénateur en septembre dernier, M. Jacques Valade (RPR), premier adjoint de M. Jacques Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux, a renoncé à son siège au conseil général de Gironde dont il avait perdu la présidence en 1988, pour se présenter à la mairie de Bordeaux. Le candidat de l'opposition perd plus de la moitié des voix recueillies par son prédécesseur en 1988 et 12,32 points de pourcentage. Son concurrent, candidat socialiste, ancien secrétaire de la section PS de Bordeaux-centre, est lui aussi en recul : il perd six points de pourcentage et plus de la moitié des suffrages socialistes de 1988. M. Delsaut, 8 ne doit qu'à sa stratégie de quatre voix sur le représentant du FN de figurer au second tour. Le candidat libéral progresse sans augmentation de voix mais en pourcentage (+ 13,88 points). Il est en tête pour le représentant de l'écologie qui gagne 4,53 points. De son côté, M. Melletier, PC, enregistre une quasi-stabilité en pourcentage (5,71 % contre 5,78 %), mais obtient 123 voix de moins qu'en 1988.

En 1988, les résultats du premier tour étaient les suivants : inscr., 16 186 ; vot., 5 911 ; abst., 63,48 % ; suffr. expr., 5 847 ; MM. Valade, RPR, 3 235 voix (55,32 %). Gérard Boulanger, PS, 1 576 (26,95 %). Guy Michéa, FN, 409 (6,99 %). M. Claude Melletier, PC, 203 (3,48 %). M. Jean-Georges Davella, Verts, 289 (4,94 %). Contraint au second tour, faute d'avoir obtenu un nombre de suffrages au moins égal au quart des inscrits au premier, M. Valade l'avait emporté avec 3 500 voix (61,22 %) contre 2 217 (38,77 %).

à M. Boulanger sur 16 186 inscrits, 5 874 votants (soit 36,70 % d'abstention) et 5 717 suffrages exprimés.]

GIRONDE : Villeneuve d'Ornon (1^{er} tour). Inscr., 15 558 ; vot., 5 755 ; abst., 63 % ; suffr. expr., 5 636. MM. Sylvère Dutill, PS, 2 183 voix (38,76 %). François Bidou, PC, 1 119 voix (19,85 %). Patrick Pujol, div. d., 864 (15,33 %). Patrick Nougès, Verts, 771 (13,67 %). Pierre Loustaud, FN, 697 (12,36 %). Il y a ballottage.

[M. Claude Bernadé (PS), dont l'élection au siège de député de la troisième circonscription de la Gironde a été confirmée par le Conseil constitutionnel, le 7 novembre 1989, abandonne son mandat de conseiller général pour se consacrer à la loi anti-cancer. Le 25 septembre 1989, il avait été réélu dès le premier tour avec 57,40 % des suffrages. Au premier tour, son député socialiste, M. Sylvère Dutill, adjoint à la culture, s'était vu attribuer 38,76 % des voix. Dans ce canton traditionnellement acquis à la gauche, il arrive cependant en tête. Le candidat communiste, M. François Bidou, adjoint aux sports, obtient 19,85 % des voix. Un duel « fratricide » semble peu probable, le PC décide de maintenir au cas de retrait de son représentant mardi 30 janvier. La faible participation bénéficie au FN et aux Verts, au détriment de PS et de la droite, ce qui perd six points par rapport à 1988. Les Verts présentent pour la première fois un candidat. Avec 13,67 % des suffrages, il devance le FN, qui passe cependant de 4,94 % à 12,36 %.

Les résultats du premier tour de septembre 1988 étaient les suivants : inscr., 15 116 ; vot., 6 929 ; abst., 54,16 % ; suffr. expr., 6 774 ; M. Bernadé, PS, 3 888 voix (57,39 %) réélu ; Maurice Weber-Holtzner, RPR, 1 445 (21,33 %). Bidou, PC, 1 106 (16,32 %). Francis Massart, FN, 335 (4,94 %).

TOUTES LES QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ SUR LE JUDAÏSME

CONFÉRENCE animée par Rav Y. Asserai M. A. Skornik M. A. Dayan le 31 janvier à 20 h 30 à L'ORANGERIE 17, cité Joly, 75011 Paris Débat ouvert Entrée libre

An second tour, la liste de M. Carvalho l'avait emporté avec 845 voix (34,19 %) et 20 sièges, contre 838 voix à M. Maillard (33,91 %) et 5 sièges et 788 voix à M. Tortel (28,38 %) et 4 élus, sur 3 234 inscrits, 2 536 votants (soit 78,42 % d'abstention) et 2 471 suffrages exprimés.]

ADULTES - ETUDIANTS - JEUNES

ANGLAIS-ALLEMAND

UN INVESTISSEMENT POUR REUSSIR

Maîtrisez l'anglais en Angleterre / l'allemand en Allemagne. Choisissez un organisme reconnu par le British Council, OISE, professionnel de la formation linguistique, propose des stages à toute période de l'année avec des professeurs permanents et des méthodes pédagogiques qui allient rigueur et innovation.

OISE

LANGUAGE TRAINING

OISE HOUSE, Binsay Lane - Oxford (England) tél. (01865) 249 218, membre de APLS-PELCO 21, rue Théophraste-Reaumur - 75015 Paris - Agence par l'UNISEL

Tél. (1) 45 33 13 02

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

704 71 45 88 70 00

ENGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

que chose au centre ». Parmi eux, ADD-MMS ne suffisait qu'à la nous j'ai dû réfléchir à un conseil

ANNE CHAUSSEBOURG

THRO

en France.

1984

1985

1986

1987

1988

1989

1990

1991

1992

1993

1994

1995

1996

1997

1998

1999

2000

2001

2002

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013

2014

2015

2016

2017

2018

2019

2020

2021

2022

2023

2024

2025

2026

2027

2028

2029

2030

2031

2032

2033

2034

2035

2036

2037

2038

2039

2040

2041

2042

2043

2044

2045

2046

2047

2048

2049

2050

2051

2052

2053

2054

2055

2056

2057

2058

2059

2060

2061

2062

2063

2064

2065

2066

2067

2068

2069

2070

2071

2072

2073

2074

2075

2076

2077

2078

2079

2080

2081

2082

2083

2084

2085

2086

2087

2088

2089

2090

2091

2092

2093

2094

2095

2096

2097

2098

2099

2100

2101

2102

2103

2104

2105

2106

2107

2108

2109

2110

2111

2112

2113

2114

2115

2116

2117

2118

2119

2120

2121

2122

2123

2124

2125

2126

2127

2128

2129

2130

2131

2132

2133

2134

2135

2136

2137

2138

2139

2140

2141

2142

2143

2144

2145

2146

2147

2148

2149

2150

2151

2152

2153

2154

2155

2156

2157

2158

2159

2160

2161

2162

2163

2164

2165

2166

2167

2168

2169

2170

2171

2172

2173

2174

2175

2176

2177

2178

2179

2180

2181

2182

2183

2184

2185

2186

2187

2188

2189

2190

2191

2192

2193

2194

2195

2196

2197

2198

2199

2200

2201

2202

2203

2204

2205

2206

2207

2208

2209

2210

2211

2212

2213

2214

2215

2216

2217

2218

2219

2220

2221

2222

2223

2224

2225

2226

2227

2228

2229

2230

2231

2232

2233

2234

2235

2236

2237

2238

2239

2240

2241

2242

2243

2244

2245

2246

2247

2248

2249

2250

2251

2252

2253

2254

2255

2256

2257

2258

2259

2260

2261

2262

2263

2264

2265

**Dites :
"Sanpaolo"**

BANQUE
SANTOPILO

 Informations Minitel : 3615 code CMT*SANPAOLO
Gagnez un voyage en Italie.

POLITIQUE

A l'occasion d'un dialogue avec les lycéens

M. Mitterrand adresse un hommage appuyé à M. Jospin

Le président de la République s'est rendu samedi 27 janvier à l'université d'Orsay où se déroulait le troisième congrès de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL). Cette visite lui a permis de dialoguer avec des lycéens, mais aussi d'apporter un soutien appuyé à M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation.

« J'ai été invité. Je suis venu. C'est aussi simple que ça. » Pour une surprise, ce fut une vraie surprise, presque divine. Si peu étaient dans la confidence, que la plupart des trois cents lycéens de la FIDL n'en avaient pas leurs yeux, lorsqu'ils virent le président de la République descendre les gradins de l'amphithéâtre, où ils tenaient leur congrès depuis le matin. Un François Mitterrand décontracté, visiblement ravi de cette rencontre imprévue, et décidé à engager immédiatement le dialogue. « Je n'ai pas l'intention de vous faire un cours supplémentaire, et surtout pas un cours magistral. » Il n'en fallait pas plus pour que les questions fusent tous azimuts, pendant une heure et demie.

Sur les lycées, tout d'abord.

Belle occasion pour le président de la République de mettre les points sur les i. « Trop longtemps, l'éducation nationale n'a pas disposé de crédits pour se moderniser. » Et de stigmatiser les lycées ou les universités « désolants et délabrés », les « locaux de hasard », les classes surchargées, le manque de classes et de professeurs. Bref, « cette situation incontestablement inacceptable », qui n'est pas seulement source d'inconfort, mais surtout « d'injustice et d'inégalité ».

Reprenant, mot pour mot, le leitmotiv du ministre de l'éducation, M. Mitterrand devait s'expliquer, en réponse à l'impatience des lycéens : « Je vous comprends. Mais essayez de comprendre de votre côté. Il nous faut un peu de temps. Cette situation ne peut être résolue en un an, ni en deux ans, ni en trois... »

Le délabrement ou l'insuffisance des locaux ne sont pas tout. Comme devait lui demander carrement un élève d'Henri-IV : « Si vous êtes lycéen, est-ce que vous accepteriez que l'administration vous refuse la projection d'un film sur l'apartheid ou l'organisation d'un débat sur la chute du mur de Berlin ? » La réponse présidentielle ne pouvait que séduire les oreilles au ministère de l'éducation nationale : « Le man-

que de dialogue, c'est une erreur. C'est dans cet esprit qu'ont été validés dans la loi d'orientation les conseils des délégués d'élèves. Si ces conseils n'existent pas encore, c'est parce que les décrets d'application n'ont pas été publiés. Il faut se dépêcher. Ces conseils devraient pouvoir se mettre en place sans plus tarder. J'y veillerai. » Et d'ajouter : « Le milieu lycéen a bien le droit de faire entendre sa voix, non seulement pour ce qui touche aux lycées et à l'éducation nationale, mais sur tous les problèmes de société. »

Faut-il pour autant se réjouir ou se plaindre de l'effondrement des partis ? « Il ne faut pas oublier un besoin de défense des classes sociales les plus pauvres, une soif de liberté qu'a exprimée le communisme. On n'en a pas fini avec ce besoin-là, et il faudra bien que quelqu'un y réponde. » L'école, la jeunesse, le racisme, la liberté à l'est... Dialogue sur mesure pour François Mitterrand. Mais il en a profité aussi pour relancer le jeu politique à quelques semaines du congrès du Parti socialiste. Plusieurs gestes récents avaient été compris comme un soutien implicite, de sa part, à M. Laurent Fabius. M. Mitterrand s'est-il jugé ces interprétations excessives ? Toujours est-il qu'il a adressé, au fil

de sa conversations un hommage répété et éloquent à Lionel Jospin.

Le ministre de l'éducation, en qui il a « personnellement une grande confiance », ne s'est-il pas attaqué à la rénovation du système scolaire français « avec beaucoup de ténacité, de courage et de clarté d'esprit » ? De plus en plus, a ajouté le président de la République, « il faut que nous développiions les plans d'urgence, comme celui que Lionel Jospin vient de faire accepter [pour la prochaine rentrée universitaire] par le gouvernement et par moi-même. »

Enfin, les exégètes les plus subtils pourront toujours considérer que la visite même du président au congrès de la FIDL, organisée dans la mouvance de SOS-Racisme et parrainée par les amis de Julien Dray, est une façon de ne pas décourager la volonté du jeune député de l'Es-t de défendre sa propre motion lors du congrès de Rennes. Bref, on ne saurait plus sûrement brouiller les pistes. Et il est probable que les lycéens de la FIDL n'auront pas été les seuls à ressentir la venue de M. François Mitterrand comme une divine surprise.

GÉRARD COURTOIS

POINT DE VUE

Régénérer le PC... et le PS

par Félix Damette

En réponse au point de vue de M. Georges Sarre, « PCF : la crise doit aller à son terme », publié dans nos éditions datées 28-29 janvier, dans lequel le secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports invitait à la « création d'un pôle unique » de la gauche, nous publions le point de vue de M. Félix Damette, un des animateurs du courant « restructurateur » au sein du Parti communiste.

LES partis issus de la III^e Internationale sont en faillite, à l'exception de ceux qui, comme le PC italien, ont su effectuer à temps les ruptures nécessaires. Le PCF s'enfoncé dans un sectarisme digne des années 20 et de la fameuse ligne « classe contre classe ». Je conçois qu'il soit tenté pour les responsables socialistes d'en conclure que le moment est venu de recomposer la gauche tout entière au sein... du PS. Je les invite à plus de prudence et de réalisme. Les soixante-dix années écoulées ne constituent pas une parenthèse que l'on pourrait reformer à sa guise ; elles ont structuré notre champ politique et cela ne peut être traité à la légère.

Les enjeux de cette fin du vingtième siècle ne sont plus ceux de 1920 : l'équilibre naturel de la planète est menacé, les pays sous-développés s'enfoncent dans le marasme, les sociétés capitalistes développées s'installent dans le dualisme, l'Europe s'érige en club des nantis pour faire face à la « menace » du tiers-monde. Face à ces enjeux, la gauche française est en crise, tous partis confondus. Au nom du réalisme, les uns entrent les règles dictées par le capitalisme financier (parfois même avec zèle). Au nom de la pureté révolutionnaire (modèle 1925), les autres se complaisent dans une incantation sans prise sur le réel. A eux deux, ils constituent un couple où chacun prend prétexte du comportement de l'autre pour justifier ses propres carences. Ce petit jeu atteint aujourd'hui ses limites : les résultats électoraux le prouvent.

La surprise de Jaurès

Qu'il faille sortir de cette mécanique infernale est assez évident. Mais la solution réside-t-elle dans la négation du congrès de Tours et l'intégration de la gauche dans le Parti socialiste ? La proposition est pour le moins surprenante au moment précis où le bilan de la politique sociale de ce dernier se résume à un transfert de revenus du salariat vers le capital et sa politique économique se réduit à amener le franc au mark au détriment de l'appareil productif et de l'emploi, au moment où sa politique européenne consiste à privilé-

gier l'intégration financière, comme locomotive de la construction communautaire. Cela devient tout à fait paradoxal lorsqu'on passe à la politique militaire : le PS français se distingue de ses homologues européens par son attachement farouche à la force de frappe nucléaire et ses réticences au désarmement.

Réunifier la gauche et le mouvement ouvrier sous la double bannière du revenu minimum d'insertion et de la bombe atomique : c'est Jaurès qui serait surpris !

Prétendre dépasser la scission de Tours dans les conditions actuelles de la gauche française relève de la politique-fiction. Avant de penser à surmonter la coupure, il faudrait commencer par l'assumer sérieusement. Chacun à sa manière, les deux partis issus du tronc commun de l'ancien Parti socialiste sont, aujourd'hui, en état de dégénérescence intellectuelle et politique. La symétrie est presque parfaite entre le repli identitaire de l'un et la perte de références de l'autre.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la régénérescence de chacune des deux forces à partir de leur histoire et du meilleur de leurs traditions, dans le respect mutuel et dans une perspective d'union de la gauche qu'il faudra bien rétablir un jour sur des bases sérieuses. On ne met pas la charnu devant les bœufs. Je ne me permettrais pas de donner des conseils aux camarades socialistes. Pour ce qui nous concerne, restructurons nous-mêmes, nous nous sommes attelés à notre tâche.

► Félix Damette, animateur du courant des « restructurateurs » du PCF avec Marcel Rigout et Claude Poperson, a été élu au comité central du PCF pour « raisons politiques » au dernier congrès de 1987.

Les bons choix du président de la République

Suite de la première page

M. Fabius n'est pas, pour autant, titulaire d'un quelconque delphinat. Car ce serait non seulement heurter la sensibilité, mais tout simplement, du PS (dont beaucoup de responsables sont réfractaires à un processus monarchique de dévolution de la succession présidentielle), mais aussi et surtout rendre la relation avec le premier ministre, comme avec le ministre de l'éducation, difficile, sinon impossible. En outre, les objectifs de M. Mitterrand, dans la préparation du congrès, ne sont pas d'aussi longue portée.

Le souhait de M. Mitterrand, à long terme reste certainement de créer les conditions de la candidature présidentielle de son choix, et donc de faire triompher quelqu'un de sa propre « couvée », comme dit M. Mauroy. Autrement dit, M. Fabius, voire M. Jospin ou M. Delors, puisque ce dernier s'est mis sur les rangs. Si, in fine, M. Rocard se trouvait être « en situation » et triompher des embûches, y compris d'origine présidentielle, qui sont semées ou qui surgissent sur sa route, gageons que M. Mitterrand saurait nous démentir, par a + b, que tel était bien son propre choix.

Dans l'immédiat, il lui fallait plus simplement, à défaut de pouvoir affaiblir M. Rocard, s'assurer qu'il ne parviendrait pas à représenter la première « sensibilité » du PS. Aussi le président a-t-il contribué à obtenir le retrait de M. Mer-maz, dont la neutralité faisait le jeu d'un point de vue strictement arithmétique — de M. Rocard en tant que candidat. Dans un deuxième temps, il lui faut éviter que M. Fabius ne soit défait, afin qu'à la tête d'une minorité aussi puissante que possible il puisse prendre date et se préparer à d'autres échéances. Dans cette entreprise, il fallait aussi qu'il fit clair que le lien avec M. Jospin n'était pas distendu, afin d'éviter qu'après le congrès de Rennes une alliance Mauroy-Jospin-Rocard n'ouvre définitivement au premier ministre la route de l'Élysée.

Ce dernier, s'adressant le même jour à ses propres militants, a posé à la fois la bonne question — « faut-il changer de politique ? » — à ceux qui, comme M. Roland Dumas, mettent en cause celle-ci, et apporté sa propre réponse : M. Rocard est candidat à un nouveau bail. Loïn de donner prise à ceux qui alimentent la rumeur inverse, selon laquelle, n'étant pas usé par deux ans de gouvernement, il provoquerait lui-même son départ (comme il le fit en 1985 du ministère de l'agriculture), le premier ministre a confirmé son choix stratégique, qui est de se placer dans le sillage du chef de l'Etat. Ayant été suffisamment « hétéro-que » pour se distinguer, il lui faut être aujourd'hui « hétéro » (1).

Un second souffle pour M. Rocard ?

M. Rocard se souvient sans doute que M. Chirac n'est pas encore remis de la cassure avec M. Giscard d'Estaing, mal digérée par l'électorat de droite, provoquée par son départ précipité de l'hôtel Matignon, en août 1976. En outre, la période actuelle ne se prête pas à l'expression de désaccords graves, comme ce fut le cas entre MM. Mitterrand et Mauroy pendant cette fameuse semaine de mars 1983 où le destin hésita et le choix européen l'emporta.

Toute la question est donc, aujourd'hui, de savoir si M. Mitterrand avaliserait le schéma de M. Rocard, qui ferait du premier ministre, après deux ans de « gestion », l'homme de la réforme et d'une « nouvelle étape sociale ». Chacun sait que l'actuel gouvernement est en bout de course, ne serait-ce que parce que les rapports de forces changeant à l'intérieur même du PS, le discours et les comportements se modifient sur l'ouverture, dans la perspective des législatives de 1993, la composition du gouvernement devrait en être affectée. A quel point ? Antérieurement, M. Rocard a constitué une équipe profondément remaniée, incarnant un certain renouvellement, créant les conditions d'un nouvel élargissement de la majorité, transformant, en quelque sorte, la « génération Mitterrand » en une « génération Rocard », serait à coup sûr lui donner un second souffle et les moyens d'une deuxième étape. Il n'est pas sûr que ce scénario l'emporte et que M. Rocard ne soit pas, in fine, contraint à un exercice toujours plus difficile d'équilibre entre le Parlement et à l'intérieur du parti, avec une équipe simplement remaniée.

Quoi qu'il en soit, M. Rocard ne s'est pas privé de souligner qu'il avait, pour ce qui le concerne, achevé avec succès la première partie de son parcours, à savoir l'inverse du scénario de la gauche au pouvoir façon 1981, c'est-à-dire modèle Mitterrand-Mauroy-Fabius, il n'en était pas à demander une « pause » ou à chercher à se réconcilier avec l'opinion, mais qu'il est bel et bien en mesure de répondre à ceux qui le pressent d'aller de l'avant. Pour peu que le chef de l'Etat y consente. En fait, commissaire, M. Mitterrand doit commencer à trouver que M. Rocard prend, à son contact, quelques leçons utiles...

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) Selon la distinction faite par J. Jaffré dans le Monde du 23 janvier.

(Publicité)

CERCLE-FONDATION POUR LA GESTION DES VILLES

DEUXIÈMES JOURNÉES EUROPÉENNES

DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Avec le concours de
GAN ASSURANCES EDF-GDF GÉNÉRALE DES EAUX

L'EUROPE DES MARCHÉS

ET DES

SERVICES PUBLICS LOCAUX

UN MARCHÉ DE 4 000 MILLIARDS DE FRANCS

Les 40 meilleurs spécialistes européens
répondent aux entreprises et aux décideurs locaux.

les 29-30-31 mars 1990

Nice-Acropolis

Inscriptions : C.E.R.C.L.E., 59, rue La Boétie, 75008 Paris
Tél. : 42.56.39.70 - Fax : 42.25.89.36.

FITZGERALD
Tendre est la nuit

PAUL LOUP SULITZER
KATE

P. D. JAMES
Sans les mains

JOURNAL D'UN BOURGEOIS DE PARIS

Le LIVRE de POCHÉ

FRANCIS SCOTT FITZGERALD
Tendre est la nuit

ALAIN MINC
La grande illusion

PAUL LOUP SULITZER
KATE

ANDRÉ BRINK
Une saison blanche et sèche

JÉRÔME PASTEUR
Chaveta, l'arche d'or des Incas

COLETTE
L'étoile Vesper

PIERRE GRIPARI
Réveries d'un Martien en exil

NADINE GORDIMER
Fille de Burger

SYLVIE DERVIN
La Vénitienne

Biblio

F. BOTT, D. GRISONI, R. JACCARD, Y. SIMON
Les séductions de l'existence

ALEXANDRE KOJEVE
L'idée du déterminisme dans la physique classique et dans la physique moderne

FRIEDRICH DURRENMATT
La mission

Policiers/Thrillers

P. D. JAMES
Sans les mains

VICTOR ASTAFIEV
Triste polar

Lettres gothiques
Journal d'un bourgeois de Paris

Les langues modernes

WOLFGANG BORCHERT
Génération sans adieu / Generation ohne Abschied

JOHN STEINBECK
The snake and other short stories

Dix terroristes
devant leurs juges. 1
ans après la gran
d'attentats commi
1986, par le Hezbollah
devant le tribunal co
de Paris le procès de
Fouad Selah. Un la
les audiences sont
29 janvier au 9 té
nager les auteurs et
présomés de qu'on
qui entraîneront la
trente personnes et
de deux cent t
blessés.

Si dix-huit perma
renvoyées devant la
pre correctionnelle
nation de maltraitan
sont suivront),
d'entra elles con
effectivement, lui
étant en fuite.

Quatre-vingts de
1986 adhérents à
SOS-attentats,
de se porter par
pour faire en
voix des victimes
l'opinion publique

Il se présente
juges. D'abord,
méprise, ennu
« combattant de
islamique » n'a q
suspects une fo
collusion avec l
mal, les services
République fran
Fouad Selah mé
prestigieux d'Al
phés.

Il se présente
d'autant plus l
cause que son c
père. Rapproch
c'attentats, tant
celui de la rue de
51 blessés, il a
l'accusation con
à Paris en 1986
dont certaines
aux attentats re
CSPPA ». Il ne d
il maudira la Fran
chrétiens et les
registre et il s'y t

A sa manière,
et le restera. J
enquête, les pol
tion de la surveil
(DST) avaient
Gordji, iranien
conseiller auprès
d'Iran à Paris.
cela cadrait.
Puis ce fut le 1
Mouhajir, Franç
naïse, libanaise
beau-frère de
Hezbollah, le s
n'était pas mal
n'était pas cela.

L'organisat
réseau terroriste
bien plus modeste

12 Le verdict du procès Malik Oussekine
L'affaire des cliniques marseillaises

13 Mobilisation
Nouvelle carte

Le procès du réseau terroriste de Fouad Saleh devant le tribunal de Paris

La logique et l'improvisation du Hezbollah

Dix terroristes présumés devant leurs juges. Trois ans et demi après la grande vague d'attentats commis à Paris, en 1986, par le Hezbollah s'ouvre devant le tribunal correctionnel de Paris le procès du réseau de Fouad Saleh. Un long procès, les audiences sont prévues du 29 janvier au 9 février, pour juger les auteurs et complices présumés de quinze attentats qui entraîneront la mort de treize personnes et firent plus de deux cent cinquante blessés.

Si dix-huit personnes ont été renvoyées devant la 10^e chambre correctionnelle pour association de malfaiteurs (d'autres procès suivront), seules dix d'entre elles comparaitront effectivement, huit Libanais étant en fuite.

Quatre-vingts des blessés de 1986, adhérents de l'association SOS-attentats, ont décidé de se porter parties civiles « pour faire entendre la voix des victimes et de l'opinion publique ».

« C'est une erreur terrible d'avoir mis mon nom dans l'agenda de Mohamad Hamade. » Après son arrestation, le responsable présumé des attentats commis à Paris en 1985 et 1986, Fouad Ben Ali Saleh, essaye de comprendre comment son réseau, qui regroupe en France une vingtaine de terroristes chérites, a pu s'effondrer. Dans sa cellule de la maison d'arrêt de la Santé, il rédige de courtes lettres, ses conclusions : les erreurs du Hezbollah, le Parti de Dieu, dont le siège est à Beyrouth, ont été massivement exploitées par les services de police occidentaux.

Et la première légende fut celle de Hamade, commis voyageur international du terrorisme, en déplacement constant entre le Liban, la Syrie, Chypre, la Tchétchénie, la RFA. Les services américains l'avaient repéré depuis 1985, sans jamais pouvoir le localiser. Le monde entier avait d'ailleurs vu son visage apparaître dans le rectangle d'un hublot, en juin 1985, à l'occasion du démantèlement d'un Boeing de la TWA. Immobilisé sur l'aéroport de Beyrouth, l'avion était devenu le symbole de l'Occident impuissant à lutter efficacement contre le terrorisme proche-oriental.

« Une terrible erreur »

A cette occasion, Mohamad Hamade avait fait une apparition, le pistolet au poing, menaçant le pilote de l'appareil lors d'une brève séquence télévisée destinée aux journaux du soir outre-Atlantique. L'image avait été soigneusement archivée. Elle allait servir en janvier 1987, pour reconstituer les états d'explosifs épiques en Europe, envoyait coup sur coup plusieurs camions livrer leur marchandise.

Le 12 janvier, l'un d'eux était arrêté à l'aéroport de Milan avec 11 kilos d'explosifs et trente-six détonateurs dans ses bagages. Le lendemain, c'était au tour de Mohamed Hamade à l'aéroport de



Francfort. Son frère, Abbas, Hamade, détenteur d'un passeport allemand, passait les contrôles sans difficulté. Mais lui était interpellé avec son pistolet et son chargeur : trois bombilles contenant quelque 9 kilos de nitrate de méthyle. Et son carnet d'adresses.

Les policiers allemands y relevaient entre autres deux numéros de téléphone français, dont celui de « Ali El Tounsi », autrement dit Fouad Saleh. « Une terrible erreur », prévient, les enquêteurs de la Direction de la surveillance du territoire (DST) suivaient cette piste. Et au bout de ce fil ils allaient trouver Saleh, Tunisien converti au chiisme. Une des pièces d'un vaste puzzle. « Les résultats obtenus démontrent qu'il y avait une véritable organisation des opérations et que, si Saleh avait regroupé autour de lui un réseau parisien, ce dernier s'intégrait dans une organisation terroriste plus vaste et bien structurée depuis Beyrouth », peut-on

lire dans le réquisitoire définitif, un document de 192 pages stupéfiant, qui laisse entrevoir tout à la fois la logique déterminée du Hezbollah, ses moyens d'action considérables et ses improvisations.

Des cartons bourrés d'explosifs

Un professionnelisme amateur, en somme. Car, si le Hezbollah semble toujours soucieux d'obtenir le résultat souhaité (à savoir des attentats), il apparaît beaucoup moins intéressé par la sécurité des réseaux en place. Il fournit les explosifs, l'argent : cela lui suffit. Si jamais l'un de ses membres est arrêté, il intervient en fonction de critères tactiques (pour faire pression sur un Etat et obtenir des concessions) ou familiaux, voire amicaux.

La famille Ghosn, dont certains membres sont des trafiquants d'armes, prend ainsi l'initiative d'une réunion au Liban après

l'arrestation de Hamade, afin de réfléchir aux moyens susceptibles d'obtenir sa libération. Il s'agit, pour la famille Ghosn, de rembourser entre autres la famille Hamade de la libération de son fils Ibrahim de la prison israélienne d'Asir à la suite du grand marchandage déclenché par le démantèlement du Boeing de la TWA en juin 1985.

L'absent, Bassam

Mais à Paris aucun membre prestigieux du Hezbollah ne semble impliqué. Quand la police et la justice auront écarté toute responsabilité de Wahid Gerdji, conseiller-interprète à l'ambassade d'Iran, quand le juge d'instruction aura signé une ordonnance de non-lieu en faveur de Mohamed Monhajer, que l'on avait présenté comme le responsable des services secrets iraniens en France expulsé en 1986, il restera Fouad Saleh et son réseau — une mouvance plutôt. Un groupe d'hommes, des ombres, qui se passent et se repassent des valises ou des cartons bourrés d'explosifs, paraissant parfois effrayés de leurs responsabilités.

Il y a là toute une petite communauté impressionnée par Saleh, mais aussi ardemment châtie, où se retrouve, parmi bien d'autres, Hassan Aroux, le chauffeur de taxi compréhensif qui convoie dans la région parisienne des bouteilles d'arak contenant du nitrate de méthyle. Mohamed Ben Hassan Aïssa, chômeur indemnisé mais restaurateur actif, qui prépare de petits plats pour les uns et les autres. Fethi Bourguiba, gérant d'un société d'import-export encore fragile, qui réceptionne chez lui, à partir de décembre 1986, des colis pour le moins douteux. Abdelhamid Badaoui, étudiant en mathématiques, ami proche de Saleh, effrayé de se trouver embarqué bien au-delà de ce qu'il avait imaginé.

Et puis, il y a les autres, tous les autres. Les huit Libanais identifiés

mais en fuite, dont le premier officier du groupe, selon l'accusation, Hussein Mazbouh, trente-deux ans. Ce dernier avait été expulsé de France après interrogatoire, le 14 février 1986, faute d'éléments, à une époque où les premières attentats étaient commis à Paris au nom d'un groupe mystérieux, le CSPPA (Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient).

Mais l'absent dont il sera le plus souvent question au cours de ce procès — où l'implication des uns et des autres dans cette association de malfaiteurs devra être établie le plus précisément possible — s'appelle « Bassam ». Un personnage inclassable que l'accusation identifie comme étant Habib Haidar, trente et un ans, en perpétuel déplacement entre le Liban, Chypre, l'une des plaques tournantes pour le dépôt des explosifs et leur expédition vers les capitales de l'Europe de l'Ouest et la France. Voilà le terroriste le plus souvent en compagnie de Fouad Saleh, l'artilleur décapant et préparant les bombes dans les appartements des membres du réseau, l'atout probable de l'attentat de la rue de Rennes.

Ainsi se présente, à grande traite, un dossier de justice considérable, gonflé de commissions rogatoires internationales effectuées non seulement en Europe mais jusqu'en Côte d'Ivoire et au Liban. Un dossier qui fut d'abord celui de la DST — qui, en l'occurrence, a plus que démontré son efficacité — et dont nul observateur ne peut prétendre avoir tout saisi.

Les avocats de la défense se feront vraisemblablement un devoir d'exploiter ce filon, demandant par exemple ce que sont devenus les échantillons des conversations des membres du réseau Saleh, puisqu'il est avéré qu'il y en eut. De même, sera-t-il probablement beaucoup question de « Lohi », la « taupe » tunisienne qui permit apparemment à la DST d'infiltrer le groupe terroriste du Hezbollah, et dont le ministère public ne dit pas un mot dans son réquisitoire.

L. G.

Les armes et les mots d'Ali El Tounsi

Ainsi parle un « combattant de la guerre islamique »

Il se présentera seul devant ses juges. D'abord parce qu'il les méprise, ensuite parce qu'un « combattant de la guerre sainte islamique » n'a que faire d'avocats suspects une fois pour toutes de collusion avec les puissances du mal, les services secrets de la République française. Il s'appelle Fouad Saleh mais préfère le nom prestigieux d'Ali, celui du prophète.

Il se présentera seul, s'offrant d'autant plus en martyr de se cause que son cas semble désespéré. Responsable présumé d'attentats aussi meurtriers que celui de la rue de Rennes (7 morts, 51 blessés), il est considéré par l'accusation comme « le maître d'œuvre des opérations effectuées à Paris en 1985, 1986 et 1987, dont certaines revendiquées par le CSPPA ». Il ne dira rien. Ou plutôt, il maudira la France, l'Occident, les chrétiens et les juifs. Ce sera son registre et il s'y tiendra.

A sa manière, il est une énigme et le restera. Au début de leur enquête, les policiers de la Direction de la surveillance du territoire (DST) avaient soupçonné Wahid Gerdji, iranien et interprète-conseiller auprès de l'ambassade d'Iran à Paris. Cela faisait bien, cela cadrait, c'était cohérent. Puis ce fut le tour de Mohamed Monhajer, français d'origine libanaise, libraire et accessoirement beau-frère de Cheik Ibrahim El Amine, personnage influent du Hezbollah, le « parrain de Dieu ». Ce n'était pas mal non plus mais ce n'était pas cela.

L'organisateur présumé du réseau terroriste chérite en France, bien plus modeste, s'appelait donc

Fouad Saleh. Il subsistait en vente de chez des avocats dans le métro — « 10 francs les trois », — des cassettes de l'imam Khomeiny à la Cour-d'or et des vêtements volés par d'autres que lui. Et personne, sinon ses amis, ne savait qu'il avait déclaré la « guerre sainte contre la France ».

Mais cela faisait longtemps que ce Tunisien de trente et un ans avait opté pour la violence à laquelle rien ne le prédisposait vraiment. Né à Paris, il a vécu dans son pays à partir de l'âge de deux ans. Et quelques modestes archives conservent la trace de son passage à l'école de l'Etoile, dirigée par les Pères Blancs dans le vieux Tunis. Il maîtrise les cours de cet établissement jusqu'à l'âge de quatorze ans, après quoi il se laisse aller, selon ses explications, « à l'insolence », et même à la boisson. Sur les conseils de son père, il partira un an en Libye, séjour destiné à le couper de ses relations.

Séjour au pays des systoliques

Fouad Saleh, de confession sunnite, optera en effet bientôt pour la religion et l'engagement au côté des islamistes. Des renseignements de sources administratives et policières établissent sa présence en Algérie, où il travaille comme garçon de café. Mais il milite aussi au Parti révolutionnaire du peuple tunisien, qui conteste l'autorité politique établie. Son opposition lui vaut dans son pays une condamnation par défaut à cinq ans d'emprisonnement. Une peine apparemment vite oubliée

pue qu'il effectue son service militaire en 1980.

C'est à cette époque que la révolution iranienne, chargée de fondamentalisme, l'attire. Et c'est alors qu'il obtient un passeport et un visa lui permettant de gagner l'Europe. De son séjour au pays des systoliques, on sait finalement peu de choses, quelques bribes. Converti au chiisme, il suit des cours de théologie à Qom et vénère Khomeiny au point de donner plus tard à son fils le prénom de Rouhollah, celui-là même de l'imam.

« Avec les Kurdes contre les hypocrites »

Durant ce séjour de plus de deux ans à Qom, il s'est contenté d'étudier la Coran, la philosophie et la littérature ? On peut naturellement en douter, d'autant qu'il se lie avec des Kurdes, des opposants irakiens et des Arméniens. Il aurait même décidé de prendre les armes « avec les kurdes contre les hypocrites ». En tout cas, son activité et ses contacts se sont conclus par une incorporation dans les prisons iraniennes durant quelques semaines.

En adoration devant Khomeiny, Fouad Saleh aurait ainsi quitté le territoire national iranien contraint et forcé, laissant derrière lui une image discutable. Il n'empêche qu'on le retrouve ensuite en France, à partir de septembre 1983, ardent défenseur de la politique iranienne. A tous ses camarades, il explique inlassablement que Paris, en fournissant des armes à l'Irak, s'immisce dans la guerre qui oppose Téhéran à Bagdad et se fait le complice de cette

dernière. Sa conclusion est sans appel : la France est une ennemie à abattre. L'idée d'une « guerre sainte » germe rapidement.

Le samedi, il harangue en arabe devant le centre Beaubourg les musulmans de passage. En 1984, un Libanais membre du Hezbollah l'écouterait à trois reprises avant d'engager la conversation avec lui. De là date peut-être son véritable recrutement. Mais ce terroriste demeure stylé. C'est un sésamisme fixe qui vit pauvrement, s'agite en tous sens, se rend régulièrement dans les mosquées, les librairies, les foyers ou centres culturels iraniens. Sa culture religieuse chérite, selon ses compagnons, impressionne ses auditeurs.

En 1985, le voilà transportant 30 kilos d'explosifs dans une valise en plein Paris. Chef de réseau ou pas, il occupe une place centrale dans un groupe terroriste encore dormant qui accumule ses moyens de « guerre ». Non seulement il est en relation avec quelques iraniens qui ont leur entrée à l'ambassade de leur pays mais il fréquente très régulièrement des amis libanais, marocains et tunisiens.

Il est temps pour lui d'assurer plus solidement son statut. Il songe à se marier et choisit une jeune Française d'origine algérienne, Karima Ferah, qu'il rencontre alors qu'elle vend dans la rue El Badli, le journal du Mouvement pour la démocratie algérienne de Ahmed Ben Bella. Ainsi espère-t-il accessoirement obtenir la nationalité française.

Pour lui, le temps presse. Marié le 5 novembre 1985, il passe

vrai semblablement à l'action le 7 décembre suivant en participant aux attentats contre le Printemps et les Galeries Lafayette. En tout cas, il possède un stock d'explosifs et deux pistolets-mitrailleurs pour se protéger et du racisme qui règne en France, à dire-t-il aux policiers après son arrestation.

« Vous serez sans repos »

De sa détermination, les enquêteurs de la DST et le juge d'instruction Gilles Bouloque auront beaucoup d'exemples. Inlassablement, il tient au juge le même discours : « La question que vous m'avez posée ne m'intéresse pas. Ce qui m'intéresse, c'est l'utilisation des armes chimiques par la France, les crimes commis par l'Occident pour lesquels vous serez sanctionnés, sans pitié, jusqu'à l'extermination du dernier blanc de la planète, judéo-chrétien, gréco-romain blanc et occidental. Moi, je n'instruis pas votre dossier. J'accepte d'instruire le dossier des crimes commis par l'Occident. Vous serez sans repos. »

Ainsi parle Ali El Tounsi (Ali le Tunisien), comme l'appellent les membres du Hezbollah entre eux. Ainsi parle-t-il déjà avant d'être arrêté. Selon les enquêteurs de la DST et le ministère public, Fouad Saleh supervise durant toute l'année 1985 la préparation des attentats commis à Paris. Approvisionné en explosifs, prenant en charge les artificiers qui arrivent de Beyrouth, il désignait les objectifs « sensibles » : le RER (qu'il emprunte régulièrement pour aller à la Défense), la cafétéria du

supermarché Casino, la préfecture de police (où il a accompagné, au trois fois des ans, la Tour Eiffel) (dont il a étudié l'histoire et l'architecture), etc.

Devant Abdelhamid Badaoui, un ami tunisien, il explique : « La France doit se soumettre à nos exigences, sans quoi elle sombrera dans un bain de sang. » Il s'y emploie consciencieusement. Dans l'immédiat, lui et le Hezbollah cherchent à obtenir de la France qu'elle renonce à livrer des armes à l'Irak et qu'elle libère plusieurs terroristes. Le 17 septembre, il « signe » l'attentat de la rue de Rennes, devant le magasin Tati, en déclarant à un comparse : « Le dernier coup, c'est nous. »

Et ce sera bien le dernier, faute d'explosifs. Du coup, Fouad Saleh s'envole le 10 octobre pour Beyrouth où il séjourne jusqu'au 27. C'est l'époque où le ministère de l'Intérieur, sur la foi de certaines informations, est convaincu de l'implication des frères Abdallah, ressortissants libanais, dans la série des attentats de septembre. Fouad Saleh peut valoir serolement à l'importation en France de nitrate de méthyle, un explosif liquide terriblement efficace.

Sa tranquillité sera cependant interrompue le 21 mars 1987. Ce jour-là, les policiers de la DST, qui le surveillent depuis quelque temps, le surprennent en train de transférer son dangereux chargement en compagnie d'un chauffeur de taxi et d'un restaurateur, deux de ses amis. Fouad Saleh, obligé de rendre les armes, choisit alors les mots, proclamant à qui veut l'entendre : « Le Hezbollah vous écrasera ! »

LAURENT GRELSAMER

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

La mobilisation contre le stockage des déchets nucléaires

Fragile trêve dans le Bocage

Après les échauffourées du 17 janvier et la grande manifestation à Angers, le samedi 20 janvier, une trêve est intervenue entre les gendarmes mobiles qui occupent la ferme de la Gibaudoire à Bourg-d'Iré (Maine-et-Loire) et la population locale opposée au projet de stockage des déchets nucléaires. Une délégation de parlementaires de Maine-et-Loire sera reçue le 7 février à l'hôtel Matignon. En attendant, la mobilisation sur le terrain ne se relâche pas.

SGRÉ

(Maine-et-Loire)
de notre envoyé spécial

Jamais le douneur angevin n'a mieux mérité son nom qu'en ce dimanche 28 janvier à Bourg-d'Iré. Sous le lumineux soleil d'hiver, le Bocage apparaît à la fois radieux et apaisé. Quant au village, charmant avec son vieux lavoir, son clocher de pierre à huit faces — une rareté — et ses cinq châteaux, il invite irrésistiblement à la filénie.

Mais, depuis le 13 décembre, le douneur angevin cache un malaise profond. Le château du comte Alfred de Falloux — l'enfant du pays qui a légué son nom à la commune — a été l'objet de l'occupation par un groupe privé — s'aberge plus, comme à l'habitude, les enfants des colonies de vacances. A leur place ont débarqué plusieurs escadrons de gendarmes mobiles qui interdisent l'accès au parc — comme en 1943 lorsque les Allemands avaient occupé ce même château de Bellevue — observe tristement le maire, M. Roland Bruneau.

An chateau de la Donve, transformé en luxueux hôtel depuis 1988, le patron est désemparé : les événements de décembre et de janvier ont fait fuir sa clientèle. « J'ai écrit à Rocard pour lui exposer ma situation, dit-il en brandissant sa lettre. Il faut qu'il sache que nous sommes en pays choquant. »

Le répit de la Gibaudoire

N'enfant plus qui veut à la ferme de la Gibaudoire. Entourée d'un haut grillage, d'un fossé et d'une double rangée de barbelés, hérissée de chevaux de frise, la ferme a été transformée en camp retranché... et le borborygme impraticable avec les allées et venues des engins de chantier, puis des véhicules militaires.

La nuit, le camp est éclairé par de puissantes projecteurs alimentés par un groupe électrogène. Pour rendre visite au locataire du lieu, M. Georges Benier, négociant en bestiaux, il faut être annoncé par radio et accompagné par une patrouille, puis traverser le borborygme labouré par les engins qui n'ont pas été enlevés : un bulldozer, une pelleteuse, deux véhicules blindés de la gendarmerie et les camions de troupes.

« Cinq cents hommes pour défendre 4 hectares, c'est grotesque, s'indigne M. Benier. Tout le monde veut que je parte, y compris les opposants au projet qui voudraient assiéger la ferme. Mais je ne partirai pas. Le siège de ma société est ici. C'est à eux de partir. »

Aux quatre coins du terrain, des gendarmes veillent auprès de brassards, la mousqueton lance-grenade à l'épaule. Et des deux côtés de la route d'accès, dans le noir, les chevaux du Bocage montent la garde dans leur voiture, notant chaque passage de véhicule.

R. C.

Incidents nucléaires en RDA. — La RDA a reconnu que deux incidents se sont produits dans le passé dans ses centrales nucléaires, sans entraîner toutefois, selon Berlin-Est, de « fuites radioactives inadmissibles ». Dans une interview publiée dimanche 28 janvier par la presse ouest-allemande, le ministre de l'environnement de RFA, M. Klaus Töpper, a déclaré que la RDA avait informé Bonn d'un incident survenu le 24 novembre 1989 à la centrale de Greifswald, sur la côte baltique. Quelques jours plus tôt, Berlin-Est avait reconnu l'existence d'un accident survenu en 1975 à la centrale de Lubmin. — (Reuters.)

L'après-midi, d'étranges processions de piétons et de voitures convergent vers le point qui focalise toute l'attention depuis deux mois, là-haut sur le plateau : la ferme de la Gibaudoire. De Segré, d'Angers, de Craon (Mayenne) et Châteaubriant (Loire-Atlantique), des centaines de piétons défilent devant le camp retranché des gendarmes mobiles. Longeant les fossés et les barbelés, les familles endimanchées contemplent ce haut lieu de la résistance contre l'ANDRA, l'Agence nationale qui prétend sonder le schisme pour y étudier l'enfouissement éventuel des déchets radioactifs. On fait la queue devant une caravane pour signer les pétitions, chacun prenant à cœur d'indiquer lisiblement son nom et son village.

« Les déchets, c'est dépassé maintenant, explique le nouveau député UDF de la circonscription, M. Marc Laffineur. C'est devenu le combat d'une population contre le diluvien de l'Etat. La perspective d'accueillir des déchets hautement radioactifs avait suscité un tollé en 1987 et déjà quelques échauffourées avec les agents de l'ANDRA et les entreprises devant préparer le chantier. Antérieurement, Jacques Amédée, la coordination des opposants s'était efforcée d'expliquer les risques du projet, experts et scientifiques à l'appui. »

Mais, depuis l'occupation du site par les gendarmes mobiles le

13 décembre, les cibistes et les réseaux d'alerte ont pris le pas sur les militants antinucléaires, et a fortiori sur les élus, aujourd'hui dépassés par leurs troupes. Nuit et jour, des équipes se relayent avec des voitures-radio pour épier le moindre mouvement sur le site de la Gibaudoire. Au premier camion qui se présente, tout le pays accourt lui interdire l'accès au site. « Nous travaillons tous la main dans la main, explique l'un des animateurs du réseau d'alerte, Roland Guémes, militant de la Confédération paysanne. Il n'y a plus ni gauche, ni droite, ni fédération, ni parti, ni rien. Nous n'avons qu'un but : qu'ils arrêtent les travaux et s'en aillent. » Certains — pour ne pas dire la plupart — des agriculteurs du site, sont prêts à en découdre, trêve ou pas trêve. Et sans attendre l'entrevue du 7 février à Matignon, dont on n'attend rien de bon dans le Segré.

« Après ce qu'on a vécu, on ne peut plus reculer », dit Jean-Yves Favre, éleveur de pigeons de chair et président de la coordination. « Oui, je crains la violence », avoue Daniel Dupuis, l'unique conseiller général socialiste et maire de Noyant-la-Gravoyère, qui se demande s'il pourra ouvrir, comme prévu, le 24 mai prochain, son écomusée des ardoisiers, « grand projet de tourisme industriel... »

ROGER CANIS

RELIGIONS

La disparition de M. Abul-Farid Gabteni

Une enquête est ouverte pour retrouver le fondateur de La Voix de l'Islam

On était toujours sans nouvelles, lundi 29 janvier, de M. Abul-Farid Gabteni, fondateur et ancien président de La Voix de l'Islam, disparu avec ses derniers époux vers mardi 26 près de son domicile à Grigny (Essonne), à la suite d'une « interpellation » dans sa voiture par une personne qui aurait présenté une carte de police. Le ministre de l'Intérieur a démenti toute intervention policière. L'enquête est menée par le SRPJ de Versailles.

Dans une lettre au président de la République, M. Gabteni avait fait état, le 4 avril 1989, de « menaces de mort venant de services secrets français et israéliens ». La Voix de l'Islam avait organisé en 1989 des manifestations intégrées. Samedi 27 janvier, malgré l'interdiction de la préfecture de police, elle a rassemblé quelques centaines de personnes au Trocadéro pour la défense des musulmans azéris.

Un gourou et sa secte

« L'identité du père fondateur est secrète et cet article doit rester inviolable », disent les statuts de La Voix de l'Islam, déposés en mai 1986. M. Abul Farid Gabteni, qui signe ses textes « l'esclave de Dieu », aime cultiver le mystère autour de ses origines et de sa personne. Pour brouiller les pistes et cultiver son image de gourou charismatique, il s'est entouré de quelques disciples pour ne pas paraître à l'unité de la communauté, affirmant ses zélatures.

Tout juste sait-on qu'il est né, de père iranien et de mère kabyle, le 14 novembre 1957, dans le quartier d'arrondissement de Paris. Il a passé son enfance en Tunisie, a fait quelques études en Egypte et surtout en Iran, a voyagé au Proche-Orient, au Pakistan, au Soudan, au Liban, où il se serait présenté comme « volontaire à la guerre de 1982 ».

« Eternel étudiant autodidacte », selon l'« hommage » paru dans le numéro 9 de sa revue, M. Gabteni aurait appris « la théologie, la sociologie, l'ethnologie, la psychologie », mais les spécialistes qui l'ont approché affirment qu'il est un bien médiocre arabisant et connaît mal le Coran. Le titre de cheikh que lui a accordé ses partisans est contesté.

C'est en 1986 qu'il fonde le journal La Voix de l'Islam, dont il veut faire « un média islamique puissant ». Sa diffusion aurait atteint, dix mille exemplaires, mais seuls dix numéros sortent. Faute de moyens financiers, sa diffusion s'arrête au printemps 1989.

Ne serait la caution apportée à ses débuts par le professeur Henri Lefebvre, célèbre traducteur du Coran, et M^{me} Eve de Vitray-Meyerovitch, universitaire convertie à l'islam, personne n'aurait accordé le moindre crédit à ce groupe.

HENRI TINCO

MÉDECINE

En France, pendant deux ans

Une nouvelle campagne contre le sida sera orientée vers les groupes à risques

M. Claude Evén, ministre de la Santé, et M. Dominique Chavet, nouveau directeur de l'Agence nationale de lutte contre le sida (1), devaient présenter lundi 29 janvier le premier plan anti-sida programmé sur une période de deux ans. L'Agence lancera par voie de presse, dans les prochains jours, un appel d'offres afin de recenser et de financer l'ensemble des actions envisagées auprès des populations les plus exposées : homosexuels, toxicomanes, jeunes, immigrés et prostituées.

Le plan de l'Agence nationale de lutte contre le sida marque une évolution dans l'action engagée par les pouvoirs publics pour combattre cette épidémie. Si elles restent encore d'actualité, les campagnes télévisées de communication grand public ne s'arrêtent plus la lutte contre le sida. Sans revenir sur le fait que l'information est, dans ce domaine, à la base de toute prévention efficace, les responsables de l'Agence entendent désormais privilégier les actions concrètes auprès des groupes et des tranches d'âge les plus exposés à la contamination par le virus.

Cette nouvelle stratégie fait suite à une enquête nationale destinée à faire le bilan des actions entreprises et des faibles du système actuel. Il est apparu qu'il fallait élargir la collaboration au-delà de celle établie avec les quelques associations les plus connues en matière de lutte contre le sida. « Il convient, explique-t-on au ministère de la Santé, d'ouvrir cette collaboration à tous ceux — institutions, associations, initiatives personnelles — qui peuvent dans ce domaine faire preuve d'efficacité. Nous pensons qu'il est utile que, grâce à son appel d'offres, l'Agence puisse entrer en contact avec les partenaires encore inconnus et dont les projets, après analyse, pourront se révéler utiles. »

40 millions de francs

La campagne concerne notamment l'action auprès des homosexuels. Elle devra, par exemple, porter sur l'organisation de « groupes de paroles » ou la diffusion de documents concernant le « sexe sans risque » et sur des conseils individualisés fournis aux personnes découvertes séropositives lors des tests de dépistage.

L'action auprès des toxicomanes devra aussi être intensifiée par le biais de campagnes nationales télévisées, des radios locales, des différents supports pour les jeunes ou encore la vente de seringues. Il faudra donc multiplier, là où ils sont possibles, les contacts avec les toxicomanes.

Les années 1990-1991 devraient, par ailleurs, voir se multiplier auprès des jeunes ou à l'école les actions

d'information, notamment dans les établissements d'enseignement. On souligne à l'Agence la nécessité de former des intervenants qui pourront, sous l'autorité des chefs d'établissements, mais en dehors de la hiérarchie scolaire, intervenir les 13-18 ans sur la prévention du sida, mais aussi sur celle des maladies sexuellement transmissibles, ainsi que sur « la paternité et la maternité consciente ».

Un autre axe de lutte à privilégier concerne les immigrés, parce qu'ils sont souvent déshabitués et peuvent plus fréquemment que d'autres être exposés à un risque de contamination. Cette réalité commande d'ailleurs à enquêter ouvertement les responsa-

bles sanitaires de plusieurs pays d'Afrique du Nord. D'autre part, diverses actions devront être menées auprès des prostituées et des personnes ayant à voir avec l'administration judiciaire.

Pour financer ou cofinancer les actions qu'elle retiendra, l'Agence nationale de lutte contre le sida disposera, pour 1990, d'environ 40 millions de francs. Elle devra, d'autre part, coopérer avec les caisses de Sécurité sociale, les mutuelles, ainsi que les collectivités locales.

JEAN-YVES NAU

(1) Agence nationale de lutte contre le sida, 2 rue Auguste-Comte, Immeuble Le Berry, 92127 Nanterre.

La manifestation des professionnels de santé

Libéraux... ultras

Les internes et chefs de clinique se réservent-ils pour leur manifestation, lundi 29 janvier, dans toute la France, ou craignent-ils les mots d'ordre de la coordination nationale des médecins libéraux et du Front uni de libération de la santé ? Bien peu s'étaient joints au cortège qui s'est rendu, samedi 27 janvier, de Montparnasse au ministère de la Santé, à Paris.

Les trois mille manifestants présents, qui se définissent eux-mêmes comme des « ultra-libéraux », protestent contre la « dégradation du système de santé ». Biologistes, pharmaciens, masseurs-kinésithérapeutes, infirmières libérales et médecins : tous demandaient une « revalorisation de l'acte médical ». « Le gouvernement a baissé les tarifs des analyses, expliquait un biologiste. Comment

voulez-vous que nous nous en sortions ? »

« La médecine libérale ne survivra pas au passage d'Evin », ajoutait un généraliste installé à Paris. Il est prêt à tout pour réduire le déficit de la Sécurité sociale. Et nous en payons le prix. » Et de dénoncer, par ailleurs, le mode de rémunération des pharmaciens, la baisse des tarifs des analyses biologiques, et le gel du secteur à honoraires libres, le secteur II. Tous s'en prennent au ministre de la Santé, M. Claude Evén. Avec, parfois, de curieux slogans. « Evin-Coscu torture la médecine et tue la biologie », lançaient certains. « Non à la Sécurité sociale », reprenaient d'autres, avant de demander sa démission en scandant « Evin, Pol Pot de la biologie ».

A. C.

Huit mille personnes dans les rues de Lyon

LYON

de notre bureau régional

Huit mille personnes environ, médecins, biologistes, dentistes, pharmaciens, kinésithérapeutes et infirmières, ont participé, samedi 27 janvier, à Lyon, à une manifestation à l'appel de la Coordination des médecins de la région lyonnaise.

Le cortège, au sein duquel on notait la présence d'une délégation des internes du CHU de Lyon ainsi que du professeur Jean-Michel Dubernard, député et ancien RPR à la mairie de Lyon, a manifesté tout au long de son parcours dans les artères du centre-ville les slogans hostiles à M. Claude Evén, ministre de la Santé (« Evin démissionne ! » et « Evin-Coscu tue la biologie ») ou dénonçant la « mise à mort de la médecine libérale ».

Les manifestants, dont beaucoup étaient venus de plusieurs villes de la région Rhône-Alpes, notamment de Chambéry et d'Annecy, à l'appel des deux principales centrales syndicales de médecins (FMF et CSMF), ont accompagné leurs slogans d'une distribution massive de tracts dénonçant la « disparition à court terme d'un laboratoire de biologie sur trois » et la « remise en cause actuelle du système de santé ».

COMMUNICATION

Les résultats des magazines selon le CESP

Hachette, Editions mondiales et Prisma en tête

Télé 7 Jours, avec 11 339 000 lecteurs, Femme actuelle, avec 7 725 000 fidèles et l'Express, avec 2 674 000, sont, chacun dans sa catégorie (hebdomadaires de programmes de télévision, presse féminine, News magazine), les titres les plus lus. L'étude de l'audience de la presse magazine en 1989 qu'a publiée le Centre d'étude des supports de publicité (CESP) le 18 janvier confirme donc les grandes tendances dégagées l'été dernier (le Monde du 27 juillet 1989). Ces résultats sont issus d'entrevues avec 14 882 personnes, représentatives de la population française de quinze ans et plus. 123 magazines leur ont été soumis.

L'année 1989 témoigne de la montée en puissance régulière des magazines de programmes de télévision. Les résultats d'audience obtenus selon la méthode dite de « lecture dernière période » (nombre de personnes ayant lu tel hebdomadaire durant les sept derniers jours, tel mensuel durant le dernier mois) indiquent que, hormis Télé 7 Jours, aucun bien toutes catégories, Télé Poche est la par 7 423 000 personnes, Télé Star par 6 344 000, Télé Z par 4 510 000,

Télé loisirs par 3 903 000, et Télérama par 2 155 000. La presse féminine réalise aussi des scores « millionnaires » Avec Femme actuelle d'abord, puis Prisma (5 146 000 lectrices), Modes et travaux (5 087 000), Marie-Claire (4 089 000), Marie-France (3 096 000), Femme pratique (3 009 000), Madame Figaro

(2 558 000). Elle (2 005 000). Les groupes Hachette (avec Télé 7 Jours), Editions mondiales (avec Télé Poche et Modes et travaux) et Prisma Presse (avec Femme actuelle, Prisma et Télé loisirs) forment un trio qui, d'année en année, accentue sa suprématie sur les autres éditeurs de presse magazine.

«The Independent» lance un hebdomadaire dominical

Tiré à 1,2 million d'exemplaires, l'hebdomadaire The Independent on Sunday a fait son apparition dans les kiosques britanniques dimanche 28 janvier. L'équipe de journalistes qui avait lancé avec succès le quotidien The Independent en 1986 entend ainsi concurrencer sur leur terrain les poids lourds dominicaux que sont The Sunday Times (1,3 million d'exemplaires), The Observer, The Sunday Telegraph ou le Sunday Correspondent lancé il y a trois mois.

Pour 60 pence (5,70 F), The Independent on Sunday offre à ses lecteurs 28 pages d'actualité grand format, mais aussi deux suppléments de 64 et 80 pages au format

tabloïd, l'un consacré à l'économie et l'autre plus magazine (The Sunday Review), illustré de nombreuses photos en couleurs.

Avec une maquette plus aérée que celle de son quotidien frère, The Independent on Sunday traite aussi bien des faits divers que de la libération éventuelle de Nelson Mandela ou des secrets de Coco Chanel. Il lui faut attirer 350 000 acheteurs pour équilibrer ses coûts (notamment une équipe de 85 journalistes). Son rédacteur en chef, M. Stephen Glover, espère stabiliser les ventes autour d'un demi-million d'exemplaires la première année. — (Reuters, AFP.)

LES 15 ET 16 FÉVRIER

Grève des bâtonniers une grève nationale l'aide légale

« Nous rejetons également votre nouvelle réglementation des prestations juridiques, ajoutera-t-il. Nous ne pouvons accepter que le droit soit ainsi géré et divulgué par des agents immobiliers, des agents d'assurance, des associations et syndicats. » Il faut, conclut-il sous les applaudissements, que la chancellerie « revote sa copie ».

« Les clés du destin »

Isolé, pris à partie, M. Rocard tentera de se mouvoir rapidement. La situation est « paradoxale », notera-t-il : les professionnels critiquent tout ce qu'ils ont fait, mais ont encore possible de discuter d'un geste agacé de la main à droite : on ne nous veut pas de bien. Ce n'est pas vrai. Si une volonté de dialogue existe de chaque côté, nous abandonnons. C'est vous qui détenez les clés de votre destin.

Mais bien peu entendront son appel. La grève de l'aide légale a exacerbé bien des tensions et la plupart des barreaux refusent d'écouter « un simple émissaire ». Ils veulent l'expliquer avec le ministre lui-même. La grève traîne et le garde des sceaux ne réagit pas.

Il faut pourtant prendre patience, répètera M. Rocard. La commission Bouchet au Conseil d'Etat, fait son travail en étroite collaboration avec des avocats, mais elle ne peut conclure ses travaux en quelques semaines. « L'heure, expliquera-t-il, est à la création d'un nouveau système, pas au pluriel sur un système qui en a déjà un autre. » Mais ces derniers parcs ne suffisent pas à calmer l'impatience des avocats. Les 15 et 16 février, les bâtonniers de France adresseront à nos principaux généraux, aux premiers présidents, au président de la République, aux présidents de tribunaux, à nos préfets une lettre de protestation afin d'expliquer les deux journées de grève.

ANNE CHENIN

houraqui

« L'identité du père fondateur est secrète et cet article doit rester inviolable », disent les statuts de La Voix de l'Islam, déposés en mai 1986. M. Abul Farid Gabteni, qui signe ses textes « l'esclave de Dieu », aime cultiver le mystère autour de ses origines et de sa personne. Pour brouiller les pistes et cultiver son image de gourou charismatique, il s'est entouré de quelques disciples pour ne pas paraître à l'unité de la communauté, affirmant ses zélatures.

Tout juste sait-on qu'il est né, de père iranien et de mère kabyle, le 14 novembre 1957, dans le quartier d'arrondissement de Paris. Il a passé son enfance en Tunisie, a fait quelques études en Egypte et surtout en Iran, a voyagé au Proche-Orient, au Pakistan, au Soudan, au Liban, où il se serait présenté comme « volontaire à la guerre de 1982 ».

« Eternel étudiant autodidacte », selon l'« hommage » paru dans le numéro 9 de sa revue, M. Gabteni aurait appris « la théologie, la sociologie, l'ethnologie, la psychologie », mais les spécialistes qui l'ont approché affirment qu'il est un bien médiocre arabisant et connaît mal le Coran. Le titre de cheikh que lui a accordé ses partisans est contesté.

C'est en 1986 qu'il fonde le journal La Voix de l'Islam, dont il veut faire « un média islamique puissant ». Sa diffusion aurait atteint, dix mille exemplaires, mais seuls dix numéros sortent. Faute de moyens financiers, sa diffusion s'arrête au printemps 1989.

Ne serait la caution apportée à ses débuts par le professeur Henri Lefebvre, célèbre traducteur du Coran, et M^{me} Eve de Vitray-Meyerovitch, universitaire convertie à l'islam, personne n'aurait accordé le moindre crédit à ce groupe.

DANE SCHNEIDERMAN

ÉCONOMIE

SOCIAL

Un indice mensuel des augmentations d'effectifs salariés va être créé

Le gouvernement veut adopter un discours positif sur l'emploi

Fort du mouvement de création d'emplois, qui ne cesse de se confirmer, le gouvernement voudrait abandonner son discours misérabiliste sur le chômage et mettre en avant des résultats plus positifs. Déjà, M. Jean-Pierre Soisson a infléchi son expression publique en ce sens et rappelle que « en 1988 et 1989, 600 000 emplois salariés ont été créés en France ».

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement de M. Michel Rocard a été d'une excessive prudence à propos de la situation de l'emploi. L'œil fixé sur les statistiques du chômage, qui évoluent si peu, il s'est gardé de tout triomphe alors que le mouvement de créations d'emploi, amorcé depuis la mi-1987, ne faisait pourtant plus de doute. Ministre du travail, et lui aussi obsédé par ce qui avait été le lot quotidien de ses prédécesseurs, M. Jean-Pierre Soisson n'a pas davantage voulu faire preuve d'optimisme, préférant, pendant toute cette période, rappeler les dangers sociaux d'un chômage élevé. Dans ses nombreuses déclarations, il a toujours insisté sur le risque de voir se constituer un noyau dur de chômeurs de longue durée qui seraient maintenus à l'écart de la reprise économique.

Adieu le misérabilisme. Le gouvernement veut maintenant réorienter sa communication et souligner les succès obtenus, même si son action n'est pas forcément la cause directe. Notamment, il entend désormais mettre l'accent sur les créations d'emplois en opérant un changement de pied, toujours difficile à comprendre pour

l'opinion puisque, dans le même temps, le chômage faiblit à peine. C'est pourtant décidé. La nouvelle orientation devrait être acquise pour le débat parlementaire de la session de printemps. Elle s'accompagnerait rapidement de la publication d'un indice mensuel de la création d'emplois, parallèlement aux chiffres de l'ANPE. Ainsi, espère-t-on, la confrontation des deux éléments permettrait l'introduction d'un débat plus sain et, imagine-t-on, plus productif et renouvelé.

Poisson-pilote

Nouveau chargé de mission auprès du ministre du travail, M. Dominique Taddei milite beaucoup pour ce changement qui n'est pas sans arrière-pensées politiques. L'ancien député socialiste, ardent défenseur d'un projet alliant réduction du temps de travail et allongement de la durée d'utilisation des équipements, sert pour l'instant de poisson-pilote pour en tester la validité.

Ce qu'il résume d'une profession de foi : « Quand on crée dix cent mille emplois, en tous cas plus de cinq cent mille en deux ans de suite, on peut quand même s'en vanter. Un tel résultat s'est rarement produit dans le passé, et le précédent remonte à au moins vingt ans. Ce serait dommage de ne pas en profiter ».

Autrement dit, quand le climat général évolue, il faut s'aligner et le gouvernement n'a que trop tardé à exploiter pour lui-même les signes de la bonne santé retrouvée. « On s'est trop longtemps fait piler par les statistiques qui nous ont conduits à tenir un discours défensif sur le chômage », poursuit M. Taddei, qui estime, en outre, que « la mise à plat des indices est

actuellement possible car c'est quand tout va bien qu'on peut mener une opération honnête », la révision de l'attitude gouvernementale devant aller de pair avec la réévaluation des thèmes en discussion devant l'opinion.

« On ne peut pas continuer dans la cacophonie des chiffres, que ce soit ceux de l'ANPE et de l'INSEE pour le chômage, ou ceux de l'INEDIC et de l'INSEE pour l'emploi », reconnaît-il en précisant que le gouvernement se réfère à la seule règle internationale du BIT, adoptée par la CEE, pour comptabiliser les demandeurs d'emploi. Ceux-ci seront alors moins nombreux, certes - de l'ordre de cinq cent mille (le Monde du 9 janvier) - mais cela obligera chacun à admettre « les concepts de quasi-chômeurs et les différentes formes d'emploi » qui ne cessent de se développer.

Côté emploi, il faudrait en venir à faire ce que font les États-Unis et le RFA depuis deux ans : à savoir fournir mensuellement des indications sur l'évolution du marché du travail et donc sur les créations d'emploi. Ce qui doit être possible à partir des enquêtes disponibles.

L'enjeu de la qualification

A partir de là, pense M. Taddei, il deviendrait plus facile de montrer à quelles conditions le mouvement d'emploi peut continuer et, préparant déjà l'argumentaire de M. Soisson, « comment la politique du ministre y participe », au moins sur deux points, « l'enjeu de la qualification pour la main-d'œuvre et l'augmentation des capacités de production, au sens physique, qui vont encore manquer pour les cinq ans à venir ».

Dans ce cadre, bien entendu, M. Taddei trouve une justification supplémentaire à la mission qui lui a été confiée pour s'aligner le crédit d'impôt en faveur de l'allongement de la durée d'utilisation des équipements quand celle-ci est liée à une réduction du temps de travail ou au maintien des effectifs. « On s'aperçoit que l'aménagement du temps de travail est un moteur auxiliaire essentiel à la création d'emplois », prétend-il. On démontrera que le social peut être le moteur de l'économie plutôt que de chercher le ne sais quel contenu en emplois de la croissance actuelle.

Ainsi, au travers du changement de discours sur l'emploi, le nouveau chargé de mission préparerait le terrain à une présence plus économique - et politique - de son ministre, M. Jean-Pierre Soisson, bien décidé à donner un sens positif à son action à un moment où il s'apprête à engager un autre pari politique. Grâce aux statistiques, la boucle est bouclée.

ALAIN LEBEAUCHE

Devant ses partisans

M. Rocard réaffirme la position de l'Etat sur le dossier des retraites

M. Michel Rocard a saisi l'occasion d'une réunion de ses partisans, samedi 27 janvier, au CNIT de la Défense, en vue du congrès socialiste (lire page 8), pour préciser sa position sur le problème des retraites. Le premier ministre a rappelé que, en 1983, lors de l'ouverture du droit à la retraite à soixante ans, l'Etat avait « accepté de participer de façon exceptionnelle, et pour une durée limitée à sept ans, au financement des retraites complémentaires », que « ce contrat a été rempli » et qu'il en avait coûté, au total, 72 milliards de francs aux finances publiques. A compter du 31 mars prochain, a-t-il dit, « il appartient aux partenaires sociaux de négocier les conditions dans lesquelles se financeront, désormais, le système des retraites complémentaires ».

M. Rocard s'est élevé contre une « campagne » accusant l'Etat de rompre ses engagements. « Il n'y a pas, a-t-il affirmé, en l'état actuel des choses, de problème de financement de la structure qui gère le système des retraites complémentaires. A une condition, bien sûr, qui est que le niveau de cotisation reste le même qu'actuellement, c'est-à-dire 2 %. Si, sous la pression du CNPF, les partenaires sociaux décidaient de le modifier, ils créeraient de toutes pièces et de leur propre chef un besoin de financement supplémentaire. Et pourquoi donc serait-ce aux contribuables de financer des régimes gérés partiellement par les partenaires sociaux ? Ah ! le

beau libéralisme que voilà, s'est exclamé M. Rocard, qui consiste à demander à l'Etat la socialisation des charges et à revendiquer hautement la privatisation des profits ! Ah ! l'étrange conception de la solidarité que celle qui consiste à dire : « Nous étions contre la retraite à soixante ans, donc c'est à l'Etat de payer ! »

Le premier ministre a fixé trois principes : « 1° La possibilité de prendre sa retraite à partir de soixante ans est un droit. Personne ne reviendra là-dessus. 2° Les retraites complémentaires doivent être financées, comme elles l'ont toujours été, par des cotisations fixées de manière conventionnelle par les partenaires sociaux qui gèrent partiellement ce système. 3° Les perspectives démographiques nécessitent que soient mis à plat, dans les années qui viennent, l'ensemble des mécanismes de financement de notre protection sociale. Traitons-le sereinement, avec le sens de la durée et sans dramatisation caricaturale. »

Dans un entretien au journal Les Echos du lundi 29 janvier, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, estime que « le premier ministre a eu une grave défaillance » en renvoyant le débat aux seuls partenaires sociaux. La CFDT demande au gouvernement l'élaboration d'un livre blanc « qui devra mettre à plat l'ensemble des systèmes de retraite pour examiner les conditions du financement et celles de l'ouverture des droits ».

REPÈRES

ITALIE

Augmentation en 1989 de 30 % du déficit de la balance commerciale

Le déficit commercial de l'Italie s'est élevé en 1989 à 16 865 milliards de lires (75,5 milliards de francs), contre 12 863 milliards de lires l'année précédente, a indiqué samedi 27 janvier l'Institut des statistiques. Cette augmentation de 30 % du déficit est intervenue alors qu'importations et exportations ont cru au même rythme (+ 16 %), les premières s'élevant à 209 916 milliards de lires, et les secondes à 193 051 milliards.

CHINE

Les crédits de la Banque mondiale devraient reprendre

Le président de la Banque mondiale, M. Barber Conable, a exprimé vendredi 26 janvier une recommandation en faveur de l'accroissement de la Chine totalisant 90 millions de dollars (540 millions de francs environ). Le conseil exécutif de la banque devra statuer le 8 février prochain sur leur versement effectif. Les deux crédits (l'un de 60 millions de dollars, consacré à financer un projet agricole dans la province de Jiangxi, et l'autre de 30 millions destiné à venir en aide aux régions de Shanxi et Hebei, victimes d'un tremblement de terre en octobre) devraient donner le signal d'un retour de la reprise de l'aide financière occidentale à la Chine.

ÉTRANGER

Les banques suédoises fermées pour cause de grève et de lock-out

Lundi matin 29 janvier, à 7 heures, le conflit a éclaté. Quarante-huit mille employés de banque se sont mis en grève et paralysé ainsi les activités financières et commerciales de la Suède.

STOCKHOLM

de notre correspondante

Depuis l'automne dernier, leur fédération réclamait pour trente mille de ses adhérents les plus mal payés, avant tout des femmes, un relèvement de salaire de 2 800 couronnes, soit près de 20 % d'augmentation, ce qui leur garantirait un salaire mensuel de 11 500 couronnes. Devant le refus de la branche patronale d'accepter cette revendication, la fédération syndicale avait déposé un préavis de grève et repoussé en un premier

temps la médiation demandée le 20 janvier par la partie adverse. Celle-ci brandissait alors la menace du lock-out si les employés n'assouplissaient pas leur position. Menace mise finalement à exécution. Jeudi déjà, la fédération prenait au contraire une première mesure : pas d'heures supplémentaires, et toutes les banques qui - ce jour-là - fermaient plus tard que d'habitude, ont été contraintes de tirer le rideau à 15 heures. Sans rien modifier de ses revendications initiales, elle acceptait pourtant la commission de conciliation. En deux jours, celle-ci réussissait certes à rapprocher les positions sur un ajournement du déclenchement des hostilités. En vain, la dernière proposition, avancée lundi matin aux petites heures, et acceptée avec beaucoup de réticences par la branche patronale, était repoussée par les employés. 8,25 % d'augmentation pour 1990, soit

1 100 couronnes de plus par mois, ont été jugés « trop bas », compte tenu de l'inflation prévue pour cette année. « Le résultat est inacceptable », indiquait le représentant de la fédération. « Si je pouvais je négocierais directement avec mes employés pour une augmentation substantielle de leur salaire », déclarait lundi matin un directeur de banque, qui n'est certes pas le seul à penser ainsi. Mais le conflit est maintenant un fait. Combien de temps va-t-il durer ? « Jusqu'à l'été et plus si c'est nécessaire », a averti la fédération. D'ores et déjà les billetteries automatiques sont vides et les commerçants s'inquiètent des « chèques en bois ».

FRANÇOISE NIETO

L'UNOSTRA en colère

Un syndicat de transporteurs routiers appelle à bloquer l'accès des grandes villes

L'Union nationale des organisations syndicales des transports routiers et automobiles (UNOSTRA) organise, depuis le dimanche 26 janvier, à 22 heures, et pour une durée indéterminée, des barrages à l'entrée de certaines grandes villes et sur certaines voies. Ces actions de l'organisation la moins représentative des entreprises de transport routier sont destinées à faire connaître les revendications des professionnels, qui se plaignent du bas niveau des prix pratiqués, de la hausse hivernale du gazole et des conditions des contrats de sous-traitance.

Une délégation de l'UNOSTRA a été reçue, la semaine dernière, au cabinet de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, mais cette réunion n'a débouché que sur l'annonce d'une table ronde des transporteurs et des chargés afin d'établir une charte de la sous-traitance.

Un nombre minime de camions suffisent à paralyser le trafic, il faut s'attendre à d'importantes ralentissements sur les autoroutes, en Savoie et dans le midi de la France.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES

Secrétariat d'Etat à la Pêche
Office de Développement de la Pêche artisanale et de l'Aquaculture en Guinée (O.D.E.P.A.G.)

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ARTISANALE ET PISCICULTURE

Financement : B.A.D.E.A.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1 :

Concerne : la fourniture et l'installation d'équipements frigorifiques.

Lot n° 1 : Trois (3) unités complètes pour les chambres froides.

Lot n° 2 : Trois (3) unités complètes de fabrication de glace et de chambres froides.

Les deux (2) lots feront l'objet d'un seul marché.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 2 :

Concerne : la fourniture et l'installation d'un système complet de séchage de bois pour la construction navale artisanale.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 3 :

Concerne : la fourniture de divers véhicules :

Lot n° 1 : Véhicule légers et semi-légers avec pièces de rechange.

Lot n° 2 : Véhicule légers avec pièces de rechange.

Les soumissionnaires peuvent présenter une offre séparée pour chacun des lots.

Retrait : dossiers disponibles au siège de l'ODEPAG, 6, av. de la République - B.P. 1681 - Tél. : 44.19.48 ou 44.19.90 Conakry - Télex : 22315 GE PECCEL, à partir du 8 février 1990, contre paiement de

200 000 FG FG pour le n° 1
100 000 FG FG pour le n° 2
150 000 FG FG pour le n° 3

et

INDUSTRIE

L'internationalisation des groupes français

Saint-Gobain et Usinor-Sacilor acquièrent des sociétés allemandes

Les entreprises françaises investissent aux États-Unis, comme Rhône-Poulenc avec le rachat du groupe pharmaceutique Rorer, mais aussi en RFA. Après BSN, qui a repris les pâtes Birkel, ce fut le tour ce week-end de Saint-Gobain et d'Usinor-Sacilor de consolider leur présence outre-Rhin.

L'entreprise ouest-allemande Oberglass vient de prendre la majorité du fabricant de verre d'emballage Ruhrglass à l'occasion d'une augmentation de capital. Saint-Gobain, qui détient 35 % des

parts d'Oberglass, prend ainsi pied sur le marché allemand de cette spécialité. De son côté Unimetal, filiale spécialisée dans les fils et rails (produits longs) du groupe nationalisé Usinor-Sacilor, a annoncé, samedi 27 janvier, qu'elle allait acquérir Ludwig, producteur ouest-allemand de treillis soudés à béton dont le chiffre d'affaires est de 320 millions de francs environ. Ludwig sera rattaché d'Acor, société du même produit dont le contrôle descend de la maison mère à Unimetal. D'autre part le groupe sidérurgique va céder ses activités dans le rond à béton à l'italien Riva.

Les banques ne livreront pas les actions de Renault VL - Les trois banques Crédit lyonnais, BNP et Société Générale n'échangeront pas cette année les obligations à bons de souscription d'actions de Renault Véhicules industriels (RVI) acquises en 1987. Cette opération aurait pu donner aux banques 30 % du capital du constructeur de camions, filiale aujourd'hui totale de la Régie.

Le plan de recapitalisation de RVI tel qu'il était prévu en 1987

est respecté. Le groupe devait en particulier dégager un profit cumulé de 1,8 milliard de francs sur 1988 et 1989. Avec les bénéfices de 1 milliard de l'an dernier et un chiffre sans doute supérieur cette année, cette condition sera remplie malgré les pertes que dégage Mack, la filiale américaine, et qui pèsent lourd. La deuxième condition est un profit de 10 %, supérieur cette année au meilleur des deux années précédentes.

EAP/CENTRE MALESHERBES

FORMATION CONTINUE LANGUES

URGENT

Les préparations aux diplômes

C.C. BRITANNIQUE

TOEFL et GMAT

Méthodes et cours
les 1^{er} et 10 FÉVRIER 1990

108, bd Malesherbes, PARIS
Tél. 47-64-65-48

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

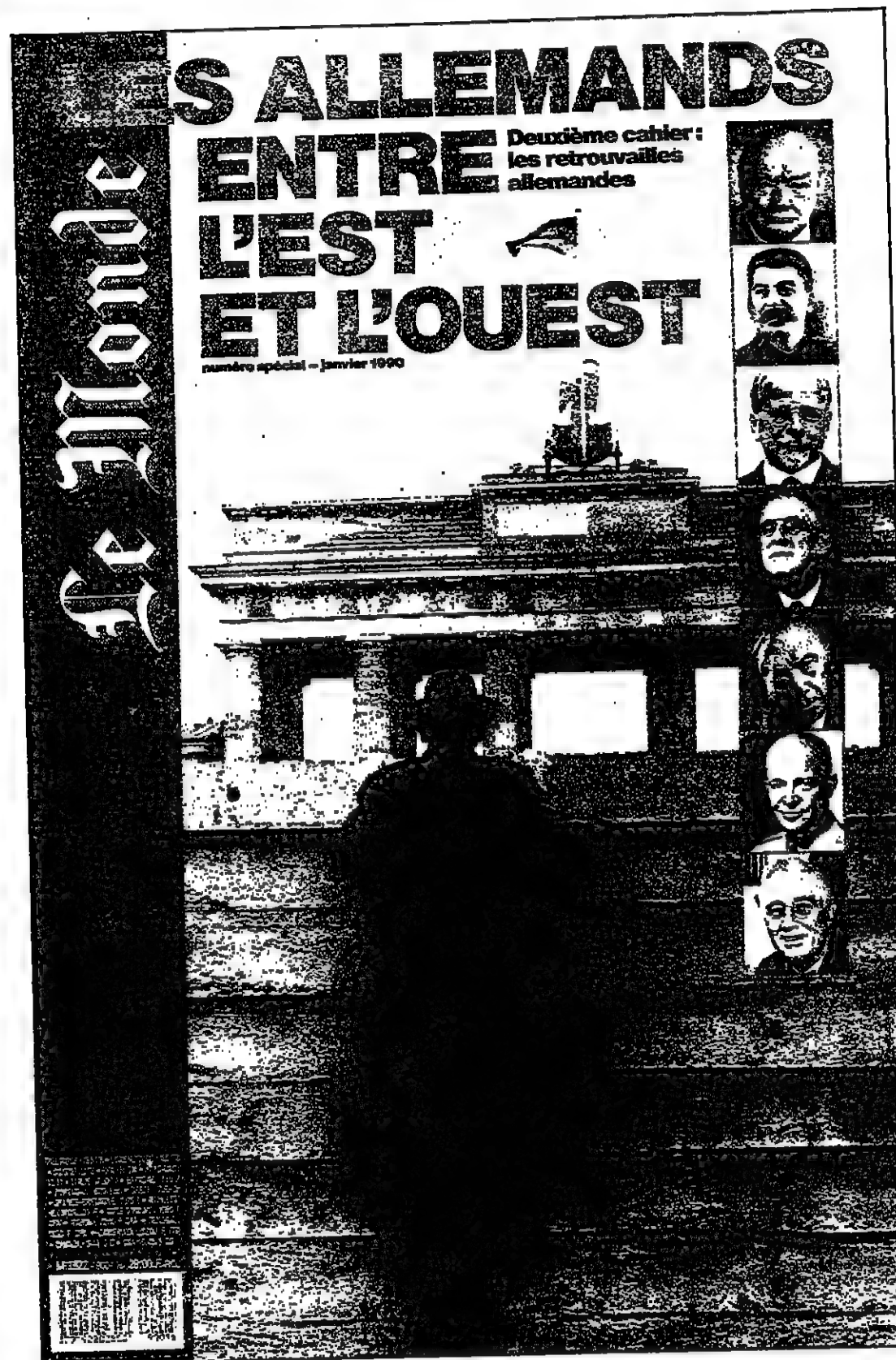
CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Le Monde

NUMERO HORS SERIE

SPECIAL ALLEMAGNE



DANS ce numéro hors série, *le Monde* retrace l'histoire récente de l'Allemagne, de la fin de la seconde guerre mondiale à la chute du mur de Berlin.

A travers une sélection d'articles publiés dans ses colonnes depuis 1945, *le Monde* décrit le processus de démembrement de l'Allemagne nazie, la naissance de deux nations distinctes, les conflits entre Russes et Alliés ; il explique les raisons du réarmement allemand et analyse les développements de l'Ostpolitik du chancelier Willy Brandt.

AL'HEURE où l'Allemagne de l'Est renoue avec la démocratie, *le Monde* consacre un cahier spécial de 12 pages aux « retrouvailles allemandes ». Avec les témoignages et les reportages de ses envoyés spéciaux.

« **L**ES Allemands entre l'Est et l'Ouest », un numéro hors série du *Monde* pour comprendre quarante ans de division entre les deux Allemagnes et les enjeux des bouleversements en cours.

28 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : LES ALLEMANDS ENTRE L'EST ET L'OUEST

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex. : _____ x 33 F. (port inclus) = _____ F.

DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex. : _____ x 38 F. (port inclus) = _____ F.

 Bulletin à retourner : **LE MONDE**, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09, France

LMPB

De fo

Les caisses d'épargne en Europe ou d'une origine plus ancienne. Elles ont une longue histoire, et leur rôle a évolué au cours des siècles. Elles ont été créées pour répondre aux besoins des populations, et elles ont joué un rôle important dans le développement économique de l'Europe. Elles ont été créées pour répondre aux besoins des populations, et elles ont joué un rôle important dans le développement économique de l'Europe.

Plus de cent cinquante caisses d'épargne existent en Europe. Elles ont une longue histoire, et leur rôle a évolué au cours des siècles. Elles ont été créées pour répondre aux besoins des populations, et elles ont joué un rôle important dans le développement économique de l'Europe.

CAISSE	NO
1 ASBL	
2 Cely	
3 Caisse de p	
4 Caisse de p	
5 Caisse de p	
6 Caisse de p	
7 TSB Engad	
8 Cera, U	
9 Caisse d'ép	
10 Landsgiro	

Source: ESBG.

PAF

RFA	Sparkassen + Land
Belgique	COGER et caisses pr
Danemark	Spørkassier
Espagne	Cajas de Ahorros
France	Caisses d'épargne et de prévoyance
Grande-Bretagne	Trustee Savings Ban
Grèce	Caisse d'épargne po
Irlande	Cork and Limerick
Portugal	Dublin Savings
Italie	Waterford Savings
Luxembourg	Caisse di Risparmio
Pays-Bas	Caixa d'épargne de
Portugal	Spørbanken
Portugal	Caixa Geral de Dep
Portugal	et caisses privées

AFFAIRES

Le kaléidoscope des caisses d'épargne européennes

De fortes disparités de statuts, de fonctions et d'activités d'un pays à l'autre

Les caisses d'épargne, que ce soit en Europe ou dans le monde, ont une origine philosophique et culturelle commune. Nées au dix-neuvième siècle, cinquante ans avant l'apparition des banques commerciales, leur création résulte de la volonté éclairée de leurs fondateurs, héritiers de l'esprit des Lumières, bourgeois philanthropes ou responsables municipaux, avec un objet initial et fondamental : subvenir aux besoins des individus de protection sociale, comme le fera, un peu plus tard, le mutualisme. Cette création a été due à des initiatives locales et régionales, leur développement s'effectuant dans le cadre d'un rattachement bien défini, qui a été maintenu dans certains pays comme la France et l'Allemagne, et remis en cause dans d'autres, où il a fait face à une concurrence entre caisses d'épargne.

Plus de cent cinquante ans après leur naissance, quelle est la physiologie actuelle des caisses d'épargne en Europe ? Comme l'indique l'ouvrage très complet de M.M. Pierre Gaudet et Pierre-Henri Scacchi (1), au premier abord, le concept de caisse d'épargne s'applique, en Europe, à un kaléidoscope de structures différentes que tout sépare.

La taille ou le volume collecté tout d'abord : qu'y a-t-il de commun entre la CGER belge, avec sa collecte de 22 milliards d'écus (154 milliards de francs français) et une petite caisse en France ou en Italie, sans oublier la toute-puissante CARIPLO de Milan (Cassa di risparmio della provincia lombarda), véritable banque avec ses 441 guichets, ses 11 000 employés, ses 4 400 000 clients, un actif total de 350 milliards de francs et un bénéfice de 3 milliards de francs ?

Le statut juridique ensuite : établissement public autonome au Luxembourg, coopératives ou mutuelles en Belgique, fondations municipales en Allemagne, sociétés anonymes cotées en Bourse en Grande-Bretagne (TSB), admini-

stration en Grèce ou au Portugal, établissements de crédit à but non lucratif et de statut privé en France.

Les fonctions et activités autorisées ou pratiquées, enfin : quelle similitude entre les Sparkassen allemandes, qui sont des banques universelles prêtant à tout le monde, les caisses d'épargne françaises, qui ne peuvent intervenir en faveur des entreprises que depuis 1987, ou les Trustee Savings d'Irlande, qui sont encore cantonnées dans la seule activité de collecte ?

L'impression de disparité est encore plus forte si on observe non plus les caisses elles-mêmes, mais les réseaux. L'architecture du réseau allemand frappe par sa cohérence et sa solidité, par ses permanences dans le temps et par la puissance que lui confère une organisation à trois niveaux à la fois complémentaires et autonomes : les 589 Sparkassen bénéficient de leur ancrage territorial, les 11 Landesbanken-Girozentralen qui les collectent, sont à la fois banques centrales et caisses locales, établissements de crédit spécialisés dans le financement des Länder (États), et des banques universelles puissantes et autonomes, et au sommet, la Deutsche Girozentrale est à la fois banque centrale des 11 Landesbanken et une banque également universelle, autonome avec des activités internationales importantes.

De leur côté, et sur un tout autre schéma, les Trustee Savings Banks (TSB) de Grande-Bretagne sont organisées en un réseau très structuré : une seule société holding, constituée de 5 millions d'actionnaires, contrôle à 100 % quatre Trustee Savings à compétence régionale.

Le réseau espagnol des cajas de ahorros et le réseau italien des casse di risparmio sont dotés d'une architecture complexe. Dans ces deux pays, les caisses d'épargne ne sont pas tenues de limiter leurs

activités au territoire sur lequel elles ont été créées. Les associations régionales ou centrales ou les institutions financières spécialisées y jouent un rôle de banques centrales ou de fonds de garantie pour certaines caisses seulement, les autres développant leur implantation de manière parfaitement autonome et concurrentielle sur l'ensemble du pays, en Europe voire dans le monde.

Quant à la France, l'architecture institutionnelle du réseau Eucureuil apparaît très datée, avec la centralisation partielle de sa collecte vers la Caisse des dépôts. Toutefois, la volonté de décentralisation financière qui anime ses responsables et ceux de la Caisse des dépôts, avec la création des vingt et une SOREFI, qui jouent partiellement le rôle de banques centrales, en même temps que la bancarisation à marche forcée des caisses d'épargne, en fait un réseau non stabilisé, dans lequel les centres de pouvoir et les relations entre les différents niveaux seront encore l'objet d'évolution profonde.

Une solution divergente vers la banalisation

Dans toute l'Europe, la banalisation des caisses d'épargne, c'est-à-dire leur extension à toute la gamme des activités financières, produits et crédits, est en cours, avec des degrés différents dans chaque pays. Dès leur fondation, la plupart des caisses d'épargne ont bénéficié de la plus grande liberté en matière de crédit. En Italie, elles ont joué, dès le début du XIX^e siècle, un rôle essentiel dans le développement de l'agriculture et du milieu rural, en mettant à la disposition des particuliers, des associations et des collectivités publiques, des produits financiers modernes : crédits mutuels, financement des récoltes, escompte commercial, au profit des artisans et des PME, prêts à moyen terme et à long terme, aux communes. Une loi de 1982 leur a ouvert la possibilité d'opter pour un nouveau statut et leur permet d'effectuer toutes les opérations des banques commerciales, statut adopté par la moitié d'entre elles.

En Espagne, depuis 1977, les caisses se rapprochent d'une position de banque universelle, se livrant à une vive concurrence. Au Danemark, les caisses exercent une double activité d'épargne et de crédit, au profit de leur clientèle locale et, depuis 1987, sont soumises au même régime que les banques, avec la possibilité d'émettre des actions dans le public.

En Belgique, la CGER a, depuis 1980, une mission de banque universelle. En Grande-Bretagne, les Trustee Savings Banks à partir de 1975, sont devenues une banque concurrentielle, leur capital ayant été ouvert au public en 1986.

En France, les caisses d'épargne, malgré une réalité historique, celle de la collecte de l'épargne et sa centralisation vers la Caisse des dépôts, sont en voie de bancarisation rapide, mais avec un sérieux retard sur leurs homologues de la CEE. Cette, une véritable mutation est en cours, mais bien du chemin reste à faire à l'horizon 1993, d'autant que, dans la plupart des pays de la Communauté, les caisses d'épargne sont engagées dans une évolution qui tend à remettre en cause leur identité et leur légitimité : transformation en banques autonomes employant leurs ressources propres, accès à chaque d'activité territoriale ou réglementaire, apparition de géants dont le poids financier et le besoin de moyens techniques est sans commune mesure avec des petites ou moyennes caisses.

Quel qu'il en soit, toutes ces caisses d'épargne présentent l'Europe, recueillant plus du quart de l'épargne liquide, 30 % en moyenne, avec des pointes à 50 % au Luxembourg et 41 % en Allemagne, la France se contentant de 26 à 27 % et l'on comprend qu'elles veuillent unir leurs moyens pour faire face à la concurrence, d'où qu'elle vienne. Un point particulier, toutefois : elles ne disposent d'un produit d'épargne privilégié (défiscalisé) qu'en France, en Irlande et au Luxembourg, ce qui, à terme, posera problème et débouchera, tôt ou tard, sur une banalisation inévitable.

F.R.

(1) Editions Eika.

Trois SICAV en écus pourront être distribuées dans onze pays d'Europe

Mardi 23 janvier 1990 a été annoncé le lancement d'EUFIGEST, une structure commune de gestion d'OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières) qui regroupent quinze institutions et caisses d'épargne de onze pays européens, avec 27 000 guichets sur les 52 000 dont dispose l'ensemble de ce mouvement dans les pays en question. Cette structure commune a mis au point une gamme de trois produits SICAV directement conçus, gérés et commercialisés dans une dimension européenne, une SICAV court terme, EUFI-CASEL, une SICAV obligataire, EUFI-RENTI, une SICAV actions, EUFI-VESTI. Ces SICAV seront distribuées par chacun des partenaires, après l'obtention de l'agrément des autorités nationales de tutelle.

Les partenaires sont l'Alak-CGER de Belgique ; la Sparkassen-CDS du Danemark ; la Caisse de Barcelone d'Espagne ; le groupe Caisse des dépôts-Caisse d'épargne de l'Eucureuil en France ; la TSB Trust Company en Grande-Bretagne ; Cariplo, Fondigest et ICCRI en Italie ; la Banque et Caisse d'épargne de l'Etat au Luxembourg ; la Bank der Bondspaar Banken aux Pays-Bas ; la DEKA de RFA ; Robur en Suède et le groupement européen des caisses d'épargne.

Pourquoi libeller ces SICAV en écus ? Parce que la clientèle s'intéresse de plus en plus aux produits financiers étrangers. Ainsi, l'an dernier, les emprunts libellés en écus émis par la Banque européenne d'investissement (BEI) ont connu un succès considérable, en France comme d'ailleurs, et à l'extérieur de nos frontières, les produits « pierre-papier » sont particulièrement recherchés.

Une initiative française

De plus, avec l'acte unique et l'entrée en vigueur, le 1^{er} octobre 1989, de la directive de Bruxelles sur la libre distribution des OPCVM dans la CEE, le processus d'intégration européenne dans le domaine des marchés de capitaux est en marche, en attendant la libre circulation de ces capitaux au 1^{er} juillet 1990.

Dans cette optique, les Caisses d'épargne de la Communauté économique européenne et même de l'Association européenne pour la libre échange (AELÉ) ont souhaité imaginer et concevoir des OPCVM qui pourraient être distribués simultanément dans leurs réseaux.

Dès janvier 1988, la Caisse des dépôts et consignations (CDC), le Centre national des Caisses d'épargne et de prévoyance (CENEP), la Caisse de Barcelone et l'Alak-CGER (Belgique) mandataient TGF International, organisme de gestion affilié à la CDC, pour mettre en place les trois SICAV précédemment évoquées, et, surtout, créer la structure Eufigest SA, l'organe d'administration de ces OPCVM, qui est de droit luxembourgeois. Le Luxembourg a été, en effet, le premier pays européen à adapter sa réglementation aux dispositions de la directive européenne, dès le 31 mars 1988. En

outre, ce pays est politiquement neutre par rapport à ceux des partenaires, et le montant de son épargne nettement plus faible. Plusieurs idées maîtresses ont guidé les réflexions des fondateurs. Tout d'abord, les caisses participantes seront associées à tous les niveaux de la gestion, chaque pays se voyant confier, s'il le souhaite, la gestion financière de la partie investie chez lui.

Ensuite, un mode de fonctionnement original a été imaginé avec un aspect européen très marqué. Trois structures distinctes coexisteront. Un comité d'orientation et de surveillance (COS), où tous les partenaires seront présents et qui est présidé par M. Benmalho, directeur au CENEP, aura pour tâche d'associer tous les partenaires à la gestion et au développement commercial des trois SICAV dans leurs réseaux respectifs, ou de tout nouveau produit à créer. La société Eufigest, présidée par M. Finck, directeur à la Caisse d'épargne du Luxembourg, jouera le rôle de conseiller en investissement, responsable de la gestion de la communication et de l'information pour les trois SICAV, avec un directeur général français, M. de Fransu, appartenant à TGF International. Enfin, chaque SICAV disposera de l'état-major classique, conseil d'administration, comité de placement et directeur général.

Le caractère français de l'initiative prise dans ce domaine s'explique par la part importante (48 %) de la masse des encours de nos OPCVM par rapport à l'encours européen (423 milliards d'écus,

soit près de 3 000 milliards de francs). Les caisses d'épargne de l'Eucureuil gèrent 60 milliards de francs au titre de ces OPCVM, avec le concours précieux de la Caisse des dépôts, ce qui leur assure de belles références, exploitables à l'étranger.

Pour M. Jean-Pierre Thiolon, président du directoire du CENEP, cette initiative s'inscrit dans le grand projet d'une Europe des caisses d'épargne, déjà amorcé avec la conclusion de nombreux accords croisés entre caisses, comportant l'échange de services pour leur clientèle respective lorsqu'elle voyage. Pour M^{me} Hélène Floir, directrice générale adjointe de la Caisse des dépôts, la création d'Eufigest permettra de combler une partie des handicaps des gestionnaires français, face à leurs concurrents américains et japonais, à servir une faible internationalisation de leur gestion (15 % seulement des actifs des OPCVM français sont investis en valeurs internationales), une absence de marketing global et une insuffisante rigueur du suivi des performances. Dans l'immédiat, les caisses d'épargne françaises pourraient placer environ 500 millions de francs de SICAV en écus cette année, tandis que certains obstacles s'opposent encore, dans certains pays, à la distribution de certains produits comme les SICAV court terme monétaires (40 % de l'encours des OPCVM en France), notamment en Allemagne, où elles sont interdites.

FRANÇOIS RENARD

LES DIX PLUS IMPORTANTES (1988)

RANG	NOM	PAYS	DÉPÔTS (milliards d'écus) 1 écu = 7 F	PARTENAIRE EUFIGEST
1	ASEL-CGER	Belgique	22	Oui
2	Cariplo	Italie	16	Oui
3	Caixa de pensions Barcelona	Espagne	12	Oui
4	Hamburger Sparkasse	Allemagne	11	Non
5	Caixa Geral de Depósitos	Portugal	10	Oui
6	Caja de Ahorros de Madrid	Espagne	9	Non
7	TSB England and Wales	Grande-Bretagne	9	Oui
8	Cera, Leuven	Belgique	8	Non
9	Caisse d'épargne de Paris	France	8	Non
10	Landesbankkassen Stuttgart	Allemagne	8	Non

Source : ESBG.

PART DE L'ÉPARGNE LIQUIDE (1988)

	CAISSES D'ÉPARGNE (%)	GUICHETS CORRESPONDANTS
RFA	41	17 018
Sparkassen + Landesbanken	18	5 213
Belgique	29,5	1 165
CGER et caisses privées	36,9	12 227
Danemark	26,5	5 597
Sparkassen	3,6	1 600
Espagne	12,7	903
Cajas de Ahorros	5	59
France	28,5	4 099
Caisses d'épargne et de prévoyance	50	93
Grande-Bretagne	14,1	1 756
Trustee Savings Banks	36,5	1 407
Grèce		
Caisse d'épargne postale		
Irlande		
Cork and Limerick Trustee Savings		
Dublin Savings		
Waterford Savings		
Italie		
Caisse di Risparmio		
Luxembourg		
Caisse d'épargne de l'Etat		
Pays-Bas		
Spaarbanken		
Portugal		
Caixa Geral de Depósitos et caisses privées		

Le n° 159 de FRANCE PAYS ARABES

vient de paraître

Le dialogue euro-arabe

un défi relevé.

Témoignage : Palestine An III de l'Intifada.

La parole aux Arabes.

La présidence de la République libanaise, une fonction à haut risque.

Le colloque international sur le pétrole, etc.

Les rubriques économique, culturelle, la chronologie.

36 p. - 15 F

En vente dans les kiosques et librairies - Spécimen sur demande.

FPA : 14, rue Augereau 75007 Paris - Tél. : 45.55.27.52.

INSAM
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management

Etudes à Paris, États-Unis, Europe

Admission : 1^{re} année : bac + concours
2^e année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS)

ESLSA : FONDÉE EN 1948, RECONNUE PAR L'ÉTAT.
DIPLOME VISÉ PAR L'ÉTAT
1, rue Bougainville, 75007 PARIS. Tél. (1) 45.68.59.98
Établissement privé d'enseignement supérieur

Notre nom est connu du monde des affaires :

dans 16 mois le vôtre sera très recherché.

Plateforme privilégiée pour le monde des affaires, l'ISA assure en 16 mois une formation supérieure au management du type MBA, sur le campus HEC-ISA. 1300 postes de haut niveau sont proposés chaque année aux 100 diplômés ISA.

Admission sur dossier, tests, entretien
Conditions : diplôme supérieur et/ou expérience de cadre

Réunion d'information
Paris
Jeudi 8 février 1990, à 18 h 30
Cercle France-Amérique, 1^{er} étage
9, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e
Métro : Franklin-Roosevelt

isa
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

Pour toute information contacter le service des admissions au (33-1) 39.56.73.82 ou 39.56.73.79.
CENTRE HEC-ISA - 78350 JOUY-EN-JOSAS - FRANCE.

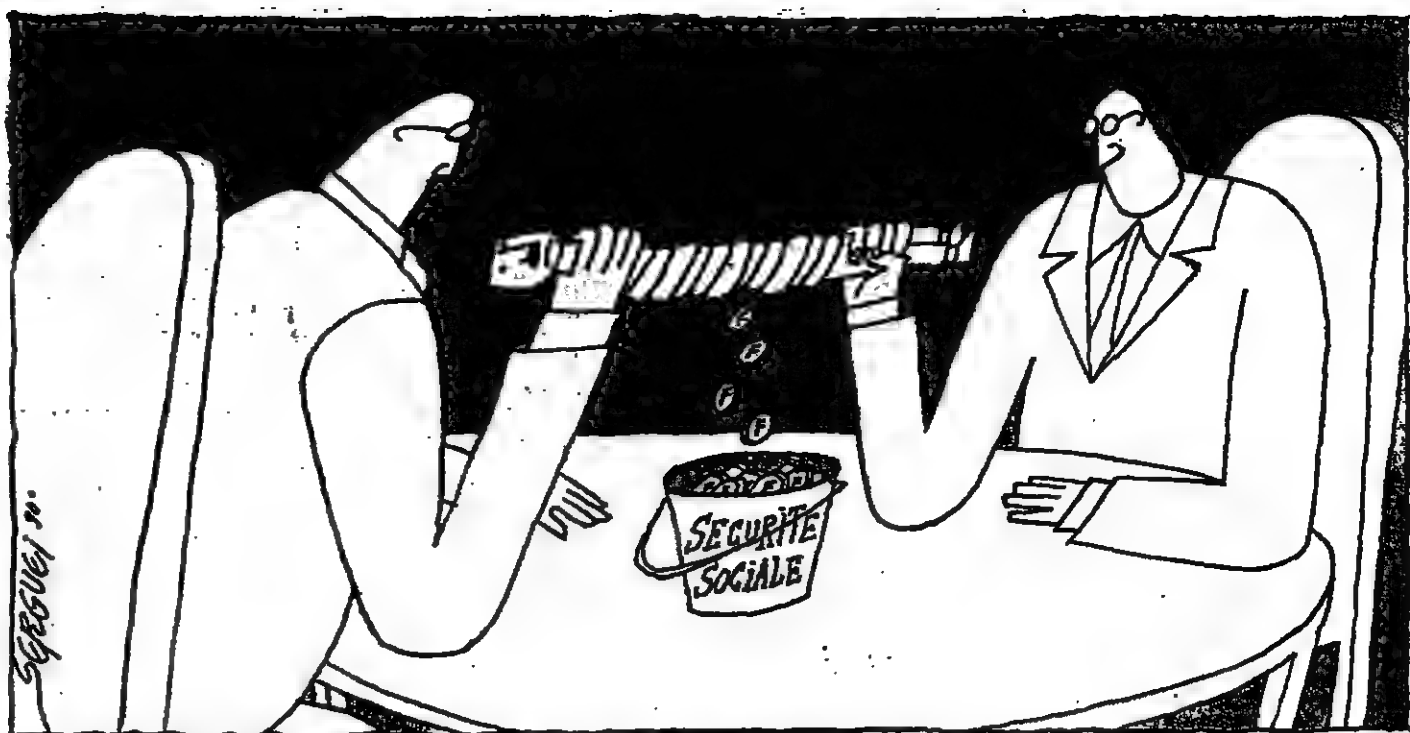
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

La Sécurité sociale en quête d'une cotisation nouvelle

Le principe est acquis. La date aussi. Reste à décider qui en bénéficiera, qui paiera et comment



CONTRIBUTION sociale de solidarité ou cotisation sociale de solidarité ? Le choix entre les deux termes n'est pas sans conséquence mais la question ne sera pas tranchée avant plusieurs semaines. En revanche, une chose est acquise : une « CSS » verra le jour lors de la session parlementaire de printemps pour être vraisemblablement mise en place début 1991. Officiellement annoncée lors du conseil des ministres du 7 novembre 1989, elle constitue l'aboutissement d'un débat qui, au cours des années 80, a traversé pratiquement tous les gouvernements.

Mais la CSS n'est qu'un cadre général et le gouvernement dispose de multiples possibilités pour en déterminer la nature, le contenu et les missions.

L'idée de base est simple : repenser le financement de la Sécurité sociale sur les seuls revenus du travail (les cotisations classiques), il serait économiquement plus efficace et socialement plus juste d'en élargir l'assiette en prenant en compte l'ensemble des revenus (travail, capital, revenus de remplacement). La nécessité d'un tel élargissement a conduit depuis plusieurs années les pouvoirs publics à créer un prélèvement « exceptionnel » assis sur les seuls revenus imposables de toute nature (1 % puis 0,4 %) et un autre, au taux de 1 %, sur ceux du capital.

Jusqu'à présent, un prélèvement sur l'ensemble des revenus pour financer la sécurité sociale était une espèce de serpent de

mer qui, régulièrement, apparaissait avant de disparaître aussitôt. En 1983, M. Jacques Delors, alors ministre de l'économie, avait proposé d'y recourir mais, au dernier moment, sa proposition avait été repoussée. En 1987, M. Alain Juppé, ministre du budget de M. Jacques Chirac, y avait lui aussi pensé, mais sans succès. M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, en revanche, est parvenu, après plus d'un an d'âpres discussions, à en faire accepter le principe malgré les réticences de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie.

Mais s'il a remporté la première manche, M. Evin n'est encore qu'au milieu du gué.

Un débat, cinq enjeux

Le débat interministériel, qui entrera prochainement dans une phase active, s'articule autour de cinq enjeux principaux. A quelles prestations le prélèvement serait-il assis ? Qui le paiera ? Sera-t-il progressif en fonction du revenu ? Sera-t-il de nature fiscale ou s'agira-t-il d'une cotisation ? Enfin, quel sera son impact sur l'évolution des dépenses sociales ?

A la première question MM. Bérégovoy et Evin répondent avec un bel ensemble : « La CSS doit financer des dépenses liées à la solidarité nationale ». L'autre, c'est que les deux ministres avancent de ces « dépenses de solidarité », des conceptions fort éloignées. Le schéma élaboré par M. Evin constitue un système

relativement complexe de vases communicants. Chaque année, le montant de la CSS (un peu plus de 30 milliards de francs au taux de 1 %) serait calculé en fonction du déficit de la Sécurité sociale. En cas d'excédent, elle n'aurait pas de raison d'être. Son produit serait versé à la Caisse nationale d'allocation familiale (CNAF) qui, en conséquence, réduirait les cotisations, désormais dégrèverait les entreprises, qu'elle reçoit des entreprises (142 milliards de francs par an).

En effet, chacun s'accorde aujourd'hui à considérer que le fait de faire reposer le financement d'une partie de la politique familiale sur les employeurs n'a plus guère de raison d'être. Or, comme le gouvernement n'a pas l'intention d'utiliser la CSS pour réduire les charges globales des entreprises, ces dernières seraient soustraites à une nouvelle cotisation, vieillienne qui, contrairement à celle qui existe aujourd'hui, serait déflationniste. Pour l'entreprise, il s'agirait théoriquement d'une opération blanche : un point de CSS permettrait de réduire de 1,4 point leur cotisation « famille » et de créer une contribution vieillienne à un taux équivalent.

Chez M. Evin, on considère que ce schéma permet de financer des dépenses de solidarité — une partie des prestations familiales — tout en satisfaisant aux impératifs de justice sociale. Il s'agit en effet d'en finir avec le cycle des hausses de la cotisation d'assurance-vieillesse qui, plafonnée (elle ne va pas au-delà du plafond de la Sécurité sociale, actuellement 10 800 F par mois), avan-

tage les cadres. En outre, les prélèvements sur le seul revenu imposable ne font que reproduire les défauts — concentration sur certains ménages et forte progressivité — de la fiscalité directe, les inconvénients de l'une ne compensant pas ceux de l'autre. Certains objectent que les familles nombreuses risquent de pâtir d'un tel mécanisme. Bénéficiant de dégrèvements fiscaux importants (sur le jeu du « quotient familial »), elles auraient tout intérêt au maintien d'un prélèvement « exceptionnel » assis sur le seul impôt sur le revenu. Certes, mais est-il vraiment cohérent de financer la Sécurité sociale par la fiscalité directe ?

Le ministre de l'économie a un tout autre schéma en tête. Il convient, explique-t-il, Quai de Bercy, de distinguer nettement entre logique d'assurance et logique de solidarité. La CSS conviendrait alors certaines dépenses liées à la politique familiale, à la maternité, ainsi que des prestations de retraite (le « minimum vieillesse »), voire la validation de certains droits à pension. Au moins partiellement, seraient donc intégrées des charges actuellement supportées par l'Etat. Quai de Bercy, on se défend de tenter d'alléger à bon compte les finances publiques et l'on n'exclut nullement que d'autres prestations (l'allocation de parent isolé, par exemple) soient, en échange, prises en charge par le budget.

Un autre débat, plus politique, se dessine : quels groupes sociaux seront exemptés de la CSS ? Le ministre de la solidarité propose d'appliquer aux revenus de sub-

stitution (prestations sociales) les exonérations en vigueur pour la cotisation d'assurance-maladie. Serait notamment exclus le revenu minimum d'insertion, les retraites non imposables et les indemnités de chômage inférieures au SMIC. Inconvénient majeur : une partie des ménages non imposables et bon nombre de retraités verraient augmenter leur contribution.

Assi certains avancent-ils l'idée d'une progressivité en fonction du revenu au motif d'un impératif de justice sociale. Cela impliquerait, au passage, que soient réintégrés dans l'assiette les revenus faisant l'objet d'un prélèvement forfaitaire ou libératoire. Techniquement, l'opération n'est pas excessivement compliquée. En revanche, la définition de cette progressivité — qui serait « modérée » — suppose des arbitrages délicats.

Comment mieux maîtriser les dépenses

Le gouvernement devra également se prononcer sur la déductibilité ou non du nouveau prélèvement à l'égard du revenu imposable. En fonction de ses choix, la CSS permettra plus ou moins de rééquilibrer la fiscalité directe (dans son acception la plus large) par rapport à la fiscalité indirecte, les allègements dus de l'impôt sur le revenu décidés en 1986-1987 par M. Edouard Balladur ayant notamment atténué la portée de l'impôt sur le revenu et concentré son champ d'intervention.

Reste le caractère juridique de la CSS. Une « cotisation sociale » de solidarité serait prélevée à la source par l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale) qui, par l'intermédiaire des URSSAF, assure le recouvrement des cotisations sociales. Une « contribution sociale » de solidarité serait probablement prélevée par les services du ministère des finances. En réalité, ce débat cotisation-contribution dépasse de très loin le seul cadre juridique car la véritable question est bien de savoir qui en aura la maîtrise.

En effet, la CSS peut être synonyme de facilité. La « cotisation » de M. Evin, calculée en fonction du déficit de la Sécurité sociale, risque d'aboutir sournoisement à privilégier une augmentation des recettes au préjudice d'une action sur la maîtrise des dépenses.

Réaction immédiate du ministre de la solidarité : d'une part, il ne s'agit que de combler le besoin de financement — structurel — de l'assurance vieillesse et, d'autre part, M. Evin a toujours insisté sur la nécessité d'encadrer les dépenses de santé et de reconstruire, à terme, le mode de calcul des retraites.

Néanmoins, on peut considérer que l'administration des finances est, par nature et par tempérament, plus encline à « tenir » les dépenses que celle des affaires sociales. A contrario, la prise en charge par la CSS de certaines lignes budgétaires pourrait apparaître suspect... et se révéler elle aussi comme une forme de facilité.

JEAN-MICHEL NORMAND

Trop de porc, trop peu de bœuf

Par manque de coordination, la CEE a créé une tension sur la viande en résorbant les excédents laitiers

LE 19 janvier au Chicago Mercantile Exchange (Illinois), les investisseurs américains n'avaient d'yeux que pour la poitrine de porc dont les cours flambaient subitement. Une rumeur venue de Bucarest, circulant sur les bords du Michigan selon laquelle la Roumanie s'apprêtait à acheter plusieurs centaines de milliers de tonnes de viande de cochon aux Etats-Unis.

Le même jour à Vannes (Morbihan), deux cents éleveurs de porc marchaient vers les grilles de la préfecture où ils accrochaient un porclet vivant, symbole de leur sacrifice pécuniaire : depuis cinq mois, les prix du cochon au Marché du cadran de Lorient ont diminué de 5 francs au kilo pour s'établir à 8,54 F seulement. Une étrange rumeur circulait en Bretagne : la crise venait de l'Est sous la forme de jambon exporté dans la CEE par les pays de l'ancien bloc communiste. Les producteurs d'Armorique faisaient savoir qu'ils ne seraient pas les « souffre-douleur de la démocratisation à l'Est », et la grogne s'installait dans le petit monde du cochon.

Renseignements pris, c'est l'exportation dans la Communauté — en France et au Royaume-Uni — de 150 000 tonnes de porc danois habituellement vendues au Japon et aux Etats-Unis, qui a perturbé le marché tricolore, et ravivé un vieux cauchemar. Après une crise profonde entre 1986 et 1988, une bonne partie résorbée par les producteurs français, sentent de nouveau le danger. L'afflux de viande danoise

provient d'une décision de Bruxelles de réduire sensiblement (de 25 à 5 écus par tonne — 1 écu vaut 7 F) la subvention à l'exportation accordée sur le porc. Cette restriction (en partie levée le 25 janvier) a incité les Danois à trouver un débouché communautaire, plutôt que de viser à moindre bénéfice les pays tiers, traditionnellement acheteurs.

Qualifiée de « conjoncturelle » par les pouvoirs publics, la nouvelle déprime du porc met en lumière la difficulté de gérer au plus juste l'offre et la demande sur ce marché, toujours sensible, malgré les mesures de stockage et de discret soutien des prix. Au moins surplut de production, les cours s'effondrent et la France, subit les conséquences d'être le

seul pays déficitaire en cochon (pour 20 % de ses besoins) au sein d'une Europe excédentaire. L'Hexagone est aussi la cible naturelle des éleveurs néerlandais qui exportent à 60 % de leur production, avant la fragilité des exploitations nationales. De l'avis des professionnels, la rentabilité de ces dernières n'est pas en cause, encore que les ateliers

gérants de Bretagne, abritant jusqu'à mille truies, ne sont pas les modèles les plus écologiques, que certains voulaient voir. La crise de la viande porcine, toujours latente, résulte pour l'essentiel d'une situation préoccupante pour la cohésion du futur marché unique : la distorsion de concurrence dans l'approvisionnement en matières premières (l'alimentation animale en l'occurrence) qui compte pour 70 % du prix de revient d'un cochon.

Cette inégalité peut être formulée à l'emporte-pièce : aucun producteur de porc ne survivra s'il se trouve à plus de 200 kilomètres d'un port. En se refusant à taxer dès 1957 les produits de substitution aux céréales américaines (comme les résidus de maïs ou les pulpes de betterave), la CEE a laissé s'engouffrer sur son territoire quelque 23 millions de tonnes par an d'alimentation animale ; débarquée dans les grands ports hollandais (Rotterdam principalement), bretons (Brest et Saint-Nazaire), allemands (Hambourg) et espagnols (Barcelone). Pour les producteurs situés à proximité de ces aires de déchargement, la compétition est possible : pour les autres, installés dans des régions enclavées « faire du cochon » est un sacerdoce, mais n'est plus un gagne-pain.

Double absurdité : l'Europe, puissance céréalière, ouvre porte aux substituts de céréales et risque de priver les producteurs de blé et de maïs des marchés intérieurs ; les produits de substitution céréalière (PSC), de surcroît, accélèrent la concentration

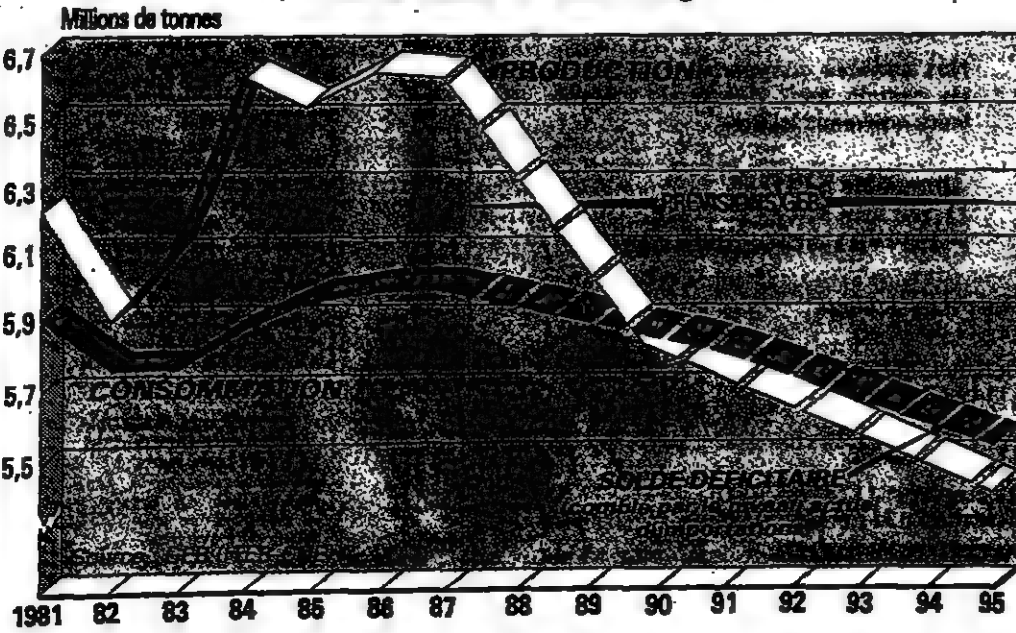
des élevages industriels, au détriment des exploitations plus traditionnelles, plus enclavées, très souvent situées dans des régions où l'activité porcine est la seule discipline agricole possible. En achetant 57 % des PSC importés, les Pays-Bas bénéficient d'un avantage d'approvisionnement de 1,2 milliard de francs par an sur la France.

« 1990 sera plus difficile pour les producteurs de viande porcine, meilleure pour les producteurs de viande de volaille, moins mauvaise pour ceux de viande ovine, et stable pour ceux de viande bovine », estimait récemment le directeur adjoint l'Office national de la viande de (ONIVIA). M. Jean-Jacques Benoit, une déclaration réaliste, mais peu satisfaisante quant à la « stabilité » annoncée pour la viande bovine. Directement fonction des effets du cheptel laitier, très diminué depuis l'instauration des quotas en 1984 (1,6 million de vaches ont été abattues), le marché de la viande bovine a connu une double évolution : une crise de surproduction, sanctionnée par l'effondrement des prix, lorsque l'abattage des vaches de réforme s'est amplifié (de 1984 jusqu'au premier semestre 1988) ; une remontée spectaculaire des prix de la viande rouge et du veau de boucherie dès le milieu de 1988 jusqu'à la fin de l'année passée.

Autrement dit, la politique agricole commune a manqué de souplesse et de coordination ; en réglant un problème de lait, on a créé un problème de viande.

ERIC FOTTERO
Lire la suite page 26

Vers un déficit en viande rouge



Skav des Bâtisseurs

recherches :
membres : a été en 1989 une
la mesure sociale de la parité
des - SCA - modérés

la parité de 1990 est de continuer
la mesure sociale de la parité
des - SCA - modérés

le 1er janvier 1990, à la date de la parité
la mesure sociale de la parité
des - SCA - modérés

GROUPE CIC

E CAPITAL

DE A RÉUSSIR.
FITER.

formation permanente du per-

issements technologiques pour
la gestion et la compétence
viale.

ON DE CERTIFICATS

BRATIS D'INVESTISSEMENT.

investissement : 770 F.

préférentiel de souscription :
pour C.C.I. pour 2 anciens.

la souscription : 29 janvier 1990
livrer 1990 inclus.

le second marché de la Bourse

et d'investissement pour les C.C.I. 90-92

le 27 janvier 1990 est à l'ordre

la Bourse de Paris, 200 Avenue de la

CRÉDIT AGRICOLE

D'ÎLE-DE-FRANCE

SOCIAL

ADMINISTRATION :
11 RUE JEAN-MAZET
94452 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : 49-60-30-00
49-60-30-10

11 RUE JEAN-MAZET
94452 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : 49-60-30-00
49-60-30-10

BONNEMENTS

11 RUE JEAN-MAZET
94452 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : 49-60-30-00
49-60-30-10

11 RUE JEAN-MAZET
94452 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : 49-60-30-00
49-60-30-10

D'ABONNEMENT

11 RUE JEAN-MAZET
94452 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : 49-60-30-00
49-60-30-10

CHAMPS ECONOMIQUES

L'iniquité des quotas laitiers

par Frédéric Langer

A mesure que la politique des quotas laitiers s'installe dans la durée, on peut se demander si les méthodes de gestion adoptées au cours des premières années sont suffisantes. En particulier, il est difficile d'évaluer la question de savoir si la redistribution des quotas effectuée jusqu'à présent a été équitable. Or le bilan est impossible à établir.

La France a mis en place des quotas laitiers en 1984. Cette politique est un succès administratif : la collecte qui était en vive expansion a baissé de 26 millions de tonnes en 1983 à 24 millions en 1988. La même expérience répétée au niveau de la CEE a abouti à l'élimination des stocks excédentaires, au doublement des prix sur les marchés mondiaux et - en principe - à des économies budgétaires pour les finances de Bruxelles.

Comment ce résultat a-t-il été obtenu ? On imagine volontiers qu'en France, par exemple, chaque producteur a restreint sa production. Pas du tout : 128 000 producteurs (sur 385 000) sont, par conséquent, par des primes, encouragés par des primes ; quelques milliers de nouveaux producteurs ont été installés, obtenant des quotas pour pouvoir commencer à produire. Parmi les éleveurs actuels qui étaient déjà là en 1983, certains ont bénéficié de généreuses redistributions de quotas et ont pu ainsi augmenter leur production pendant cette période. D'autres n'ont rien pu et ont continué à livrer leur quantité « de référence » (celle de 1983) moins les réductions imposées. Cette situation paraît si contraire à l'équité qu'il est étonnant qu'elle ait pu être tolérée si longtemps.

La logique du rationnement

A l'origine, les quotas ont été répartis suivant une logique simple et claire : celle du rationnement. A chacun ce qu'il produisait pendant l'année de référence, soit 1983. Les cas particuliers - les producteurs pour lesquels cette année-là était justement une année exceptionnelle - ont fait l'objet d'une procédure de réclamation et de rectification. Mais dans une deuxième étape, qui a commencé dès 1984, une vaste restructuration a été entreprise, consistant à encourager par des primes les départs de producteurs.

Ainsi, 4 millions de tonnes ont été libérées depuis 1984. On aurait pu par exemple, avec ces quantités, installer 40 000 nouveaux producteurs (à 100 000 kilos chacun) ou doubler le quota des producteurs bretons, ou donner 16 % de plus de quota à chaque producteur

français, etc. Parmi toutes ces possibilités, laquelle a-t-on choisie ? En d'autres termes, comment s'est effectuée la redistribution des quotas et selon quels critères ? On pourrait dire, pour grossir le trait, qu'il est impossible de répondre à cette question ! La redistribution n'a pas été prise en charge par l'Etat, bien qu'on ait choisi en France ce que l'on appelle une « gestion administrative » des quotas. Elle a été opérée au niveau des laiteries et de l'administration locale.

Pour juger de ce qui a été fait, il faudrait connaître les producteurs

plan régional est dénotant (voir la carte ci-dessous). La livraison moyenne par producteur a augmenté de 36 % en France depuis 1983. Les régions se répartissent de manière très inégale autour de cette moyenne.

Une formule flexible

Comment expliquer que le producteur moyen en Alsace ou en Limousin ait bénéficié de possibilités de croissance presque deux fois supérieures à la moyenne nationale et trois fois supérieures

plans social et régional (quelle a été la contribution des quotas au maintien des petites exploitations dans des zones sensibles ?).

Actuellement, la principale justification de la gestion des quotas est qu'elle existe : ce n'est pas une mince tâche de mettre sur pied en si peu de temps des procédures pour résoudre ce problème aigu des excédents. Mais à plus long terme, une formule de flexibilité doit être trouvée pour allier l'équité aux contraintes économiques.

La solution de s'en remettre au « marché des quotas » - qui consiste, pour les producteurs, à monnayer auprès d'autres producteurs la part de quota qu'ils n'utilisent pas - n'a rien d'inventable ni d'attrayant. Car le marché, dans les pays où il existe, est toujours sévèrement restreint. Les rigidités économiques, de ce fait, ne sont que peu diminuées. Quant au problème d'équité, il ne disparaît que sur le papier. La gestion publique des quotas laitiers n'est donc pas nécessairement condamnée, même avec l'arrêt du programme de restructuration.

En effet, les dirigeants de la « filière lait » sont aujourd'hui dans une situation très comparable à celle des managers des grandes entreprises, situation qui a conduit les spécialistes de la gestion des entreprises à définir la « gestion publique (1) » : l'environnement paraît limité (la demande globale de lait) ; le pouvoir de l'entreprise (ici celui des laiteries) devient visible ; la relation entre l'entreprise (la filière) et ses clients (les consommateurs) ne peut plus être médiatisée entièrement par les produits.

De plus, l'action de la filière transforme son environnement de manière qualitative (par exemple, les régions). Cette filière doit gérer sa relation avec les producteurs et les consommateurs en faisant approuver ses objectifs à travers son fonctionnement (c'est-à-dire en créant des structures de concertation). Tout ceci conduit à une remise en cause constante des objectifs de la filière.

L'enjeu de ce développement d'objectifs n'est pas seulement de satisfaire à une exigence sociale générale d'équité. C'est aussi celui d'une gestion efficace des quotas, qui évite de créer de toutes pièces des rigidités structurelles.

(1) Lafer et Burdau, *Management public*, Dalloz.

► Economiste.

Progression des livraisons de lait entre 1983 et 1987

(en gras les régions où la croissance est supérieure à la moyenne nationale)



Sources : SCEES

à celles de régions traditionnelles laitières comme la Bretagne ou la Franche-Comté ? Est-ce une priorité de la politique d'aménagement du territoire ? En réalité, les régions avantagées dans la redistribution sont celles où de nombreux producteurs sont partis et où le « lobbying » régional a été suffisamment puissant pour conserver au sein de la région les références libérées. On est ici au cœur du problème : si la répartition n'est pas équitable, elle doit être justifiée. Or la rationalité de la gestion des quotas jusqu'à présent en France ne peut être justifiée que si l'on sait quels objectifs elle poursuit sur le plan économique (pourquoi exclure les producteurs les plus gros des possibilités de croissance alors que leurs coûts sont probablement les plus bas ?), ou sur les

Le secret des archaïques fermiers amish

Beaucoup d'enfants, peu de machines, des coûts d'exploitation faibles, et des rendements élevés.

RÉUNIS en 1968 dans une ferme de la communauté amish dans l'Etat de Pennsylvanie, sur la côte Est des Etats-Unis, cinq des « évêques » (bishops) les plus influents de la communauté et quatre inspecteurs de l'industrie laitière tentent une ultime négociation. Peut-on autoriser les agriculteurs amish à stocker le lait, principale production de cet Etat, parmi les plus riches, dans les réservoirs en inox que préconisent les laiteries, sans que cette concession au progrès ne heurte le *Gelassenheit*, moitié bible et moitié code de bonne conduite des amish du monde entier ?

La réponse des « évêques », garants du respect des traditions, aux jeunes fermiers soucieux de productivité tombera un an plus tard : « Oui, à condition de ne pas utiliser l'électricité venue de l'extérieur pour réfrigérer les réservoirs et de n'employer que des moteurs Diesel ». Reste le délicat problème de l'agitateur qui doit, régulièrement, cinq minutes par heure, brasser le lait afin de prévenir la formation de crème. « Pas d'électricité », insistent les « évêques ». Les agriculteurs sauront tourner la difficulté. Les vieux Gideon Fischer, soixante-douze ans, un visage de Père Noël, pantalons à bretelles et manches de sa chemise bleue toujours retroussées, s'en souvient : « Nous avons adopté un système alimenté par une série de batteries de 12 volts chargées par des générateurs fonctionnant au gaz ». Un peu compliqué et très bruyant. Mais cela permet de respecter la règle des amish : pas d'électricité venant de l'extérieur.

Le réseau de tuyaux amenant le lait de la salle de traite au réservoir a aussi été prosaïque par les autorités religieuses. Pourquoi ? Nul ne sait l'expliquer. Mais les fermiers amish ont dû pérenniser le vieux système du seau, de la brochette et de l'huile de coude.

« Des champs sans tracteurs, des fermes sans électricité, des maisons sans téléphone ni télévision, des cuisines sans congélateur ni machine à laver, voilà le quotidien des fermiers amish », explique Brad Igo, un organisateur de visites dans cette région qui, grâce à sa discrétion, figure parmi les rares interlocuteurs acceptés par les amish depuis le film *Witness* en 1984, qui les a dressés contre tout ce qui porte appareil photo, caméra ou micro.

Les méthodes culturelles, les outils et le style de vie de Gideon Fischer sont quasiment identiques à ceux de ses aïeux arrivés d'Allemagne, de Suisse et d'Alsace il y a trois siècles. Une vie figée, rythmée par le pas lourd et régulier des chevaux de trait.

Ni électricité ni tracteurs

Dans les champs, partout, l'immuable image : des mules tirant une antique moissonneuse-batteuse alimentée par un moteur à essence ou attelées à une remorque aux roues de fer roulant sous sa cargaison de maïs. A l'étable, juste ce qu'il faut : une quarantaine de vaches Holstein, produisant chacune 9 000 kilos de lait par an, et que jalouseraient bon nombre d'éleveurs bretons.

A la maison, tradition oblige, pas moins de huit enfants. Les garçons avec leur père sur l'exploitation, tandis que la mère et les filles se consacrent à la fabrication et à la vente très lucrative des quills, ces immenses érudons bariolés que les touristes s'arrachent. Au total, une main-d'œuvre et un revenu d'appoint difficiles à évaluer mais qui, placent, jurent les fermiers amish, à l'écart des turbulences de la conjoncture mondiale et des marchés déprimés.

« Sans électricité et sans tracteurs, ces agriculteurs obtiennent des rendements semblables sinon supérieurs à ceux des autres producteurs suréquipés en matériel moderne », souligne Bruce Hellerick, un technicien de la chambre d'agriculture de Lancaster, d'une heure de voiture de Philadelphie. Ainsi la crise agricole qui, en 1984, a ébranlé une agriculture surendettée n'a-t-elle laissé aucune trace dans les fermes amish.

Pour Bruce Hellerick, le secret de ces agriculteurs d'un autre âge tient en trois mots : « minimum de mécanisation ». Une règle de vie érigée en stratégie par les « évêques », qui distillent chaque innovation au goutte-à-goutte. « Tant que l'on peut utiliser la force des chevaux, on peut se passer de l'électricité », précise l'un d'eux.

Voilà pourquoi l'usage du tracteur reste interdit dans les champs. Cachés derrière des granges, cloués sur leurs roues de métal, des engins datant pour la plupart des années 60 ronronnent pourtant jour et nuit : ils servent d'appoint aux moteurs Diesel qui alimentent aussi bien les postes de traite du lait que la caisse enregistreuse du magasin.

Riches en capital mais pauvres en revenus : à cet égard, les agriculteurs ne se distinguent pas de leurs homologues mécanisés. Pour une valeur moyenne des terres et des bâtiments de 1,55 million de francs, chaque ferme réalise un chiffre d'affaires annuel de 388 000 F. Le comté de Lancaster, où se concentre la plus importante communauté amish des Etats-Unis, connaît une explosion du prix des terres agricoles. D'autant qu'elles sont rares. « Même si mes 22 hectares étaient à vendre, ils ne se retrouveraient jamais sur le marché, car un amish les reprendrait aussitôt », dit le vieux agriculteur, qui répute à parler dollars.

Le prix de l'hectare ? Environ 100 000 F, une moyenne trois fois et demie supérieure à celle de l'Etat de Pennsylvanie et neuf fois plus élevée que la moyenne nationale américaine. L'explication est simple : la proximité de Philadelphie avec ses 2 millions d'habitants.

En 1987, le glas a bien failli sonner pour les cinq mille fermes du comté, dont 20 % appartenant à des amish. Un projet prévoyait de faire passer une autoroute au beau milieu du comté, qui s'étend sur un rayon de 30 kilomètres. Comble de l'ironie, elle visait à acheminer les cinq millions de touristes qui, chaque année, viennent visiter les villages amish.

Démonstration de force

Adoptés de la non-violence, les amish refusent de se battre contre ce projet qui aurait anéanti leur mode de vie. Il a fallu toute l'énergie de Richard Armstrong, un pilote d'avion, fermier à ses heures, pour mener le combat contre l'administration. Les amish ont juste consenti à assister à la dernière réunion d'information du Pennsylvania Transportation Department. Mais ce jour-là, relate le *Wall Street Journal*, les amish viendront en formation de colonnes de 1 500 équipages sombres, tirés par des chevaux. Une semaine plus tard, le gouverneur local, Robert P. Casey, enterrait le projet.

Cette démonstration de force permet de mesurer la solidarité et le poids économique de cette communauté d'agriculteurs qui fascine les touristes. Ceux-ci, selon Lucinda Hampton, la responsable de l'office du tourisme, ont laissé l'an dernier 2,7 milliards de francs dans la région. Chacun des 16 000 membres de cette communauté en pleine croissance a la moitié ou moins de dix-huit ans - rapporte ainsi 170 000 F par an au comté. Un calcul que les responsables politiques et économiques refont à chaque fin de saison.

Toutefois, le vrai succès économique de ces agriculteurs qui produisent sans électricité reste à valider. En effet, grâce aux résultats des fermes amish, le comté de Lancaster figure au tout premier rang des Etats-Unis pour six productions : lait, poulets, quills, bœufs, porcs et moutons. A l'heure actuelle, seuls dix comtés de l'Ouest américain ont une productivité supérieure. « Parce qu'ils ont recours à l'irrigation », ténacité d'un technicien de la chambre d'agriculture.

Le chiffre d'affaires de l'agriculture, dans ce que les prospectus baptisent « le jardin de l'Amérique », atteint 4,8 milliards de francs, presque deux fois plus que le tourisme. Un paradoxe inexpliqué, selon la chambre de commerce, pour 30 % aux fermes amish (une proportion qui s'élève à 40 % pour la production laitière, une spécialité des amish). Des succès qui rejoignent sur la santé de l'industrie agroalimentaire de Pennsylvanie, soucieuse de fidéliser de si bons fournisseurs.

Voilà pourquoi, ici à Lancaster, nul ne se moque de ces hommes à barbe blanche et aux costumes noirs qui se déplacent sur les autoroutes surchargées dans d'étroites carrioles de bois tirées par des chevaux. Bible en main, les amish n'en continuent pas moins à gérer une société de consommation qu'ils fuient pourtant comme le diable.

de Lancaster
JEAN-CLAUDE DULIC

Trop de porc trop peu de bœuf

Suite de la page 25

Le rapport du Conseil économique et social sur « les perspectives nouvelles pour la viande bovine et sa filière », présenté en novembre 1989 par M. Louis Collaudin, donne la mesure des dégâts observés.

La France, qui réalisait 25 % des échanges intracommunautaires de viande bovine au début des années 80, n'en assure plus que 16 %, supplantée par l'Allemagne de l'Ouest.

Bons quartiers mauvais quartiers

La balance du commerce agro-alimentaire français continue certes de montrer un excédent (6,7 milliards de francs en 1988) pour le poste viande bovine, qui compense le déficit de 6 milliards de francs accusé par l'élevage porc, ovin et chevalin.

Mais le détail est moins brillant : la France exporte surtout des animaux d'élevage à engraisser (veaux de huit jours, brouillards de six à douze mois), mais très peu de bêtes finies.

Elle supporte en outre un déficit de 2 milliards de francs en viande fraîche et congelée, important en sus pour 1 milliard de francs d'abats. L'excédent final pourrait ainsi être bien plus substantiel. Autre handicap souligné par le rapport Collaudin : « La France achète cher et vend bon marché ».

La viande, comme les villes, a ses quartiers : bons et moins

bons, c'est affaire de goût. Hélas, les Français ont une prédilection pour les quartiers arrière à griller, qu'il faut importer en grande quantité de RFA surtout, mais aussi de Grande-Bretagne et des Pays-Bas.

En revanche, les viandes congelées exportées par l'Hexagone le sont « en majorité sur les pays tiers avec l'aide de subventions ».

La encore, les distorsions de concurrence existent entre la France et certains de ses partenaires européens à monnaie forte (la RFA), qui ont longtemps pu développer un potentiel viande à l'abri des montants compensatoires, à présent démantelés, ou qui ont bénéficié d'avantages fiscaux favorisant l'investissement dans cette filière très capitaliste.

Le rapport Collaudin préconise pour les années à venir un accroissement de 350 000 têtes du cheptel allaitant. Sur la base des quotas laitiers actuels, il estime qu'entre 1983 et 1995 le troupeau laitier européen « fournira de 6 à 7 millions de veaux de moins, soit globalement une réduction de capacité de production de l'ordre de 1,5 à 1,7 million de tonnes ».

Ce déficit de naissances risque de priver la Communauté d'un débouché prometteur vers le Pacifique.

Des prévisions du département américain de l'agriculture indiquent que, d'ici à 1993, les importations japonaises de viande pourraient atteindre 1,3

million de tonnes, soit une hausse de 188 % en regard des achats de 1988. D'ores et déjà les Etats-Unis se sont glissés sur ce « marché du siècle ». Tokyo ayant décidé de supprimer les quotas d'importation de viande de bovins américaine à partir de 1991.

Pendant ce temps, la France et la Communauté ont besoin de se refaire du muscle : « L'Europe est devenue très excédentaire en viande bovine, avec les abatages

liés aux quotas laitiers. Il n'est pas exclu qu'elle devienne déficitaire à nouveau du fait de la diminution du cheptel, affirme le rapport Collaudin.

« Quel qu'il soit de ce futur équilibre production-consommation dans la CEE, il est fort probable qu'il s'établira aux dépens du niveau de consommation et du niveau d'exportation. »

ERIC FOTTORINO

Le Monde

Nos services commerciaux et nos services de gestion sont désormais installés dans leurs nouveaux locaux.

Immeuble SIRIUS
11, rue Jean-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Téléphone standard
(1) 49-60-30-00

Relations abonnés
(1) 49-60-32-90

Service à domicile
(1) 49-60-34-70

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Telex : 261 311 F MONDSIR



Les taux d'intérêt et les mœurs du marché

leurs calculs, d'un résidu : la différence entre le revenu et la consommation, deux concepts dont les définitions varient également :

Dans un article récent publié par notre confrère le *Wall Street Journal*, le père de la théorie moderne du management attribue la compétitivité supérieure des Japonais au bon marché des capitaux. Si Peter Drucker a raison, on le verra bientôt, étant donné que le renchérissement du crédit va continuer au Japon. A la réflexion, je m'avance beaucoup en disant cela, car la mesure de cette compétitivité est complexe.

Ce qui paraît contradictoire, ce n'est évidemment pas le rôle crucial joué par l'épargne dans le processus de développement économique (pas d'investissement sans épargne préalable, malgré l'illusion temporaire donnée par le crédit) et dans l'évaluation des marchés de capitaux (par définition). Je me bornerai ici à observer que les comportements d'épargne varient beaucoup en fonction des politiques monétaires et financières qui déterminent le cadre à l'intérieur duquel les gens essaient - nous en sommes tous là - de « se défendre comme ils

le peuvent », selon l'expression consacrée qui dit bien ce qu'elle veut dire.

Dans un éditorial publié le 17 janvier, et consacré à quelques faillites retentissantes récemment survenues aux Etats-Unis (Robert Campeau), en Grande-Bretagne (un autre groupe de redistribution : Magnet), en Australie (où le magnat Alan Bond cherche à sauver un empire financier vulnérable), le quotidien britannique *Financial Times*

est très forte, par rapport à la capacité de prêts (on retrouve ici l'épargne). Qu'à cela ne tienne ! Dans nos marchés, heureusement déséquilibrés, les déséquilibres ne peuvent se produire : ils se résolvent en une hausse du prix (ici le taux d'intérêt) de la denrée rare, en l'occurrence les fonds prêtables.

Face à cette explication «néolibérale» en forme de lapalissade, l'inquiétude des financiers plus authentiquement orthodoxes — je veux dire ceux qui ont au moins l'impression du caractère pathologique de certains armoiriers contemporains actuels — paraît autrement plus réaliste. La hausse est le signe d'une tension en grande partie d'origine malsaine, laquelle, à terme, menace le fonctionnement des marchés. Que la hausse soit due à une poussée de la demande, c'est une affaire entendue, mais cette demande n'a pas ce caractère neutre et libre qu'on lui attribue implicitement. Elle pourrait prendre, sous le coup de deux manœuvres précises, l'aspect d'une ruée forcée vers les fonds liquides. Comment ne pas voir que déjà cette quête d'argent frais émane de multiples débiteurs qui comptent, pour faire face à leurs obligations, sur deux ou trois choses qui, dans les circonstances d'aujourd'hui, risquent — risquent seulement, mais la menace est suffisamment présente pour influencer les comportements — de leur échapper.

La première de ces choses, c'est la revalorisation indéfinie des valeurs d'actifs. Combien de prêts imprudents sont fondés sur l'idée que le débiteur s'acquittera en réalisant de substantielles plus-values sur la vente des biens qu'on lui permet d'acquiescer en lui avançant les sommes nécessaires ? Telle est l'économie des OPA hostiles financées par endettement. Il est entendu que le

CELA nous conduit à la deuxième incertitude qui accoutie la présente nervosité des marchés. Il y a quelques années, on a vu les banques passer brusquement de la confiance aveugle à la méfiance systématique. C'est ainsi qu'en l'espace de quelques semaines, pendant l'été 1982, les créanciers du Mexique, du Brésil et d'autres pays latino-américains ont arrêté net les crédits. Echaudés par quelques méseventures retentissantes, les bailleurs de fonds des rassembleurs d'empire à coups d'OPA ont-ils se retirer aussi brutalement ? Ce n'est pas sûr, mais la question se pose. Or c'est ce genre d'opérations qui, au cours des dernières années, ont alimenté la spéculation haussière de Wall Street, dont l'effet d'entraînement sur les autres places — Paris notamment — est considérable.

Avec la reprise de la hausse des taux, les marchés obligataires sont eux aussi devenus plus instables. Pour financer les déficits budgétaires, on a reconstitué le «ente», source de considérables pertes depuis 1982 ou 1983 (selon les pays) à la fois en capital — grâce à la baisse des taux — et en revenus — parce que les taux, bien qu'abaissés, sont restés à un niveau très élevé. Ces gains, en tout cas les premiers, sont moins sûrs et peuvent, en période troublée (comme actuellement) faire place à des pertes si l'on est forcé de vendre ou si l'on prend peur, mais le rendement fait de nouveaux progrès ! C'est une des raisons qui expliquent le sang-froid de nombre d'opérateurs. De plus en plus risqué, mais nourri par le fort appétit des participants, le jeu continue, et rien ne permet de prévoir sa fin prochaine.

Ce qui symbolise l'industrie des pays de l'Est, c'est un haut fourneau inefficace

sont celles du communisme : le plan comme institution d'allocation.

son celles du communisme : le plan comme institution d'allocation des ressources, le pouvoir politique comme institution de désignation des dirigeants des entreprises, etc. Ces institutions, actuellement rejetées par les populations, et même par les hommes en place (parmi lesquelles on compte d'ailleurs bien des dirigeants de la gauche et de l'autre histoire). Par quoi les remplacer ? Par les institutions du capitalisme ? Les uns le disent, la plupart des autres le pensent. Mais il n'y a pas de consensus, et les autres comprennent précisément ce que cela signifie et ce que cela implique.

Le passage au capitalisme, pour nous, n'est pas seulement un principe à la mode en 1981, est une

opération difficile, coûteuse, lente, que personne n'a encore tentée, et encore moins réussie. Il faut d'abord créer toutes sortes d'institutions compensatoires, généralement publiques, et qui sont indispensables au fonctionnement du capitalisme. (Voir « Du marxisme au marché » dans *Le Monde* du 24 janvier).

les effets de ce que nous appelons fiscalité. Il faut donc inventer un système fiscal de toutes pièces. Lorsque l'on pense au temps et à

Nomy vous propose

1000 Etiquettes Personnalisées

Autocollantes, avec vos NOM,
ADRESSE, TELEPHONE... ou le
texte de votre choix, jusqu'à
8 lignes, format 19 x 40 mm

BLANCHES : 95 F **OR : 105 F**

TTC et frais d'envoi compris

Envoyez dès aujourd'hui votre texte
et votre règlement à : Nomy (Dépt. M)
15 rue P. Longueville 78373 PLAISIR
Tél. 01 39 46 11 11 39 46 76 00
ou écrivez pour documentation

ne peut venir que de la propriété du capital.

On a connu, en Corée du Sud ou dans l'Espagne franquiste, le mariage du plan et du capitalisme privé, qui n'a pas donné de mauvais résultats. Mais, seul cas où l'on n'ait pas approché du modèle de Lange dominé plutôt raison à Hayek. Il semble difficile de développer le marché sans capitalisme. C'est là que le bât blesse. On ne voit pas comment il y aura des capitalistes privés qui seront les capitalistes à l'Est, Tchecoslovaquie ou en Pologne. Ils peuvent être de quatre types.

● *Des étrangers.* Ces pays sont prêts à vendre une partie de leur capital productif aux capitalistes étrangers. Dans un pays comme

engagé. Il y a de bonnes affaires à réaliser, et il faut s'efforcer de voir les capitalistes français si lents à les saisir. Mais y a-t-il tant d'affaires à saisir ? On ne le sait pas. On peut en douter, compte tenu de la vétusté des infrastructures et des investissements.

Le danger de gaspillage

De plus, du fait du risque politique et des incertitudes économiques qui subsistent dans ces pays, les étrangers ne vont aventurer leur capital qu'à la condition d'en escompter des gains de rentabilité très élevés, qui ôteront à ce type de développement une bonne partie de son intérêt. Enfin, il y a une raison politique évidente à la méfiance des étrangers sur le patrimoine productif d'un pays. Il

D'HIVER

et des stations
ons, crèches et hôtels
que du MONDE

talisme local, que les plus entrepreneurs créent des entreprises demandant du capital, gèrent de l'argent, économisent et réinvestissent, comme on le raconte dans les manuels d'économie élémentaire. Cela est d'autant plus vraisemblable qu'une bonne partie des entreprises dont ces pays ont besoin, dans les services en particulier et notamment dans le commerce, n'existent pas, et sont à créer, pas à privatiser.

Un tel processus d'accumulation du capital peut et sans doute doit être aidé, notamment par des

prêts. Mais un tel processus est nécessairement lent. Il s'est déroulé chez nous sur des décennies, et il était facilité par la concentration de la propriété foncière. On voit mal comment les indigènes pauvres pourraient, dans les cinq ans à venir, produire plus de 10 % du capital nécessaire.

● *Des travailleurs autogénérateurs.* Les Etats peuvent décider

de donner purement et simplement le capital des entreprises existantes aux salariés de ces entreprises, et de laisser ces entreprises se débrouiller sur le marché. A elles de se doter d'organes de direction efficaces. L'expérience autogestionnaire des conseils ouvriers yougoslaves, de beaucoup de coopératives occidentales (de Lip à Manufacture) ou encore des universités françaises, n'incite guère à l'optimisme.

De plus, les inégalités entre ceux qui auraient eu la chance de signer le bon contrat se sont accrues.

► **Professeur à l'Université**

Paris-XII.

SPORTS D'HIVER

*L'enneigement des stations
hébergement, locations, crèches et hôtels*

Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM

Code CORUS

(Publicité)

Pour vous qui cherchez une
idée originale de cadeaux,
la boutique Belauri
vient de lancer une ligne de petites
tables costumées sur 5 thèmes à
côté d'une gamme d'objets luxueux
dont une collection de jeux, voi-
tures, statuettes, verreries, lampes,
et sa fameuse machine à café en
cuivre et laiton, raffinement d'un
design exclusif italien.

22, rue ÉDOUARD - 75014 PARIS
Tél. : 43-28-33-10.

Paris-XII.

Le Monde

DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Executive Recruitment Consultancy

Paris.

Hoggett Bowers est leader sur le marché Britannique en recrutement de cadres et dirigeants avec 17 cabinets et plus de 90 consultants. Nous avons aussi une société dédiée à l'analyse des ressources humaines ainsi qu'une entité spécialisée agissant en qualité d'annonceur.

Notre filiale française récemment ouverte à Paris est la première de nombreuses autres à travers l'Europe, dans la perspective de 1992. Notre philosophie se traduit par une attitude positive et objective et une qualité professionnelle irréprochable tant vis-à-vis de nos clients que de nos candidats.

Nous souhaitons accueillir de nouveaux consultants pour faire face à un autre développement et démarrer nos activités sur d'autres pays européens.

Âgés de 35 ans et +, vous devez avoir une bonne connaissance de l'Anglais et une formation supérieure de type maîtrise, MBA. Vous avez une expérience de haut niveau dans le conseil, les ressources humaines, la vente ou le marketing dans un des secteurs suivants: services financiers, fabrication, distribution, etc. Une excellente compréhension du monde des affaires et de son organisation est essentielle. Votre capacité d'action et votre sens commercial sont les éléments indispensables à votre succès au sein d'une société de top niveau comme Hoggett Bowers.

Nous vous offrons une voiture de fonction et un plan de commission en complément d'une rémunération attractive. Compte tenu de nos perspectives de développement en Europe, d'excellentes perspectives d'évolution personnelle sont envisageables.

Les candidats(e)s sont invités à adresser leurs dossiers de candidature, en Anglais à: Steve Nicholson, Hoggett Bowers, 390 rue St. Honoré, 75001 PARIS.

Hoggett Bowers

BIRMINGHAM, BRISTOL, CAMBRIDGE, CARDIFF, EDINBURGH, GLASGOW, LEEDS, LONDON, MANCHESTER, NEWCASTLE, NOTTINGHAM, ST ALBANS, SHEFFIELD, WINDSOR and EUROPE

IMPORTANT ORGANISME REGIONAL DE SERVICES
recherche son

LYON

Directeur International

En relation avec la Direction Générale, vous aurez en charge de développer, pour le compte d'entreprises privées ou d'organismes à vocation internationale, des missions:

- d'assistance et d'information pour les exportateurs,
- d'aide juridique, réglementaire et commerciale,
- d'étude et de recherche concernant diverses opérations à l'étranger, y compris sous forme de missions de courte et moyenne durée,
- de détection et de capitalisation des opportunités d'affaires.

De formation supérieure (Maîtrise Sciences et Techniques, Maîtrise AES option Commerce international ou Grandes Ecoles), vous avez fait preuve d'une expérience réussie de 10 ans minimum dans une fonction industrielle ou commerciale ouverte à l'exportation. Une maîtrise parfaite de l'anglais ainsi qu'une bonne connaissance de l'allemand sont indispensables; la connaissance d'autres langues sera un atout supplémentaire.

Un tempérament de manager alliant créativité et qualités d'animateur est nécessaire pour encadrer une équipe d'une quarantaine de collaborateurs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) s/réf. 29746/M à: HCA - 11, rue Pdt Carnot 69002 LYON, qui transmettra.

Important organisme privé de formation, filiale d'un grand Groupe dans le domaine du service, recherche dans le cadre de sa stratégie de croissance et de diversification un

Manager

responsable du département Formation aux Techniques de MANAGEMENT ET COMMUNICATION.

Il bénéficiera de l'appui et de la notoriété du Groupe tout en disposant d'une forte autonomie dans la direction et le développement de cette agence.

Vous avez déjà géré un centre de profit et la perspective de prendre des responsabilités complètes, tant budgétaires qu'humaines, répond à vos aspirations. Vous serez l'ENTREPRENEUR et le COMMERCIAL d'une activité essentielle auprès d'entreprises, grandes et moyennes.

Votre expérience du monde de la FORMATION PROFESSIONNELLE sera un atout pour ces fonctions ainsi que pour votre évolution ultérieure dans le Groupe.

Pour ce poste à pourvoir à Paris, merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions à notre Conseil Mire AZIZ, en précisant la référence MMC 01.

CAP SESA SELECTION

leur Matité, 207 rue de Bercy, 75012 Paris.

Directeur de filiale

Est de Paris

Notre société est filiale de transformation d'un important groupe papetier.

Vous êtes le maître d'œuvre, en large autonomie, du compte d'exploitation de la Société. En particulier, vous assurez son développement commercial, veillez à maintenir réactif le parc des machines de production, favorisez avec le personnel un climat de coopération positive.

Ingénieur (ENSAM, INSA, ICAM,...) vous avez déjà une expérience significative de la gestion d'une unité, si possible dans une activité de transformation. Vous aurez en outre un challenge: gérer le transfert, dans un rayon assez proche, de votre unité dans les deux ans.

Nous vous remercions d'adresser rapidement votre candidature, sous référence 102/RE, à SEFOP qui nous aide dans cette recherche.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

GROUPES CHIMIQUES
recherche, pour son
siège Parisien, son

DIRECTEUR INDUSTRIEL

(X, ECP, Mines, ENSI Chimie)

Rattaché au Président, il sera responsable de nos différentes usines. Il supervisera leur activité de production et leurs investissements, avec un objectif prioritaire: exceller en protection de l'environnement, sécurité, qualité, productivité... Une très solide expérience industrielle, si possible en Chimie, est nécessaire pour assumer ces responsabilités. Le candidat devra associer à l'organisation et la synthèse, les qualités d'un homme d'action et de progrès.

Anglais indispensable. Merci d'envoyer CV et prétentions sous réf. 03/3226 à CONTEXTE PUBLITEC, 38, rue de Villiers, 92532 Levallois-Perret Cedex qui transmettra.

Directeur de filiale Allemagne

- salaire ouvert -

- Généraliste dans son approche, ce dirigeant bilingue français/allemand connaît bien la mentalité allemande, et n'a pas de problèmes personnels ou familiaux pour vivre en Allemagne.

- Son rôle sera de diriger la filiale (CA. 10 M/DM eff. 20 pers.) d'un grand Groupe Français spécialisé dans la fabrication de produits de haute technologie, en dynamisant une équipe «d'ingénieurs», et en développant l'action de la filiale vers la Scandinavie, R.F.A., les pays de l'Est.

- Une formation de base Grande Ecole, Commerciale et/ou Technique, une expérience réussie dans la Direction d'un Centre de profit ou d'une Division autonome sont indispensables pour sa réussite dans le poste.

Envoyez votre dossier de candidature à Madame LIPSZYC, sous la référence 900104/LM

Hay Managers

13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

1^{er} groupe mondial de conseil en Management des RESSOURCES HUMAINES, souhaite confier à un

Consultant senior de très bon niveau

le DEVELOPPEMENT et la DIRECTION de son implantation régionale dans le SUD OUEST (Toulouse).

Diplômé d'une grande école scientifique ou de commerce, vous avez une expérience de généraliste (7 à 10 ans) acquise en Entreprise ou dans un Cabinet de Conseil et vous êtes plus spécifiquement rodé aux problèmes concernant les ressources humaines: gestion, rémunération, formation, communication, recrutement, bilan social...

Vous souhaitez exercer des responsabilités autonomes dans un environnement sympathique. Votre dynamisme "agressif" et votre mobilité sont vos meilleurs atouts.

Adressez votre C.V. sous réf. LM/MAB/1007 à HAY MANAGEMENT CONSULTANTS 34, rue Kléber - 92300 LEVALLOIS.

Important groupe de Sociétés crée le poste de

CONTROLEUR GENERAL DE GESTION

A LA DIRECTION FINANCIERE DE LA HOLDING,

avec mission d'intégrer les méthodes et procédures de gestion des filiales (plus de 50) dans un système unique: budgets, contrôle de gestion, reporting, analyse des résultats.

Nous recherchons une personnalité de formation très supérieure, possédant des talents de concepteur et de pédagogue. Une expérience acquise dans un grand cabinet d'audit avec conduite de missions d'organisation et de développement de systèmes dans de grandes organisations.

Merci de manifester votre intérêt auprès d'Alain SARTON, PDG de PLEIN EMPLOI - s/réf. 372 P - 10 rue du Mail 75002 PARIS.



plein emploi

conseils en ressources humaines à l'écoute du talent

EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE ASSOCIE AU LEADER AMERICAIN DANS SON DOMAINE

Après nos succès en Belgique, nous ouvrons en région parisienne. C'est un nouveau centre de production. Pour ce nouveau site, équipé des dernières innovations informatiques et logistiques, nous recherchons:

LE DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT

• Vous animerez, en management participatif, l'informatique, la production, la logistique, le service qualité, le contrôle de gestion, la comptabilité, la formation...

• Vous assurerez de très bonnes liaisons techniques et commerciales avec les clients (constructeurs automobiles) et le siège.

• Vous aurez à disposition des chaînes d'assemblages ultra-modernes travaillant en flux tendus synchrones avec les chaînes de montage automobile des constructeurs.

Ingénieur, 35 ans et plus, parlant bien l'anglais, vous avez acquis une très solide expérience similaire chez un équipementier automobile, un fabricant d'électroménager, de produits assemblés en grandes séries sous nombreuses références avec des contraintes de temps très strictes.

La rémunération sera de nature à attirer des candidats de valeur à fort potentiel.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV et prétentions) sous réf. 4195/M à Sources, 108 rue St Honoré, 75001 Paris, qui transmettra.

Le Monde

CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RECRUTEMENT ANNONCANT SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER DES CANDIDATURES.

SERVICES

International

En charge de développer pour le compte national des missions...
...à l'étranger...
...techniques. Maîtrise AES après Commerce...
...expérience réussie de 10 ans...
...bonne connaissance de l'allemand...
...sera un atout supplémentaire...
...à l'analyse et nécessaire pour encadrer...
...De photo et document 01 297 46 11 M...

er

MANAGEMENT ET COMMUNICATION...
...COMMERCIAL...
...SECTION...

cteur de filiale Allemagne salaire ouvert -

Hay Managers...
...AUTOMOBILE ASSOCIÉ AMÉRICAIN DANS SON DOMAINE...
...DIRECTEUR BLISSEMENT...

JURISTE D'AFFAIRES

OROUZET, EAS, SPENA, THOMSON CSF-AVG, ont regroupé leurs compétences pour créer le premier pôle européen pour l'électronique de vol : **SEXTANT Avionique**.

Adjoint au Responsable juridique de notre site de Valence, vous préparez et négociez les contrats et accords commerciaux pour des affaires nationales et internationales. Vous intervenez en relation étroite avec les équipes commerciales.

Vous conseillez également les divisions sur l'ensemble des aspects juridiques de leurs activités. De formation juridique (maîtrise ou plus), vous possédez trois ans minimum d'expérience en entreprise. Ce poste de terrain implique des déplacements en France et à l'étranger, ainsi qu'une parfaite connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous référence DJ/VAL à **SEXTANT Avionique**, Responsable du Recrutement, 25 rue Jules Védérine, 26027 Valence Cedex.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PUISSANCE 4

SUR LES TERRAINS DU DEVELOPPEMENT...

Alfa, premier prestataire de services en ingénierie sociale, connaît un important développement et recherche pour l'accompagner dans son évolution :

INGENIEURS SOCIAUX AGENTS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL RESPONSABLES DE CENTRES SOCIAUX

Intervenant sur toute la France auprès des collectivités territoriales et des logeurs sociaux vous participerez :

- à la conception, gestion et animation d'équipements sociaux de quartiers,
- aux procédures de développement social urbain,
- au diagnostic et à la mise en œuvre de dispositifs d'insertion sociale et économique.

Pour ces postes vous devez justifier d'une formation supérieure dans les domaines du social, de l'économie ou de l'urbain et, de préférence, d'une expérience d'au moins 5 ans dans le cadre de projets impliquant un partenariat local.

Merci d'adresser vos candidatures à : Serge Confais - Vice Président d'ALFA, 2 square de Luyot - 75007 Paris

ALFA DEVELOPPEMENT & COMMUNICATION SOCIALE

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur scientifique, nous vous offrons une carrière dans l'ÉDITION.

Nous sommes l'un des plus grands éditeurs français et le premier dans notre spécialité.

Nous recherchons deux collaborateurs :

ASSISTANT ÉDITION

Vous avez une maîtrise de mathématiques ou de sciences physiques et vous souhaitez, après une éventuelle première expérience dans l'enseignement, entreprendre une carrière dans l'édition.

Nous vous formerons au métier d'éditeur et à toutes les opérations liées à la réalisation d'ouvrages : la lecture des manuscrits, la préparation de copie, les relations avec les auteurs, les techniciens, les dessinateurs, les maquettistes, les imprimeurs.

Après une formation supérieure scientifique, vous avez acquis une expérience dans l'édition pendant au moins deux ou trois ans. Vous souhaitez valoriser cette expérience dans un groupe puissant disposant d'importants moyens de développement.

Pour ces deux postes, nous vous remercions d'adresser votre CV à notre conseil qui traitera votre dossier dans la plus grande confidentialité.

Merci d'indiquer la référence M 538 pour l'Assistant d'édition et M 539 pour l'Éditeur

éditorial 6 rue Halévy 75009 PARIS

Première entreprise industrielle et commerciale privée française dans le domaine de la FERTILISATION recherche dans le cadre de son expansion un :

double compétence TECHNIQUE ET GESTION COMMERCIALE

Pour assurer l'interface entre nos capacités industrielles et l'évolution de nos marchés : formulation des produits, détermination des prix...

Vous devrez connaître et maîtriser :

- les matières premières qui entrent dans la composition des fertilisants que nous fabriquons,
- les caractéristiques et les capacités de nos sites de production ainsi que nos techniques de fabrication,
- nos débouchés commerciaux et nos marchés.

Vos qualités relationnelles, votre esprit curieux et ouvert, votre capacité à utiliser l'outil informatique assureront votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence 13 à Gilles CLEMENT - TIMAC - B.P. 158 35408 SAINT-MALO Cedex.

TIMAC

Le Monde

DIRIGEANTS

Directeur pour la France

Basé à Paris

L'IWS

L'International Wool Secretariat (IWS), dont la Direction Générale est à Londres, a pour mission de promouvoir la laine des pays de l'hémisphère sud qui assurent son financement : essentiellement l'Australie et la Nouvelle-Zélande dont la production représente environ 80% de la tonte commercialisée dans le monde.

L'IWS est représenté dans 31 pays. Nous ne fabriquons et ne vendons rien, nos activités étant essentiellement le marketing et l'assistance à l'industrie en matière de technologie, de développement de produits et de contrôle de la qualité à tous les stades. Au travers du label Woolmark, nous diffusons une image de la laine qui se situe à un haut niveau de qualité, tant sur le plan du style que des performances d'usage, face à la forte concurrence des autres fibres.

Ce que nous recherchons

Notre Directeur pour la France nous quitte pour prendre un poste important dans l'industrie textile française, et nous recherchons un cadre supérieur capable de prendre sa suite et de diriger nos opérations sur ce marché-clé pour la laine.

À la tête d'une trentaine de personnes, vous aurez pour objectif essentiel de déceler les opportunités favorables à l'accroissement de la demande en laine au profit des producteurs qui financent notre Organisation, et d'exploiter ces opportunités par toute forme d'assistance à l'industrie et à la distribution.

Pour ce faire, vous disposerez d'un choix de moyens, tels que publicité auprès du consommateur, campagnes de promotion conjointes, opérations de relations publiques, assistance technique et services de style. Vous devrez également avoir une vision claire et personnelle de l'évolution des produits textiles et des tendances de la consommation.

Votre profil

Vous avez l'esprit d'entreprise, une grande connaissance du marketing et l'expérience de postes à responsabilités élevées, acquise autant que possible dans l'industrie textile ou l'habillement. Vous pouvez faire état de réalisations antérieures et de votre capacité à diriger une équipe de professionnels confirmés. Enfin, vous avez probablement moins de 45 ans et possédez une excellente maîtrise de l'anglais, écrit et parlé.

Nous vous offrons une rémunération motivante assortie d'avantages importants, dont une voiture de fonction.

Veuillez adresser votre candidature rédigée en anglais, accompagnée d'une photo et d'un CV détaillé indiquant vos prétentions, à Mr K. Ski, Directeur pour l'Europe, Secrétariat International de la Laine, 23 avenue de Neuilly, 75116 Paris. Les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

PURE LAINE VIERGE

Consultants seniors

Diplômés GRANDE ECOLE (scientifique ou commerce)

ayant une réelle expérience de l'entreprise pour y avoir mené avec succès des missions dans le domaine du conseil en stratégie, en organisation ou en marketing / vente...

Ils sauront par leur professionnalisme et leur talent commercial développer notre action en prenant en charge des missions et une équipe dont ils assureront la performance.

Vous êtes mobile, ambitieux et créatif, adressez votre candidature s/réf. LM/MAR/1990 à **HAY MANAGEMENT CONSULTANTS** 34, rue Küber 92300 LEVALLOIS.

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

RESPONSABLES D'AGENCE H/F

BANLIEUE SUD EST DE PARIS ET GRAND SUD

De formation commerciale ou technique (BAC + 2 à BAC + 4 ou équivalent) avec une expérience du terrain, vous serez apprécié pour votre démarche volontariste, vos capacités d'analyse et de synthèse.

Responsable autonome, vous prendrez en charge le développement commercial de l'agence, sa gestion ainsi que le management de votre équipe pour un service de qualité.

Vous bénéficierez d'une formation complète et continue, de l'appui d'une équipe enthousiaste qui vous permettra de progresser dans notre métier et aussi à titre personnel.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous la référence M02 à **ECCO** - Direction Régionale - 19, Bld des Coculbus - 91000 EVRY.

ECCO - N° 1 du Travail Temporaire - 500 agences dans toute la France - 1989 : 7 milliards de FF

IMPOSSIBLE N'EST PAS ECCO

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F M

AU CARREFOUR DE LA STRATÉGIE ET DU TERRAIN

Filiale d'une puissante société financière, nous sommes un Groupe Industriel en fort développement en France et à l'étranger (12 PME, 1,2 milliard de francs, 2000 personnes). Nous recherchons notre

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Rattaché directement au PDG, vous serez chargé de la création et de la mise en œuvre d'une politique novatrice de Ressources Humaines.

Vos principales missions :

- la gestion des cadres (recrutement, suivi des carrières, système de rémunération...);
- la communication interne (journal d'entreprise, groupes de progrès...).

Associé à l'élaboration du Projet d'Entreprise, concepteur d'outils visant à optimiser les Ressources Humaines, votre rôle s'étendra jusqu'à leur application concrète dans les sociétés du Groupe.

Vous avez une formation supérieure et une expérience polyvalente de la fonction Personnel. Vous souhaitez la valoriser dans un poste à fortes responsabilités.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, et photo), sous la référence LM/2070, à notre Conseil.



MILO R.H.
3, avenue des Termes
75017 PARIS

AD/COM

PARLEZ NOUS DE NOUS...

BASF, en France, c'est 10 Sociétés et 3500 personnes mobilisées par une même volonté de croissance. Nos activités sont diversifiées : produits chimiques, matières plastiques, peintures, colorants, agrochimie, supports magnétiques, pharmacie, informatique...

Notre Direction de la Communication renforce son équipe opérationnelle et recherche son

RESPONSABLE COMMUNICATION INTERNE

Diplômé(e) d'études supérieures, idéalement journaliste, après 5 ans d'expérience réussie, vous êtes un professionnel reconnu.

Vous serez pleinement responsable des différents moyens et outils de la communication interne de notre groupe et participerez, en équipe, aux projets ambitieux de notre communication. La connaissance de l'allemand est, bien sûr, impérative.

Veuillez adresser votre dossier complet, sous réf. COM190 à :

BASF France
140 rue Jules Guesde
92303 LEVALLOIS-PERRET



GEALSTHOM

LYON

LA DIVISION TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ÉNERGIE
recherche pour son Siège à
LYON-VILLEURBANNE, le

CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

Agé d'au moins 28 ans, il est de formation juridique supérieure. Avec, si possible, un 3^e cycle Droit des Affaires et il a, de préférence, une première expérience en cabinet ou dans une grande entreprise. Sous l'autorité du Secrétaire Général, il conseille et assiste les directions des Groupes, Filiales et Unités qui composent la Division dans l'exercice de leurs responsabilités en matière juridique. Une orientation en droit des affaires internationales serait appréciée. L'Anglais est indispensable.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature avec CV, détaillé sous référence 259-M à
B.T.H., 2, rue Oswaldo Cruz, 75016 Paris

CHEF DE ZONE EXPORT

Nantes



Cette entreprise française (430 personnes, 240 millions de francs de chiffre d'affaires) leader sur son marché est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits consommables pour matériels bureautiques et informatiques. Elle connaît aujourd'hui une forte expansion et souhaite intégrer dans sa structure Export un Chef de Zone couvrant les pays de langue germanique et l'Asie.

Rattaché au Directeur du service, il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place et assurera le développement commercial de son secteur géographique avec pour tâches principales : le suivi de la distribution, l'accroissement des ventes, les études de marché, etc. Pour ce faire, il entretiendra des relations commerciales directes et suivies auprès des agents et importateurs qu'il devra sélectionner et animer.

Ce poste basé à Nantes doit motiver un commercial de terrain, âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce Internationale...) et pouvant justifier d'une expérience de 5 années dans la vente de biens de consommation à l'export. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est impérative. La réussite dans la fonction implique un tempérament de battant, une grande disponibilité, liés à un bon esprit d'équipe, de l'organisation et un sens aigu de la négociation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence 17/054 L à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE

15 rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

CHARGE D'ETUDES COMMERCIALES

Pfizer, est l'un des principaux groupes pharmaceutiques internationaux qui développe notamment ses activités dans le domaine du médicament à usage humain et vétérinaire, et également dans le domaine des prothèses, implants et matériels chirurgicaux.

Rattaché au chef du Service Market Research, vous êtes responsable de la gestion des données commerciales sur nos gammes de produits, du suivi et de la production des statistiques de vente, de la conception et de la réalisation d'études émanant de différents services de la société.



SCIENCE ET PASSION DE LA VIE

Jeune diplômé d'une école d'ingénieurs, de commerce ou encore de formation supérieure (Bac + 4), vous justifiez d'une première expérience réussie en entreprise.

Possédant le goût des chiffres, rigoureux et précis, vous manipulez l'outil informatique avec aisance. Vous êtes autonome et savez faire preuve d'initiative afin de répondre au mieux aux besoins de vos interlocuteurs.

Si vous êtes intéressé, veuillez adresser lettre man., C.V., photo et prétentions sous référence 2876 au Service du Personnel, PFIZER FRANCE, 86 rue de Paris, 91407 ORSAY CEDEX.

CHARGE D'AFFAIRES

Financement de l'immobilier d'entreprise

PROGRESSEZ AVEC NOUS

Nous sommes un important groupe financier, en forte croissance, (nous doublons notre activité cette année), maîtrisant le financement de l'immobilier d'entreprise de A à ...Y.

Pour disposer de la palette complète des produits de financement, nous venons de créer une nouvelle société, dernière pièce d'un puzzle de compétences. Dans ce cadre, nous vous proposons de prendre la responsabilité du secteur "long-terme et crédit-bail immobilier non SICOPI". Vous bénéficiez de notre réseau d'apporteurs et aurez toute latitude pour le développer. Nos objectifs sont ambitieux et nos clients vous attendent !

De formation supérieure, vous détenez, après 3 à 5 ans d'expérience, un savoir-faire reconnu dans les opérations de crédit long terme et/ou de crédit-bail immobilier, ainsi qu'une connaissance approfondie du marché.

Autonomie et compétence sont vos principales qualités. Vous ne vous lancez pas pour autant à l'aventure : nos actionnaires sont solides, prestigieux, et nous accordent toute leur confiance.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet avec photo et rémunération actuelle, à Frédéric Martin, AGI Société Financière - 5 Avenue Percier - 75 008 PARIS.



VOUS ETES CREATIF,
VOUS DEBOREZ D'IDEES,
VOUS ETES JEUNE ET DYNAMIQUE,
VOUS AIMEZ COMMUNIQUER PAR L'ECRIT,
VOUS AVEZ UN NIVEAU D'ETUDES SUPERIEURES
VOUS LISEZ ET PARLEZ L'ANGLAIS
ALORS VOUS AVEZ TOUS LES ATOUTS
POUR ETRE NOTRE

CONCEPTEUR-REDACTEUR

Vous aurez à vendre une gamme de produits de qualité

Vous mettrez en œuvre votre esprit créatif pour trouver de nouvelles idées

Vous apprendrez à orchestrer des campagnes grâce à votre sens de l'organisation

Vous vous intégrerez dans une équipe de professionnels, et vous n'aurez pas peur d'affronter les responsabilités

Si vous êtes désireux d'être formé par la plus ancienne école de copywriting, avec ses techniques sophistiquées, son approche marketing poussée et son environnement international.

Vite... envoyez votre dossier complet (CV + photo + lettre manuscrite) à F. JAVOY
Direction des Relations Humaines
1 à 7 avenue Louis Pasteur - 92220 BAGNEUX

La vraie sécurité, c'est de ne plus y penser !

Notre société, leader dans ce domaine, recherche dans le cadre de son expansion pour son département Grands Comptes un

Ingénieur d'affaires

Vous aurez à vendre un concept global de sécurité, en vue de l'adapter aux besoins spécifiques de chaque client.

Sur ces marchés, la compétence est essentielle, humaine d'abord, technique ensuite.

Vous pouvez compter sur nos équipes hautement qualifiées et sur une infrastructure qui a fait ses preuves. De formation ingénieur avec si possible une première expérience, vous souhaitez élargir vos responsabilités. Votre réussite est aussi la nôtre.



Si vous vous sentez concerné, merci d'adresser sous réf B 01 07 votre candidature à notre Conseil Béatrice Galvinsky
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

C-100011-100011



REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE
L'emploi des cadres 3615 F

LYON
DISTRIBUTION D'ENERGIE
son Siège à
BANNE, le
CE JURIDIQUE
formation juridique supérieure
oit des Affaires et il a, de préfé-
abinet ou dans une grande entre-
général, il conseille et assiste les
nités qui composent la Division
s en matière juridique. Une orien-
onales serait appréciée. L'anglais

NE EXPORT
1430 personnes 240 millions de francs
aj leader sur son marché est spécialisée dans
commerce à l'étranger de produits consommables
juridiques et administratives. Elle connaît
ne expansion et pourra intégrer dans sa struc-
ne de Zone commerciale des pays de langue ger-
l'équipe de la zone et assurera le dévelop-
vec pour les entreprises de la zone de la dis-
marché. est. Pour la zone, l'entrepreneur des
de agents et importateurs qui devra sélection-
de terrain âgé de 30 ans minimum, diplômé
international, et pouvant justifier d'une expe-
rience à l'étranger. La zone est une zone de
dans la fonction de la zone. L'anglais est un
de la zone de la zone et un sens agu-
de la zone de la zone et sous référence

'AFFAIRES
schiller d'entreprise
VEC NOUS
vous êtes diplômés de l'enseignement supérieur, spécialisés dans le droit des affaires.
vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans, dans le service juridique d'une entreprise
ou au sein d'un cabinet d'affaires.
vous maîtrisez l'anglais et vous connaissez, si possible, une autre langue européenne.
sous l'autorité du Secrétaire Général, en liaison avec la Direction Financière et les sociétés
opérationnelles, vous serez chargé de :
- rédiger et négocier les contrats,
- traiter les affaires de propriété industrielle,
- suivre toutes les questions immobilières,
- définir la politique d'assurance et la gérer.
une expérience solide des problèmes fiscaux constitue un atout supplémentaire.
vous participerez également à l'évolution de l'organisation juridique du Groupe et aux opé-
rations d'acquisition et de cession (nationales et internationales).
vous animerez une équipe légère. La poste est située en région parisienne ouest.
si vous avez le profil, merci de nous envoyer CV, photo et lettre manuscrite sous réf. 4333 à
SERIFO - 44, bis avenue Boesquet - 75007 Paris.

d'affaires
est de ne plus y penser!
demandez-nous
d'affaires

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde • Mardi 30 janvier 1990 • 51

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**ADJOINTS DE DIRECTEURS
DE ZONE EXPORT**
Amérique du Sud R.M. M 643051 H *Asie* R.M. M 643051 G
Vous participez à l'élaboration des plans et objectifs commerciaux. Vous assurez l'adaptation et la mise en œuvre sur ces zones, de la politique commerciale export de l'activité sur les marchés de l'adduction d'eau, de l'irrigation et de l'assainissement. Vous avez la responsabilité des affaires menées sur ces marchés ainsi que de l'animation du réseau d'agents.
Nous recherchons des jeunes diplômés d'Ecoles Supérieures de Commerce ou d'Ecoles d'Ingénieurs, débutants ou avec une première expérience (par exemple VSNE), ouverts aux problèmes techniques et ayant un goût prononcé pour le commerce international. La pratique courante de l'anglais est impérative, ainsi que celle de l'espagnol (pour la zone Amérique du Sud).
Ces postes sont basés au siège à Nancy. Vous pourrez évoluer vers une responsabilité d'agence commerciale à l'étranger.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence choisie à :
EGOR CARRIERES INTERNATIONALES
8, rue de Bern - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.25.71.07

**DIRIGER
UN CENTRE DE PROFITS**
Nous sommes un Groupe français de tout premier plan leader européen dans le domaine de la prestation de services.
Notre management est décentralisé et privilégie l'initiative et la prise de responsabilité. Nous avons plus de 80 implantations, de taille différente, sur tout le territoire. Nous recherchons des Directeurs de Centres de Profits, capables d'assumer des responsabilités globales de gestion, de développement commercial, d'animation de personnel et de relations publiques.
Ils seront formés à nos techniques et commenceront leur carrière dans notre Groupe en dirigeant des Centres d'une cinquantaine de personnes.
Vous travaillerez sous la responsabilité directe du Directeur de l'une de nos filiales dans le cadre d'objectifs de résultats négociés. Vous serez membres du Comité de Direction de cette filiale.
Le résultat dans l'un de ces postes sera un excellent tremplin au sein de notre Groupe. Elle implique :
• d'être diplômé d'études supérieures
• d'avoir 3 à 5 ans ou moins d'expérience professionnelle
• d'avoir de la motivation et de la personnalité
• de posséder une certaine aisance dans les contacts commerciaux
• d'avoir le goût de l'animation des hommes et la capacité à la fois d'autonomie et de travail en équipe.
Postes : Région COMPEGNE : réf. SA 1703 Y/10M
Région de LILLE : réf. SA 1703 Z/10M
Ecrire en précisant la référence
Discretion absolue
Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75015 Paris

**Responsable
recrutement
H/F**
■ Notre département Personnel, dans le cadre de l'expansion de la Société, recherche son responsable du recrutement.
■ Au sein de notre jeune équipe, vous devez prendre en charge la responsabilité globale de la recherche et du suivi de nos collaborateurs destinés à l'encadrement de nos restaurants (gestion du budget, création d'outils, relations avec les Agences, interviews, procédures, suivi des nouveaux recrutés...)
■ Homme de terrain, esprit pratique, vous ne reculez pas devant les difficultés et le volume de travail. De formation BAC + 4, vous êtes dans l'idéal un spécialiste du recrutement de jeunes diplômés en entreprise ou en cabinet depuis 4 ans. Agé d'environ 30 ans, vous souhaitez intégrer une Société Anglo-Saxonne performante.
■ A moyen terme, vous évoluerez vers une direction de recrutement ou, si votre formation et votre expérience le permettent, vers d'autres postes de la fonction Personnel.
■ Merci d'adresser impérativement votre dossier complet (CV + photo, lettre manuscrite et prétentions...) au Département Personnel, 56 Quai Le Gallo - 92100 BOULOGNE sous référence RMD.

**RESPONSABLE JURIDIQUE
HAUT NIVEAU
400 000 +**
Importante Société Bâtiment (CA 4 milliards, effectif 5500 personnes) filiale d'un des premiers Groupes Français du BTP recherche un **JURISTE DE 1er PLAN** capable avec son équipe d'assurer un poste polyvalent et d'avenir.
Sa mission : concernera l'ensemble des activités juridiques en France à travers de nombreuses filiales réparties sur le territoire national y compris un secteur montage immobilier en forte croissance. Son domaine d'intervention recouvrera :
• le droit des sociétés et le droit des officiers
• le contentieux : suivi des dossiers importants et assistance aux filiales
• la gestion des assurances
• le rôle de conseil auprès de la Direction Générale notamment dans le domaine immobilier en développement rapide.
Ses profils : le titulaire du poste devra disposer d'une formation en Droit Privé ou DESS Droit des Affaires. Agé de 35 ans il devra disposer d'une expérience de 10 ans de préférence dans le domaine du BTP (quelques années dans la promotion immobilière ou de solides connaissances dans ce domaine seraient fortement appréciées). Ses qualités relationnelles associées à sa démarche rigoureuse en fera l'interlocuteur apprécié et privilégié des Directions opérationnelles et favorisera de larges perspectives d'avenir.
Poste à PARIS :
Ecrire sous réf. : SA 1699-10 M
Discretion Absolue
Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75015 Paris

Grand Groupe Industriel recherche, pour sa maison-mère, un
RESPONSABLE JURIDIQUE
Vous êtes diplômés de l'enseignement supérieur, spécialisés dans le droit des affaires.
Vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans, dans le service juridique d'une entreprise ou au sein d'un cabinet d'affaires.
Vous maîtrisez l'anglais et vous connaissez, si possible, une autre langue européenne.
Sous l'autorité du Secrétaire Général, en liaison avec la Direction Financière et les sociétés opérationnelles, vous serez chargé de :
- rédiger et négocier les contrats,
- traiter les affaires de propriété industrielle,
- suivre toutes les questions immobilières,
- définir la politique d'assurance et la gérer.
Une expérience solide des problèmes fiscaux constitue un atout supplémentaire.
Vous participerez également à l'évolution de l'organisation juridique du Groupe et aux opérations d'acquisition et de cession (nationales et internationales).
Vous animerez une équipe légère. La poste est située en région parisienne ouest.
Si vous avez le profil, merci de nous envoyer CV, photo et lettre manuscrite sous réf. 4333 à
SERIFO - 44, bis avenue Boesquet - 75007 Paris.

**INGENIEURS DEBUTANTS
MECANIQUE, AUTOMATISMES
ATTIRES PAR UNE FONCTION "TERRAIN"**
Setia C'est une entreprise de 6400 personnes, 9 milliards de CA, avec 12 usines à taille humaine et 2 centres de recherche.
Setia C'est aussi une entreprise qui, réputée par la compétitivité de ses process et la performance de ses moyens de production, se maintient au plus haut niveau technique.
Setia C'est enfin une entreprise qui investit de façon constructive dans la formation de ses collaborateurs et dans ses équipements industriels.
Ingénieurs diplômés ECL, AM, INSA, UTC, ENSI, ENI ..., elle vous propose des carrières évolutives et opérationnelles au sein de ses centres de production ou de recherche en débutant dans une fonction maintenance, qualité, études d'amélioration ou d'organisation... pour vous former à ses techniques et ses produits.
Une première étape pour vous préparer à assumer des postes de responsabilités de plus en plus élevées dans les différents domaines de la production ou de la recherche. Dans tous les cas, ils nécessitent des capacités d'animation, de réalisation et d'organisation.
Postes à pourvoir à Morlaix, Lille, Dijon, Riom, Châteauroux, Tonnais.
Ecrire sous réf. : 5 D 14049 M
Discretion absolue
Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75015 Paris

Débutant ou 1^{re} expérience
CHEF DE PRODUIT MARKETING
HEC, ESSEC ... PARIS
Groupe international : vous serez projeté immédiatement au cœur de notre entreprise industrielle. Grâce à un marketing mix sophistiqué, vous gèrerez votre gamme et développerez des produits et systèmes nouveaux, au sein d'une équipe très professionnelle et en lien étroit avec la Force de Vente, la Production, la Recherche et le Développement. Fort de vos résultats dans ce premier poste, des fonctions à larges responsabilités de management vous seront offertes au sein de notre Groupe (12000 personnes dont 2000 en France, 11 milliards de CA), leader en Europe, en plein développement et très puissant financièrement. Nous attendons de vous un potentiel technique de tout premier plan, une excellente aisance relationnelle ainsi qu'un anglais "fluente". La rémunération est très motivante.
ORION, notre Conseil, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 1726 M.

CONSULTANTS - FORMATEURS INDÉPENDANTS
Nous sommes UN ORGANISME DE FORMATION DE RENOMMÉE EUROPÉENNE, notre division croît de 30 % par an.
Vous êtes un professionnel de l'organisation administrative, et vous connaissez en particulier :
• L'analyse de la valeur administrative
• La conduite de projet en organisation
Vous souhaitez profiter de la synergie de l'équipe déjà en place.
Pour nous aider à assurer notre croissance merci d'adresser votre candidature et votre CV sous n° 8753 - Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 FTH

GROUPE INTERNATIONAL
C.A. : 75 MF
Effectif : 100.000

qui se situe, dans ses domaines d'activités, aux tout premiers rangs de la compétition mondiale, recherche pour l'une de ses Branches d'activité un

JURISTE Contrats Internationaux

Diplômé de Droit Privé, âgé d'environ 30 ans, vous êtes familier des contrats internationaux et plus particulièrement des montages complexes liés aux contrats de vente à l'étranger (consortium, joint-venture, prises de participation dans le cadre de parts locales, accords de licence et de développement...). Vous avez déjà suivi des appels d'offres à l'Exportation émanant d'Administrations ou Gouvernements étrangers et avez directement été impliqué dans la préparation des propositions de réponse. Vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise. La pratique de la langue espagnole serait un atout supplémentaire.

Nous vous offrons l'opportunité de vous intégrer à une équipe jeune et performante, qui a démontré son goût de l'excellence. La complexité des dossiers nécessite rigueur professionnelle, investissement personnel et disponibilité. Nous vous offrons une rémunération motivante et de réelles opportunités de carrière dans un Groupe hautement performant.

Martine FAURE, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet sous la référence OJULM à RPP - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

LE CONSEIL DE L'EUROPE

(23 Etats membres)

recherche des

SPÉCIALISTES EN MATIÈRE DE RELATIONS EST/OUEST

ayant une connaissance théorique et pratique des relations avec les pays de l'Europe Centrale et de l'Est, pour coordonner les contacts politiques et parlementaires avec ces pays et pour mettre en œuvre des programmes de coopération.

Contrat initial de 2 ans renouvelable jusqu'à 6 ans.

Ressortissant(e) d'un Etat membre, âgé(e) de moins de 55 ans, diplômé(e) universitaire, maîtrisant l'anglais et le français. Connaissances de langues de l'Europe Centrale et de l'Est souhaitées.

Pour tout renseignement, envoyer CV pour le 16 février 1990 à :

CONSEIL DE L'EUROPE
BP 431 R6 - F - 67006 Strasbourg Cedex.



CREDIT AGRICOLE

d'INDRE et LOIRE à TOURS
RECRUTE

POUR POURSUIVRE SA PREDOMINANCE
DANS LE SECTEUR AGRICOLE

UN CONSEILLER AGRI-MANAGER

De formation supérieure (Ingénieur en Agronomie de préférence) et avec une expérience professionnelle, il développe un portefeuille de clients Entreprises Agricoles «haut de gamme».

POUR ACCOMPAGNER SON DEVELOPPEMENT
DANS LE SECTEUR DES ENTREPRISES

DEUX CHARGES DE SECTEUR

UN ANALYSTE CREDITS

De formation supérieure (Ecole de Commerce ou Maîtrise de Sciences Economiques) avec une expérience bancaire réussie de 2 ou 3 ans ou I.T.B. Des perspectives réelles de carrière existent pour des éléments de valeur.

Adresser lettre manuscrite + CV en indiquant bien le poste choisi à Monsieur le directeur des RESSOURCES HUMAINES
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE
MUTUEL D'INDRE & LOIRE

Boulevard Winston Churchill 37041 TOURS CEDEX

KPMG Fiduciaire de France

recherche pour son département FIDORGA
dans le cadre de son développement PME/PMI :

1 CONSULTANT

EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE
Expérience en maîtrise des coûts et organisation financière, ou gestion financière. Réf. OA

2 CONSULTANTS

EN MARKETING
GENERALISTES DE LA FONCTION COMMERCIALE
Expérience de la réorganisation de la structure commerciale, recrutement, animation, formation de la force de vente, études de marchés... Réf. MK

Diplômés d'une grande école de commerce ou équivalent vous possédez au moins 5 ans de pratique dans l'un de ces domaines (en entreprise ou en cabinet).

Vous bénéficierez d'un environnement de clientèle varié, de contacts de haut niveau, un travail en équipe très stimulant, d'une rémunération motivante liée à une prise de responsabilités rapide.

Ces postes sont basés à Paris avec de courts déplacements.

Merci d'adresser CV, lettre, photo et prétentions en précisant la réf. du poste choisi à FIDORGA - Mme CREMONT 18 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET



Béghin-Say

Gruppo Ferruzzi

BEGHIN SAY, 3,7 milliards de CA en 1989 - pôle Agro-Industriel
du Groupe FERRUZZI, recherche

UN(E) JURISTE

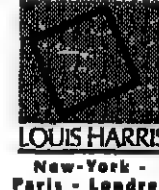
Au sein d'une équipe basée à Paris, rattaché(e) au secrétariat Général, vous apporterez votre aide aux responsables de la Société (recommandations, assistance à négociation, rédaction de contrats, études particulières, etc.). Vous prendrez en charge les litiges et assurerez leur gestion amiable ou judiciaire en liaison avec les avocats, les experts juridiques, etc.

Vous êtes titulaire d'une maîtrise en droit avec spécialisation en droit des affaires, complétée soit par une expérience réussie d'au moins 5 ans en entreprise, soit par une expérience d'avocat. Vous maîtrisez l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, photo, prétentions) à Monsieur CHAMPETIER DE RIBES - B.P. 1 - 59239 THUMERIES qui traitera confidentiellement votre dossier. (Les rendez-vous seront fixés à Paris).

En France, l'Institut Louis Harris, c'est une équipe jeune, motivée, performante. Nos études politiques et sociales sont connues.

Nos interventions marketing tant qualitatives que quantitatives concernent largement les grandes entreprises et organisations Françaises et Internationales. Nous cherchons :



2 CHARGES D'ETUDES SENIORS - Marketing et Sociologie

Ils conduiront des études stratégiques, des analyses multivariées avec le souci constant de la qualité du service offert au client. Nous cherchons des professionnels enthousiastes ayant le goût du travail en équipe, soucieux de progresser.

Nous attachons beaucoup d'importance à l'ambiance de travail et nous offrons un environnement micro-informatique performant. Des responsabilités de Directeur d'Etudes sont accessibles rapidement en fonction des résultats et du développement de la société.

Anglais courant souhaité ; lieu de travail : Paris Centre (M° Les Halles).

Merci d'adresser votre dossier accompagné d'une lettre manuscrite et d'un n° de téléphone sous référence CE/10 à : Louis Harris - 17, Rue du Louvre - 75001 Paris.

Coopérez avec nous
pour votre réussite !

Pour la CHARENTE-MARITIME,
notre COOPERATIVE AGRICOLE
spécialisée dans les Céréales,
recherche un :

DIRECTEUR ADJOINT qui sera notre futur directeur

Basé droit de l'actuel Directeur, vous assurerez le rôle d'un véritable Chef d'Entreprise :

- Gérer et développer cette Coopérative
- Encadrer et animer le Personnel en place : 30 personnes environ
- Conserver et promouvoir l'impact de notre Société auprès de nos Adhérents.

En outre, vous entretenez des relations suivies avec les organismes publics (CRA, DDE, DDA, Maires...) et vous serez en contact régulier avec l'Union Des Coopératives Agricoles.

Vous avez une expérience réussie et confirmée comme Chef de Centre, un sens aigu de la communication et vous savez vous intégrer dans le tissu local et rural, alors rejoignez-nous pour évoluer vers un poste aux plus hautes responsabilités.

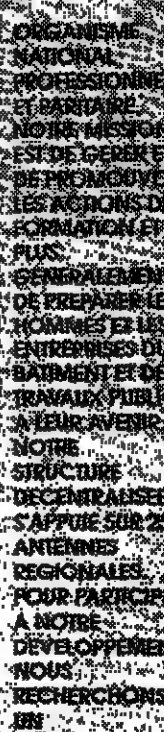
Une priorité sera donnée à un candidat expérimenté dans le domaine de la collecte et de l'approvisionnement et connaissant le système coopératif.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions) à/réf. 01.005 à notre Conseil Jean-Marc LE BELLEC, qui examinera votre dossier en toute confidentialité.

ACSOR

BP 334
79003 NOYEC CEDEX

NORT - MONTAUBAN - BLOIS



RESPONSABLE DU SERVICE COMMUNICATION, INFORMATION, DOCUMENTATION

De formation Bac + 4 (universitaire, Celsa, Droit Social...) vous avez 3 à 5 ans d'expérience en communication interne et/ou institutionnelle.

Votre mission :

- mettre en œuvre la politique de communication
- élaborer et suivre les plans à court et moyen terme
- conseiller et assister les antennes régionales dans leurs actes de communication
- animer une petite équipe
- optimiser les systèmes d'information interne et externe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous référence ISC 29 à notre Conseil CS5 - 24, rue de Dunkerque - 75010 Paris.



ASSISTANT RESSOURCES HUMAINES

Au sein de la Direction des Ressources Humaines et en étroite relation avec la hiérarchie, vous aurez d'emblée une fonction très diversifiée :

- Mener directement des missions complexes de recrutement,

- Coordonner les phases de recherche et de sélection du personnel,
- Participer à l'organisation d'actions de notoriété,
- Mettre en place des outils pour gérer les compétences et développer les potentialités.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes ouvert à l'utilisation d'outils informatiques (Multiplan, DBase...) et possédez de réelles qualités relationnelles. Une première expérience sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. AR à Bruno GIRAULT Direction des Ressources Humaines 34, rue Renniequin 75017 PARIS.

DARDEL

Groupe DARDEL - Technologies
(CA 200 MF - Effectif 270 personnes)
Nos domaines d'activités sont la Fabrication,
le Développement et la Vente de :

ENERDIS - Appareils de Mesure et de Contrôle de l'Energie (Marque ENERTEC)
SECURSCAN - Systèmes Domotiques : Alarmes et Sécurité
AXIOM - Têtes et Modules d'impression Thermique, Circuits hybrides

Nous sommes un groupe jeune, occupant des positions privilégiées sur des marchés porteurs. Notre volonté est d'accroître notre croissance tant interne qu'externe et de nous affirmer leader européen dans nos métiers.

Notre filiale ENERDIS recrute pour sa Direction Marketing en région parisienne son

CHEF de PRODUIT

Votre profil :
Ingénieur Electrotechnicien ENSI ou équivalent.
Une première expérience réussie dans les secteurs Ventes/Marketing/Etudes de Matériels Electriques serait un plus.
La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Votre secteur d'activité :
Gestion de l'Energie Electrique et Relais de Mesure.

Votre mission :
Lancement des nouveaux produits et soutien technique du réseau de ventes.
Contacts techniques et commerciaux avec nos fournisseurs étrangers.

Un candidat autonome, dynamique et créatif retiendra particulièrement notre attention.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à
DARDEL-TECHNOLOGIES
Direction du Personnel - Offre n°4
BP 575 - 92542 MONTROUGE Cedex

L'EUROPE
nbres)
les

STES
TIONS EST/OUEST

pratique des relations avec les pays
ordonner les contacts politiques et
titre en œuvre des programmes de

squ'à 5 ans.

e. âgé(e) de moins de 55 ans.
ais et le français. Connaissances de
habitées.

CV pour le 16 février 1990 à:
EUROPE
rue de la République
75001 Paris Cedex.

éghin-Say
ppo Ferruzzi

alliance de CA en 1989 - pôle Agro-industriel
Groupe FERRUZZI, recherche

(E) JURISTE

pe basée à Paris, rattachée au secrétariat
porterez votre aide aux responsables de la
station, assistance à négociation, rédaction de
résumés, etc.

change les sièges et assurez leur gestion
se en liaison avec les avocats, les experts ju-

d'une maîtrise en droit avec spécialisation en
comptabilité soit par une expérience réussie d'un
emploi, soit par une expérience d'avocat. Vous

vous adresser votre candidature (CV, photo,
Monsieur CHAMFETIER DE RIBES
LIMÈRES qui transmettra confidentiellement votre
candidature à Paris).

RESPONSABLE DU SERVICE
COMMUNICATION,
INFORMATION, DOCUMENTATION

Département de la Communication et de l'Information
Groupe FERRUZZI, recherche

Votre mission :

- Diagnostiquer et gérer les dossiers contentieux (droit bancaire et droit des affaires), en relation avec avocats, administrateurs et autres auxiliaires de justice.
- Rôle de consultation et de conseil au profit de la structure (réseau et services fonctionnels de la banque).

Si vous voulez intégrer une équipe dynamique, merci d'adresser votre lettre manuscrite, curriculum vitae avec photo et prétentions s/réf. RCX à : Marie-Hélène LAGADOU - Département des Relations Humaines - La BTP - 253, Bd Péreire - 75017 PARIS. Poste à pourvoir immédiatement.

BTP BANQUE DU BATIMENT
ET DES TRAVAUX PUBLICS

ASSISTANT
RESSOURCES
HUMAINES

Le service des Ressources Humaines du Groupe FERRUZZI recherche un assistant pour le service des Ressources Humaines.

Votre mission :

- Assurer le recrutement des Ressources Humaines.
- Assurer la gestion des Ressources Humaines.
- Assurer la formation des Ressources Humaines.

Si vous voulez intégrer une équipe dynamique, merci d'adresser votre lettre manuscrite, curriculum vitae avec photo et prétentions s/réf. RCX à : Marie-Hélène LAGADOU - Département des Relations Humaines - La BTP - 253, Bd Péreire - 75017 PARIS. Poste à pourvoir immédiatement.

ntm

Ce symbole représente
l'univers numérique
intelligent, la structure
imaginée par Northern
Telecom pour une
société de l'information
où les télécommunications
deviendront le
cadre universel de
toutes les interactions
humaines.

NTM crée un centre de R & D :
voilà qui devrait susciter des vocations.
A vous de les concrétiser.

En septembre 1989, NT MERIDIAN ouvre à Marnes-la-Vallée son Centre de Recherche et Développement. Fort du savoir-faire du numéro un mondial dans le domaine des systèmes de communication d'entreprise entièrement numériques, ce

Centre a vocation à devenir pôle d'excellence européen en autocommunication privée. Si les moyens déployés sont considérables, NT MERIDIAN sait que pour continuer à grandir et à développer son expertise, c'est avant tout sur les hommes qu'il faut miser.

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

Dès aujourd'hui, vous évaluez, recrutez, intégrez ces hommes et organisez leur formation en France et à l'étranger (Royaume-Uni, Canada...). Rattaché au Chef du Personnel du Centre, vous êtes l'interlocuteur des "managers" de l'entreprise et évoluez dans un contexte dont la richesse tient aux dimensions technique, humaine et internationale.

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser votre dossier de candidature sous la référence RR291A/M à NT MERIDIAN - 41449, rue de la Gare - 92310 Sèvres.

ntm

Juriste d'entreprise
Pays de Loire

Nous sommes une importante Entreprise de TRAVAUX PUBLICS (1000 F) fortement implantée et filiale d'un des leaders mondiaux du B.T.P.

Cette fonction existante sera directement rattachée au Secrétaire Général. Par ses compétences, son sens de l'initiative et son sens des responsabilités, vous serez amené à intervenir dans les services les plus divers (quotidien social de l'Entreprise, études de contrats, droit des affaires, gestion du patrimoine...).

Vous avez une formation niveau maîtrise Droit Privé, D.J.C.E., Droit des affaires. Une première expérience en Entreprise serait appréciée.

Curiosité d'esprit et disponibilité intellectuelle sont inhérents à cette fonction. Votre personnalité et vos aptitudes à la communication devront également vous faire reconnaître comme véritable "Conseil".

Ce poste est stable ; une ouverture vers des tâches complémentaires peut contribuer à votre évolution.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 6666R, à notre conseil : C. LOUVRIER - CAFFOR - BP 846 - 44020 NANTES CEDEX 01.

Informations ministérielles : 3615 code CAFFOR.

CAFFOR

PARIS - AIX - MARSEILLE - ANGERS - ALGER - BORDEAUX - BRISTOL - CLERMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - ORLÉANS - ROUEN - SAINT-ETIENNE - STRASBOURG - TULOUSE - VALENCIENNES

ATTACHE
de direction générale

Leader sur le marché des groupes électrogènes 650 MF de CA, 400 personnes, recherche UN ATTACHE DE DIRECTION GENERALE pour assister le P.D.G. dont il dépendra directement dans les domaines de l'administration générale et de la gestion.

Il aura en charge, au départ, le développement des outils indispensables à la maîtrise de la croissance de la société et l'établissement de relations courantes entre les sociétés du groupe ainsi qu'avec les services de la holding.

Les candidats (35 - 40 ans)

- seront de formation supérieure, type Ingénieur électromécanicien.
- justifieront de bonnes bases de gestion d'entreprise ainsi que d'un sens poussé de la communication.
- maîtriseront parfaitement la langue Anglaise et si possible Espagnole.

LE POSTE EST BASE A BREST.

Merci d'adresser candidatures avec C.V. à S.D.M.O. Direction du Personnel - 2, rue Racour - 29200 BREST.

S.D.M.O.

GROUPE MAC
CONSEIL DE DIRECTION

Fondé en 1964 par des professeurs d'Harvard, le Groupe MAC est aujourd'hui un des tout premiers cabinets internationaux de Conseil en stratégie et organisation. Son domaine d'intervention est la formulation et la mise en œuvre stratégique.

Il intervient, à partir de ses bureaux répartis dans le monde, sur tous les secteurs d'activité, auprès des directions générales de grandes entreprises sur des projets d'envergure internationale. Pour faire face à sa forte expansion, le bureau de Paris désire intégrer plusieurs

Consultants

Le rôle d'un consultant est de mener à bien, au sein d'une équipe internationale, une partie d'un projet de stratégie ou d'organisation. Sa formation et son expérience devraient lui permettre de maîtriser rapidement les concepts stratégiques, d'organisation et financiers. Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou commerciale, vous possédez un MBA (européen ou américain), vous parlez couramment l'anglais et l'allemand ou l'italien. Vous avez 2 à 4 ans d'expérience professionnelle dans une grande entreprise, dans une banque d'affaires ou dans une société de conseil.

Si vous avez l'ambition de travailler dans un environnement international et intellectuellement stimulant, si vous souhaitez bénéficier d'une formation interne de grande qualité et si vous êtes intéressé par un partenariat à terme, écrivez à M^{me} Véronique Visenx, Groupe MAC, 11, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 PARIS.

REDACTEUR DE DOSSIERS CONTENTIEUX
(position cadre)

Votre mission :

- Diagnostiquer et gérer les dossiers contentieux (droit bancaire et droit des affaires), en relation avec avocats, administrateurs et autres auxiliaires de justice.
- Rôle de consultation et de conseil au profit de la structure (réseau et services fonctionnels de la banque).

Si vous voulez intégrer une équipe dynamique, merci d'adresser votre lettre manuscrite, curriculum vitae avec photo et prétentions s/réf. RCX à : Marie-Hélène LAGADOU - Département des Relations Humaines - La BTP - 253, Bd Péreire - 75017 PARIS. Poste à pourvoir immédiatement.

BTP BANQUE DU BATIMENT
ET DES TRAVAUX PUBLICS

FIBERGLAS
Avignon

Ingénieur Procédés

Leader mondial de la fibre de verre, possédant 8 usines en Europe, et opérant dans un secteur d'avenir (matériaux composites), crée, pour son usine française (450 personnes), le poste d'Ingénieur Procédés.

Rattaché au Chef de Département Contrôle des Procédés et Assurances Qualité, vous participerez à l'amélioration des performances de production, dans un contexte très orienté "Qualité Totale". Les études que vous réaliserez vous permettront de mettre en évidence les paramètres physiques, physico-chimiques ou thermiques, qui contrôlent le filage du verre et de faire le lien entre l'outil de production qui fonctionne en continu. Une collaboration étroite avec les autres services de l'Usine et du Groupe est indispensable et requiert la pratique de l'Anglais.

Ingénieur diplômé, ayant acquis de solides connaissances en thermo-dynamique, mécanique des fluides, analyse statistique, complétées par deux ou trois ans d'expérience en industrie de process, votre goût du concret, vos capacités d'observation et votre sens relationnel vous permettront de vous adapter rapidement.

Une formation de trois mois environ est prévue en Belgique et aux USA.

Notre Conseil Danielle Kilbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle, sous la Référence 3374M.

CORT

65 avenue Kléber 75116 PARIS
Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

Signe de vie.

Créer un lien entre les hommes. Donner un fil à la vie. Partout où Colas fait avancer la route, la vie est plus facile, les hommes communiquent mieux : c'est tout un monde qui s'anime. C'est un signe.

Là où Colas fait progresser la route, une communauté d'hommes marque son époque. Et les routes, Colas en trace dans le monde entier : Europe, Amérique du nord, Afrique, Asie du Sud Est... 23000 personnes, 11,5 Milliards de CA dont 40 % à l'étranger, 24000 chantiers par an rien qu'en France : Colas est le N° 1 mondial. Ça aussi, c'est un signe.

Pour vous, Jeune Ingénieur, votre vie chez Colas, c'est d'abord le sentiment d'appartenir à une équipe soudée par l'effort et l'ambition. C'est l'opportunité de faire vos preuves sur le terrain, de prendre toutes vos responsabilités.

Comment ? En gérant directement l'organisation et la réalisation de chantiers, en veillant à la bonne coordination des projets, en managant vos équipes... Pour vous, pour nous, faire avancer la route, c'est relier les hommes. C'est un signe de vie.

COLAS

COLAS - Service du recrutement
39, rue du Collège - 75 008 PARIS

COLAS
la route avance

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

de l'emploi des cadres 3615 1/2

DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
recherche plusieurs
S A FORT POTENTIEL
de prendre la responsabilité des Services financiers au sein d'établissements d'enseignement, de 35 ans environ, diplômés de l'enseignement supérieur, expérimentés dans le domaine de la Comptabilité de Gestion, Audit, et de la gestion du personnel. CV, photo et prétentions à C.C.I.P., Direction des Ressources Humaines, rue Chateaubriand 75008 PARIS.

CONSEIL EN COMMUNICATION
sur son marché
intermédiaires, organismes publics
RECHERCHE

BUREAU DE DÉVELOPPEMENT
(M/F 25 à 35 ans)
L'habitude d'analyser les besoins en formation, de concevoir des stratégies, de recommander des stratégies, de travailler en étroite synergie avec le client, de l'Agence et la création, vous et les budgets existants mais aussi et de détecter de nouveaux créneaux.

rencontre des grandes ambitions.

Grandes Structures
ELECTROMENAGER T.H.H.F.
CA 22 25 MF
AVIGNON

Responsable Administratif et Financier

psychologue
84000 AVIGNON

Imaginez un monde
où vous ne pouvez plus
ignorer l'offre d'emploi
de votre vie
36 15
T M
Service télématique
de l'emploi des cadres

Responsable comptabilité analytique

MEDIA PA
92515 BOULOGNE BILLANCOURT

Nous sommes un établissement membre d'un puissant groupe financier international. Dans un contexte d'évolution de nos structures de gestion, nous recherchons un

Gestionnaire back-office établissement financier

Rattaché au responsable du département back-office aux, il participe successivement, au sein d'une équipe jeune dotée de moyens informatiques sophistiqués, à trois fonctions essentielles :

- prise en compte des opérations effectuées par les opérateurs de la salle des marchés,
- gestion des informations échangées avec les contreparties,
- contrôle et reporting de l'état des opérations en cours.

Nous proposons ce poste à un jeune diplômé d'un cycle de gestion, ESCAE, maîtrise de gestion, DESS de back-office. Ses capacités d'adaptation et de compréhension d'opérations financières variées et complexes doivent faciliter l'intégration et l'évolution rapide à un poste de responsabilité. Les pratiques de la langue anglaise et d'outils informatiques constituent une réelle plus-value.

Marie-Agnès VALLÉE étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. AVA 01-379 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Groupe Bancaire PARIS

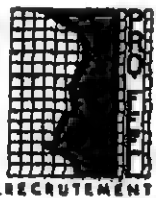
souhaite intégrer au sein d'une petite équipe

Jeune Fiscaliste expérimenté (3/4 ans)

Son esprit d'initiative, son autonomie, son expérience bancaire lui permettront d'être le conseil des directeurs de départements.

La fiscalité propre à la banque liée à la comptabilité et la finance sera le quotidien.

Adresser votre CV, photo et prétentions sous réf. JF/LF15 à PRO FEEL, 91 bis, rue du Cherche Midi - 75006 PARIS
Tél : 42.22.02.98



JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION FILIALES EUROPÉENNES (IMPORTANT GROUPE MONDIAL DE PUBLICITÉ)

Pour renforcer nos services financiers, nous recherchons l'adjoind au contrôleur financier responsable de plusieurs pays européens. Ce poste très polyvalent (budgets, reporting, procédures, informatique, relations intra-groupe, consolidation...) requiert une personnalité dynamique, le sens de l'initiative et le goût des voyages. A 23-25 ans, de formation ESC ou équivalente, après une première expérience en cabinet d'audit (1 ou 2 ans), vous désirez vous intégrer à une équipe jeune et internationale au sein d'un groupe en pleine expansion.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Des déplacements d'un jour par semaine environ sont à prévoir.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle au journal qui transmettra (N° 7114 - La Monde Publicité - 5, rue Montessuy, 75007 Paris).

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

services comptables et financiers

Nous vous proposons de rejoindre les Services Comptables et Financiers d'un groupe international, qui traite les activités comptables et financières en France et à l'étranger.

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE CLIENT

Comptabilité Générale et Analytique

- Maîtrise parfaite de l'ensemble des aspects comptables,
- la connaissance de gestion de contrats à long terme sera appréciée.

GESTIONNAIRE DE TRESORERIE

Administration et suivi de la trésorerie

- Appréhender et prévoir l'évolution de la trésorerie en s'impliquant dans la gestion des contrats et procéder aux actions administratives de gestion.

Maîtrise de l'anglais souhaitée. Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 6562, en précisant l'intitulé du poste, à MEDIA PA - 60/64 rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex.



La Caisse Régionale de la Sarthe

responsable du service crédits entreprise

LE MARCHÉ DES ENTREPRISES : UNE PRIORITÉ DE NOTRE PLAN A 3 ANS

Vous serez chargé de :

- identifier et développer le marché existant,
- conseiller et dynamiser le réseau régional (55 agences),
- manager le service constitué de 11 agents,
- promouvoir une politique commerciale dans un esprit permanent d'optimisation des ventes, des marges et de la maîtrise des risques,
- innover pour répondre aux exigences de la clientèle.

Cette fonction requiert :

- connaissances en analyse financière,
- sens aigu du public relation,
- expérience minimum 3/4 ans (même industrielle).

Formation : BAC + 4 (Sup de Co, Maîtrise Sciences Eco...).

La Sarthe, une économie qui bouge, un potentiel important, si vous êtes intéressé, adressez lettre + CV + photo et prétentions sous réf. MO 2 à :

Direction des Ressources Humaines - CREAM de la Sarthe 31 X - 72040 LE MANS CEDEX.

Jeune responsable comptable export

evian

2 Milliards de CA, 1300 personnes, une expansion constante sur le marché français avec ses marques Evian, Badoit, Fruité, Athlon, et toujours en position de leader mondial de l'exportation d'eaux minérales.

BSN

EVIAN réalise plus de 600 MF de chiffre d'affaires à l'export grâce notamment à ses six filiales de distribution implantées en Europe de l'Ouest et en Amérique.

Rattaché au Chef des Services Comptables, vous serez l'interlocuteur permanent des filiales que vous assisterez et contrôlerez sur le plan comptable. Vous tiendrez la comptabilité des clients export.

Vous serez, en outre, chargé de la consolidation des comptes de la société, de la tenue du tableau de bord mensuel, de la réalisation des plans de financement ainsi que des estimés de résultats.

Diplômé d'Ecole de commerce, option comptabilité finance, vous avez acquis au moins deux ans d'expérience de la comptabilité en cabinet ou en entreprise et maîtrisez bien l'anglais.

Ce poste très complet et très ouvert sur l'international prépare à une évolution vers la responsabilité d'un service comptable.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 70 M à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM

Hervé & Millet Conseil

CAISSE D'ÉPARGNE DE LA DROME PROVENCALÉ
Après un développement intensif de nos structures en 88-89 (25 nouveaux salariés recrutés), notre réseau (130 pers) nous permet aujourd'hui d'aborder un marché nouveau : les PME, PMI... et nous recherchons donc notre :

CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES ET COLLECTIVITES LOCALES (H/F) 250-300 KF

30-35 ans + expérience bancaire (service Epargne) par an, la candidate sera professionnelle des techniques de l'analyse financière. Très autonome, il sera le "Pignon" de ce département à développer. Poste basé à Montélimar (26), fonction évolutive (à pourvoir très rapidement).

Merci de nous adresser votre dossier (CV + Photo) réf. 487 au responsable le à CVCADRE en composant le 36-15 code JCM sur votre mobile.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 21 Bd Viller Met - 6947 LYON Cedex 03

PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

FISCALISTES

Un des premiers cabinets français d'audit - 600 collaborateurs. Forte croissance - Bureaux en France et à l'étranger.

FISCALISTES

2 ans d'expérience en Cabinet exigés.

Possibilités de carrière attrayantes au sein de notre groupe. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à Françoise ADQUEST - QUERARD VIALA 125, rue de Montreuil 75011 PARIS.

COMMUNICATION FINANCIERE

Le directeur de la communication financière d'un important groupe de presse recherche

UN ADJOINT

Bonne connaissance et expérience du marché financier. Qualités de négociateur et personnalité marquée. Merci d'adresser CV avec photo et prétentions sous n° 8761 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3616 4311

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF ET FINANCIER

En 15 ans, notre Société a franchi toutes les étapes permettant d'asseoir sa crédibilité technique et poursuivre son essor commercial. Avec 130 personnes, 4 entités juridiques sur Paris et Lyon, nous réalisons un C.A. de 100 MF dans un métier spécifique de service à l'industrie nécessitant haut degré de compétence technique et flexibilité opérationnelle.

L'homme de confiance que nous recherchons aura pour mission de prendre en charge tous les aspects administratifs, financiers et de gestion de notre Société : comptabilité générale des centres et consolidation, juridique, fiscal, contrôle de gestion (élaboration et suivi des budgets, mise en place d'une comptabilité analytique, élaboration des tableaux de bord de gestion), trésorerie, études et

plans de financement, personnel, contribution à la maîtrise des flux d'information, avec élaboration des procédures et suivi informatique.

Rattaché directement au DG, vous animerez une équipe de 10 personnes et ferez partie intégrante du Comité de Direction. Le poste est basé Paris/RP.

Diplômé d'études supérieures en comptabilité, gestion, finances (BAC + 5 minimum), vous exercerez des responsabilités opérationnelles de ce type depuis 10 à 15 ans (expérience PMI appréciée). A votre professionnalisme s'ajoutent la maturité et l'autonomie vous permettant de prendre effectivement en charge une fonction complète de DAF au sein d'un environnement évolutif, en croissance rapide, où il y a beaucoup à construire.

Si notre projet vous séduit, merci d'adresser avec C.V. détaillé, photo et salaire actuel s/réf. 9532 à EUREMESSAGES - BP 80 - 92103 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier et vous assurera d'une réponse.

Des projets de milliardaire...

LYON - Notre Groupe, filiale de deux importantes sociétés françaises, est devenu l'un des leaders en France de la distribution de produits chimiques à l'industrie, avec un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de francs. Notre développement extrêmement rapide et les moyens humains que nous consacrons à notre expansion nous conduisent à créer au niveau de notre groupe un poste de

Directeur Administratif
et Financier

En relation avec la Direction Générale et nos actionnaires, vous définissez la politique financière du groupe, vous supervisez les responsables administratifs et financiers des structures et vous êtes l'interlocuteur des organismes boursiers. Nous attendons également de vous des recommandations pour les décisions d'investissement que nous sommes amenés à prendre.

A 35 ans environ, une expérience d'une dizaine d'années, acquise dans des fonctions gestion-finances, vous a permis de consolider une formation de haut niveau (HEC, ESSEC, SUP de CO...).

Aidez-nous à progresser en mettant au service de notre structure en pleine évolution vos qualités de manager et d'homme de communication, réaliste et déterminé.

Si cette réelle opportunité vous passionne, merci de nous convaincre en adressant votre dossier de candidature (LM + CV + photo), sous la réf. 865 A, à notre Conseil, Dominique de Verneuil, ou en lui téléphonant.

75 bis, rue de Séze - 69006 Lyon. Tél. 72.74.11.10.

ADMA

Responsable des études financières

Financier depuis quelques années dans une banque, une holding ou une institution financière, vous aspirez aujourd'hui à développer le champ de vos responsabilités, c'est l'opportunité qui vous est offerte par cette puissante organisation professionnelle qui est au service de plus de 6000 entreprises d'un secteur industriel en mouvement et qui rayonne à l'étranger.

Pour l'une de ses entités, vous aurez la mission de rechercher et de lancer, après étude de faisabilité, de nouveaux produits financiers pour satisfaire les besoins des entreprises de la profession : fonds propres, endettement à M.T. et C.T. Vous disposerez de moyens financiers importants, d'une grande autonomie et du concours d'une équipe de spécialistes.

Vous avez une formation supérieure de type Ecole de Commerce, Droit, IEP... et une première expérience déjà significative d'analyste financier ou de chargé d'études. Vous êtes motivé à l'idée d'être le développeur d'une activité nouvelle. Prenez contact rapidement, sous référence 9001 LM, avec les consultants du cabinet CLEAS. Les candidatures seront étudiées confidentiellement.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

35 ans,
cadre dans la banque,
l'assurance,
le crédit...

RESPONSABLE DEPARTEMENT
INVESTISSEURS 300 KF

LE GROUPE Investit chaque année 250 MF par lui-même et par le biais d'investisseurs.

VOUS : à la tête d'une équipe de 4 personnes, vous assurez une double mission :

- gérer le portefeuille d'investisseurs existant en liaison étroite avec les filiales du groupe,
- reprendre en mains les relations commerciales avec les plus grands comptes pour ensuite les développer et élargir votre plate-forme sur un marché en forte mutation.

A 35 ans environ, de formation supérieure, vous connaissez le monde financier fiscal ou bancaire pour y évoluer avec succès depuis au moins 5 ans. Vous vous sentez aujourd'hui freiné dans votre développement.

CE POSTE fortement évolutif et directement rattaché au DG, vous permettra de donner un nouvel élan à votre carrière en contribuant aux résultats directs du groupe à la tête d'un département, stratégique pour son évolution.

Intéressé ? Pour ce poste basé à Paris La Défense, merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, s/réf. 56.3350 LM.

Mercuri Urval

BANQUE
HERVET

Compétence, dynamisme et efficacité sont les maîtres mots de notre développement.

La Banque HERVET poursuit l'expansion de son réseau par la

Création de nouvelles Implantations

*en région parisienne, Saint-Quentin, Marne-la-Vallée...
et en province à Toulouse.*

Responsable de Clientèle
Entreprises

Banque de siège et de réseau
67 agences et 12 filiales
1 400 personnes
Total de bilan : près de 15 Milliards
CA : + de 1,5 Milliard
Résultat net : 100 Millions

Venez rejoindre nos équipes déjà très motivées pour gagner cet enjeu. Responsabilité et autonomie, qualité commerciale, et analyse du risque, vous y aiderez. Votre expérience de 3 à 4 ans de l'exploitation entreprises et votre bonne formation (BAC + 4) vous permettront de créer, développer et conseiller une clientèle de qualité.

La Banque HERVET vous offre de réelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à :
Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division des Carrières,
127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf. MSCE

MARSEILLE LYON

Pas de scission possible au sein
du parti de la performance ! *

Quand la rigueur de la gestion, le dynamisme commercial, l'implication des hommes et des femmes permettent à un grand Groupe International de confirmer chaque année la croissance de ses résultats, la mobilisation est totale au parti de la performance. Notre Division Commerciale France s'attache ainsi à optimiser la gestion de ses agences chargées de diffuser nos produits technologiques.

CONTROLEURS DE GESTION
(Division commerciale)

Vous interviendrez comme expert et conseil dans les domaines économique, financier et administratif. De formation supérieure (Ingénieur, Commerce ou Gestion), votre expérience, votre ouverture sur les questions commerciales et marketing sont vos atouts premiers mais ce sont également vos qualités relationnelles, votre maturité qui feront la différence pour exercer avec talent un métier impliquant rigueur, capacité de persuasion et d'animation. Votre dynamisme, votre curiosité et vos résultats vous permettront d'envisager une bonne évolution au sein de notre Groupe en pleine expansion.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 2/21 B à notre conseil, Sylviane BARDIAUX, SWITCH, 40 rue Amélot, 75011 PARIS, qui vous garantit toute confidentialité et réponse rapide.

* Mais les rénovateurs avisés sont toujours les bienvenus.

SWITCH

Département Recrutement

GROUPE INDUSTRIEL ET DE DISTRIBUTION

(Chiffre d'affaires de 7 Milliards de Francs et 12.000 personnes)

recherche dans le cadre de son expansion

CONTROLEURS
DE GESTION

CONFIRMÉS ou DÉBUTANTS

De formation Écoles de Commerce, ayant un bon esprit d'analyse et de l'aisance dans la communication.

Ils auront à assurer, outre les travaux de contrôle budgétaire et certaines missions d'audit, un rôle important de conseil et d'assistance auprès des responsables de divisions opérationnelles (distribution de produits de grande consommation).

Lieu de travail : PARIS

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 61030 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

Nous sommes un important groupe de publicité
(CA 1 Milliard de francs - Effectif + 1000 personnes),
implanté dans toute la France et dans certains pays du Marché Commun.
Dans le cadre de notre développement,
nous recherchons un

ATTACHE A LA DIRECTION FINANCIERE
ET COMPTABLE

pour prendre en charge :

- d'une part l'établissement et la mise en place des procédures et traitements comptables dans le cadre de la réorganisation de notre système informatique en temps réel,
- d'autre part la gestion de la trésorerie du Groupe (vous aurez également à superviser la comptabilisation de toutes les opérations de trésorerie).

Agé d'environ 30 ans, vous possédez une solide formation comptable (DECS ou DECF au minimum) complétée par des études supérieures du type Maîtrise de Gestion (option finances).

Après une expérience d'au moins 3 ans dans un Cabinet d'Expertise Comptable, vous exercez actuellement avec succès des fonctions dans une entreprise. Excellent organisateur, vous avez l'habitude de travailler avec des informaticiens et vous possédez une expérience en tant qu'utilisateur d'outils informatiques (tableurs...).

Vous avez par ailleurs déjà acquis une première expérience en gestion de trésorerie et l'établissement de tableaux de financements ne vous pose aucun problème.

Le poste est basé à Paris près de la Gare Saint-Lazare.

Merci d'adresser, sous référence MD013, lettre manuscrite, CV, photo, salaire actuel à :

CONCERTATION - 63 bis, rue Joffroy - 75017 PARIS

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE DU MARCHÉ DES PARTICULIERS

Banque

Un établissement financier, membre d'un groupe de tout premier plan et ayant un rôle de conseil vis-à-vis des banques du groupe au niveau régional, recherche son responsable du marché des particuliers. Rattaché au directeur marketing, il prendra en charge la responsabilité du marché des particuliers, dans le cadre d'une organisation par marché. Assuré d'une petite équipe, il participera à l'élaboration d'outils et méthodes, à la définition du plan d'action régional, au suivi des actions com-

merciales. Il aura un rôle de conseil et d'information vis-à-vis du réseau. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, ayant acquis une expérience confirmée et une réelle connaissance du marché des particuliers ainsi que des produits financiers. Envoyer à M. CÉLERIER en précisant la référence A/R977M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92821 NEUILLY Cedex - Tél. 46.86.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

JEUNE RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES ET FISCAUX

Banque - Var

Affilié à un réseau national, cette banque est le premier établissement financier de sa région. Son développement, sa prochaine introduction en bourse l'amènent à renforcer ses services financiers. Elle recherche le responsable de ses services comptables et fiscaux. Rattaché à la direction financière, il encadrera une équipe de sept personnes. Après intégration, sa responsabilité sera confiée à la production des états comptables, bilans compris, de l'entreprise et de ses filiales, sur l'amélioration des procédures en terme de rapidité et de fiabilité, sur l'optimisation de la fiscalité. Cette opportunité évolutive

s'adresse à un jeune candidat expert-comptable ou comptable et/ou grande école de commerce et de gestion. Il dispose de 3 à 5 ans d'expérience professionnelle au sein du service financier d'un établissement financier ou d'un cabinet d'expertise comptable. La rémunération pourra atteindre 230.000 francs. Le poste est basé à Draguignan. Envoyer à B. COULANGE en précisant la référence A/R5149M - PA Consulting Group - 4, rue Lapeyre - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.96. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Fiscaliste de haut niveau

PARIS

400-500 KF

LA SOCIÉTÉ : Très importante filiale d'un des premiers groupes européens de haute technologie.

LE POSTE : Tout planning et toutes tâches stratégiques pour le France et l'interface avec l'équipe fiscale européenne ; la personne sera amenée à étudier les implications fiscales des plus importants projets de la filiale (accords, acquisitions, restructurations...).

LE CANDIDAT : Diplômé d'une école de commerce, vous avez au moins 5 ans d'expérience en cabinet ou entreprise et possédez d'excellentes connaissances de la fiscalité française et, si possible, internationale ; une polyvalence financière et comptable à un anglais courant essentiel pour discuter au sein de ce groupe dynamique.

Les candidats intéressés sont priés de contacter leur ALEX au (1) 42 89 09 17 ou lui envoyer un CV complet avec photo sous référence 12181AM à : NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbriou - 75008 PARIS.

Norman Parsons
CONSEIL EN RECRUTEMENT



Ce symbole représente l'univers numérique intelligent, la structure imaginée par Northern Telecom pour une société de l'information où les télécommunications deviendront le cadre universel de toutes les interactions humaines.

Rejoignez un leader dans les télécommunications

Situé dans un secteur de pointe, nous investissons près de 15 % de notre C.A. dans la Recherche et le Développement. Nous créons à Marly-la-Vallée notre Centre de Recherche et Développement. Pôle d'excellence à vocation européenne, ce centre conforte notre implantation internationale. Attribué par le défi permanent, vous avez la carrure pour devenir notre

FUTUR RESPONSABLE COMPTABILITE

Une fois familiarisé avec nos procédures comptables, vous assurerez à très brève échéance l'implémentation de la comptabilité du centre et prendrez la responsabilité de son bon fonctionnement.

De niveau DECSF, vous avez 2/3 années d'expérience, de préférence en entreprise. Pour ce poste, la pratique courante de l'anglais et de la micro-informatique est indispensable.

Veuillez adresser votre candidature sous référence CC/291/M à : NT MERIDIAN - 41-48 rue de La Garenne 92116 GÉVRES CEDEX

ntm

cegos

1^{er} groupe européen indépendant de CONSEIL en MANAGEMENT et de FORMATION. 500 consultants dans 15 pays exercent leurs activités auprès des entreprises. Dans le cadre de notre fort développement, nous recherchons un

CONSULTANT EN GESTION FINANCIERE

Votre mission : Vous interviendrez auprès de nos clients, CHEFS D'ENTREPRISES, pour les aider à résoudre leurs problèmes de HAUT DE BILAN : Opérations d'évaluation, de cession, d'accords, d'acquisition d'entreprises, de stratégie financière et patrimoniale.

Votre profil : Vous possédez une formation supérieure économique et financière (grandes écoles, universités, MBA). Vous justifiez d'une expérience de 7 à 10 ans acquise en entreprise ou dans une société de conseil. Vous êtes motivé pour l'exercice de la fonction de consultant, capable d'établir et d'entretenir avec ses clients une relation de confiance et de progrès.

La CEGOS vous apporte : Les compétences d'un cabinet français et international multisecteur. Une image et des références de premier plan. Des conditions de vie et d'exercice du métier de consultant favorisant le plein épanouissement de votre potentiel. Pour prendre contact avec nous, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions) sous réf. 002.02/M à Philippe DELILLE, CEGOS DRH, Tour Chénouzeaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Jeune ESC... Une responsabilité administrative et financière.

La Société, filiale comprise, représente un effectif de 200 personnes pour un CA de 2 milliards de francs. Elle est elle-même filiale d'un des plus importants groupes privés français. Sa croissance est forte grâce, entre autres, à l'acquisition de sociétés, filiales. Sa division Régionale Rhône-Alpes (Centre de Profit) vient ainsi d'acquies plusieurs filiales. Nous recherchons celui qui, auprès du Directeur de la Division, assurera leur suivi et leur contrôle au plan de la gestion.

Dans le cadre de la Division et en relation avec la Direction Financière du siège, il définira et met en place les outils de gestion (procédures, méthodes, systèmes...), consolidera les résultats, assurera le contrôle de gestion (tableaux de bord...) et le reporting, apportera conseil et assistance. De plus, il superviser le service Administratif de la Division.

Quant à vous, jeune, doté d'une formation supérieure (ESC, Gestion...), débutant ou bénéficiant d'une première expérience en entreprise ou en cabinet, vous souhaitez vivre une responsabilité valorisante sur le plan technique et humain, pouvant vous permettre ensuite une intéressante évolution au sein d'un groupe de dimension internationale.

Le poste se situe à Lyon. Merci d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous réf. MTB 107 M qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

DOF DER DEUTSCH-FRANZÖSISCHE PERSONALISATION

Nous sommes la filiale française (750 Mio FF C.A./550 pers.) d'un groupe international puissant, implanté dans le monde entier. Notre spécialité : maîtriser les technologies relatives à la sécurité de l'automobile. Dans le cadre de notre très fort développement, notre Directeur Général recherche son adjoint direct à qui il souhaite confier toute la mise en œuvre de la stratégie comptable, administrative, financière et informatique en qualité de

CONTROLLER

A 35 ans environ, de formation HEC, ESSEC, SUP DE OÙ ou DECS, nous souhaitons vous confier la direction comptable, administrative et financière. Parfaitement rompu aux procédures anglo-saxonnes ainsi qu'au style de reporting qui s'y rapporte, vous possédez une forte compétence en comptabilité analytique acquise de préférence en milieu industriel. Vous maîtrisez bien entendu la langue anglaise. Poste basé en banlieue Est de Paris.

Veuillez adresser votre dossier à notre Conseil, sous la réf. F.A.M/23.1 qui le traitera en toute confidentialité.

MOOD CONSULT S.A. 34, place Kléber - 67000 STRASBOURG

MOOD CONSULT S.A. Votre partenaire INTERNATIONAL MANAGEMENT

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE DES FILIALES ET DE LA CONSOLIDATION

Dépendant du Directeur du Département Comptabilité Générale et avec l'aide d'une équipe de quatre personnes, son intervention s'étendra : - à une vingtaine de sociétés filiales (taille et activités diverses) pour assurer selon les cas, soit la tenue directe, soit la supervision de leur comptabilité, - aux travaux de consolidation.

Ce poste exige de contacts permanents avec des interlocuteurs de haut niveau à la

banque et avec les dirigeants des filiales. Nous recherchons donc un professionnel confirmé d'environ 30 ans (formation souhaitée : Ecole de Gestion + DECS/DECF) ayant environ cinq ans d'expérience et une bonne capacité à communiquer et animer une équipe.

Il pourra s'investir dans une fonction motivante, complète et variée, qui lui permettra, s'il y réunit, d'évoluer vers des responsabilités différentes ou élargies.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 341018 à CÔNTESSÉ PUBLICITE 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex qui transmettra.

CONTESSÉ

Hardaire...

des françaises, est devenu l'un des axes de l'industrie, avec un chiffre d'affaires à croissance rapide et les moyens humains et financiers au niveau de notre groupe un poste de

Administratif financier

admet, vous définirez la politique financière du groupe et les structures et vous serez responsable de tous des recommandations pour le groupe.

en, acquies dans des fonctions gestion-finances, vous HEC, ESSEC, SUP DE CO... structure en pleine évolution vos qualités de

en, acquies dans des fonctions gestion-finances, vous HEC, ESSEC, SUP DE CO... structure en pleine évolution vos qualités de

064 Lyon. Tél. 72 54 11 10

ADME

RESPONSABLE DEPARTEMENT ASSUREURS

300 KF

Le groupe assure chaque année 250 milliards de francs d'assurances.

Vous serez à la tête d'une équipe de 4 personnes et serez responsable de la gestion administrative et financière du département. Vous serez en liaison avec les services de la Direction Générale et les services de la Direction Régionale. Vous serez responsable de la gestion administrative et financière du département.

A 35 ans environ, de formation supérieure, vous possédez une expérience de 5 à 10 ans en entreprise ou en cabinet. Vous maîtrisez la comptabilité analytique et la gestion administrative et financière.

Envoyez votre dossier à : ADME, 064 Lyon. Tél. 72 54 11 10.

ADME, 064 Lyon. Tél. 72 54 11 10.

Mercuri Urval

LYON

possible au sein performance!

Le groupe assure chaque année 250 milliards de francs d'assurances. Vous serez à la tête d'une équipe de 4 personnes et serez responsable de la gestion administrative et financière du département.

RS DE GESTION commerciale)

Le groupe assure chaque année 250 milliards de francs d'assurances. Vous serez à la tête d'une équipe de 4 personnes et serez responsable de la gestion administrative et financière du département.

Envoyez votre dossier à : ADME, 064 Lyon. Tél. 72 54 11 10.

SW TCH

groupe de publicité

Le groupe assure chaque année 250 milliards de francs d'assurances. Vous serez à la tête d'une équipe de 4 personnes et serez responsable de la gestion administrative et financière du département.

IECTION FINANCIERE COMPTABLE

Le groupe assure chaque année 250 milliards de francs d'assurances. Vous serez à la tête d'une équipe de 4 personnes et serez responsable de la gestion administrative et financière du département.

Envoyez votre dossier à : ADME, 064 Lyon. Tél. 72 54 11 10.

ADME, 064 Lyon. Tél. 72 54 11 10.

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 131

Sur le marché du transport express, le Groupe Colirail se distingue par l'extrême fiabilité de ses produits et leur adéquation précise aux besoins spécifiques de chacun de ses clients. Dans un contexte fortement concurrentiel, la maîtrise des coûts et la rigueur des procédures sont aujourd'hui les facteurs prépondérants de notre compétitivité et les garants de notre haut niveau de prestation, d'où le rôle décisif de notre

CONTRÔLEUR DE GESTION GROUPE

Rattaché au Président Directeur Général, membre du Comité de Direction, vous serez chargé de la mise en place complète du contrôle de gestion opérationnel dans les différentes sociétés du Groupe. Dans ce cadre, vous aurez notamment pour missions :

- l'optimisation des procédures de contrôle budgétaire,
- le développement de la comptabilité analytique,
- l'audit interne des sociétés du Groupe.

A 28/35 ans, de formation financière supérieure (ESG, Maîtrise de Gestion, DECS), vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans de la fonction au sein d'un cabinet d'audit ou dans le milieu du transport et possédez une dimension d'homme de terrain qui assure votre crédibilité auprès des opérationnels. Merci d'adresser vos CV, lettre, photo et prétentions sous réf. LM 303 à **Phil. Conseil**, 114, rue La Boétie, 75008 Paris.

COLIRAIL

LE TRANSPORT EXPRESS DE PRECISION

Les Laboratoires J. LOGEAS sont spécialisés dans la recherche, la fabrication et la commercialisation de médicaments. Pour faire face à des objectifs ambitieux de développement vers l'international, ils recherchent pour leur siège social basé à Issy les Moulineaux leur

Responsable administratif export

Chargé de l'organisation administrative et logistique des ventes, vous élaborerez nos conditions générales de ventes, effectuez les études de rentabilité financière des nouveaux marchés et intervenez dans la planification de la production. Vos relations permanentes avec les différents services (production, expéditions, comptabilité...), les organismes professionnels extérieurs (transitaires, banques, administrations...) et avec nos clients étrangers vous permettent de répondre de façon efficace à leur besoin tout en prenant en compte les impératifs de chacun. Vous animez et motivez une équipe de 8 personnes composée de spécialistes de la santé et de commerciaux.

Diplômé d'une école de commerce ou équivalent, vous avez une expérience de l'administration export de quelques années acquise de préférence dans l'industrie pharmaceutique. Bilingue anglais, votre connaissance de l'espagnol serait un plus. Vous êtes désireux de vous investir dans un poste où l'implication personnelle est forte et dans une entreprise où l'on compte sur vous : réalisons ensemble nos ambitions.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant la réf. M 114 B à Sophie de GOROSTARZU - ARCO - 16, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

ARCO

NOTRE METIER : LA FIABILITE

Fiscalistes Conseil

Paris 8ème

Important Cabinet d'Audit (200 pers), nous avons su développer une technologie de pointe en matière d'évaluation, d'acquisition et de rapprochement d'entreprises. La diversité de nos interventions offre un cadre de travail d'une grande richesse pour les fiscalistes que nous recherchons. Au sein de notre Département Fiscalité, nouvellement créé, vous participerez à son développement au travers des différentes études et missions de conseil auprès de nos clients.

Ces postes s'adressent à deux fiscalistes confirmés (ENI ou 3ème cycle) ayant acquis au minimum 3 ans d'expérience, au sein d'un Cabinet ou de la fonction publique. La connaissance du secteur bancaire et une compétence en fiscalité internationale seraient appréciées. La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à Jean-Paul LANCIAN

SALUSTRO VINCENT GAYET & ASSOCIES

2, avenue Hoche - 75008 PARIS

HAUTE TECHNOLOGIE
PAPIETERIEALIPAP
CREATION D'UNE PAPETERIE
FRANCAISE

Après avoir investi 1,2 milliard de francs dans l'achat pour en faire une des usines de pâte à papier les plus performantes de la CEE, SOPARGES poursuit son intégration complète dans la filière bois-papier en créant une papeterie dotée d'une machine à papier de taille internationale.

Dans le cadre de ce nouvel investissement de 1,4 milliard de francs, nous recherchons

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF

qui saura :

- gérer l'administration générale, le service comptable, les achats et l'exploitation de l'infomatique,
- mettre en place l'organisation de la nouvelle unité de production,
- étudier et proposer des solutions à la direction générale,
- assurer les relations extérieures,
- suivre les contrats d'investissement et d'exploitation.

Vous êtes diplômé d'une École supérieure et vous avez une expérience réussie dans la fonction ou une fonction équivalente, si possible en milieu industriel.

Vous êtes rompu à la communication, la négociation et vous faites preuve d'une réelle personnalité. Vous parlez anglais couramment.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV et prétentions à **FORNIA**, 118, Champs-Élysées 75008 PARIS ou taper 3614 Code ALIPAP.

Les candidatures seront traitées confidentiellement

TOURNAINE

DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Filiale française d'un Groupe International fabriquant des produits pour l'industrie automobile (CA: 70 MF, effectif: 180 personnes), nous prévoyons une forte croissance pour les années futures.

Sous l'autorité du Directeur Général, vous assurerez l'entière responsabilité des activités financières et comptables de l'entreprise et animez une équipe de 6 personnes. En liaison avec le Contrôleur du Groupe, vous concevrez un tableau de bord performant et conseillerez la Direction Générale pour les choix stratégiques de l'entreprise. Vous êtes l'interlocuteur des banques françaises et étrangères.

A 30/35 ans, de formation supérieure (ESG ou équivalent) complétée par un DECS, vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum dans une Direction Financière anglo-saxonne.

Autonomie et rigueur, votre personnalité vous permet d'être le conseiller d'un Directeur Général.

Merci de nous adresser votre CV ainsi qu'une lettre manuscrite sous réf. A.101 à

ICS 31 rue Grenette,
69002 LYON.

Ingénierie Financière - Secteur Bancaire

FISCALISTE

SNVB
GROUPE CIC

Cet Important Etablissement bancaire régional de l'Est de la France fait partie du groupe C.I.C.. Avec un effectif de 2800 personnes, il intervient sur 10 départements. Dans le cadre du développement de la cellule Gestion de Patrimoine, il recherche un Fiscaliste.

Au sein d'une équipe de spécialistes, il aura pour mission de conseiller nos clients et notre réseau, d'informer et de former nos exploitants. Il interviendra dans des montages financiers spécifiques et dans différentes missions d'ingénierie financière.

Si vous êtes Conseiller Fiscal, Fiscaliste d'Entreprise ou dans la fonction publique, si vous êtes passionné par la fiscalité d'entreprise ou patrimoniale et que vous avez la trentaine, alors rejoignez une banque dynamique et proche de ses clients. Le poste est basé à Nancy.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 41/3019 H à :

EGOR REGION EST
41, avenue Foch - 54000 NANCY

EGOR BANQUES ET SERVICES
8, rue de Belfort - 55008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

**TRACEZ
VOTRE
FUTUR**

MATIF

Le MATIF - Marché à Terme International de France - a connu une croissance de plus de 50% en 1989, ce qui a conforté sa position au premier rang européen des bourses de futures et d'options. En intégrant MATIF SA, l'entreprise de marché qui assure la gestion, le développement et le contrôle du MATIF, tracez votre futur avec le même succès. Pour étoffer son équipe, notre contrôleur de gestion recrute un

Contrôleur de Gestion
Junior

Votre première mission consistera à définir et à mettre en place sur un support informatique (grand système) notre comptabilité analytique, ceci dans le cadre de la refonte de notre système d'information comptable. Par la suite vous assurerez le contrôle budgétaire : élaboration, reporting mensuel, analyse et propositions d'actions correctives. Vous réaliserez aussi différentes études de rentabilité.

- Votre profil :
- diplômé(e) d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...)
 - complété si possible d'un DECS,
 - deux ans d'expérience dans le domaine, acquise en milieu bancaire ou en cabinet,
 - bonne connaissance de l'anglais,
 - maîtrise de l'outil informatique (expérience de mise en place de progiciel de gestion souhaitée).

Nous comptons surtout rencontrer des candidats à fort potentiel, motivés pour travailler dans un environnement nouveau et très évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence 531 sur l'enveloppe, à notre conseil

Onicor 6 rue Halévy 75009 PARIS

FAITES LE LIEN ENTRE
LE MARKETING ET LA FINANCE

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Au sein des laboratoires PARKE DAVIS (900 MF de CA, 900 pers.), filiale de WARNER LAMBERT (25 milliards de F de CA, 33000 pers.) groupe multinational américain diversifié (pharmacie, grande consommation...), vous serez chargé du contrôle budgétaire des activités de grande consommation (hygiène et soins, confiserie).

A 25 ans, vous avez complété votre formation supérieure (école de commerce, DESS CG...) par une expérience de 2 ans dans la fonction.

Méthodique, rigoureux, vous participerez à la préparation des plans annuels et stratégiques, au reporting de groupe et assurerez le contrôle budgétaire des dépenses.

Véritable "interface" entre le marketing et la finance, vous saurez apporter aux directeurs et aux responsables budgétaires les conseils qu'ils attendent.

Votre expérience de la micro-informatique vous permettra de développer les outils de gestion. Anglais lu, écrit et parlé indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Patrick LOUSTAU - PARKE DAVIS - 11, avenue Dubonnet - 92407 COURBEVOIE

PARKE-DAVIS

REPRODUCTION INTERDITE

DU PONT DE N

Paris et MONDIA
Téléphone 33
500 personnes
En FRANCE
et ailleurs

AUDIT
INTER

Michael Page

Les Laboratoires J. LOGEAS sont spécialisés dans la recherche, la fabrication et la commercialisation de médicaments. Pour faire face à des objectifs ambitieux de développement vers l'international, ils recherchent pour leur siège social basé à Issy les Moulineaux leur

Responsable administratif export

Chargé de l'organisation administrative et logistique des ventes, vous élaborerez nos conditions générales de ventes, effectuez les études de rentabilité financière des nouveaux marchés et intervenez dans la planification de la production. Vos relations permanentes avec les différents services (production, expéditions, comptabilité...), les organismes professionnels extérieurs (transitaires, banques, administrations...) et avec nos clients étrangers vous permettent de répondre de façon efficace à leur besoin tout en prenant en compte les impératifs de chacun. Vous animez et motivez une équipe de 8 personnes composée de spécialistes de la santé et de commerciaux.

Diplômé d'une école de commerce ou équivalent, vous avez une expérience de l'administration export de quelques années acquise de préférence dans l'industrie pharmaceutique. Bilingue anglais, votre connaissance de l'espagnol serait un plus. Vous êtes désireux de vous investir dans un poste où l'implication personnelle est forte et dans une entreprise où l'on compte sur vous : réalisons ensemble nos ambitions.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant la réf. M 114 B à Sophie de GOROSTARZU - ARCO - 16, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

ARCO

Fiscalistes Conseil

Paris 8ème

Important Cabinet d'Audit (200 pers), nous avons su développer une technologie de pointe en matière d'évaluation, d'acquisition et de rapprochement d'entreprises. La diversité de nos interventions offre un cadre de travail d'une grande richesse pour les fiscalistes que nous recherchons. Au sein de notre Département Fiscalité, nouvellement créé, vous participerez à son développement au travers des différentes études et missions de conseil auprès de nos clients.

Ces postes s'adressent à deux fiscalistes confirmés (ENI ou 3ème cycle) ayant acquis au minimum 3 ans d'expérience, au sein d'un Cabinet ou de la fonction publique. La connaissance du secteur bancaire et une compétence en fiscalité internationale seraient appréciées. La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à Jean-Paul LANCIAN

SALUSTRO VINCENT GAYET & ASSOCIES

2, avenue Hoche - 75008 PARIS

HAUTE TECHNOLOGIE
PAPIETERIE

ALIPAP
CREATION D'UNE PAPETERIE
FRANCAISE

Après avoir investi 1,2 milliard de francs dans l'achat pour en faire une des usines de pâte à papier les plus performantes de la CEE, SOPARGES poursuit son intégration complète dans la filière bois-papier en créant une papeterie dotée d'une machine à papier de taille internationale.

Dans le cadre de ce nouvel investissement de 1,4 milliard de francs, nous recherchons

**DIRECTEUR
ADMINISTRATIF**

qui saura :

- gérer l'administration générale, le service comptable, les achats et l'exploitation de l'infomatique,
- mettre en place l'organisation de la nouvelle unité de production,
- étudier et proposer des solutions à la direction générale,
- assurer les relations extérieures,
- suivre les contrats d'investissement et d'exploitation.

Vous êtes diplômé d'une École supérieure et vous avez une expérience réussie dans la fonction ou une fonction équivalente, si possible en milieu industriel.

Vous êtes rompu à la communication, la négociation et vous faites preuve d'une réelle personnalité. Vous parlez anglais couramment.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV et prétentions à **FORNIA**, 118, Champs-Élysées 75008 PARIS ou taper 3614 Code ALIPAP.

Les candidatures seront traitées confidentiellement

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 231

ADMINISTRATIF FINANCIER

Acquisition des produits pour l'industrie et nous prévoyons une forte croissance. Les rentrées financières des actions et d'autres sources de personnes concepteur un réseau de distribution des produits stratégiques de rentabilité et d'expansion.

Le candidat sera âgé au maximum de 28 ans, et devra avoir une formation de type Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP) complétée par un MBA ou un DECS.

Il aura acquis une première expérience dans un département financier d'une multinationale anglo-saxonne ou dans un cabinet d'Audit.

Il possèdera un excellent niveau d'anglais et maîtrisera parfaitement la micro-informatique.

Autonome et ayant le goût des contacts humains, le candidat aura de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

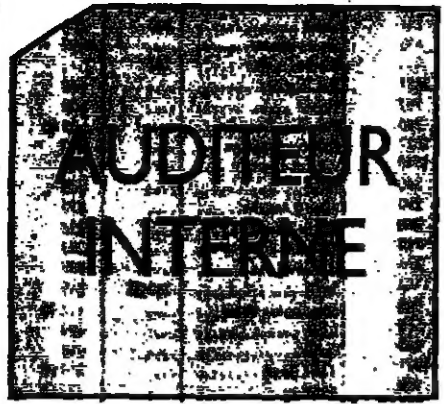
Veuillez contacter Ivan PACAUD au 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + N° de tél. + rémunération actuelle à :

DU PONT DE NEMOURS

DEPARTEMENT AUDIT

Dans le MONDE : 140 000 personnes, 135 implantations, 33 milliards de \$ de C.A., 1 800 produits et gammes de produits.

En FRANCE : 1 600 personnes, 6 milliards de francs de C.A.



Rattaché au Directeur de l'Audit, le candidat sélectionné intégrera une petite équipe avec laquelle il devra effectuer des missions variées (revue de systèmes, revues de procédures, audit comptable...).

Le candidat sera âgé au maximum de 28 ans, et devra avoir une formation de type Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP) complétée par un MBA ou un DECS.

Il aura acquis une première expérience dans un département financier d'une multinationale anglo-saxonne ou dans un cabinet d'Audit.

Il possèdera un excellent niveau d'anglais et maîtrisera parfaitement la micro-informatique.

Autonome et ayant le goût des contacts humains, le candidat aura de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Veuillez contacter Ivan PACAUD au 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + N° de tél. + rémunération actuelle à :

Michael Page Finance,
Ivan Pacaud, sous réf. : IP 5257 MO
30 bis, rue Spontini 75116 PARIS



Responsable Consolidation Budgétaire Groupe

Proche Banlieue-Ouest

Intégré au département du Contrôle de Gestion Groupe, le titulaire prend en charge l'ensemble du processus de consolidation budgétaire. Il produit les données prévisionnelles, les analyse et les commente. Il participe aux opérations de suivi des résultats comptables en liaison avec les services comptables et les responsables de contrôle de gestion opérationnels. Il assiste à l'évolution des systèmes, procédures et méthodes.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, le candidat justifie d'une expérience réussie de 3 à 5 ans au sein d'un grand groupe industriel ou en cabinet d'audit. De bonne formation comptable, il dispose d'une solide connaissance de la consolidation groupée en environnement informatique. Ses qualités personnelles, sa capacité à communiquer, à répondre du recul, à suggérer, seront déterminantes. Anglais courant requis.

La dimension de notre groupe offre à un candidat de valeur de réelles perspectives de carrière.

Contactez Chantal Carlin au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. HBS242MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-Sydney

Secteur Bancaire

LISTE

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Fédérations régionales, 4 500 points de vente, 21 000 collaborateurs, 40 000 administrateurs et 7 millions de clients, la plus forte croissance bancaire de ces 10 dernières années, la puissance du 5^e groupe bancaire.

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organisme national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.

UNES ET SERVICES

EGOR

AUDITEURS BANCAIRES

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez de solides connaissances comptables et vous souhaitez commencer ou poursuivre votre carrière en appréhendant toutes les fonctions de l'entreprise.

L'Inspection Générale de la Confédération Nationale vous propose de rejoindre son équipe chargée d'AUDITER l'ensemble des organismes régionaux qui composent le CRÉDIT MUTUEL.

Ces postes impliquent des déplacements fréquents et constituent une réelle opportunité d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 211/RH à la Direction des Ressources Humaines C.N.C.M., 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à quel point

Le groupe THOMSON : un tremplin pour votre carrière



AUDIT OPERATIONNEL/CONSEIL

Vos responsabilités opérationnelles couvrent le diagnostic, l'audit, le conseil, à caractère exceptionnel au niveau du groupe et de son intérêt général.

L'importance et la diversité de vos missions, le haut niveau de vos interlocuteurs (cadres dirigeants) justifient nos exigences. De formation grande école ou universitaire, vous possédez une première expérience d'environ 4 ans du conseil pluridisciplinaire ou de l'audit dans un cabinet ou dans l'industrie. Vous maîtrisez bien sûr une langue étrangère, de préférence l'anglais.

Réussir cette mission vous offre un double avantage : être connu et reconnu des principaux décideurs et évoluer à court terme vers des postes de direction en France ou à l'étranger.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) à : Véronique DELAMARRE à notre Siège Social THOMSON - Cedex 67 - 92050 Paris la Défense.

THOMSON

Contrôleur de Gestion Junior

Le candidat sera âgé au maximum de 28 ans, et devra avoir une formation de type Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP) complétée par un MBA ou un DECS.

Il aura acquis une première expérience dans un département financier d'une multinationale anglo-saxonne ou dans un cabinet d'Audit.

Il possèdera un excellent niveau d'anglais et maîtrisera parfaitement la micro-informatique.

Autonome et ayant le goût des contacts humains, le candidat aura de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Veuillez contacter Ivan PACAUD au 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + N° de tél. + rémunération actuelle à :

Responsable du Contrôle de Gestion

Rattaché au Directeur Administratif et Financier et en liaison étroite avec les Directions opérationnelles de l'entreprise, vous serez en charge : de la gestion des stocks ; de la rentabilité des investissements ; du contrôle et de l'analyse des écarts ; du reporting, et proposerez toutes améliorations des performances de l'entreprise dans les domaines de la gestion et de l'organisation.

Agé de 30/35 ans, de formation Ecole Supérieure de Gestion, vous maîtriserez bien les aspects audit/gestion en milieu industriel de préférence.

Nous désirons intégrer un collaborateur responsable, compétent et sérieux, qui saura imposer par son sens du dialogue et de l'initiative, afin de participer activement à notre développement et d'évoluer au sein du Groupe.

Les emplacements sont limités sur place.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous réf. M/1281 ou :

CHPS Ressources Humaines
61 rue des Belles Feuilles 75116 Paris

Contrôleur de Gestion CHARTRES DRAFTEX INDUSTRIES

Un des leaders de l'équipement pour l'automobile, réside un CA de F. 15 milliard avec 3000 personnes, recherche, pour renforcer la gestion de la forte croissance de ses activités, un Contrôleur de Gestion de premier plan.

Membre actif du Haut Comité France, vous serez notre expert en matière d'analyse et d'application des écarts lors de la présentation des informations de gestion, budgets, rapports mensuels d'activité. Vous veillerez à la bonne harmonisation des procédures comptables. Pour ce rôle, vous serez l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale, pouvant être chargé par elle de missions particulières.

Diplômé d'études supérieures commerciales, ou ingénieur assisté par le gestion, avec une forte dominante comptable, 32 ans maximum, vous maîtriserez couramment l'anglais et les outils des procédures anglo-saxonnes ; votre disponibilité vous permettra de vous déplacer fréquemment.

Il vous sera offert un niveau de rémunération attractif avec, bien évidemment, une véritable évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous référence 2127-M à H. CARON qui indiquera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand associés

Executive Selection
3, av. Parcier 75008 Paris

C&L

COURTAULDS PACKAGING

1er Groupe européen d'emballages flexibles, leader français de l'emballage souple, pour fruits et légumes recherche pour sa filiale SOCIÉTÉ FOURNIER son

Adjoint au Directeur Financier

Avignon

Futur Directeur Financier, vous encadrerez une équipe de six personnes et vous aurez la responsabilité de la gestion comptable et financière, du reporting, de l'élaboration et l'édition du bilan (liasses fiscales et sociales), vous établirez les budgets, contrôlerez leur réalisation et suivrez les prix de revient. Agé de 30/35 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce, titulaire du DECS, vous justifierez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans en cabinet ou en entreprise. Vous avez de bonnes connaissances en micro-informatique et maîtrisez l'anglais. Professionnel(le) d'avenir, vous bénéficierez d'une rémunération motivante et de perspectives d'évolution dans le groupe international COURTAULDS.

Contactez Hervé Barthelemy au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° tél. + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec, 69001 LYON, sous réf. HBS242MO.

Michael Page Rhône-Alpes
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

bioMérieux

Instruments et réactifs de laboratoire

Nous sommes la première Société Française de Réactifs pour le diagnostic biologique : 1.200 personnes, plus de nombreuses filiales France et étranger.

Nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION H/F

Au sein d'une de nos Unités Opérationnelles, vos missions principales consisteront à :

- participer à l'élaboration et au suivi des budgets de fonctionnement à court et moyen terme ;
- déterminer les prix de revient, établir des comptes de résultats par grandes lignes et produits.

Jeune diplômé d'une Ecole de Commerce, option finance comptabilité, vous avez de préférence acquis une première expérience, et approché la fonction de contrôleur de gestion.

Pour ce poste basé à LYON, merci d'adresser une lettre manuscrite + CV, photo et prétentions à bioMérieux - J.C. ALERINI 69260 MARCY L'ETOILE.

L'une des belles sociétés de Bourse parisiennes (250 p.) poursuivant son développement, nous cherchons

un jeune cadre comptable 200 000 F/an

Venez assurer le suivi des comptes d'ordres et de titres, participer à l'établissement des résultats et des déclarations diverses, dans un contexte informatique performant.

ESC ou DECS, vous avez quelques années d'expérience dans un établissement financier, une banque ou un cabinet d'expertise comptable. Votre aptitude à prendre en charge des travaux d'exécution comme d'analyse et d'organisation, votre sens de l'équipe, votre souci de progresser dans un environnement en pleine mutation sont autant de facteurs de réussite chez nous.

Ecrivez à Mme M.C. TESSIER, consultante (réf. 5609 LM) à "Carrières Gestion/Finances".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

Notre activité de Conseil nous amène une forte notoriété dans notre milieu professionnel, et nous voulons renforcer notre équipe en recrutant un

FISCALISTE

Titulaire d'une Maîtrise de Droit Privé et d'un DESS de Droit Fiscal, ou diplômé de l'E.N. des Impôts, vous avez une expérience significative dans le traitement de la fiscalité.

Vous ferez partie d'une équipe jeune, et aurez la responsabilité totale des missions qui vous seront confiées.

Le poste est basé à PARIS.

Rémunération attractive

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + photo sous réf. 56526 à M.L.II Conseil 16, rue Georges Dufour 92050 PARIS la Défense

MLII conseil

MARCHÉS FINANCIERS

Les projets de la firme d'électronique en URSS et en RDA

Philips envisage d'investir plus de 1 milliard de francs en Europe de l'Est

AMSTERDAM
de notre correspondant

Philips va signer en Union soviétique un contrat de joint-venture portant sur l'installation et l'entretien d'appareils médicaux, a révélé le quotidien néerlandais *Handelsblad* dans son édition du samedi 27 janvier.

D'autres accords de coopération avec des partenaires soviétiques sont en cours de négociation : « Ils couvrent toute la gamme des produits Philips », a affirmé le directeur adjoint de la division Europe de l'Est de la multinationale, tout en se refusant à dire plus « à ce stade des discussions ». L'accord serait mis sur l'électronique grand public, sur les composants et sur l'équipement médical.

La valeur totale des investissements envisagés par Philips en URSS est estimée à 300 millions de florins, soit 900 millions de francs. A cette somme, il convient d'ajouter les 450 millions de francs représentés par les projets de la

firme d'Eindhoven en République démocratique allemande (sous-traitement de la fabrication d'appareils de radiographie, développement et production de microscopiques électroniques). De plus, Philips ouvrirait bientôt une représentation à Varsovie, et la direction étudierait l'installation de bureaux dans plusieurs autres pays est européens.

Déjà implanté à Moscou et à Belgrade, Philips a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de quelque 900 millions de francs en Europe de l'Est, où ses ventes ont crû de 15 % au cours des derniers mois (contre une hausse moyenne de 10 % en 1988, 1987 et 1986). « Cette croissance devrait être à l'avenir nettement plus élevée », prévoit-on à Eindhoven, où l'on tient néanmoins à rester mesuré. Un doublement « à moyen terme » du volume d'affaires avec l'Est « serait déjà un très beau résultat ».

CHRISTIAN CHARTIER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration de LOCAMIC a été réuni le 12 Janvier 1990. Il a été informé de l'avancement des études relatives à l'acquisition par LOCAMIC de 3 filiales des MUTUELLES DU MANS-COFIMANS, spécialisées dans le crédit à la consommation, le crédit-bail mobilier et la location de longue durée : CAMECO, CAME-BAIL et CAME-LOCATION.

Sous réserve d'un aboutissement favorable des négociations qui seront conduites au cours des prochaines semaines, le nouvel ensemble qui serait constitué devrait bénéficier d'un effet de taille et d'une complémentarité des moyens commerciaux permettant à LOCAMIC d'accélérer son développement dans un contexte de concurrence accrue.

Le Groupe des MUTUELLES DU MANS resterait partenaire du CCF dans ce nouvel ensemble.

Par ailleurs, Didier FEAU, qui continuera à siéger au Conseil de LOCAMIC, quitte la Direction Générale de la Société. Le Conseil a nommé Gérard GLANDIER au poste de Directeur Général avec effet immédiat.

LOCAMIC SUR MINITEL : 3616 ACTIOS PUIS LOCAMIC

GROUPE DIDOT-BOTTIN
Fondé en 1796

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de Monsieur Vincent HOLLARD, a arrêté les comptes de l'exercice clos au 30 septembre 1989 qui se soldent par un résultat de 94 057 291 francs.

Ce résultat comprend pour l'essentiel la plus-value résultant de la cession au cours de l'exercice de l'ancien siège social sis rue du Docteur Finlay à PARIS 15^e.

Les comptes consolidés font apparaître un profit après impôt de 96 762 000 francs.

La société a engagé au cours de l'exercice des capitaux importants qui ne seront rémunérés que dans les exercices ultérieurs : la construction d'un immeuble de 3 500 m² de bureaux à LEVALLOIS et la dotation au capital de la FINANCIERE DIDOT-BOTTIN, qui constitue un des moyens de développement du groupe. Sa stratégie est, rappelons-le, celle d'opérateur industriel et financier dans des affaires moyennes occupant une position de référence dans leur secteur d'activité.

Il sera proposé à l'assemblée la mise en distribution d'un dividende de 20 francs par action, avant fiscal non compris (contre 15 francs pour l'exercice précédent).

INTERFLORA

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 17 janvier 1990 :
- a constaté le plein succès de l'augmentation de capital en espèces, qui a permis de réunir 14 millions de francs de capital supplémentaire ;
- a décidé d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, en attribuant cinq actions gratuites pour chaque action ancienne, ce qui portera le capital à plus de 28 millions de francs ;
- s'est félicité du bon développement connu en 1989, avec une croissance du chiffre d'affaires de 18,6 % par rapport à l'année antérieure, confirmant le succès d'Interflora, leader du « cadeau-fleurs à distance ».



ACOMPTÉ SUR DIVIDENDE

Le Conseil a décidé de mettre en paiement à partir du 31 Janvier 1990 un acompte sur dividende de 21,25 F par action ordinaire et de 34,00 F par action à dividende prioritaire.
Pour l'exercice 1989, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a atteint 8,7 milliards de francs, soit une progression de 55 % compte tenu notamment de l'intégration du Groupe B. TICINO. A structure comparable, la croissance aurait été de 12 %.

INFORMATION FINANCIERE (1) 43.60.01.80

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice global de base 100 : 28 décembre 1989

19 jan. 26 jan.

Valeurs franc. à rev. variable	97,5	94,8
Valeurs industrielles	98,9	93,3
Valeurs étrangères	102,2	99,8
Plus-values	103	100
Chimie	96,7	93,3
Industrie chimique	95,4	90
Industrie métallurgique	98,9	96,8
Industrie électrique	97,8	91,4
Industrie aéronautique	98,1	93,4
Industrie automobile	95,8	93
Industrie textile	98,4	93,1
Industrie alimentaire	98,2	95,7
Industrie pharmaceutique	96	91,9
Industrie chimique	98,2	97,1
Industrie métallurgique	98,7	98,1
Industrie électrique	98,3	97,2
Industrie aéronautique	98,3	98,4

Base 100 : 28 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. variable 4 679,2 | 4 361,1 |Valeurs étrangères 4 687,4 | 4 383,3 |

Plus-values 93 | 98,1 |

Chimie 98,5 | 98,1 |

Industrie chimique 98,3 | 98,4 |

Industrie métallurgique 98,3 | 98,4 |

Industrie électrique 98,3 | 98,4 |

Industrie aéronautique 98,3 | 98,4 |

Industrie automobile 98,3 | 98,4 |

Industrie textile 98,3 | 98,4 |

Industrie alimentaire 98,3 | 98,4 |

Industrie pharmaceutique 98,3 | 98,4 |

Industrie chimique 98,3 | 98,4 |

Industrie métallurgique 98,3 | 98,4 |

Industrie électrique 98,3 | 98,4 |

Industrie aéronautique 98,3 | 98,4 |

Industrie automobile 98,3 | 98,4 |

Industrie textile 98,3 | 98,4 |

Industrie alimentaire 98,3 | 98,4 |

Industrie pharmaceutique 98,3 | 98,4 |

Industrie chimique 98,3 | 98,4 |

Industrie métallurgique 98,3 | 98,4 |

Industrie électrique 98,3 | 98,4 |

Industrie aéronautique 98,3 | 98,4 |

Industrie automobile 98,3 | 98,4 |

Industrie textile 98,3 | 98,4 |

Industrie alimentaire 98,3 | 98,4 |

Industrie pharmaceutique 98,3 | 98,4 |

Industrie chimique 98,3 | 98,4 |

Industrie métallurgique 98,3 | 98,4 |

Industrie électrique 98,3 | 98,4 |

Industrie aéronautique 98,3 | 98,4 |

Industrie automobile 98,3 | 98,4 |

Industrie textile 98,3 | 98,4 |

Industrie alimentaire 98,3 | 98,4 |

Industrie pharmaceutique 98,3 | 98,4 |

Industrie chimique 98,3 | 98,4 |

Industrie métallurgique 98,3 | 98,4 |

Industrie électrique 98,3 | 98,4 |

Industrie aéronautique 98,3 | 98,4 |

Industrie automobile 98,3 | 98,4 |

Industrie textile 98,3 | 98,4 |

Industrie alimentaire 98,3 | 98,4 |

Industrie pharmaceutique 98,3 | 98,4 |

Industrie chimique 98,3 | 98,4 |

Industrie métallurgique 98,3 | 98,4 |

Industrie électrique 98,3 | 98,4 |

Industrie aéronautique 98,3 | 98,4 |

Industrie automobile 98,3 | 98,4 |

Industrie textile 98,3 | 98,4 |

Industrie alimentaire 98,3 | 98,4 |

Industrie pharmaceutique 98,3 | 98,4 |

Industrie chimique 98,3 | 98,4 |

Industrie métallurgique 98,3 | 98,4 |

Industrie électrique 98,3 | 98,4 |

Industrie aéronautique 98,3 | 98,4 |

Industrie automobile 98,3 | 98,4 |

Industrie textile 98,3 | 98,4 |

Industrie alimentaire 98,3 | 98,4 |

Industrie pharmaceutique 98,3 | 98,4 |

Industrie chimique 98,3 | 98,4 |

Industrie métallurgique 98,3 | 98,4 |

Industrie électrique 98,3 | 98,4 |

Industrie aéronautique 98,3 | 98,4 |

Industrie automobile 98,3 | 98,4 |

Industrie textile 98,3 | 98,4 |

Industrie alimentaire 98,3 | 98,4 |

Industrie pharmaceutique 98,3 | 98,4 |

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes exposés à variation (en millions de francs)

19 janvier 1990

Total actif	749 052
dont	
Or	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	87 710
ECU	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	21 788
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	28 570
Titres d'Etat dom. et obligations	59 635
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	793
Effets privés	189 313
Effets en cours de recouvrement	42 374
Total passif	749 052

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

Billets en circulation 242 464 |

Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves 100 245 |

Compte courant du Trésor public 58 726 |

Reprises de liquidités 18 344 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 8 213 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux ECU à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire 55 637 |

Réserves de réévaluation des monnaies publiques en or 225 916 |

PARIS

cond marché		PARIS		
		(sélection)		
Cours préc.	Cours cours	VALEURS	Cours préc.	Cours cours
47	47	Loire		
48	48	Merc Commerciale		148
49	49	Messageries Maritimes		205
50	50	Mines de France		238
51	51	Mines de la Loire		195
52	52	Mines de la Loire	202	202
53	53	Mines de la Loire		202
54	54	Mines de la Loire	240	1200
55	55	Mines de la Loire		540
56	56	Mines de la Loire		500
57	57	Mines de la Loire		500
58	58	Mines de la Loire		500
59	59	Mines de la Loire		500
60	60	Mines de la Loire		500
61	61	Mines de la Loire		500
62	62	Mines de la Loire		500
63	63	Mines de la Loire		500
64	64	Mines de la Loire		500
65	65	Mines de la Loire		500
66	66	Mines de la Loire		500
67	67	Mines de la Loire		500
68	68	Mines de la Loire		500
69	69	Mines de la Loire		500
70	70	Mines de la Loire		500
71	71	Mines de la Loire		500
72	72	Mines de la Loire		500
73	73	Mines de la Loire		500
74	74	Mines de la Loire		500
75	75	Mines de la Loire		500
76	76	Mines de la Loire		500
77	77	Mines de la Loire		500
78	78	Mines de la Loire		500
79	79	Mines de la Loire		500
80	80	Mines de la Loire		500
81	81	Mines de la Loire		500
82	82	Mines de la Loire		500
83	83	Mines de la Loire		500
84	84	Mines de la Loire		500
85	85	Mines de la Loire		500
86	86	Mines de la Loire		500
87	87	Mines de la Loire		500
88	88	Mines de la Loire		500
89	89	Mines de la Loire		500
90	90	Mines de la Loire		500
91	91	Mines de la Loire		500
92	92	Mines de la Loire		500
93	93	Mines de la Loire		500
94	94	Mines de la Loire		500
95	95	Mines de la Loire		500
96	96	Mines de la Loire		500
97	97	Mines de la Loire		500
98	98	Mines de la Loire		500
99	99	Mines de la Loire		500
100	100	Mines de la Loire		500

LA BOURSE SUR MINUTEL	
36-15	TAPEZ LE MINUTEL

OLLIONS négociables L. 20

Options de vente					
Date	Description	ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Quantité	Prix	Quantité	Prix
20/01/99	ACHAT	100	100		
21/01/99	ACHAT	100	100		
22/01/99	ACHAT	100	100		
23/01/99	ACHAT	100	100		
24/01/99	ACHAT	100	100		
25/01/99	ACHAT	100	100		
26/01/99	ACHAT	100	100		
27/01/99	ACHAT	100	100		
28/01/99	ACHAT	100	100		
29/01/99	ACHAT	100	100		
30/01/99	ACHAT	100	100		
01/02/99	ACHAT	100	100		
02/02/99	ACHAT	100	100		
03/02/99	ACHAT	100	100		
04/02/99	ACHAT	100	100		
05/02/99	ACHAT	100	100		
06/02/99	ACHAT	100	100		
07/02/99	ACHAT	100	100		
08/02/99	ACHAT	100	100		
09/02/99	ACHAT	100	100		
10/02/99	ACHAT	100	100		
11/02/99	ACHAT	100	100		
12/02/99	ACHAT	100	100		
13/02/99	ACHAT	100	100		
14/02/99	ACHAT	100	100		
15/02/99	ACHAT	100	100		
16/02/99	ACHAT	100	100		
17/02/99	ACHAT	100	100		
18/02/99	ACHAT	100	100		
19/02/99	ACHAT	100	100		
20/02/99	ACHAT	100	100		
21/02/99	ACHAT	100	100		
22/02/99	ACHAT	100	100		
23/02/99	ACHAT	100	100		
24/02/99	ACHAT	100	100		
25/02/99	ACHAT	100	100		
26/02/99	ACHAT	100	100		
27/02/99	ACHAT	100	100		
28/02/99	ACHAT	100	100		
29/02/99	ACHAT	100	100		
30/02/99	ACHAT	100	100		
01/03/99	ACHAT	100	100		
02/03/99	ACHAT	100	100		
03/03/99	ACHAT	100	100		
04/03/99	ACHAT	100	100		
05/03/99	ACHAT	100	100		
06/03/99	ACHAT	100	100		
07/03/99	ACHAT	100	100		
08/03/99	ACHAT	100	100		
09/03/99	ACHAT	100	100		
10/03/99	ACHAT	100	100		
11/03/99	ACHAT	100	100		
12/03/99	ACHAT	100	100		
13/03/99	ACHAT	100	100		
14/03/99	ACHAT	100	100		
15/03/99	ACHAT	100	100		
16/03/99	ACHAT	100	100		
17/03/99	ACHAT	100	100		
18/03/99	ACHAT	100	100		
19/03/99	ACHAT	100	100		
20/03/99	ACHAT	100	100		
21/03/99	ACHAT	100	100		
22/03/99	ACHAT	100	100		
23/03/99	ACHAT	100	100		
24/03/99	ACHAT	100	100		
25/03/99	ACHAT	100	100		
26/03/99	ACHAT	100	100		
27/03/99	ACHAT	100	100		
28/03/99	ACHAT	100	100		
29/03/99	ACHAT	100	100		
30/03/99	ACHAT	100	100		
31/03/99	ACHAT	100	100		
01/04/99	ACHAT	100	100		
02/04/99	ACHAT	100	100		
03/04/99	ACHAT	100	100		
04/04/99	ACHAT	100	100		
05/04/99	ACHAT	100	100		
06/04/99	ACHAT	100	100		
07/04/99	ACHAT	100	100		
08/04/99	ACHAT	100	100		
09/04/99	ACHAT	100	100		
10/04/99	ACHAT	100	100		
11/04/99	ACHAT	100	100		
12/04/99	ACHAT	100	100		
13/04/99	ACHAT	100	100		
14/04/99	ACHAT	100	100		
15/04/99	ACHAT	100	100		
16/04/99	ACHAT	100	100		
17/04/99	ACHAT	100	100		
18/04/99	ACHAT	100	100		
19/04/99	ACHAT	100	100		
20/04/99	ACHAT	100	100		
21/04/99	ACHAT	100	100		
22/04/99	ACHAT	100	100		
23/04/99	ACHAT	100	100		
24/04/99	ACHAT	100	100		
25/04/99	ACHAT	100	100		
26/04/99	ACHAT	100	100		
27/04/99	ACHAT	100	100		
28/04/99	ACHAT	100	100		
29/04/99	ACHAT	100	100		
30/04/99	ACHAT	100	100		
01/05/99	ACHAT	100	100		
02/05/99	ACHAT	100	100		
03/05/99	ACHAT	100	100		
04/05/99	ACHAT	100	100		
05/05/99	ACHAT	100	100		
06/05/99	ACHAT	100	100		
07/05/99	ACHAT	100	100		
08/05/99	ACHAT	100	100		
09/05/99	ACHAT	100	100		
10/05/99	ACHAT	100	100		
11/05/99	ACHAT	100	100		
12/05/99	ACHAT	100	100		
13/05/99	ACHAT	100	100		
14/05/99	ACHAT	100	100		
15/05/99	ACHAT	100	100		
16/05/99	ACHAT	100	100		
17/05/99	ACHAT	100	100		
18/05/99	ACHAT	100	100		
19/05/99	ACHAT	100	100		
20/05/99	ACHAT	100	100		
21/05/99	ACHAT	100	100		
22/05/99	ACHAT	100	100		
23/05/99	ACHAT	100	100		
24/05/99	ACHAT	100	100		
25/05/99	ACHAT	100	100		
26/05/99	ACHAT	100	100		
27/05/99	ACHAT	100	100		
28/05/99	ACHAT	100	100		
29/05/99	ACHAT	100	100		
30/05/99	ACHAT	100	100		
31/05/99	ACHAT	100	100		
01/06/99	ACHAT	100	100		
02/06/99	ACHAT	100	100		
03/06/99	ACHAT	100	100		
04/06/99	ACHAT	100	100		
05/06/99	ACHAT	100	100		
06/06/99	ACHAT	100	100		
07/06/99	ACHAT	100	100		
08/06/99	ACHAT	100	100		
09/06/99	ACHAT	100	100		
10/06/99	ACHAT	100	100		
11/06/99	ACHAT	100	100		
12/06/99	ACHAT	100	100		
13/06/99	ACHAT	100	100		
14/06/99	ACHAT	100	100		
15/06/99	ACHAT	100	100		
16/06/99	ACHAT	100	100		
17/06/99	ACHAT	100	100		
18/06/99	ACHAT	100	100		
19/06/99	ACHAT	100	100		
20/06/99	ACHAT	100	100		
21/06/99	ACHAT	100	100		
22/06/99	ACHAT	100	100		
23/06/99	ACHAT	100	100		
24/06/99	ACHAT	100	100		
25/06/99	ACHAT	100	100		
26/06/99	ACHAT	100	100		
27/06/99	ACHAT	100	100		
28/06/99	ACHAT	100	100		
29/06/99	ACHAT	100	100		
30/06/99	ACHAT	100	100		
01/07/99	ACHAT	100	100		
02/07/99	ACHAT	100	100		
03/07/99	ACHAT	100	100		
04/07/99	ACHAT	100	100		
05/07/99	ACHAT	100	100		
06/07/99	ACHAT	100	100		
07/07/99	ACHAT	100	100		
08/07/99	ACHAT	100	100		
09/07/99	ACHAT	100	100		
10/07/99	ACHAT	100	100		
11/07/99	ACHAT	100	100		
12/07/99	ACHAT	100	100		
13/07/99	ACHAT	100	100		
14/07/99	ACHAT	100	100		
15/07/99	ACHAT	100	100		
16/07/99	ACHAT	100	100		
17/07/99	ACHAT	100	100		
18/07/99	ACHAT	100	100		
19/07/99	ACHAT	100	100		
20/07/99	ACHAT	100	100		
21/07/99	ACHAT	100	100		
22/07/99	ACHAT	100	100		
23/07/99	ACHAT	100	100		
24/07/99	ACHAT	100	100		
25/07/99	ACHAT	100	100		
26/07/99	ACHAT	100	100		
27/07/99	ACHAT	100	100		
28/07/99	ACHAT	100	100		
29/07/99	ACHAT	100	100		
30/07/99	ACHAT	100	100		
31/07/99	ACHAT	100	100		
01/08/99	ACHAT	100	100		
02/08/99	ACHAT	100	100		
03/08/99	ACHAT	100	100		
04/08/99	ACHAT	100	100		
05/08/99	ACHAT	100	100		
06/08/99	ACHAT	100	100		
07/08/99	ACHAT	100	100		
08/08/99	ACHAT	100	100		
09/08/99	ACHAT	100	100		
10/08/99	ACHAT	100	100		
11/08/99	ACHAT	100	100		
12/08/99	ACHAT	100	100		
13/08/99	ACHAT	100	100		
14/08/99	ACHAT	100	100		
15/08/99	ACHAT	100	100		
16/08/99	ACHAT	100	100		
17/08/99	ACHAT	100	100		
18/08/99	ACHAT	100	100		
19/08/99	ACHAT	100	100		
20/08/99	ACHAT	100	100		
21/08/99	ACHAT	100	100		
22/08/99	ACHAT	100	100		
23/08/99	ACHAT	100	100		
24/08/99	ACHAT	100	100		
25/08/99	ACHAT	100	100		
26/08/99	ACHAT	100	100		
27/08/99	ACHAT	100	100		
28/08/99	ACHAT	100	100		
29/08/99	ACHAT	100	100		
30/08/99	ACHAT	100	100		
31/08/99	ACHAT	100	100		
01/09/99	ACHAT	100	100		
02/09/99	ACHAT	100	100		
03/09/99	ACHAT	100	100		
04/09/99	ACHAT	100	100		
05/09/99	ACHAT	100	100		
06/09/99	ACHAT	100	100		
07/09/99	ACHAT	100	100		
08/09/99	ACHAT	100	100		
09/09/99	ACHAT	100	100		
10/09/99	ACHAT	100	100		
11/09/99	ACHAT	100	100		
12/09/99	ACHAT	100	100		
13/09/99	ACHAT	100	100		
14/09/99	ACHAT	100	100		
15/09/99	ACHAT	100	100		
16/09/99	ACHAT	100	100		
17/09/99	ACHAT	100	100		
18/09/99	ACHAT	100	100		
19/09/99	ACHAT	100	100		
20/09/99	ACHAT	100	100		
21/09/99	ACHAT	100	100		
22/09/99	ACHAT	100	100		
23/09/99	ACHAT	100	100		
24/09/99	ACHAT	100	100		
25/09/99	ACHAT	100	100		
26/09/99	ACHAT	100	100		
27/09/99	ACHAT	100	100		
28/09/99	ACHAT	100	100		
29/09/99	ACHAT	100	100		
30/09/99	ACHAT	100	100		
01/10/99	ACHAT	100	100		
0					

MATIF

N° - Coordonnée en pourcentage du 26 janvier 1990			
1426	1427		
SCORANCES			
N°		Septembre 90	
101.46	102.46	103.02	
103.16	102.06	103.12	
Espace de travail			
OPTION DE VENTE			
		Mars 90	Juin 90
0.24	0.14	1.28	1.56

INDICES

[illegible]

INTERBANCAIRE DES DEVISES

[illegible]

1990-1991

Règlement mensuel

[illegible]

Comptant

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Evolution Prime Incl.	Rachet net	VALEURS	Evolution Prime Incl.	Rachet net	VALEURS	Evolution Prime Incl.	Rachet net
Obligations																				
Emp. 8,80 % 77	120,80	5,676	C.I.C. Financ. et C.I. Méditerranée	219 80	219 80	Magnolia Unipole	182	182	V.I. Ventes	214	214	A.A.A.	1120 81	1033 28	Financ. Indus. Roum.	114 48	111 74	Polystyrene Belux	178 21	175 70
8,80 % 78/80	98 86	5,676	Chemins de Fer	2280	2280	Stemont S.A.	228 91	228 91	Wassens S.A.	228 91	228 91	Actifon	228 23	228 23	Financ. Roum.	442 88	432 08	Parvex	807 46	807 43
10,20 % 78/84	100 80	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864	864	Reuss. du Rhéon	374 94	374 94	Actifon France	680 40	674 94	Financ. Obligat.	488 13	485 88	Parle. Protection	287 80	285 20
10,20 % 80/80	100 78	4,261	Colindale Ind.	958	958	Stemont Part.	864													

AV (selection)

Year	VALUES	Evolution Franc frct.	Franc frct.	VALUES	Evolution Franc frct.	Franc frct.
28	France-Indes (Siam).....	114 48	111 74	Panama-Bahama	179 21	175 70
31	France-Indes.....	442 86	432 08	Perse.....	807 46	807 43
34	France-Océanie.....	493 13	493 28	Philo-Financiers	267 80	280 20
22	France.....	489 94	473 49	Philo Indes.....	781 03	743 25
46	France-Financ.	119 57	119 08	1204 47	1185 05
79	France-Higues	1332 81	1285 70	Philo-Port et Indes	729 08	7250 09
10	France-Indes.....	39 37	39 31	5800 35	5800 61
30	France-Spagne	28 81	28 81	Philo-Port Financier	5393 26	5393 16
02	France-Suisse	34 19	33 69	Philo-Port	118 34	118 23
72	France-Tunisie	11640 82	11640 82	Philo-Port	5389 87	5389 65
20	France.....	238 04	235 14	Philo-Port	10882 44	10881 49
31	France.....	838 97	819 07	Philo-Port	113 39	110 33
28	France.....	31 82	31 04	Philo-Port	23768 72	23768 72
46	France.....	4484 08	4423 83	Philo-Port	124 85	121 77
67	France-SEU	571 12	562 06	Philo-Port	101 11	99 71
14	France-Financiers	10234 30	10084 06	Philo-Port	6282 47	6240 07
	France.....	1168 13	1168 13	Philo-Port	1115 07	1098 59
46	France.....	60715 96	59235 31	Philo-Port	922 50	881 05
08	France-Asie.....	90 04	157 11	Philo-Port	274 84	262 19
77	France.....	1247 32	1210 06	Philo-Port	229 20	225 05
10	France.....	100716 83	100363 14	Philo-Port	815 94	827 63
08	France.....	1500 50	1246 72	Philo-Port	553 40	500 30
40	France-Financ.	1320 58	1320 58	Philo-Port	12185 80	12007 45
01	France.....	182 32	182 72	Philo-Port	817 30	772 19
30	France-Spagne	260 82	258 07	Philo-Port	868 87	872 08
25	France-Financ.	226 67	214 10	Philo-Port	1429 91	1423 49
30	France-Financ.	287 89	284 10	Philo-Port	1130 31	1119 31
60	France-Financ.	232 18	227 29	Philo-Port	704 44	693 04
78	France-Financ.	352 81	348 67	Philo-Port	880 26	1022 27
70	France-Financ.	271 72	259 40	Philo-Port	744 06	693 26
24	France-Japon	467 12	439 48	Philo-Port	487 21	456 51

Act

Agencia (Int. Fin.)	1594	A.E.C.	1974	Highway	4192.0
A.I.R. (Int. Cont.)	5083	Alcatraz	179.10	Highway	446
Alcatraz		Alcatraz		Highway	783
Alcatraz		Alcatraz		Highway	1100
Alcatraz		Alcatraz		Highway	800
Alcatraz		Alcatraz		Highway	460
Alcatraz		Alcatraz		Highway	1571
Alcatraz		Alcatraz		Highway	162
Alcatraz		Alcatraz		Highway	454
Alcatraz		Alcatraz		Highway	806
Alcatraz		Alcatraz		Highway	224
Alcatraz		Alcatraz		Highway	748
Alcatraz		Alcatraz		Highway	4125
Alcatraz		Alcatraz		Highway	318
Alcatraz		Alcatraz		Highway	781
Alcatraz		Alcatraz		Highway	346
Alcatraz		Alcatraz		Highway	879
Alcatraz		Alcatraz		Highway	4883
Alcatraz		Alcatraz		Highway	3001
Alcatraz		Alcatraz		Highway	2438

Pulchord Holding ..
Pizer Inc.[illegible]

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ★ : marché continu

Depuis dix-neuf ans à Grenoble

Un réacteur nucléaire de recherche fonctionnait en sur-régime

GRENOBLE

de notre correspondant

Le réacteur à haut flux de l'Institut Laue-Langevin (ILL), installé sur le site du centre d'études nucléaires de Grenoble, a été arrêté, le 24 janvier, à la demande du Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN).

L'exploitant de ce réacteur de recherche a en effet constaté, à la suite de la vérification de certains paramètres, que celui-ci fonctionnait, depuis sa mise en service en 1971, à un régime supérieur de 10 % à sa puissance maximale autorisée, égale à 58,3 mégawatts. Ce réacteur délivrait ainsi chaque année, à ses utilisateurs, deux mille scientifiques, principalement français, allemands et britanniques, un flux neutronique supérieur à ce que la « machine » aurait dû normalement lui fournir.

Depuis quelques mois cependant, les responsables du réacteur s'étonnaient de voir leur appareil brûler davantage d'uranium que sa puissance ne l'exigeait. Certains mettaient même en cause leur fournisseur américain, à qui ils reprochaient de livrer à l'ILL de l'uranium insuffisamment enrichi.

Finalement, l'explication aura été fournie presque par hasard : à la suite de calculs effectués à l'Institut Laue-Langevin, sur un appareil de mesure du débit du liquide de refroidissement du réacteur. Celui-ci utilise 40 tonnes d'eau

lourde. Le débitmètre mis en place en 1971 avait été étalonné avec de l'eau légère. La densité de l'eau lourde, supérieure de 10 %, n'avait pas été prise en compte dans les calculs.

Depuis sa mise en service le réacteur grenoblois n'a connu aucun incident majeur. Dans un communiqué rendu public le 26 janvier, le chef du département réacteur de l'ILL, M. Bauer, souligne que « cette anomalie de fonctionnement n'a pas entraîné de conséquences, ni pour les personnes, ni pour l'environnement ». Il pour les installations, et que le réacteur, utilisé en sur-régime, disposait encore d'une marge de sécurité de 10 %. L'arrêt du réacteur a toutefois été demandé par le SCSIN, pour qu'il s'agisse d'une « anomalie sérieuse, susceptible de conduire à une réévaluation des dispositions de sûreté ».

Le SCSIN a classé cet incident au niveau 2 de l'échelle de gravité (qui en compte cinq). Le redémarrage ne sera autorisé qu'après enquête, et à la puissance prévue au moment de sa construction. En effet, malgré la preuve faite de son bon fonctionnement en sur-puissance, le réacteur de recherche devra se conformer aux prescriptions d'origine ; même si, comme tentent désormais de le démontrer ses utilisateurs français, anglais et allemands, la structure de la « machine » n'a pas souffert de cette utilisation... erronée.

CLAUDE FRANCHILLON

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

La grève des internes et des chefs de clinique : « La chute de l'hôpital public » ; « Et notre éthique » par Jean Donadeu ; « La fin d'un modèle » par Xavier Emmanuel... 2

L'évolution dans les pays de l'Est

3 à 5

Les élections en Sarre

Victoire du SPD et de M. Oskar Lafontaine... 4

La préparation du congrès du PS

• M. Mitterrand rend hommage à M. Jospin.
• M. Rocard invite le PS à se montrer « tolérant » et « ouvert »... 8

Second pôle de la majorité

L'Association des démocrates accepte le principe d'un rapprochement avec le MRG... 10

La crise au RPR

Le fossé se creuse entre M. Chirac et M. Pasqua... 9

SECTION B

Cliniques marseillaises

Directeur de trois cliniques marseillaises, M. Jean Chouraqui a été inculpé samedi de complicité d'assassinat dans l'affaire Léone Mout... 12

Affaire Oussekin : prison avec sursis

Jugé coupable de coups et blessures ayant entraîné la mort de Malik Oussekin, le gardien Garcia et le brigadier-chef Schmitt ont été condamnés respectivement à deux et cinq ans de prison avec sursis. Ce verdict a provoqué de nombreuses protestations... 12

Grève des avocats

La conférence des bâtonniers a appelé les avocats à observer, les 15 et 16 février, une grève nationale de l'aide légale... 12

Mobilisation contre les déchets nucléaires

Malgré la suspension des travaux pour un éventuel centre de stockage

de déchets nucléaires à Bourg-d'Irè (Maine-et-Loire), la population reste mobilisée contre l'occupation du terrain par les gendarmes mobiles... 13

Branle-bas à Montpellier

La ville se voue à la musique, avec un nouvel opéra de deux mille places et un nouveau directeur pour l'Orchestre philharmonique... 14

Football américain

La rencontre entre les deux meilleures équipes de la saison a tourné à l'avantage des « 49 » de San Francisco, qui ont largement dominé Denver... 18

SECTION C

La réunion du GATT

Sauver le multilatéralisme et intégrer les pays en voie de développement... 19

Grève dans le RER

Arrêts de travail sans préavis... 19

Affaires

Le kaléidoscope des caisses d'épargne européenne... 23

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La Sécurité sociale en quête d'une cotisation nouvelle

Le principe est acquis. La date aussi. Reste à décider qui en bénéficiera, qui paiera et comment... 25

Trop de porc, trop de bœuf

Par manque de coordination, la CEE a créé une tension sur la viande en résorbant les excès laitiers... 25

Services

Abonnements... 10
Campus... 16
Carnet... 16
Loto... 16
Météorologie... 17
Mots croisés... 17
Radio-Télévision... 17
Spectacles... 15

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28-29 janvier 1990 a été tiré à 544 695 exemplaires.

Après quatre nouvelles évasions à la prison de Loos-ès-Lille

Le ministère de la justice promet « des mesures immédiates de sécurité »

Quatre détenus se sont évadés, dimanche 28 janvier, de la prison de Loos-ès-Lille, près de Lille (Nord). Six détenus au total avaient tenté de s'échapper peu après 15 heures alors que les prisonniers se trouvaient dans la cour de la prison pour la promenade.

Ils ont franchi deux grillages de protection et escaladé un premier mur d'enceinte de la prison. Deux gardiens postés dans deux miradors ont alors ouvert le feu pour tenter de s'opposer à cette évasion. L'un des détenus a été arrêté alors qu'il tentait de franchir le second mur d'enceinte. Un deuxième prisonnier s'est fracturé la jambe en sautant du haut de ce mur. Les quatre autres ont réussi à s'évader. Il s'agit de Georges Hodgin, quarante-trois ans, poursuivi pour tentative d'homicide volontaire et vol ; Elie-Léo Bensimon, vingt-cinq ans, poursuivi pour vol aggravé ; Muriel Dossier, trente-trois ans, poursuivi pour vol avec arme et tentative d'homicide, et d'un détenu de nationalité néerlandaise, Johannes Louwen, cinquante-six ans, condamné pour trafic de stupéfiants.

Les évadés, qui étaient équipés de pinces coupantes et de draps, auraient, après leur évasion, subtilisé une automobile dont le conducteur s'était arrêté en bordure de l'autoroute toute proche et pris la fuite en direction de Lomme, commune proche de Lille.

Le garde des sceaux a aussitôt réagi à cette nouvelle évasion en déplaçant sur place le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Dintillac, ainsi que M. Jean-Claude Karsenty, qui vient d'être nommé « M. Sécurité » pour les prisons (le Monde du 23 janvier).

Le ministre de la justice a fait savoir dimanche en fin de journée que le directeur de l'administration pénitentiaire et le chargé de mission sur la sécurité des prisons lui remettraient dans les vingt-quatre heures un premier rapport dont les grandes lignes seront rendues publiques. « Des mesures immédiates de sécurité seront arrêtées dès le début de la semaine prochaine », a-t-il dit dimanche, annoncé le ministère.

M. Karsenty est, pour l'ensemble de sa mission, assisté par MM. Eymery, inspecteur de l'administration pénitentiaire, Davezas, substitut général à la cour d'appel de Paris, Jeco, directeur adjoint de la prison de Fleury-Mérogis, et Kéber, sous-directeur au centre de détention de Saint-Mihel. Il devra remettre à la fin du mois de février, à l'issue de

visites dans l'ensemble des neuf directions régionales de l'administration pénitentiaire et dans de nombreux établissements, un rapport général qui servira de base à « une révision des normes de sécurité des prisons françaises », ajoute le ministère de la justice.

Ces nouvelles évasions (vingt-huit détenus au total depuis la mi-décembre 1989) confirment une dégradation de la sécurité très préoccupante pour l'administration pénitentiaire et pour le garde des sceaux. Depuis le début de cette année, un détenu, Alain Briffaux, s'est déjà évadé, le 9 janvier, de la maison d'arrêt de Belfort, en prenant en otage durant une journée une jeune automobiliste ; deux autres, Didier Masson et Stéphane Boutin, le 14 janvier, de la prison de Brest (ils ont été retrouvés et arrêtés deux jours plus tard à Bordeaux) ; enfin, trois malfaiteurs réputés dangereux, Jean-Pierre Cadillon, Christian Wisse et George Windasting, se sont échappés de la maison d'arrêt de Périgueux le 20 janvier.

C'est cette accélération, plus que le nombre total d'évasions, qui a peu varié au cours des dernières années (53 en 1987, 60 en 1988, 52 en 1989), qui place M. Pierre Arpaillange dans une situation embarrassante.

Changement à la tête du Syndicat du Livre CGT

M. Roger Lancry prend sa retraite

Au sein de la presse parisienne, il avait autant de poids qu'un patron de presse : M. Roger Lancry, secrétaire général du Syndicat général du Livre parisien (SGL) et du Comité interyndical du Livre parisien CGT (CILP), dont font partie, à côté du SGL, les syndicats des typographes et des correcteurs de presse, vient de quitter ses fonctions à la tête du SGL, à l'âge de cinquante-sept ans, afin de prendre sa retraite.

Lors du dixième congrès du SGL réuni à Paris les 26 et 27 janvier, les délégués du Livre ont cependant indiqué que la page écrite par M. Roger Lancry n'était pas tournée. Ils ont élu pour le remplacer deux hommes qu'il a formés : M. Roland Biegler, quarante-quatre ans, rotativiste à l'imprimerie du Livre CGT, l'imprimerie de la presse sociale nouvelle (IPSN), qui s'occupe spécifiquement de la presse quotidienne, et M. Daniel Légeret, qui sera chargé des imprimeries de la presse fabriquant les magazines, les livres et les prospectus. Enfin, ils ont porté M. Roger Lancry à la présidence d'honneur.

Rassemblant sept mille cinq cents ouvriers, le SGL est une véritable puissance dans la presse parisienne. Les autres syndicats (CFDT, Force ouvrière) ont depuis toujours critiqué le monopole dont il dispose. Quant aux patrons de presse, qui ont toujours dû tenir compte de la puissance et de la capacité de mobilisation de M. Lancry, ils reconnaissent volontiers son esprit constructif et le talent de négociateur dont il a fait preuve, notamment lors des discussions sur la modernisation de la presse parisienne comme lors de la grève des NMPP en décembre dernier.

Présent à la tête du SGL depuis 1975, membre de la CGT depuis

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Des ingrats !

ILS sont pas gentils, dites donc, tous ces gangsters qui partent en claquant la porte de nos prisons. Déjà vingt-huit en six semaines. Tiens, hier encore, à Loos-ès-Lille, ils étaient quatre, dont trois fichés au grand banditisme, à profiter de l'heure de la promenade pour lui tirer leur revolver. Bon, allez, tchao ! On t'aime bien, mais on t'aime plus. On se casse. Et cherche pas à nous remettre la main dessus, sinon on se fâche.

Ca, ça l'a vexé, le pauvre ! Après tout le mal qu'il s'est donné pour eux ! Il en avait les larmes aux yeux tellement qu'il était chagrin. C'est vrai, faire le mur en se servant d'une pince et d'une paire de draps comme de vulgaires matras, ça ressemble à quoi ? S'ils avaient envie de faire un stop pour aller bouffer des frites en Belgique un dimanche après-midi, ils avaient qu'à lui demander une permission de sortie. Il aurait pas refusé, pensez ! Il sait pas quoi inventer pour qu'ils se plaisent en taule, les bandits.

Quand les gardiens, pardon, les surveillants, se sont tous en grève parce qu'ils se sen-

taient mal vus, mal considérés, il les a engueulés : C'est votre faute, aussi ! Soyez plus attentifs à leurs besoins, aux détenus, plus compréhensifs. Pas la peine d'essayer de les retenir de force. Ça sert à rien. Faut éviter qu'ils s'ennuient, qu'ils aient le cafard. Votre métier, c'est un métier de contact humain, l'oubliez pas. C'est à vous de les reconstruire avec la société en leur montrant qu'elle est pleine de gens à votre image : tendres, affectueux, confiants.

Et attendez, c'est pas fini. Il n'y a pas quinze jours, en pleine épidémie de cavale, il a pris une mesure spectaculaire pour l'enrayer, le garde des sceaux. Ils ont convenu, lui et Djack, vous savez le ministre de tout un tas de trucs dont la culture, d'organiser des expositions de peinture dans les centres de détention. Faudrait tout de même pas qu'ils passent à côté des grands courants de l'art contemporain, les repris de justice, ça serait criminel. Question théâtre et musique, pareil.

Vous croyez qu'ils lui en seraient reconnaissants ? Jamais de la vie ! C'est rien que des ingrats, je vous dis.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 janvier

Légère hausse

Après la vive baisse de 2,2 % enregistrée la semaine dernière, le marché enregistrerait une légère hausse lundi des ouvertures des échanges. L'indice CAC 40 s'appréciait de 0,66 % en fin de matinée. Parmi les plus fortes progressions figuraient les certificats d'investissement du Groupe Victoire (+6,7 %), BP France (+5,2 %), Legrand ADP (+3,8 %) et Dumez (+3,7 %). En baisse on notait Sefimeg (-3,5 %), Sagem (-3,2 %) et Thomson TP (-3,1 %).

ECONOMIE MAGAZINE

L'ETAT, LE PLUS MAUVAIS EMPLOYEUR DE FRANCE

La fonction publique est en pleine effervescence. Mal aimés, mal payés, les fonctionnaires se rebiffent. S & V ECONOMIE MAGAZINE révèle, les nombreuses aberrations de fonctionnement d'un service public qu'il est grand temps de redéfinir et de revaloriser.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- Où en est la construction européenne ?
- Affaires : vendre une entreprise aux enchères.
- Systèmes experts pour la gestion de PME.

S & V ECONOMIE MAGAZINE COMPRENDRE POUR AGIR

Le Roumanien dans la tourmente

Le Roumanien dans la tourmente

Le Roumanien dans la tourmente

Le Roumanien dans la tourmente

Le Roumanien dans la tourmente

Le Roumanien dans la tourmente

Le Roumanien dans la tourmente

Le Roumanien dans la tourmente

Le Roumanien dans la tourmente

Le Roumanien dans la tourmente